



MINISTÈRE DES TRANSPORTS,  
DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE  
L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

## Étude des crédits 2018-2019

Questions particulières de  
l'opposition officielle  
1 à 171

Questions particulières du  
deuxième groupe de l'opposition  
1 à 199

AVRIL

2018

Québec 

MINISTÈRE DES TRANSPORTS,  
DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE  
L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

# Étude des crédits 2018-2019

Questions particulières de  
l'opposition officielle  
1 à 171

AVRIL  
**2018**



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

#### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTIONS OFFICIELLES
-----------------------

1. Au 1<sup>er</sup> mars 2018, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère ou du ministre, indiquer :
  - a. le nombre d'employés.
  - b. le nombre de cadres et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération.
  - c. la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV.
  - d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Au 1<sup>er</sup> mars 2018, pour l'ARTM et le RTM, indiquer :
  - a. le nombre d'employés.
  - b. le nombre de cadres et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération.
  - c. la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV.
  - d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
3. Évolution de l'effectif d'ingénieurs et de techniciens au Ministère depuis 2003 en ventilant par catégorie d'emploi et par année. Indiquer le nombre d'ingénieurs et de techniciens supplémentaires embauchés chaque année et les prévisions pour 2018-2019 et les trois années suivantes.
4. Actions prises en suivi du rapport de la Commission sur l'administration publique de juin 2016 sur les auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative pour améliorer le climat de travail et la gestion du ministère, et répondre aux allégations d'intimidation et de harcèlement soulevées par Annie Trudel et Louise Boily.
5. Pour tous les programmes du Ministère, donner le détail des crédits existant qui n'ont pas été abolis en 2017-2018 ou qui ne seront pas reconduits en 2018-2019.
6. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2018-2019.
7. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2017-2018 et la liste des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).
8. Liste des ateliers, formations, conférences, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Ministère et de ses organismes au cours de l'année 2017-2018. Indiquer :
  - a. le lieu;
  - b. le coût;
  - c. la ou les dates de participation;
  - d. le nombre de participants;
  - e. le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
  - f. le nom de la formation ou de l'activité.



9. Sommes dépensées en 2017-2018 (prévisions pour 2018-2019) par le Ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achats de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).
10. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2017-2018, en indiquant, pour chacun :
  - a. son mandat;
  - b. la liste des membres;
  - c. le budget dépensé;
  - d. le montant engagé, ventilé par frais de déplacement, de repas ou autres;
  - e. les résultats atteints.
11. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le Ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2017-2018. Fournir également le détail de toute autre demande de compression du Conseil du trésor auprès du Ministère ou de l'un de ses organismes.
12. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
13. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le Ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
14. Pour le Ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2017-2018 :
  - a. la liste de tous les concours et tirages effectués;
  - b. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
  - c. l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
15. Concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2017-2018 :
  - a. le nom de toutes les campagnes;
  - b. les coûts de ces campagnes;
  - c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
  - d. les dates de diffusion de la campagne;
  - e. les objectifs visés par chaque campagne.
16. Liste détaillée des travaux effectués sur l'autoroute 25 :
  - a. l'échéancier des travaux;
  - b. l'état de l'arpentage effectué par le partenaire privé;
  - c. le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;
  - d. toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;
  - e. l'état de situation du système de péage, nombre de plaintes enregistrées et de véhicules non identifiés sur le passage payant en 2017-2018.
17. Liste détaillée des travaux effectués pour le projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal :
  - a. l'état d'avancement du projet;
  - b. copie des rapports, ententes, études ou autres réalisés à ce jour;
  - c. les dates des rencontres entre les fonctionnaires du Ministère et ceux de la Ville de Montréal; fournir un état des négociations;
  - d. l'échéancier des travaux;
  - e. le bilan des sommes investies en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

- 18.** Liste détaillée des travaux effectués, coûts et échéanciers pour les routes ci-dessous. Ventiler par année pour chacune des années (2016-2017 et 2017-2018) et inclure les prévisions pour 2018-2019 :
- a. l'autoroute 20, incluant toute note, rapport, état de situation, échéancier, concernant le prolongement entre Rivière-du-Loup et Rimouski;
  - b. l'autoroute 19
  - c. l'autoroute 15;
  - d. l'autoroute 10;
  - e. l'autoroute 50;
  - f. l'autoroute 55;
  - g. l'autoroute 73;
  - h. l'autoroute 40;
  - i. l'autoroute 75;
  - j. l'autoroute 85;
  - k. l'autoroute 35;
  - l. l'autoroute Alma-La Baie;
  - m. la route 132;
  - n. la route 175 – inclure une copie de toutes les ententes de financement avec Ottawa;
  - o. la route 169;
  - p. la route 167;
  - q. la route 109;
  - r. la route 113;
  - s. la route 116;
  - t. la route 117;
  - u. la route 155;
  - v. la route 133;
  - w. la route 138;
  - x. la route 185;
  - y. la route 367.
  - z. boulevard Saint-Michel (Montréal);
  - aa. l'élargissement de l'autoroute 73;
  - bb. le projet de REM par la CDPQ Infra.
- 19.** État des négociations sur le financement du REM de la CDPQ Infra et estimation des contributions des organismes et gouvernements publics au fonctionnement du REM.
- 20.** Portrait des activités du PPP pour les ponts des autoroutes 25 et 30. Pour chacune des 5 dernières années, indiquer les revenus totaux pour chaque pont, la part revenant au gouvernement, les sommes dépensées dans l'entretien des ponts, ainsi que l'estimation des travaux futurs sur les ponts, de l'achalandage et des tarifs. Fournir les ententes pour l'exploitation de chacun des ponts. Expliquer l'utilisation faite des revenus du péage.
- 21.** Détail des travaux et des investissements effectués sur la Route verte pour les 5 dernières années. Estimations pour l'an prochain. Fournir la liste des municipalités bénéficiaires.
- 22.** Liste des sites dangereux et accidentogènes du réseau routier. Crédits prévus par site et dépensés par site pour chaque année financière depuis 2011. Prévisions d'investissements dans des interventions de sécurité routière en 2018-2019.
- 23.** Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2017-2018 pour la réfection de l'échangeur Turcot. Indiquer aussi :
- a. l'échéancier des travaux et le détail des investissements prévus pour 2018-2019;
  - b. la liste des travaux reportés depuis 2010 et les échéanciers (initial et modifié) pour chacun;
  - c. la liste des ententes, études, analyses, rapports ou autres effectués à ce jour;
  - d. la liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux, et l'état des appels d'offres en cours;
  - e. le coût estimé des mesures relatives à la protection des couleuvres brunes;
  - f. le coût estimé des mesures relatives à la protection et au transfert de site des faucons pèlerins.

- 24.** Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2017-2018 pour la construction du nouvel échangeur Turcot. Indiquer aussi :
- a. l'état d'avancement, l'échéancier et le coût des mesures d'expropriation;
  - b. l'état des appels d'offres en cours;
  - c. le détail de toute modification (ou projet de refonte) apportée au concept initial du projet.
- 25.** Concernant le pont de l'île d'Orléans, fournir :
- a. la liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);
  - b. le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2017-2018, ainsi que les prévisions et l'échéancier pour 2018-2019;
  - c. copie de tout autre rapport, entente, étude et analyse réalisés à ce jour.
- 26.** Concernant le pont Gouin à Saint-Jean-sur-Richelieu, fournir :
- a. la liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);
  - b. le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2017-2018, ainsi que les prévisions et l'échéancier pour 2018-2019;
  - c. copie de tout autre rapport, entente, étude et analyse réalisés à ce jour.
- 27.** Concernant les projets de haltes routières, fournir :
- a. la liste des travaux de réfection ou de construction effectués en 2017-2018, avec les coûts détaillés;
  - b. les prévisions et l'échéancier des travaux en 2018-2019 et pour les années suivantes, s'il y a lieu;
  - c. copie de toute entente signée avec un partenaire privé;
  - d. l'état des appels d'offres bilan du partenariat public-privé.
- 28.** Concernant le tunnel Mont-Royal, fournir :
- a. l'état de situation de la sécurité du tunnel, ainsi que la liste et une copie des rapports et des études à ce sujet;
  - b. la liste des travaux effectués en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
- 29.** Concernant le Bureau de la mise en œuvre du partenariat public-privé, fournir :
- a. le bilan des activités pour 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;
  - b. la ventilation du budget total, par catégorie, pour 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;
  - c. le budget de fonctionnement pour 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;
  - d. l'effectif équivalent ETC pour 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.
- 30.** Concernant le Bureau d'implantation du métro de Montréal, fournir, pour 2017-2018 :
- a. l'organigramme;
  - b. le nombre d'employés;
  - c. les coûts de fonctionnement;
  - d. le budget global et ventilé;
  - e. le bilan des activités;
  - f. fournir également les prévisions pour 2018-2019, ainsi que la liste, le détail et les coûts des études concernant le prolongement des lignes de métro dans la région de Montréal.

- 31.** Concernant le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (FCARR), fournir :
- a. la liste des travaux réalisés en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, pour chacune des circonscriptions électorales;
  - b. le détail des sommes constituant le FCARR au 31 décembre 2017, les prévisions pour 2018-2019, ainsi que la répartition par durée d'amortissement;
  - c. les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts du FCARR pour 2017-2018 et celles estimées pour 2018-2019, ainsi que la répartition par durée d'amortissement.
- 32.** Concernant le programme d'aide financière aux municipalités pour l'entretien des routes. (PAERRL), fournir :
- a. les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2012-2013;
  - b. la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2017-2018.
- 33.** Concernant le Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal. (PAARRM), fournir :
- a. les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2012-2013;
  - b. la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2017-2018.
- 34.** Bilan du Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun, au 31 mars 2016 et au 31 décembre 2017, en précisant :
- a. les montants versés à chacun des organismes publics de transport;
  - b. le nombre total d'automobilistes, dans chaque municipalité, ayant versé la contribution de 30 \$;
  - c. les statistiques d'achalandage des organismes publics de transport en commun (en %, selon la provenance des usagers).
- 35.** Liste des projets des organismes de transport en commun pour lesquels la SOFIL a versé des subventions en 2017-2018, avec ventilation des montants versés par organisme et par projet. Fournir la liste des projets refusés.
- 36.** Liste et détail des contrats de démolition d'infrastructures routières octroyés par le ministère, avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, au cours de l'année 2017-2018.
- 37.** Liste et détail des montants consacrés par le Ministère en 2017-2018 à l'inspection et à l'entretien des ponts, des viaducs et d'autres structures similaires sous sa juridiction. Ventilation par structure et par dépense (entretien ou inspection). Fournir les prévisions pour 2018-2019.
- 38.** Liste détaillée des acquisitions, des dispositions et des ventes de terrains et d'immeubles par le Ministère en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
- 39.** Liste et détail des consultations menées par le Ministère auprès des communautés autochtones en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019. Fournir le nom et le salaire (ou les contrats octroyés) de tout négociateur embauché par le Ministère pour mener ces consultations.
- 40.** Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019. Ventiler en spécifiant les parts respectives de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.
- 41.** Crédits affectés, par programme, à la voirie locale depuis 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2018-2019. Ventiler en spécifiant les parts respectives de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.

42. Liste des projets de voie réservée à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir, pour chaque région, la liste des projets reportés depuis 2007 et la liste des projets réalisés en 2017-2018 (incluant leurs coûts).
43. Sommes dépensées par le Ministère en 2017-2018 pour l'achat ou l'entretien de véhicules électriques ou hybrides. Fournir le nombre total de ces véhicules faisant partie du parc automobile du ministère, en pourcentage du total.
44. Sommes octroyées en vertu du Programme d'aide visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre (PAREGES), ainsi que la liste et le détail des programmes ou des projets financés.
45. État d'avancement et coûts reliés aux études, aux scénarios ou aux analyses concernant les projets de tramway à Québec, à Montréal, à Laval et dans toute autre ville du Québec (s'il y a lieu).
46. État d'avancement, montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures (PQI), liste des différents scénarios analysés (incluant, s'il y a lieu, pour chacun des scénarios, les coûts totaux et l'achalandage quotidien et annuel estimés), et coûts reliés aux études relatives aux projets suivants :
  - a. Élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec;
  - b. Prolongement du réseau de métro de Montréal (ensemble des lignes à l'étude);
  - c. Transit sur le nouveau pont Champlain;
  - d. Connexion du nouveau pont Champlain au réseau routier québécois;
  - e. Train de l'Ouest;
  - f. Train de l'Est;
  - g. Réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont;
  - h. Faisabilité de la voie de contournement à Lac-Mégantic;
  - i. Parachèvement de l'autoroute 19;
  - j. Construction de trois traversiers;
  - k. Accès aux ports de Québec et de Montréal (stratégie maritime);
  - l. Pôle logistique de la stratégie maritime en Montérégie;
  - m. Élargissement de l'autoroute 73;
  - n. Projet de REM par la CDPQ Infra.
47. État d'avancement, liste des différents scénarios analysés (incluant les coûts estimés pour chacun des scénarios et les coûts reliés aux études ou aux analyses) relatifs au lien ferroviaire du Nord.
48. État d'avancement et ventilation des sommes allouées à l'électrification des transports dans le budget 2018-2019.
49. Liste détaillée des projets et des sommes allouées (par projet) à l'électrification des transports en 2017-2018.
50. État d'avancement, montants alloués dans le budget 2018-2019 et ventilation des sommes allouées à la stratégie de mobilité durable.
51. Ventilation des montants alloués au Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration des services du transport collectif, pour l'année 2018-2019.
52. Liste détaillée des travaux effectués sur le pont Honoré-Mercier. Fournir :
  - a. l'échéancier des travaux;
  - b. le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
  - c. toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;
  - d. toutes les études réalisées ou les projets d'étude pour sa réfection ou son remplacement;
  - e. le montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures.



53. Sommes versées en 2017-2018 en transport collectif pour les régions du Québec et les communautés rurales. Ventiler les montants par région et par MRC; inclure la prévision des sommes pour 2018-2019.
54. Crédits affectés aux différents programmes de la Route verte pour 2017-2018, ventilés par projet et par région administrative. Fournir les prévisions pour 2018-2019. Impact de la coupe de 2,8 M\$ du programme d'entretien de la Route verte sur l'ensemble du réseau.
55. État d'avancement, copie de toute étude et de tout échéancier (s'il y a lieu) des projets de train rapide Québec-Windsor et de tout autre projet de train reliant le Québec à une ville américaine. Fournir les coûts liés aux études.
56. État d'avancement et sommes engagées par le Ministère pour le projet de navette ferroviaire pour passagers entre l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau et le centre-ville de Montréal pour 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
57. Ventilation des ressources financières consacrées en 2017-2018, par année et par région administrative, au programme de transport adapté. Préciser, pour chaque région, le nombre de personnes en attente du service et la durée moyenne des délais d'attente. Inclure les prévisions pour 2018-2019.
58. Sommes investies en 2017-2018 pour la réfection de l'aéroport international Jean-Lesage et la provenance de ces fonds. Inclure les détails de l'avancement des travaux et la liste des contrats octroyés jusqu'à présent, ainsi que les prévisions pour 2018-2019. Inclure également le détail des sommes investies et l'échéancier pour l'ouverture du centre de pré-dédouanement américain sur le territoire de l'aéroport.
59. Pour l'unité anticollusion du ministère, fournir :
  - a. le nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC);
  - b. les sommes ventilées affectées à l'unité en 2013-2014, en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017 et en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019;
  - c. le bilan des activités de l'unité au cours de la dernière année.
60. Liste de tous les contrats octroyés ou des honoraires professionnels versés par le Ministère à la Table québécoise de la sécurité routière, à son président, à un de ses membres ou à un de ses organismes y siégeant dans le cadre des travaux de la Table, et ce, pour chaque année financière depuis 2005-2006.
61. Liste et détail des ententes signées entre le Ministère et une compagnie ou un organisme privé pour la construction, le prolongement et l'entretien d'une route.
62. Concernant le projet de remplacement des panneaux de signalisation du réseau routier québécois, fournir :
  - a. l'état d'avancement du projet et les coûts totaux engagés à ce jour;
  - b. l'estimation du coût total du projet;
  - c. la liste et le détail des contrats octroyés en 2017-2018 à cette fin, incluant les coûts et le nom du fournisseur;
  - d. la liste des appels d'offres en cours;
  - e. les prévisions pour 2018-2019.
63. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Direction de la vérification interne et de l'évaluation des programmes en 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.
64. Concernant les vérificateurs internes, fournir, pour chacune des 14 directions territoriales :
  - a. la liste des vérificateurs et leur rémunération;
  - b. un état de situation de leurs activités et le détail des rapports remis au comité de vérification du ministère;
  - c. le bilan de mise en œuvre de cette mesure depuis novembre 2009.

- 65.** Liste des contrats accordés par la SAAQ en 2017-2018, en indiquant :
  - a. la nature du contrat;
  - b. le mode d'octroi;
  - c. le nom de l'entreprise qui a obtenu le contrat;
  - d. le coût initial prévu et le coût final, incluant les avenants ou les suppléments.
- 66.** Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le Ministère des Transports pour 2017-2018, et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chacun.
- 67.** Bilan de l'implantation du Système de reconnaissance des plaques d'immatriculation (SRPI), en précisant :
  - a. les coûts détaillés et les revenus générés par le projet-pilote;
  - b. les coûts ventilés d'implantation du système;
  - c. le nombre de constats d'infraction délivrés en 2017-2018;
  - d. le nombre d'appareils en service;
  - e. les prévisions pour 2018-2019.
- 68.** Pour chaque programme éducatif et campagne de sensibilisation de la SAAQ, fournir, pour 2017-2018 (ainsi que les prévisions pour 2018-2019) :
  - a. le budget détaillé, les subventions accordées et les coûts engendrés;
  - b. le détail et le bilan des activités de chacun des programmes;
  - c. les ressources humaines qui y sont affectées;
  - d. le nom de la ou des firmes responsables du programme ou de la campagne, s'il y a lieu;
  - e. la liste des projets réalisés dans le cadre de ces programmes.
- 69.** Budgets détaillés et liste des subventions accordées par le Ministère et par la SAAQ, pour 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, aux événements, programmes de sensibilisation ou campagnes suivants :
  - a. En ville sans ma voiture;
  - b. Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant;
  - c. Semaine de la courtoisie au volant;
  - d. Mois du piéton;
  - e. Coupe ton moteur.
- 70.** Pour chacune des catégories d'emploi (contrôleurs routiers, inspecteurs, entreprises, inspecteurs mécaniques), fournir la liste détaillée de l'effectif de la SAAQ, pour chaque année depuis 2012, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
- 71.** Nombre de contrôleurs routiers à l'emploi de la SAAQ, ventilation par région. Nombre d'interventions effectuées et de constats donnés pour 2017-2018 et pour les quatre années financières précédentes.
- 72.** Nombre et liste des accidents ferroviaires au Québec pour chaque année depuis 2012, et détail des causes et des conséquences de ces accidents.
- 73.** Liste des accidents répertoriés impliquant des véhicules de déneigement pour l'année 2017-2018. Fournir aussi la liste des membres et des activités du Comité stratégique sur le déneigement.
- 74.** Ventilation de toutes les sanctions, amendes, pénalités et de tous les avertissements donnés aux conducteurs de véhicule lourd, selon le type d'infraction (limiteur de vitesse, fatigue au volant, etc.), par année, depuis 2007.
- 75.** État de situation du projet pilote Uber. Fournir le nombre d'inspections et de contrôles routiers effectués sur des chauffeurs d'Uber inc. Inclure le sommaire des infractions constatées, par catégorie, et les suivis faits des inspections.

76. Fournir les statistiques sur le nombre de déplacements effectués par Uber dans le cadre du projet pilote, par semaine et pour chacune des catégories suivantes : 50 000 heures et moins, 50 000 à 100 000 heures, 100 000 à 150 000 heures et 150 000 heures ou plus.
77. Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le Ministère en 2017-2018 pour les véhicules lourds.
78. Nombre de certificats d'exemption de pneus d'hiver émis pour 2017-2018, avec le détail des motifs d'exemption. Fournir les coûts administratifs liés à la gestion et à la délivrance de ces exemptions.
79. Donner la liste des projets de transport ou d'infrastructures identifiés par le gouvernement pour recevoir du financement par les divers fonds d'infrastructures fédéraux.
80. État de situation pour le renouvellement des voitures de métro MR-73. Indiquer les détails du plan de renouvellement et l'échéancier pour le remplacement de l'ensemble des voitures.
81. Concernant le Fonds de la sécurité routière, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2017-2018 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide et le montant reçu.
82. État de situation, liste des travaux et sommes investies dans le dossier du prolongement de la route 138 depuis la résiliation de l'entente-cadre de 100 M\$ pour le projet de développement d'un lien routier entre les localités de Kegaska et de Vieux-Fort, sur la Basse-Côte-Nord, avec la compagnie Pakatan Meskanau de la Grande Séduction.
83. Copie des notes ministérielles, des avis de pertinence, des mémos, de la correspondance, des courriels ou de tout autre document pertinent qui ont motivé la décision du ministre d'ajouter l'étude d'un train de surface au mandat du bureau de projet sur le prolongement de la ligne bleue de l'AMT.
84. Indiquer les programmes auxquels seront affectées les sommes prévues pour les transports collectifs et actifs d'ici 2020, notamment le différentiel entre les sommes transférées au Ministère (1 200 M\$ du Fonds vert) et les dépenses de programme annoncées à ce jour (660 M\$).
85. Quels seront, en 2018-2019, les transferts du Fonds vert en direction du Ministère, et à quelles fins ces sommes seront-elles affectées?
86. Quels ont été, en 2017-2018, les transferts du Fonds vert en direction du Ministère, et à quelles fins ces sommes ont été affectées?
87. Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) en 2017-2018 et pour les trois dernières années. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan de 2017 à 2019.
88. Nombre de véhicules électriques, de véhicules hybrides « branchables » et de véhicules hybrides immatriculés au Québec pour les années 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017. Inclure la ventilation par modèle et par marque de véhicule.
89. Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2017-2018 concernant l'élargissement de l'autoroute Henri-IV. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.
90. Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2017-2018 concernant la reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.
91. Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2017-2018 concernant l'impact sur le réseau routier de la construction de l'édifice Le Phare par le groupe Dallaire à Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.

- 92.** Coût de l'étude de faisabilité Tramway/SRB réalisée conjointement par les villes de Québec et de Lévis et le Ministère des Transports.
- 93.** Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo). Indiquer aussi la destination et l'utilisation des sommes perçues (fonds consolidé du revenu, financement d'un programme spécifique, etc.).
- 94.** Concernant les travaux du comité de concertation du Ministère et des firmes de génie-conseil, relancé le ou vers le 15 février 2016, fournir la liste des membres, le nombre de rencontres tenues jusqu'à maintenant, une copie des ordres du jour et tout autre document pertinent depuis 2004.
- 95.** Concernant les travaux du comité sur la planification et la coordination des travaux, lancé conjointement par le Ministère et la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) le ou vers le 22 juin 2011, fournir la liste des membres, le nombre de rencontres tenues jusqu'à maintenant, une copie des ordres du jour et tout autre document pertinent. Faire de même pour les comités au mandat similaire qui lui ont succédé, s'il n'existe plus.
- 96.** Suivi de la déclaration d'intention faite le ou vers le 11 août 2016 par le ministre des Transports en matière de réglementation du transport de matières dangereuses. Indiquer les actions et décisions prises depuis le tragique accident du 9 août 2016 sur l'autoroute métropolitaine à Montréal.
- 97.** État de situation pour chacun des navires de la flotte (en indiquant leur lieu d'opération) de la Société des traversiers du Québec, incluant les navires en construction et les projets futurs.  
  
Inclure les travaux d'entretien passés et futurs prévus pour les navires en opération.  
  
Pour les navires en construction, détailler les coûts prévus à chacune des étapes de la construction, incluant la conception et la mise en chantiers, avec les modifications au projet initial et les impacts financiers associés.
- 98.** État de situation et échéancier pour les grands projets en transports dans la région de la capitale nationale et les prévisions pour 2018-2019.
- 99.** Indiquer les sommes engagées et les rapports produits dans l'étude du « troisième lien » entre les rives Nord et Sud de Québec pour les 5 dernières années.
- 100.** Mise à jour du Répertoire statistique Transport adapté, pour les années 2011 à 2017, incluant notamment :
  - a. le nombre de personnes handicapées admises par les divers services;
  - b. le nombre d'heures moyen de service par semaine;
  - c. le nombre de déplacements;
  - d. le tarif de base moyen;
  - e. le nombre de kilomètres moyen parcouru par véhicule;
  - f. le nombre et le type des véhicules : minibus, taxis, etc.;
  - g. la dépense totale;
  - h. la contribution des usagers, du municipal et du gouvernement du Québec;
  - i. les revenus totaux;
  - j. le coût moyen par usager.
- 101.** État de situation sur la réorganisation de la gouvernance des transports en commun dans la grande région de Montréal et de la création de la nouvelle Autorité régionale de transport métropolitain.
- 102.** Le montant perçu pour la taxe sur l'immatriculation de 45 \$ versée à l'agglomération de Montréal et le nombre d'automobilistes visés. Répartir pour chacune des municipalités soumises à la contribution.

- 103.** Concernant l'application par le Ministère des articles Cahier des charges et devis généraux (CCDG) – Infrastructures routières – Déneigement et déglacage aux sous-traitants concernés :
- a. « 3.5 Travaux imprévus » : nombre de cas par année et montant total des travaux effectués par année, pour les 5 dernières années.
  - b. « 3.7 Conditions manifestement différentes » : nombre de demandes par année et montant total par année, pour les 5 dernières années.
  - c. « 4.1 Obligation du prestataire de services relativement au mode d'assurance de la qualité » : nombre de défauts de respecter les obligations en matière d'assurance de la qualité par année et total des frais engagés pour remédier aux manquements par année, pour les 5 dernières années.
  - d. « 4.2 Matériaux » : nombre de tests de conformité des abrasifs par année et nombre de cas non-conformité par année, pour les 5 dernières années.
  - e. « 7.4 Retenue pour matériel non disponible » : nombre de cas par année et montant total des retenues permanentes par année, pour les 5 dernières années.
  - f. « 7.6 Travaux défectueux » : nombre d'avis écrits émis par année, nombre de corrections inacceptables, de refus de corriger ou de négligence de corriger par année, et montant total pour les paiements des dépenses engagées imposés aux sous-traitants par année, pour les 5 dernières années.
  - g. « 7.7 Défaut d'exécution » : nombre de mises en demeure pour défaut d'exécution par année et nombre de cas d'inaction du prestataire de services par année, pour les 5 dernières années.
    - g.1. « 7.7.1 Avertissement et avis de réprimande » : nombre d'avertissements émis par année et nombre d'avis de réprimande émis par année, pour les cinq dernières années.
    - g.2. « 7.7.2 Retenue pour défaut d'exécution » : Montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution à la suite de l'émission d'un avertissement par année, et montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution à la suite de l'émission d'un avis de réprimande par année, pour les 5 dernières années.
  - h. « 7.8 Évaluation du rendement du prestataire de services » : nombre d'évaluations de rendement émises annuellement et nombre d'évaluations de rendement jugées insatisfaisantes par année, pour les 5 dernières années.
  - i. « 8.3 Avenant au contrat » : nombre d'avenants au contrat autorisés par année et montant total des avenants autorisés par année, pour les 5 dernières années.
  - j. « 8.6 Retenues spéciales » : nombre de retenues spéciales autorisées par année et montant total des retenues spéciales par année, pour les 5 dernières années.
  - k. « 9.1 Résiliation par volonté du ministre » : nombre de résiliations de contrat par année, pour les 5 dernières années.
- 104.** Nombre de kilomètres pondérés de route du Québec déneigés en régie interne par le Ministère, par les municipalités et par des sous-traitants, par année, pour les 10 dernières années.
- 105.** Valeur annuelle des contrats de déneigement par année, pour les 10 dernières années.
- 106.** Nombre moyen de kilomètres pondérés déneigés par contractant, par année, pour les 10 dernières années.
- 107.** Liste des contractants en déneigement ayant obtenu un rendement insatisfaisant par année pour les 10 dernières années.
- 108.** Nombre de contrats de plus de 100 000 \$ en déneigement par année, pour les 10 dernières années.
- 109.** Plaintes liées au déneigement reçues par le Ministère par année, pour les 10 dernières années.
- 110.** À partir de quel niveau de rendement, calculé sur l'équité totale du projet du REM, le gouvernement du Québec recevra-t-il plus de dividendes qu'il ne verse de contributions à l'exploitation?
- 111.** Quelles sont les contributions à l'exploitation du REM prévues en provenance du gouvernement du Québec pour les années 2023-2024 et suivantes?

112. Le montant de 133,2 M\$ prévu pour 2022-2023 sera-t-il récurrent? Sera-t-il stable, indexé, ou majoré selon une autre formule? Si oui, préciser laquelle.
113. Somme prévue dans le budget pour la mise en place d'un bureau de projet pour étudier la possibilité de construire un pont enjambant la rivière Saguenay à la hauteur de la 138.
114. Échéancier actuel pour le remplacement ou la réfection du pont de l'île d'Orléans.

**Dépenses au Ministère dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020**

115. Pour le programme « Écocamionnage (Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2017-2018 par le Ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :
- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
  - b. la description du projet;
  - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
  - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
  - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
  - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
116. Pour le programme « Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2017-2018 par le Ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :
- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
  - b. la description du projet;
  - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
  - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
  - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
  - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
117. Pour le programme « Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2017-2018 par le Ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :
- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
  - b. la description du projet;
  - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
  - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
  - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
  - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
118. Pour le programme « Programme Véloce II », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2017-2018 par le Ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :
- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
  - b. la description du projet;
  - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
  - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
  - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
  - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.



**119.** Pour le programme « Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2017-2018 par le Ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
- b. la description du projet;
- c. la date de versement de l'aide financière accordée;
- d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
- e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

**Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques**

**120.** Pour le programme « Écocardionnage (Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises) », fournir la ventilation suivante :

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt CO<sub>2</sub>);
- b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO<sub>2</sub>);
- c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO<sub>2</sub>);
- e. les investissements totaux des projets (en millions \$);
- f. les aides financières totales du Ministère (en millions \$);
- g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

**121.** Pour le programme « Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF) », fournir la ventilation suivante :

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt CO<sub>2</sub>);
- b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO<sub>2</sub>);
- c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO<sub>2</sub>);
- e. les investissements totaux des projets (en millions \$);
- f. les aides financières totales du Ministère (en millions \$);
- g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

**122.** Pour le programme « Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) », fournir la ventilation suivante :

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt CO<sub>2</sub>);
- b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO<sub>2</sub>);
- c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO<sub>2</sub>);
- e. les investissements totaux des projets (en millions \$);
- f. les aides financières totales du Ministère (en millions \$);
- g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

- 123.** Pour le programme « Programme Véloce II », fournir la ventilation suivante :
- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt CO2);
  - b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO2);
  - c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
  - d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO2);
  - e. les investissements totaux des projets (en millions \$);
  - f. les aides financières totales du Ministère (en millions \$);
  - g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
  - h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
- 124.** Pour le programme « Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) », fournir la ventilation suivante :
- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt CO2);
  - b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO2);
  - c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
  - d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO2);
  - e. les investissements totaux des projets (en millions \$);
  - f. les aides financières totales du Ministère (en millions \$);
  - g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
  - h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

### **Investissements en transport**

- 125.** Taux de réalisation des investissements planifiés en transport en commun. Taux pour le réseau routier. Qu'est-ce qui explique la différence?
- 126.** Proportion, pour les cinq dernières années, des investissements réalisés entre le transport collectif et le transport routier, au PQI gouvernemental.
- 127.** Qu'arrive-t-il aux crédits budgétaires des projets routiers et de transport en commun qui ne sont pas réalisés au cours de l'année (et pourquoi)?
- 128.** Projets ou sommes prévus (étude ou planification) au précédent PQI pour les secteurs routiers et transport en commun qui sont retirés cette année. Projets ajoutés dans ces deux secteurs, par rapport à l'an dernier.
- 129.** Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir?
- 130.** Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et prévus pour 2017-2018, ventilés en fonction des sources de revenus.

### **Plans annuels de gestion des investissements (PAGI)**

- 131.** Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs du Ministère par rapport à l'an dernier.
- 132.** Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs (transports en commun) financés à 100 % ou 75 % par les programmes du Ministère par rapport à l'an dernier.
- 133.** Taux d'actifs en mauvais état dans le transport collectif et dans le transport routier.

## **Financement fédéral en infrastructures**

- 134. Concernant le Fonds d'infrastructure du transport en commun du gouvernement fédéral, liste complète des projets déposés par le gouvernement du Québec à la phase I du programme fédéral.
- 135. Total des sommes versés et liste des projets par société de transport dans le cadre de la phase 1 du FITC.
- 136. Total des sommes annoncés et liste des projets par société de transport dans le cadre de la phase 1 du FITC.
- 137. Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral concernant les 40 M\$ manquant concernant la phase 1 du FITC.

## **Projets soumis au Ministère**

- 138. Nombre de projets soumis durant la dernière année au Ministère pour les différents volets du PADTC et du PAGTCP. Nombre de projets acceptés, refusés et en attente de décision.
- 139. Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. Ventiler en spécifiant la part de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.
- 140. Liste des projets de voies réservées à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir pour chaque région la liste des projets reportés depuis 2009, et la liste des projets réalisés en 2017-2018 (avec leurs coûts).

## **Crédits des fonds spéciaux du Ministère**

- 141. Bilan comptable pour la dernière année du FORT, incluant les revenus et dépenses par catégories.
- 142. Prévision de revenus du FORT pour l'an prochain.
- 143. Recettes prévues par la taxe sur l'essence prélevée par le gouvernement du Québec sur un horizon de cinq ans.

## **Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC)**

- 144. Pour le programme « Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 et en 2017-2018 par le Ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :
  - a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
  - b. la description du projet;
  - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
  - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
  - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
  - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
- 145. Ventilation des montants alloués au Programme d'aide au développement du transport collectif, pour l'année 2017-2018.

## **Autoroutes**

- 146. Liste des documents produits et commandés par le Ministère en réponse au rapport du BAPE sur le projet de prolongement de la A19.
- 147. Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant le prolongement de la A13.

- 148. Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant l'élargissement de la A30.
- 149. Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant le prolongement de la A440.

**Fonds vert**

- 150. Liste des subventions versées par le PAGTCP admissibles au Fonds vert en 2017-2018.
- 151. Critères utilisés par le Ministère pour déterminer quels « projets ayant une incidence directe sur la réduction des émissions des GES » sont qualifiables pour recevoir des sommes virées du Fonds vert au FORT.
- 152. Total des GES évités en transport grâce aux subventions issues du PACC. Ventiler par secteur (routier, marchandises, etc.)

**Déneigement - Cahier des charges et des devis généraux (CCDG) - Infrastructure routière - Déneigement et déglacage**

- 153. Indiquer, pour la section « 3.5 Travaux imprévus », le nombre de cas par année et le montant total des travaux effectués par année, pour les cinq dernières années.
- 154. Indiquer, pour la section « 3.7 Conditions manifestement différentes », le nombre de demandes par année et le montant total par année, pour les cinq dernières années.
- 155. Indiquer, pour la section « 4.1 Obligation du prestataire de services relativement au mode d'assurance de la qualité », le nombre de défauts de respecter les obligations en matière d'assurance de la qualité par année et total des frais engagés pour remédier aux manquements par année, pour les cinq dernières années.
- 156. Indiquer, pour la section « 4.2 Matériaux », le nombre de tests de conformité des abrasifs par année et le nombre de cas de non-conformité par année, pour les cinq dernières années.
- 157. Indiquer, pour la section « 7.4 Retenue pour matériel non disponible », le nombre de cas par année et le montant total de retenues permanentes par année, pour les cinq dernières années.
- 158. Indiquer, pour la section « 7.6 Travaux défectueux », le nombre d'avis écrits émis par année, le nombre de cas corrections inacceptables, de refus de corriger ou de négligence de corriger par année et le montant total pour paiement des dépenses engagées imposé aux sous-traitants par année, pour les cinq dernières années.
- 159. Indiquer, pour la section « 7.7 Défaut d'exécution », le nombre de mises en demeure pour défaut d'exécution par année et le nombre de cas d'inaction du prestataire de service par année, pour les cinq dernières années.
- 160. Indiquer, pour la section « 7.7.1 Avertissement et avis de réprimande », le nombre d'avertissements émis par année et le nombre d'avis de réprimande émis par année, pour les cinq dernières années.
- 161. Indiquer, pour la section « 7.7.2 Retenue pour défaut d'exécution », le montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution suite à l'émission d'un avertissement par année et le montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution suite à l'émission d'un avis de réprimande par année, pour les cinq dernières années.
- 162. Indiquer, pour la section « 7.8 Évaluation du rendement du prestataire de services », le nombre d'évaluations de rendement émises annuellement et le nombre d'évaluations de rendement jugées insatisfaisantes par année, pour les cinq dernières années.
- 163. Indiquer, pour la section « 8.3 Avenant au contrat », le nombre d'avenants aux contrats autorisés par année et le montant total des avenants autorisés par année, pour les cinq dernières années.

- 164.** Indiquer, pour la section « 8.6 Retenues spéciales », le nombre de retenues spéciales autorisées par année et le montant total des retenues spéciales par année, pour les cinq dernières années.
- 165.** Indiquer, pour la section « 9.1 Résiliation par volonté du ministre », le nombre de résiliations de contrat par année, pour les cinq dernières années.
- 166.** Indiquer le nombre de kilomètres pondérés de route du Québec déneigés en régie interne par le ministère, par les municipalités et par des sous-traitants, par année, pour les dix dernières années.
- 167.** Indiquer la valeur annuelle des contrats de déneigement par année, pour les dix dernières années.
- 168.** Indiquer le nombre moyen de km pondérés déneigés par contractant par année, pour les dix dernières années.
- 169.** Fournir la liste des contractants en déneigement ayant obtenu un rendement insatisfaisant par année pour les dix dernières années.
- 170.** Indiquer le nombre de contrats de plus de 100 000 \$ en déneigement par année, pour les dix dernières années.
- 171.** Indiquer le nombre de plaintes liées au déneigement reçues par le Ministère par année, pour les dix dernières années.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 1

<p><b>Titre</b></p> <p>Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du MTMDET, pour l'année 2017-2018, indiquer :</p> <p>a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;</p> <p>b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;</p> <p>c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.</p>																																																																																										
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p><b>a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération</b></p> <p>Ces données renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de la Loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public, et ce, conformément à l'article 57 de la Loi d'accès à l'information.</p> <p>La masse salariale globale de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017 s'élève à 193 M\$.</p> <p><b>Liste des membres du conseil d'administration</b></p> <table border="1"><thead><tr><th>Membre</th><th>Date du début du mandat</th><th>Date de fin du mandat</th><th>Durée du mandat</th><th>Numéro décret</th></tr></thead><tbody><tr><td>Lorna Telfer, présidente</td><td>19 janvier 2016</td><td>17 janvier 2021</td><td>5 ans</td><td>23-2016</td></tr><tr><td>Alain Albert</td><td>28 novembre 2007 30 mai 2012 Fin de mandat 4 juillet 2017</td><td>27 novembre 2011 29 mai 2016</td><td>4 ans 4 ans</td><td>1057-2007 558-2012</td></tr><tr><td>Yvan Bordeleau</td><td>30 septembre 2009 10 décembre 2014</td><td>30 septembre 2012 10 décembre 2018</td><td>3 ans 4 ans</td><td>1059-2009 1124-2014</td></tr><tr><td>André Caron</td><td>30 septembre 2009 10 décembre 2014</td><td>30 septembre 2013 10 décembre 2018</td><td>4 ans 4 ans</td><td>1059-2009 1124-2014</td></tr><tr><td>Louise Champoux-Paillé</td><td>26 février 2014</td><td>26 février 2018</td><td>4 ans</td><td>197-2014</td></tr><tr><td>Brigitte Corbeil</td><td>30 septembre 2009 18 décembre 2013 4 juillet 2017</td><td>30 septembre 2013 18 décembre 2015 3 juillet 2019</td><td>4 ans 2 ans 2 ans</td><td>1059-2009 1362-2013 754-2017</td></tr><tr><td>Anne-Marie Croteau</td><td>30 septembre 2009 18 décembre 2013</td><td>30 septembre 2013 18 décembre 2015</td><td>4 ans 2 ans</td><td>1059-2009 1362-2013</td></tr><tr><td>Jean-Marie De Koninck</td><td>1<sup>er</sup> avril 2015</td><td>31 mars 2019</td><td>4 ans</td><td>318-2015</td></tr><tr><td>Claudia Di Iorio</td><td>4 juillet 2017</td><td>3 juillet 2021</td><td>4 ans</td><td>754-2017</td></tr><tr><td>François Geoffrion</td><td>18 décembre 2013</td><td>18 décembre 2017</td><td>4 ans</td><td>1362-2013</td></tr><tr><td>Johanne Goulet</td><td>18 décembre 2013</td><td>18 décembre 2017</td><td>4 ans</td><td>1362-2013</td></tr><tr><td>Conrad Lord</td><td>30 mai 2012 30 septembre 2012 4 juillet 2017</td><td>29 septembre 2012 29 mai 2016 3 juillet 2021</td><td>4 mois 3 ans et 7 mois 4 ans</td><td>558-2012 558-2012 754-2017</td></tr><tr><td>Jude Martineau</td><td>26 février 2014</td><td>26 février 2018</td><td>4 ans</td><td>197-2014</td></tr><tr><td>Hélène Racine</td><td>28 novembre 2007 30 mai 2012 Fin de mandat 4 juillet 2017</td><td>27 novembre 2011 29 mai 2016</td><td>4 ans 4 ans</td><td>1057-2007 558-2012</td></tr><tr><td>Michel Saint-Pierre</td><td>4 juillet 2017</td><td>3 juillet 2021</td><td>4 ans</td><td>754-2017</td></tr><tr><td>Sylvie Thivierge</td><td>19 janvier 2016</td><td>18 janvier 2020</td><td>4 ans</td><td>23-2016</td></tr><tr><td>Nathalie Tremblay, Présidente et chef de la direction</td><td>3 mai 2010 28 novembre 2012 28 novembre 2017</td><td>27 novembre 2012 27 novembre 2017 27 novembre 2022</td><td>2 ans et demi 5 ans 5 ans</td><td>368-2010 735-2012 457-2017</td></tr></tbody></table>	Membre	Date du début du mandat	Date de fin du mandat	Durée du mandat	Numéro décret	Lorna Telfer, présidente	19 janvier 2016	17 janvier 2021	5 ans	23-2016	Alain Albert	28 novembre 2007 30 mai 2012 Fin de mandat 4 juillet 2017	27 novembre 2011 29 mai 2016	4 ans 4 ans	1057-2007 558-2012	Yvan Bordeleau	30 septembre 2009 10 décembre 2014	30 septembre 2012 10 décembre 2018	3 ans 4 ans	1059-2009 1124-2014	André Caron	30 septembre 2009 10 décembre 2014	30 septembre 2013 10 décembre 2018	4 ans 4 ans	1059-2009 1124-2014	Louise Champoux-Paillé	26 février 2014	26 février 2018	4 ans	197-2014	Brigitte Corbeil	30 septembre 2009 18 décembre 2013 4 juillet 2017	30 septembre 2013 18 décembre 2015 3 juillet 2019	4 ans 2 ans 2 ans	1059-2009 1362-2013 754-2017	Anne-Marie Croteau	30 septembre 2009 18 décembre 2013	30 septembre 2013 18 décembre 2015	4 ans 2 ans	1059-2009 1362-2013	Jean-Marie De Koninck	1 <sup>er</sup> avril 2015	31 mars 2019	4 ans	318-2015	Claudia Di Iorio	4 juillet 2017	3 juillet 2021	4 ans	754-2017	François Geoffrion	18 décembre 2013	18 décembre 2017	4 ans	1362-2013	Johanne Goulet	18 décembre 2013	18 décembre 2017	4 ans	1362-2013	Conrad Lord	30 mai 2012 30 septembre 2012 4 juillet 2017	29 septembre 2012 29 mai 2016 3 juillet 2021	4 mois 3 ans et 7 mois 4 ans	558-2012 558-2012 754-2017	Jude Martineau	26 février 2014	26 février 2018	4 ans	197-2014	Hélène Racine	28 novembre 2007 30 mai 2012 Fin de mandat 4 juillet 2017	27 novembre 2011 29 mai 2016	4 ans 4 ans	1057-2007 558-2012	Michel Saint-Pierre	4 juillet 2017	3 juillet 2021	4 ans	754-2017	Sylvie Thivierge	19 janvier 2016	18 janvier 2020	4 ans	23-2016	Nathalie Tremblay, Présidente et chef de la direction	3 mai 2010 28 novembre 2012 28 novembre 2017	27 novembre 2012 27 novembre 2017 27 novembre 2022	2 ans et demi 5 ans 5 ans	368-2010 735-2012 457-2017
Membre	Date du début du mandat	Date de fin du mandat	Durée du mandat	Numéro décret																																																																																						
Lorna Telfer, présidente	19 janvier 2016	17 janvier 2021	5 ans	23-2016																																																																																						
Alain Albert	28 novembre 2007 30 mai 2012 Fin de mandat 4 juillet 2017	27 novembre 2011 29 mai 2016	4 ans 4 ans	1057-2007 558-2012																																																																																						
Yvan Bordeleau	30 septembre 2009 10 décembre 2014	30 septembre 2012 10 décembre 2018	3 ans 4 ans	1059-2009 1124-2014																																																																																						
André Caron	30 septembre 2009 10 décembre 2014	30 septembre 2013 10 décembre 2018	4 ans 4 ans	1059-2009 1124-2014																																																																																						
Louise Champoux-Paillé	26 février 2014	26 février 2018	4 ans	197-2014																																																																																						
Brigitte Corbeil	30 septembre 2009 18 décembre 2013 4 juillet 2017	30 septembre 2013 18 décembre 2015 3 juillet 2019	4 ans 2 ans 2 ans	1059-2009 1362-2013 754-2017																																																																																						
Anne-Marie Croteau	30 septembre 2009 18 décembre 2013	30 septembre 2013 18 décembre 2015	4 ans 2 ans	1059-2009 1362-2013																																																																																						
Jean-Marie De Koninck	1 <sup>er</sup> avril 2015	31 mars 2019	4 ans	318-2015																																																																																						
Claudia Di Iorio	4 juillet 2017	3 juillet 2021	4 ans	754-2017																																																																																						
François Geoffrion	18 décembre 2013	18 décembre 2017	4 ans	1362-2013																																																																																						
Johanne Goulet	18 décembre 2013	18 décembre 2017	4 ans	1362-2013																																																																																						
Conrad Lord	30 mai 2012 30 septembre 2012 4 juillet 2017	29 septembre 2012 29 mai 2016 3 juillet 2021	4 mois 3 ans et 7 mois 4 ans	558-2012 558-2012 754-2017																																																																																						
Jude Martineau	26 février 2014	26 février 2018	4 ans	197-2014																																																																																						
Hélène Racine	28 novembre 2007 30 mai 2012 Fin de mandat 4 juillet 2017	27 novembre 2011 29 mai 2016	4 ans 4 ans	1057-2007 558-2012																																																																																						
Michel Saint-Pierre	4 juillet 2017	3 juillet 2021	4 ans	754-2017																																																																																						
Sylvie Thivierge	19 janvier 2016	18 janvier 2020	4 ans	23-2016																																																																																						
Nathalie Tremblay, Présidente et chef de la direction	3 mai 2010 28 novembre 2012 28 novembre 2017	27 novembre 2012 27 novembre 2017 27 novembre 2022	2 ans et demi 5 ans 5 ans	368-2010 735-2012 457-2017																																																																																						



La rémunération du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018, établie par décret, comprend un montant forfaitaire pour les membres et présidents de comités auxquels s'ajoute un montant par présence aux séances du comité d'administration et des comités.

Président du conseil d'administration :

- rémunération annuelle : 18 890 \$
- montant par présence aux séances du conseil et des comités : 885 \$

Membre du conseil :

- rémunération annuelle : 9 445 \$
- montant par présence aux séances du conseil et des comités : 591 \$

Président d'un comité :

- rémunération annuelle additionnelle : 3 542 \$

**b) La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur curriculum vitae**

#### **Administrateurs**

Nommés :

- Mme Claudia Di Iorio
- M. Michel Saint-Pierre

Nommés de nouveau :

- Mme Nathalie Tremblay
- Mme Brigitte Corbeil
- M. Conrad Roy

**c) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation**

Les dépenses du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017 de la SAAQ sont de 2 532 741 \$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 2**

**Titre**

Au 1<sup>er</sup> mars 2018, pour l'ARTM et le RTM, indiquer :

- a) le nombre d'employés.
- b) le nombre de cadres et de membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération.
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV.
- d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Créés le 1<sup>er</sup> juin 2017, l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et le Réseau de transport métropolitain (RTM) sont des organisations hors périmètre comptable gouvernemental. La gestion et l'administration de ces deux organisations ne relève pas du gouvernement.

Une demande faite en vertu de la Loi d'accès à l'information peut être transmise à l'ARTM et au RTM pour d'obtenir les informations demandées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 3

**Titre**

Évolution de l'effectif d'ingénieurs et de techniciens au Ministère depuis 2004 en ventilant par catégorie d'emploi et par année. Indiquer le nombre d'ingénieurs et de techniciens supplémentaires embauchés chaque année et les prévisions pour 2018-2019 et les trois années suivantes.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Les tableaux suivants présentent l'évolution des effectifs pour le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), le Fonds de gestion de l'équipement roulant (FGER), le Fonds aérien (FA) et le Fonds de la sécurité routière (FSR).

**Personnel régulier moyen**

2017-2018				
	MTMDET	FGER	FA	FSR
Ingénieur	913	6	-	4
Technicien des travaux publics	1 007	1	-	1

**Recrutement du personnel régulier**

2017-2018				
	MTMDET	FGER	FA	FSR
Ingénieur	90	-	-	-
Technicien des travaux publics	99	-	-	-

Les données de 2017-2018 sont basées sur la moyenne des 24 paies de l'exercice 2017-2018 afin de tenir compte des fluctuations en cours d'année (1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 4**

**Titre**

Actions prises en suivi du rapport de la Commission sur l'administration publique de juin 2016 sur les auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative pour améliorer le climat de travail et la gestion du ministère, et répondre aux allégations d'intimidation et de harcèlement soulevées par Annie Trudel et Louise Boily.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**34<sup>e</sup> rapport de la CAP**

Le 34<sup>e</sup> rapport de la Commission de l'administration publique sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics énonçait, à l'attention particulière du Ministère les recommandations suivantes :

- 7.6. QUE le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports établissent un portrait représentatif des sommes du Fonds vert versées au Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT). Qu'ils s'assurent ainsi que l'on distingue les sommes affectées aux mesures visant la réduction des gaz à effet de serre de celles visant l'entretien et le maintien des infrastructures de transport en commun;
- 8.3. QUE le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, dans un souci de transparence, documente davantage les cas de non-conformité dès la conclusion et la publication de contrats;
- 8.4. QUE le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports soit convoqué en audition à l'automne 2016, en suivi du 34<sup>e</sup> rapport de la Commission de l'administration publique.

En réponse à la recommandation 8.4. le Ministère s'est présenté à l'audition convoquée le 22 février 2017 par la Commission de l'administration publique. Cette audition a été l'occasion de faire état de l'ensemble des actions prises depuis juin 2016 et, plus particulièrement, de la démarche de transformation organisationnelle qui a été entreprise et qui permet déjà de définir de nouvelles façons de faire, de revoir l'organisation du travail et d'améliorer le climat.

Préalablement à l'audition, plusieurs documents ont été déposés au secrétaire de la Commission, soit :

- une étude réalisée par la firme Raymond Chabot Grant Thornton intitulée Revue organisationnelle et plan de transformation du MTMDET;
- un sondage effectué auprès des employés;
- des documents présentant la démarche de transformation organisationnelle en cours;
- le suivi donné aux recommandations 7.6. et 8.3.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 5

<p><b>Titre</b></p> <p>Pour tous les programmes du MTMDET, donner le détail des crédits existant en 2017-2018 qui n'ont pas été reconduits en 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Aucun programme n'a été aboli pour l'exercice financier 2018-2019.</p> <p>La variation des crédits de 2017-2018 à 2018-2019 est présentée dans le cahier « Crédits des ministères et des organismes » du Budget de dépenses 2018-2019.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 6

<b>Titre</b> Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2018-2019	
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  Les crédits du Ministère pour l'exercice financier 2018-2019 sont ceux apparaissant dans le cahier «Crédits des ministères et organismes» du Budget de dépenses 2018-2019.	
<b>Programmes</b>	<b><u>(En k\$)</u></b>
1. Infrastructures et systèmes de transport	687 827,4
2. Administration et services corporatifs	56 599,9



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 7**

**Titre**

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2017-2018 et la liste des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question se retrouve à la question générale 48.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 8

##### Titre

Liste des ateliers, formations, conférences, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et de ses organismes au cours de l'année 2017-2018. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2017 sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 22). Les données pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2018 seront disponibles à compter du 15 mai 2018.

<https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information-renseignements-personnels/renseignements-depenses/Pages/formation-colloque-congres.aspx>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 9

<b>Titre</b>  Sommes dépensées en 2017-2018 (prévisions pour 2018-2019) par le Ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).	
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>	
<b>Ministère</b>	
	<b>Répartition des dépenses 2017-2018 pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018</b>
<b>Services professionnels</b>	
• Interne	20 061 303 \$
• Externe	15 227 822 \$
• CSPQ	130 462 \$
<b>Achat de logiciel</b>	6 434 439 \$
<b>Achat de matériel</b>	7 583 379 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 9

<b>Titre</b>  Sommes dépensées en 2017-2018 (prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achats de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).	
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>	
<b>Commission des transports du Québec</b>	
<b>Sommes dépensées en 2017-2018 :</b>	
Rémunération à l'interne (personnel régulier et occasionnel) :	1 208 202 \$
Télécommunication et téléphonie :	107 578 \$ (CSPQ : 94 124 \$)
Traitement informatique :	136 734 \$ (CSPQ : 134 048 \$)
Honoraires professionnels (services externes) :	15 667 \$ (CSPQ : 10 779 \$)
Entretien (logiciel et matériel) :	64 013 \$ (CSPQ : 1 191 \$)
Fourniture et matériel informatique :	11 130 \$
<b>Investissement en 2017-2018 :</b>	
Rémunération à l'interne (personnel régulier et occasionnel) :	0 \$
Matériel informatique :	177 188 \$
Honoraires professionnels (services externes) :	0 \$
 Les informations présentées ci-dessus sont en date du 15 février 2018.	

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**Titre**

Sommes dépensées en 2017-2018 (et les prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

**Société de l'assurance automobile du Québec**

	2017 En M\$
Ressources internes	41,7
Ressources externes	39,1
Matériel et logiciels	62,9
Autres dépenses (frais de communication, etc.)	5,4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 9

<b>Titre</b>  Sommes dépensées en 2017-2018 (prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achats de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).											
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  <b>Pour la Société des traversiers du Québec</b>  Dépenses annuelles 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : <table><tr><td>Services professionnels externes</td><td>522 196 \$</td></tr><tr><td>Services professionnels internes</td><td>0 \$</td></tr><tr><td>Honoraires professionnels payés au CSPQ</td><td>65 788 \$</td></tr><tr><td>Achat de logiciels</td><td>226 542 \$</td></tr><tr><td>Achat de matériel</td><td>156 681 \$</td></tr></table>		Services professionnels externes	522 196 \$	Services professionnels internes	0 \$	Honoraires professionnels payés au CSPQ	65 788 \$	Achat de logiciels	226 542 \$	Achat de matériel	156 681 \$
Services professionnels externes	522 196 \$										
Services professionnels internes	0 \$										
Honoraires professionnels payés au CSPQ	65 788 \$										
Achat de logiciels	226 542 \$										
Achat de matériel	156 681 \$										



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 10**

**Titre**

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant, pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant engagé, ventilé par frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Voir la liste en annexe.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**  
**QUESTION 10- LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES**  
**AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018**

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité communication sur la légalisation du cannabis au Québec</b>	Stratégie de communication en vue de la légalisation du cannabis et de l'adoption du projet de loi n° 157 constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière.	MSSS	Conseillers en communication provenant des organisations suivantes : MCE, MESI, MAMOT, MAPAQ, MFQ, MJQ, MTESS, MEES, MTMDDET, SAAQ	0 \$	Travaux en cours
<b>Sous-groupe de travail fédéral-provincial-territorial chargé des communications sur la drogue au volant</b>	Campagne de sensibilisation fédérale sur la conduite avec les facultés affaiblies par les drogues.	Sécurité publique (Canada)	Professionnels et gestionnaires des organisations suivantes : MJQ, SAAQ, gouvernement de l'Ontario, gouvernement de la Colombie-Britannique, gouvernement de l'Alberta, gouvernement de la Saskatchewan, gouvernement du Manitoba, gouvernement de la Nouvelle-Écosse, gouvernement du Nouveau-Brunswick, gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador, gouvernement du Yukon, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, gouvernement du Nunavut - Gendarmerie royale du Canada, ministère de la Justice du Canada	0 \$	Travaux en cours
<b>Comité éditorial de la plate-</b>	Planifier et coordonner les activités	Secrétariat à la	Gestionnaires et	0 \$	Mise en ligne d'une

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>forme gouvernementale unifiée</b>	éditoriales liées à la mise en ligne éventuelle de la plate-forme gouvernementale unifiée, dans le cadre de la Stratégie numérique.	communication gouvernementale	professionnels des organisations suivantes : MFQ, MRIF, MDDELCC, MJQ, MEES et MFA, MCC, MAPAQ, MIDI, MSSS, MTESS, MAMOT, ministère de la Santé publique, MESI, ministère du Tourisme, MCE, MERN, MFFP		plate-forme gouvernementale unifiée.
<b>Comité communication – conciliation famille-travail-études</b>	Assurer la cohérence et la cohésion des messages ainsi que des outils de communication à l'intention des différentes clientèles ciblées.	MFA	Professionnels provenant des organisations suivantes : MCE, Conseil de gestion de l'assurance parentale, MTESS, MSSS, MESI, MIDI, MAMOT, OPHQ, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux affaires autochtones, MCC, MFQ, MJQ, Retraite Québec, SHQ	0 \$	Travaux en cours
<b>Forum des responsables en vérification interne</b>	Favoriser une gestion efficace dans les ministères et les organismes par l'exercice et la promotion de la vérification interne. Renforcer et soutenir les responsables de la vérification interne dans leur pratique professionnelle. De plus, le comité soumet aux organismes centraux du gouvernement, particulièrement lors de consultations, des avis sur des sujets relevant de son champ de compétence.	S. O.	Tout gestionnaire dans le secteur de la vérification interne ou la personne responsable de cette fonction dans un ministère ou organisme de l'administration publique québécoise (assujetti à la Loi sur la fonction publique, société d'État ou organisme public).	0 \$	Travaux en continu
<b>Comité de travail multidisciplinaire sur la</b>	En réponse aux recommandations 55 et 58 du Rapport de la Commission	SCT	MTMDDET	0 \$	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>gestion du risque relatif aux cadeaux et aux règles après-mandats (projet GRICAM)</b>	Charbonneau, le comité a le mandat, entre autres, d'élaborer des mesures d'atténuation aux risques à l'intégrité, aux cadeaux et aux règles d'après-mandats.				
<b>Comité directeur sur la création de l'Autorité des marchés publics</b>	Assurer la création harmonieuse de l'Autorité des marchés publics.	SCT	Sous-ministre adjointe à la gestion contractuelle et à la surveillance des marchés	0 \$	Travaux en cours
<b>Sous-comité opérationnel pour la création de l'Autorité des marchés publics</b>	Assurer la création harmonieuse de l'Autorité des marchés publics	SCT	Directeur de la surveillance des marchés et de l'application des règles contractuelles	0 \$	Travaux en cours
<b>Comité interministériel – Octroi de contrats publics sur la Côte-Nord</b>	Faciliter l'accès aux marchés publics pour les entreprises de la Côte-Nord	MESI	Sous-ministre adjointe à la gestion contractuelle et à la surveillance des marchés	0 \$	Travaux en cours
<b>Table de concertation sur l'adéquation formation-emploi (Table AFE)</b>	Identifier différentes actions à mettre en œuvre pour favoriser la dotation des emplois offerts par les entreprises de ce secteur et favoriser une meilleure adéquation entre l'offre de formation initiale et continue et les besoins de main-d'œuvre dans le secteur maritime.	MCE-Secrétariat aux affaires maritimes (SAM)	Organisme responsable : MCE-SAM  Représentant du Ministère : Un professionnel de la Direction des politiques en transport maritime et aérien (DPTMA).	S. O.	Travaux en continu et étude en cours
<b>Comité interministériel sur les activités de promotion internationale relatives à la Stratégie maritime</b>	Définir un plan stratégique de promotion de la Stratégie maritime à l'échelle internationale.	MCE-SAM	Organisme responsable : MCE-SAM  Représentants du Ministère : Le directeur du DPTMA et un professionnel responsable.	S. O.	Travaux en continu et plan stratégique en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Réseau des usagers du Saint-Laurent (RUSL)</b>	Suivi des niveaux d'eau du Saint-Laurent et de la régularisation de ses débits dans une perspective de préserver la compétitivité de la navigation commerciale.	MDDELCC), Administration portuaire de Montréal (APM)	Représentant du Ministère : un professionnel de la DPTMA.  Associations des usagers : armateurs, autorités portuaires, Hydro-Québec pour la production d'hydroélectricité), MDDELCC, Ministère, municipalités riveraines, groupes environnementaux.		Travaux en continu
<b>Comité de concertation Navigation (CCN)</b>	Sous le couvert du Plan d'action Saint-Laurent (PASL), le CCN a été mis en place en 1998. L'objectif de ce comité est d'harmoniser les pratiques de navigation commerciale et récréative avec la protection des écosystèmes.  Il est attendu du CCN qu'il continue de concilier les intérêts variés et parfois divergents des groupes représentés, notamment, pour poursuivre la mise en œuvre de cette deuxième Stratégie de navigation durable du Saint-Laurent.	Coprésidé par le directeur général des politiques et du développement en transport maritime, aérien et ferroviaire (DGPDTMAF) ainsi qu'un représentant de Transports Canada (TC).	Ce comité est composé de 25 membres venant de divers ministères des gouvernements du Canada et du Québec, d'associations de l'industrie maritime et de la navigation de plaisance, ainsi que des groupes environnementaux.  Gouvernement du Québec : MTMDDET, MDDELCC, MFFP, et ministère du Tourisme;  Gouvernement du Canada : TC, Garde côtière canadienne, Pêches et Océans Canada et Environnement Canada.	15 k\$  (Le budget dépensé par le Ministère est remboursé par le MDDELCC dans le cadre de l'accord de contribution du Plan d'action Saint-Laurent entre Environnement Canada et le MDDELCC).	Travaux en continu
<b>Comité directeur de l'Entente Canada-Québec</b>	Conservation et mise en valeur de	MDDELCC	Organismes responsables : Coprésidence du comité :	S. O.	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>sur le Saint-Laurent 2011-2026</b>	l'écosystème du Saint-Laurent.		Environnement Canada et MDDELCC  Représentants du Ministère : Directeur général de la DGPDTMAF, Directeur du DPTMA		
<b>Entité maritime régionale (Conférence des gouverneurs et premiers ministres des Grands Lacs et du Saint-Laurent)</b>	Mener à bien les mandats confiés par la Conférence, avec comme objectif général l'amélioration de la compétitivité du système de transport maritime Saint-Laurent / Grands Lacs.	SAM (en collaboration étroite avec le MTMDDET et le MRIF)	Coprésidence : SAM (M. George Farrah)  Représentant du Ministère : DPTMA (M. Michel Dignard)	15 k\$ US / an	Travaux en continu
<b>Unité de vigilance permanente sur les hydrocarbures</b>	Établir un canal de communication efficace avec les promoteurs d'infrastructures pétrolières ou gazières.	MERN, MDDELCC	Organisme responsable : MERN, MDDELCC, MAPAQ, MAMOT, MFQ, MSP  Représentant du Ministère : Directeur général de la DGPDTMAF	S. O.	Travaux en continu.
<b>Comité intersectoriel d'experts sur le transport ferroviaire des hydrocarbures</b>	Sous l'égide de l'Unité de vigilance permanente sur les hydrocarbures, le mandat confié au comité d'experts est de proposer un outil d'évaluation des risques prenant en compte : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les exigences du nouveau règlement de TC relatif aux trains transportant des hydrocarbures;</li> <li>• les itinéraires-clés;</li> <li>• les enjeux cités précédemment;</li> </ul> Les cadres de références en gestion des risques reconnus au Québec, incluant celui de la sécurité civile et celui de la santé publique.	MSP	Organisme responsable : Institut national de santé publique du Québec, MDDELCC, MSSS  Représentant du Ministère : Coordinatrice ministérielle de la sécurité ferroviaire.	S. O.	Travaux en continu.
<b>Comité interministériel pour le Projet Métaux BlackRock (MBR)</b>	Comité permettant aux représentants de MBR d'avoir accès, autour de la même table, à tous les ministères et	MESI	La représentation de chacun des ministères au comité interministériel dépendra des	S. O.	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	organismes concernés par les enjeux et les priorités du projet.		enjeux et des priorités du projet. S'y retrouvent, entre autres, Hydro-Québec, MDDELCC, Investissement Québec, MESI, Secrétariat aux affaires autochtones, MERN, MTMDET, etc.		
<b>Comité interministériel – GNL Québec</b>	Faire le suivi des enjeux liés au développement du projet Énergie Saguenay – Aménagement d'un site de liquéfaction et d'exportation du gaz naturel au Saguenay.	MESI	Organisme responsable : Comité sous la présidence du MESI  Représentant du Ministère : Un professionnel de la DPTMA	S. O.	Travaux en continu
<b>Lien maritime interrives Côte-Nord–Anticosti–Gaspésie</b>	Réalisation d'une étude détaillée concernant la mise en place d'un traversier entre la Côte-Nord, l'Île d'Anticosti et la Gaspésie.	Société du plan Nord et MCE- SAM	MTMDET, Société des traversiers du Québec, MAMOT, ministère du Tourisme, Société des établissements de plein air du Québec.	S. O.	Travaux en cours
<b>Groupe de travail portant sur l'écofiscalité</b>	Doter le gouvernement d'une définition commune de l'écofiscalité et d'en assurer la diffusion auprès des ministères et organismes, du secteur municipal et de la population.  Mettre à jour l'inventaire des mesures écofiscales en vigueur au Québec.  Proposer un guide gouvernemental pour le recours à l'écofiscalité.  Développer des outils permettant l'intégration de l'écofiscalité dans le processus décisionnel des différentes administrations publiques du Québec.	MFQ, MDDELCC, MESI	MFQ, MDDELCC, MESI, MTMDET, MAPAQ, MERN, MAMOT	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Guide en préparation
<b>Comité consultatif sur les</b>	Développer l'encadrement du	MFQ	MFQ, MTMDET, SCT,	À même les	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>obligations vertes</b>	programme d'obligations vertes du Québec.  Établir les critères de sélection des projets spécifiques qui pourraient faire l'objet d'un financement par cet outil.		MDDELCC	budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Groupe de travail portant sur la certification de terrains industriels prêts à l'investissement</b>	Développer l'encadrement d'un programme de certification de terrains industriels prêts à l'investissement.  Développer les principaux critères de certification et outils pour la mise en œuvre de ce programme.	MESI	BNQ, MTMDET, MDDELCC, MFFP, MAMOT, MERN	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité interministériel sur la transition énergétique du milieu urbain</b>	Proposer des actions pour soutenir la transition énergétique en milieu urbain.	MERN	MAMOT, MTMDET et MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	La présentation des résultats est sous la responsabilité de Transition énergétique Québec
<b>Table d'accompagnement-</b>	Élaborer et mettre en œuvre un plan	MAMOT	MTMDET, MFS, FQM,	À même les	La présentation des



Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>conseil auprès des organismes municipaux (TACOM)</b>	d'accompagnement-conseil des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable.		MFFP, MAPAQ, MSSS, MDDELCC, UMQ, MSP, MERN, SPN, MCC, Ville de Québec, Ville de Montréal	budgets réguliers des ministères et organismes participants	résultats est sous la responsabilité du MDDELCC
<b>Comité interministériel sur le Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES)</b>	Participer à la réalisation du PAGES.	MESI	MESS, MEES, SCN, ISQ, MRIF, MAPAQ, MTMDDET, MFA, MSSS, SCT, MFFQ, IQ, MAMOT, SHQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité interministériel du développement durable (CIDD)</b>	<p>Soutenir et accompagner le MDDELCC dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable.</p> <p>Favoriser la concertation et l'harmonisation des diverses interventions menées au sein de l'administration publique québécoise.</p> <p>Participer à la coordination de la révision et du suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.</p>	MDDELCC	55 ministères et organismes participants	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	La présentation des résultats est sous la responsabilité du MDDELCC.
<b>Table gouvernementale aux affaires territoriales</b>	Assurer la cohérence au niveau national de l'action gouvernementale	MAMOT	Ensemble des ministères et organismes assujettis à la	À même les budgets	La présentation des résultats est sous la

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	en région et favoriser la convergence entre les actions des ministères et celles des acteurs locaux et régionaux en faveur du développement des régions.		Loi sur l'occupation et la vitalité des territoires.	réguliers des ministères et organismes participants	responsabilité du MAMOT.
<b>Table de coordination interministérielle sur l'affectation du territoire public</b>	S'assurer de la cohérence interrégionale et que les propositions des tables de concertation, qui regroupent les représentants régionaux des ministères et organismes concernés, s'inscrivent dans les orientations et politiques gouvernementales.	MERN	MTMDET, Hydro-Québec, MAMOT, MAPAQ, MCC, MDDELCC MFFP, MESI, MSP	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	La présentation des résultats est sous la responsabilité du MERN.
<b>Comités interministériels des ministères responsables du renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT)</b>	Élaborer des nouvelles OGAT destinées au milieu municipal.  Il existe trois niveaux de comités : Table des sous-ministres adjoints, comités directeurs et comités professionnels.	MAMOT	MTMDET, MAMOT, MSP, MDDELCC, MERN, MCC, MAPAQ, MSSS, MESI, MFFP, MTO, Hydro-Québec, SHQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	La présentation des résultats est sous la responsabilité du MAMOT.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Table sur l'aide au développement économique</b>	<p>Amélioration de l'efficacité et l'efficience des programmes d'aide au développement économique (élimination des chevauchements).</p> <p>Simplification des procédures d'accès à ces programmes (uniformisation des normes).</p> <p>Réduction des coûts (priorisation des contributions remboursables plutôt que les subventions).</p>	MESI	MFQ, MERN, MFFP, MAPAQ, MAMOT, MTMDET, MDDELCC, MTO et Emploi-Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	La présentation des résultats est sous la responsabilité du MESI.
<b>Comité interministériel sur la transition énergétique des transports</b>	Proposer des actions pour soutenir les ménages, les municipalités, les institutions, les entreprises et les administrations publiques dans leurs choix et leurs pratiques permettant de diminuer globalement la consommation d'énergie et l'empreinte carbone liées aux déplacements.	MERN	MTMDET Collaborateurs : MDDELCC, MESI, MAMOT, RBQ, SAAQ, MAPAQ, MFQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	La présentation des résultats est sous la responsabilité de TEQ.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité interministériel d'experts en électrification des transports</b>	Produire un vocabulaire terminologique portant sur l'électrification des transports.	OQLF	MTMDET, MERN, MESI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Groupe de travail interministériel sur les métaux et l'économie circulaire</b>	Évaluer le potentiel de circularité de trois métaux stratégiques pour le Québec : le fer, le cuivre et le lithium. Durée du mandat : trois ans.	MERN	MTMDET, MESI, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité interministériel de coordination en électrification des transports</b>	Mettre en œuvre le Plan d'action en électrification des transports 2015-2020 (PAET). Favoriser l'émergence de projets et identifier de nouvelles mesures qui contribueront à l'atteinte des cibles du PAET. S'assurer d'une cohérence et d'une synergie dans les actions proposées. Partager les connaissances et expertises. Faire rapport au Comité interministériel directeur.	MTMDET	MERN, MESI, MDDELCC, MEES, MFQ, MAMOT, SCT, MRIF, RBQ, SQI, SAAQ, Hydro-Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité interministériel de</b>	Élaborer une stratégie de	MTMDET	MERN, MESI, MDDELCC,	À même les	Le plan de communication

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>communication en électrification des transports</b>	communication 2015-2020. Élaborer un plan d'action des activités et annonces.		MRIF, SAAQ, Hydro-Québec	budgets réguliers des ministères et organismes participants	commun 2017-2018 a été approuvé par le Secrétariat à la communication gouvernementale.
<b>Comité interministériel directeur en électrification des transports</b>	Veiller au suivi et à la réalisation des différents engagements. Approuver les nouvelles orientations éventuelles, si requis.	MTMDET	MERN, MESI, MDDELCC, MEES, MFQ, MAMOT, SCT, MRIF, RBQ, SQI, SAAQ, Hydro-Québec, STQ (niveau SMA)	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité interministériel de la Politique de mobilité durable</b>	Discuter des préoccupations communes en lien avec la mobilité durable. Assurer les liens requis entre les dossiers transversaux et pour le respect des engagements gouvernementaux. Proposer des mesures en appui à la mobilité durable pouvant faire partie de la politique.	MTMDET	MDDELCC, MSSS, SCT, MERN, MESI, MAMOT, SAM, TEQ, MFQ, OPHQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité permanent de la sécurité routière de l'Association des transports du Canada (ATC)</b>	L'ATC offre une tribune neutre de collecte et d'échange d'idées, d'informations et de connaissances à l'appui de l'élaboration de lignes directrices techniques et de bonnes pratiques exploitant les domaines des transports canadiens et des routes. Le Comité permanent de la sécurité routière s'emploie à sensibiliser les membres de l'ATC aux questions de sécurité routière de l'heure, à promouvoir des pratiques de conception et d'exploitation de routes	Association des transports du Canada	Ministères, milieux gouvernementaux, municipalités, secteur privé, institutions d'enseignement	704 \$* *Déplacement à Ottawa du 21 au 24 avril 2017	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	et de rues fondées sur les connaissances établies et axées sur la sécurité ainsi qu'à encourager la formation et le perfectionnement des professionnels du domaine de la sécurité routière.				
<b>Comité interministériel de coordination du dossier des appareils de contrôle automatisé<sup>1</sup></b>	Veiller au bon déroulement du dossier des appareils de contrôle automatisé. Il est le lieu privilégié de concertation entre les différents ministères et partenaires pour toutes questions jugées stratégiques concernant ce dossier.	Ministère : directrice générale de la sécurité en transport, directeur de l'expertise et des technologies en sécurité routière, chef du service de l'ingénierie et de l'exploitation du contrôle automatisé, ingénieurs et professionnels	MJQ, MSP, DPCP, Sûreté du Québec, Service de police de la Ville de Montréal, Service de police de la Ville de Québec, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de la Ville de Laval, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Association des directeurs de police du Québec, Ville de Québec, Ville de Gatineau, Ville de Laval, Ville de Longueuil	1 774,99 \$*  Repas pour les membres qui ont assisté à toute la journée de réunion.  * Ces dépenses sont imputées au Fonds de la sécurité routière.	Travaux en cours
<b>Comité consultatif sur le Fonds de la sécurité routière</b>	Conseiller le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports quant à l'utilisation des sommes contenues dans le Fonds de la sécurité routière.	Ministère : directrice générale de la sécurité en transport, directeur de l'expertise et des technologies en sécurité routière, professionnels	Sept membres de la Table québécoise en sécurité routière : Fédération des transporteurs par autobus, FQM, Association canadienne des automobilistes (CAA-Québec), OPHQ, UMQ, Ville de Québec, Association des directeurs généraux des municipalités du Québec,	Aucun budget n'est dédié au fonctionnement de ce comité.	Travaux en cours

<sup>1</sup> Appareil de contrôle automatisé, communément appelé radar photo.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			Ville de Montréal (observateur)		
<b>Table de consultation gouvernement-industrie sur les normes de charges et de dimensions des véhicules et ensemble de véhicules lourds</b>	<p>Identifier et documenter les problématiques en lien avec les normes de charges et dimensions;</p> <p>Définir des pistes de solutions;</p> <p>Analyser les pistes de solution selon des critères convenus et dans le respect de l'encadrement des processus de normalisation, d'harmonisation et juridique applicables;</p> <p>Proposer les solutions réalistes et adéquates aux problématiques identifiées;</p> <p>Favoriser le consensus sur les solutions proposées;</p> <p>Proposer aux autorités compétentes les solutions retenues et, le cas échéant, proposer des modalités de mise en œuvre.</p>	MTMDET	<p>MTMDET : 4 gestionnaires (DGSC [2], CGER [1]); 6 professionnels.</p> <p>Un représentant pour chaque association : Association canadienne du camionnage d'entreprise, Association du camionnage du Québec, Association des entrepreneurs en forage du Québec, Association nationale des camionneurs artisans inc., Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec, Association des propriétaires de dépanneuses du Québec, Association des propriétaires de grues du Québec, Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec, Association des propriétaires de pompes à béton du Québec, Association des routiers professionnels du Québec, Association du transport urbain du Québec, Centre de formation en transport de Charlesbourg, Commission des transports du Québec, Simard Suspensions, SAAQ, TEAMSTER, Union des producteurs agricoles du</p>	Environ 160,25 \$	Travaux en cours



Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			Québec, Ville de Montréal, Ville de Québec		
<b>Comité CRQ/MTMDET</b>	Assurer une interprétation commune de certaines dispositions réglementaires ou législatives faisant l'objet de divergence;  Discuter des difficultés d'application de certaines dispositions réglementaires ou législatives;  Discuter des priorités de contrôle du MTMDET et de certains indicateurs permettant d'assurer un suivi de la conformité des propriétaires, exploitants et conducteur de véhicules lourds;  Présenter des orientations concernant certaines modifications réglementaires ou législatives.	MTMDET et CRQ	MTMDET : deux directeurs de la DGSC et un professionnel	Aucune dépense	Travaux en continu
<b>Groupe de travail sur l'analyse des accidents de véhicules lourds</b>	Procéder à l'analyse des accidents mortels impliquant au moins un véhicule lourd afin de déterminer les causes et pouvoir proposer des moyens de diminuer ceux-ci.  Élaborer des pistes de solutions pour diminuer le nombre d'accidents impliquant un véhicule lourd.	MTMDET	MTMDET : un professionnel, un technicien et deux ingénieurs  Un ou deux représentants de chaque organisme membre du comité : SAAQ, Sûreté du Québec, CRQ  Représentants d'autres organismes en fonction des besoins ad hoc.	Aucune dépense	Travaux suspendus
<b>Table du ministre sur le camionnage en vrac</b>	Fournir un forum de discussions, présidé par le ministre des Transports, rassemblant les cinq principales associations de l'industrie du camionnage en vrac au Québec.	MTMDET	MTMDET : deux gestionnaires, un professionnel  Deux représentants pour chaque	Aucune dépense	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	Mettre en œuvre un plan de travail en dix thèmes visant à améliorer l'encadrement du courtage et du camionnage en vrac au Québec et éliminer les irritants.		association membre : Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec, Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec, Association nationale des camionneurs artisans inc., Association des entrepreneurs en infrastructures du Québec, Regroupement des entreprises et camionneurs indépendants du Québec		
<b>Comité technique du programme Écocamionnage</b>	<p>Analyse de demandes concernant l'homologation de technologies ne faisant pas partie de la liste des technologies admissibles au financement;</p> <p>Analyse de demandes d'aide financière pour des projets de recherche ou des projets pilotes;</p> <p>Analyse visant à modifier, à bonifier ou à améliorer le programme.</p>	MTMDET	<p>MTMDET : deux ingénieurs et deux professionnels</p> <p>Un ingénieur du MERN.</p>	Aucune dépense	<p>Travaux en continu</p> <p>Dix nouvelles technologies ont été homologuées</p>
<b>Table de concertation gouvernement-industrie sur la sécurité des véhicules lourds</b>	<p>Améliorer le bilan routier concernant les accidents impliquant un véhicule lourd à partir de pistes d'action venant principalement de l'industrie;</p> <p>Trouver un plan d'action à court, moyen et long termes en matière de sécurité des véhicules lourds;</p> <p>Proposer des mesures coercitives,</p>	MTMDET	<p>MTMDET : trois gestionnaires et un professionnel</p> <p>Autres représentants : associations concernées par la sécurité routière, chauffeurs, expéditeurs, organismes gouvernementaux,</p>	Aucune dépense	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	incitatives et éducatives à l'égard de l'amélioration de la sécurité routière.		propriétaires et exploitants de véhicules lourds, centres de formation en transport, usagers de la route		
<b>Groupe de travail sur les angles morts des véhicules lourds</b>	<p>Donner suite aux recommandations des coroners concernant le décès de piétons ou d'usagers vulnérables qui se trouvaient dans un angle mort du véhicule. Caractériser les accidents impliquant la visibilité réduite du conducteur causé par les angles morts des véhicules lourds. Identifier les moyens éprouvés d'améliorer la vision des conducteurs dans les angles morts ainsi que les mesures à prendre pour les piétons et autres usagers.</p> <p>Formuler des recommandations aux intervenants concernés pour améliorer la vision des conducteurs autour de leurs véhicules et éviter les accidents avec les autres usagers.</p>	MTMDET	<p>MTMDET : un ingénieur (DGSC-DNT) et un ingénieur (DGSC-DETSR)</p> <p>SAAQ : un ingénieur</p> <p>Des représentants de : ville de Montréal, Centre de gestion de l'équipement roulant</p>	45 700 \$ (second versement d'un mandat de 85 700 \$ accordé à la Polytechnique de Montréal)	Un mandat a été confié à la Polytechnique de Montréal, afin de faire l'évaluation des solutions potentielles en situation réelle. Le mandat a été réalisé et la solution évaluée est faisable, efficace et acceptée dans certaines conditions.
<b>Eastern Border Transportation coalition (EBTC)</b>	Favoriser la concertation entre les États et les provinces de l'Est pour les questions de passage à la frontière et la gestion des corridors de commerces internationaux.	MTMDET	<p>Organisme responsable : EBTC</p> <p>Représentant du MTMDET : un professionnel</p>	9 000 \$ US (11 106,90 \$) pour la cotisation annuelle.  Déplacement : 652,42 \$.	Travaux en continu
<b>Comité multiple sur l'évaluation des propriétaires, des exploitants et des</b>	Comité traitant de l'évolution de tous les dossiers touchants la Politique d'évaluation des PECVL.	SAAQ	<p>Organisme responsable : SAAQ</p> <p>Représentant du MTMDET : un professionnel</p>	Aucune dépense	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>conducteurs de véhicules lourds (PECVL)</b>					
<b>Conseil d'administration de Camo-Route</b>	Favoriser et consolider le partenariat sur une base sectorielle dans le but de permettre une prise en charge, par le milieu, du développement des facteurs de compétitivité des entreprises et de la main-d'œuvre du secteur du transport routier au Québec.	Camo-route	Organisme responsable : Camo-Route Représentants du MTMDET : deux professionnels	Déplacements aux rencontres : 89,00 \$	Travaux en continu
<b>Comité de gestion des écoles de formation en transport routier de Charlesbourg et de Saint-Jérôme</b>	Faciliter les échanges de vues entre l'industrie du transport routier et le Centre de formation et d'assurer un processus de décision éclairé et efficace.	Centres de formation	Organisme responsable : Centre de formation en transport de Charlesbourg (CFTC) et Centre de formation en transport routier (CFTR) Représentant du MTMDET : un professionnel	Déplacements aux rencontres : 150,56 \$	Travaux en continu
<b>Comité de programmes des écoles de formation de Charlesbourg et de Saint-Jérôme</b>	Faire des recommandations en matière d'application des programmes de formation professionnelle liée aux différents secteurs de l'industrie du transport routier.	Centres de formation	Organisme responsable : CFTC et CFTR Représentant du MTMDET : un professionnel	Déplacements aux rencontres : 43,03 \$	Travaux en continu
<b>Comité SAAQ/MTMDET/Union des producteurs agricoles (UPA)</b>	Rencontres sur les différents problèmes rencontrés par l'UPA avec l'application des règlements relevant du MTMDET ou de la SAAQ.	SAAQ	Organisme responsable : SAAQ Représentants du MTMDET : directeur de la normalisation technique et un professionnel	Aucune dépense	Travaux en cours
<b>Comité national sur les charges et dimensions</b>	Rencontres de tous les intervenants provinciaux en matière de charges et de dimensions de manière à harmoniser les façons de faire entre les administrations canadiennes.	Conseil canadien des administrateurs du transport motorisé (CCATM)	Organisme responsable : CCATM Représentant du MTMDET : un ingénieur	Déplacement à la rencontre : 487,99 \$	Travaux en continu
<b>Groupe de travail fédéral-</b>	Rencontre de tous les intervenants	Transports Canada	Organisme responsable :	Aucune	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>provincial-territorial sur le transport des matières dangereuses</b>	provinciaux et territoriaux concernant le transport de matières dangereuses de manière à harmoniser le plus possible les règlements des différentes administrations canadiennes en matière de transport de matières dangereuses.		Transports Canada Représentants du MTMDET : deux ingénieurs	dépense	
<b>Comité de normalisation CSA B-620</b>	Comité qui met à jour la norme B-620 concernant la fabrication et l'utilisation de citerne pour le transport de matières dangereuses.	Transports Canada	Organisme responsable : Transports Canada Représentant du MTMDET : un ingénieur	Aucune dépense	Travaux en cours
<b>Comité TRANCAER</b>	Comité qui regroupe les membres de l'Association canadienne de l'industrie chimique (ACIC) et divers intervenants gouvernementaux dans le but de responsabiliser l'industrie des produits chimiques lors de l'expédition et la manutention de leurs produits.	ACIC	Organisme responsable : ACIC Représentant du MTMDET : un ingénieur	Aucune dépense	Travaux en cours
<b>Comité permanent sur la conformité et la réglementation</b>	Le comité C & R traite des questions de conformité liées aux conducteurs et aux véhicules commerciaux, au transport des marchandises dangereuses et au transport routier commercial.	CCATM	Organisme responsable : CCATM Représentant du MTMDET : un directeur	Déplacements aux rencontres : 681,78 \$	Travaux en cours
<b>Comité sur les véhicules</b>	Mise en œuvre des sections	MTMDET et ministère	Organismes responsables :	Aucune	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>commerciaux</b>	« véhicules lourds » et « simplification des opérations pour les véhicules commerciaux » du chapitre Transports de l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario.	des Transports de l'Ontario (MTO)	MTMDET et MTO Représentant du MTMDET : directeur général du transport routier des marchandises	dépense	
<b>Forum sur l'arrimage du CVSA (Commercial Vehicle Safety Alliance)</b>	Ce forum est le lieu d'échange privilégié pour les questions qui touchent l'harmonisation, la gestion et la mise à jour des normes canadiennes et américaines d'arrimage des cargaisons sur les véhicules lourds.	CCATM – Comité sur la conformité et la réglementation (CRA). Le MTMDET est membre du CRA et représente ce comité pour les questions d'arrimage aux activités du CVSA	Organisme responsable : CVSA Représentant du MTMDET : un ingénieur et un directeur	Déplacements à la rencontre : 272,26 \$	Travaux en continu
<b>Comité de consultation CRQ</b>	Comité ayant pour objectif pour CRQ de consulter les partenaires gouvernementaux et de l'industrie concernant ses orientations et ses objectifs opérationnels. Fournir à l'industrie et aux partenaires une opportunité de soulever des enjeux ou des problématiques en lien avec les interventions de CRQ. Trouver des solutions concertées à ces problématiques et ces enjeux.	CRQ	Organisme responsable : CRQ Représentant du MTMDET : directeur général de la sécurité et du camionnage	Déplacements aux rencontres : 68,26 \$	Travaux en continu
<b>Groupe de travail sur l'harmonisation du camionnage au Canada</b>	Le comité a pour objectif d'identifier des pistes d'harmonisation des lois et règlements de camionnage au Canada pour faciliter le commerce interprovincial	MTMDET et la SAAQ est consultée en fonction de ses champs de compétence.	Organisme responsable : Conseil des sous-ministres responsables des transports et de la sécurité routière Représentant du MTMDET : directeur des politiques économiques assisté d'un professionnel	Aucune dépense	Travaux en cours
<b>Comité d'orientation du</b>	Le mandat du comité est d'assurer le	STM	Trois représentants de la	À même les	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>projet de démonstration Cité Mobilité</b>	suivi et le contrôle de la réalisation du projet en ce qui concerne, principalement, le budget, l'envergure des travaux et les échéanciers.		STM et un représentant du Ministère	budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Comité consultatif sur l'accessibilité du métro de Montréal</b>	Permettre à toutes les instances d'être informées au fur et à mesure des orientations prises, du degré d'avancement des travaux, et d'exprimer leur point de vue sur les décisions à prendre, les aménagements possibles et toutes autres mesures appropriées.	MTMDET	MTMDET, OPHQ, STM, ARTM, RTM, Association Lavalloise pour le transport adapté, Alliance du regroupement des usagers du transport adapté du Québec, Table de concertation des aînés de l'île de Montréal, Regroupement des usagers de transport adapté de l'île de Montréal, Kéroul	À même les budgets réguliers des ministères	Travaux en continu
<b>Comité interministériel de la Route verte</b>	Ce comité a pour mandat :  de s'assurer de l'harmonisation des différents programmes gouvernementaux afin de faciliter la réalisation du projet;  d'analyser et d'accepter les tracés et les ajouts proposés par les régions pour le projet;  de recommander au gouvernement du Québec les mesures, les programmes ou les dépenses susceptibles d'assurer la réalisation du projet, sa promotion et sa mise en marché.	MTMDET	Membres statutaires : MDDELCC, MEES, ministère du Tourisme, MAMOT, MDMDET, Vélo Québec Association  Membres correspondants : MAPAQ, MESS, MERN, MESI, Secrétariat à la jeunesse, MFFP.	S. O. Le Comité a un rôle d'approbation pour des tracés et des ententes qui, par ailleurs, sont financées principalement par les municipalités et le MTMDET	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Table sur le mode de vie physiquement actif</b>	Le mandat de la Table est de concerter les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux afin d'assurer la cohésion entre les organisations dont l'intervention contribue à la promotion, l'adoption et au maintien d'un mode de vie physiquement actif par la population québécoise.	MEES	<p>Membres gouvernementaux et institutionnels : MAMOT, MEES, MFA, MSSS, MTMDET, Faculté d'éducation physique de l'Université de Sherbrooke, Secrétariat à la jeunesse</p> <p>Organismes non gouvernementaux avec implication gouvernementale : Québec en Forme</p> <p>Organismes non gouvernementaux : Association québécoise du loisir municipal, Association québécoise des CPE, Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées, Avenir d'enfants, Carrefour action municipale et famille, Conseil québécois du loisir, Égale Action, Fédération de l'âge d'or du Québec, Fédération des comités de parents du Québec, Fédération des commissions scolaires du Québec, Fédération des éducateurs et éducatrices physiques enseignants du Québec, Fédération des kinésiologues du Québec, Fillactive, Groupe entreprises en santé, Réseau du sport</p>	N/A	Travaux en continu



Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			étudiant du Québec, Regroupement des Unités régionales de loisir et de sport, Réseau québécois de villes et villages en santé, Sports Québec, Société des établissements de plein-air du Québec, Table intersectorielle régionale en saines habitudes de vie, UMQ, Vélo Québec, Vivre en Ville		
<b>Comité sur la modernisation de l'industrie du taxi</b>	Explorer les meilleures actions à prendre pour moderniser l'industrie du taxi afin que celle-ci soit fiable, dynamique et axée sur la qualité du service à la clientèle.	MDMDET	M. Ghislain Bolduc, député de Mégantic (président), MDMDET, Regroupement des intermédiaires de taxi de Québec, Représentant régional de l'industrie du taxi, Taxelco – Téo Taxi, Regroupement des propriétaires de taxis de Montréal, Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi (CPCDIT) <sup>2</sup> , Regroupement des travailleurs autonomes (RTAM) - Métallos <sup>3</sup> , Chambre de commerce du Montréal métropolitain, UMQ, Association des hôtels du grand Montréal, Association du transport urbain du Québec, Confédération des organismes de personnes	À même le budget régulier du ministère.	Dépôt d'un rapport le 21 septembre 2017, dont la principale est de mettre en place un programme d'aide à la modernisation de l'industrie du taxi.

<sup>2</sup> Le CPCDIT a annoncé son retrait du comité le 20 juin 2017.

<sup>3</sup> Idem à la note 1.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			handicapées du Québec, Table de Concertation des aînés de l'île de Montréal		
<b>Taxi – Comité sous la responsabilité du MFQ</b>	Le Comité sous la responsabilité du MFQ s'inscrit dans la suite des recommandations du Comité de modernisation de l'industrie du transport par taxi et a pour mandat d'analyser les aides financières, à titre de compensation ou autrement, à verser, le cas échéant, ainsi que l'établissement des besoins et le soutien financier nécessaire à la modernisation de l'industrie, y compris quant à la valeur des permis.	MFQ	MTMDET, MFQ, Revenu Québec, CTQ, représentants de l'industrie du taxi		Le ministre a annoncé le 15 décembre 2017 deux mesures qui seront mises en place pour accompagner l'industrie du taxi dans son processus de modernisation, soit la création d'un programme d'aide et la création du groupe de travail piloté par le MFQ.
<b>Comité de suivi de la mise en œuvre des mesures du plan d'action Vieillir et vivre ensemble (VVE) 2018-2023</b>	Coordonner et effectuer le suivi de la mise en œuvre des mesures du présent plan d'action et réaliser divers travaux menant à l'élaboration du nouveau plan d'action et de son cadre budgétaire.	Le Secrétariat aux aînés du MFA	MFA (Secrétariat aux aînés), MTMDET, MAMOT, MEES, MESI, MSSS, MFQ, MESS, OPHQ, RBQ, SHQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Participation à la rédaction du bilan final du plan d'action Vivre et vieillir ensemble 2012-2017.
<b>Comité interministériel de réflexion sur les enjeux à retenir dans le cadre de l'élaboration du troisième plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale</b>	Élaborer le troisième plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en proposant des mesures novatrices qui permettront, d'une part, d'améliorer les conditions de vie des personnes et des familles et, d'autre part, de favoriser la mobilisation et la participation sociales.	MESS	MESS, MTMDET, MSSS, MEES, MAMOT, MIDI, MFA, MFQ, MESI, MJQ, MERN, SHQ, Secrétariat à la jeunesse, OPHQ, Secrétariat aux Affaires autochtones, Secrétariat aux aînés, Secrétariat à la condition féminine, MAPAQ, MCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité Mobilité du créneau de services aux personnes âgées autonomes ou en perte d'autonomie</b>	Mobiliser une diversité d'acteurs pour collaborer au développement de l'économie sociale dans les services offerts aux personnes âgées (mobilité/	MESI	Fédération des coopératives de paramédics du Québec, Fédérations des coopératives de soins à domicile et de santé du	À même les budgets réguliers des ministères et organismes	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	transport). Proposer des projets pilotes novateurs qui pourraient ouvrir de nouvelles avenues de développement liées à l'économie sociale.		Québec, Association du transport urbain du Québec, Association des transports collectifs ruraux du Québec, Fédération des centres d'action bénévole du Québec, Association québécoise des transports, Union des transports adaptés et collectifs du Québec, MTMDET, Kéroul, Institut national de la recherche scientifique (Urbanisation Culture Société)	participants	
<b>Comité interministériel pour l'élaboration de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées</b>	Identifier les enjeux, orientations, axes d'intervention et mesures de la prochaine Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées	MESS	MSSS, OPHQ, MEES, MJQ, SCT, MFQ, MAMOT, MESI, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité directeur et comité stratégique pour l'élaboration du plan d'action interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé</b>	Assurer la réalisation du projet d'élaboration d'un plan d'action interministériel selon une approche de collaboration intersectorielle, en cohérence avec les fondements de la Politique gouvernementale de prévention en santé	MSSS	MAPAQ, MAMOT, MCE, Secrétariat aux affaires autochtones, MDDELCC, MEES, MFA, Secrétariat aux aînés, MFQ, MSP, MESS, Secrétariat du travail, MTMDET, RBQ, SHQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Table des sous-ministres adjoints et Comité interministériel relatifs à la politique familiale et au Plan d'action concerté en conciliation famille-travail-études</b>	Assurer le suivi des travaux relatifs à la politique familiale et au Plan d'action concerté en conciliation travail-famille-études	MFA	MCC, MJQ, MSSS, MSP, MESI, MEES, MIDI, MAMOT, MFQ, MTMDET, MESS, Conseil de gestion de l'assurance parentale, OPHQ, Retraite Québec, Secrétariat à la condition féminine,	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux affaires autochtones, SHQ		
<b>Comité de suivi de l'évaluation de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées</b>	Assurer l'évaluation de la mise en œuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale par un rapport indépendant.	MSSS	OPHQ, Centre interdisciplinaire de recherche en réadaptation et intégration sociale, Consortium national de recherche sur l'intégration sociale, MTMDDET, MESS, Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Rapport indépendant d'évaluation de la Loi, dont la version finale a été déposée à l'Assemblée nationale le 13 juin 2017.
<b>Comité de suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique À part entière</b>	Poser un jugement sur l'efficacité de la politique À part entière	OPHQ	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec, Association du Québec pour l'Intégration sociale, Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées, Réseau communautaire en santé mentale, Réseau international sur le processus de production du handicap, MSSS, MESS, MTMDDET, MEES, MAMOT, MFA, SCT, SHQ, RBQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité de liaison SAG et la SOPFEU</b>	Permet d'échanger sur le budget annuel, les objectifs généraux de l'organisation, le mode de fonctionnement du point de vue opérationnel, les ententes de services et le suivi budgétaire. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur l'administration publique.  Le comité se réunit deux fois par année.	Présidence en alternance SOPFEU et SAG/MTMDET	Le comité est formé de douze personnes, six sont nommées par le SAG et six par la SOPFEU. On retrouve des représentants de la SOPFEU, de l'industrie forestière et du MFFP.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Dépôt d'un plan général d'organisation de la section avions-citernes du SAG.  Adoption d'un budget d'opération annuel de la section avions-citernes du SAG.
<b>Comité de liaison SAG et la SQ</b>	Permet d'échanger sur le budget annuel, les objectifs généraux de l'organisation, le mode de fonctionnement du point de vue opérationnel, les ententes de services et le suivi budgétaire. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur l'administration publique.  Le comité se réunit deux fois par année.	Présidence en alternance SQ et SAG/MTMDET	Le comité est formé de dix personnes, cinq nommées par le SAG et cinq par la SQ.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Dépôt d'un plan général d'organisation de la section hélicoptères du SAG.  Adoption d'un budget d'exploitation annuel de la section hélicoptères du SAG.
<b>Comité opérationnel de la mission « transport sanitaire aérien »</b>	Permet des échanges et la prise de décision sur des questions qui lui sont soumises par les directions des trois parties (MSSS, SAG et Évacuations aéromédicales du Québec (ÉVAQ)) en ce qui concerne l'évolution, le développement, la communication, les suivis, l'accès et la gestion opérationnelle de la mission de transport sanitaire aérien. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur	Coprésidence MSSS et MTMDET	Le comité est formé de six personnes, trois sont nommées par le SAG, deux par l'ÉVAQ et un membre du MSSS.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	l'administration publique.				
<b>Comité directeur de la mission « transport sanitaire »</b>	Permet d'échanger sur le budget annuel, les objectifs généraux de l'organisation, les ententes de services, le suivi budgétaire et de prendre position sur les recommandations du comité opérationnel. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur l'administration publique.	Présidé par le MSSS.	Le comité est formé de quatre personnes, deux sont nommées par le SAG, deux par le MSSS.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité de gouvernance d'aéronolisement</b>	Permet de s'assurer de la bonne exécution du contrat en établissant des procédures ou des stratégies et en définissant des orientations pour permettre l'amélioration continue des services.	Présidence en alternance AQTA et SAG/MTMDET	Le comité est formé de huit personnes, trois sont nommées par l'AQTA, trois par le SAG, une par Transplant Québec et un membre du MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité de gouvernance de la mission « Transport sanitaire »</b>	Permet d'assurer un suivi concernant les grandes orientations et les enjeux stratégiques de la mission, de prendre en charge les éléments de gouvernance de programme et les dossiers impliquant les ministères centraux (SCT et MCE) et d'établir les stratégies de dessertes.	Présidé par le MSSS	Le comité est formé de six à huit personnes, trois à cinq sont nommées par le MSSS et trois par le SAG.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité de liaison de la mission « Transport sanitaire »</b>	Permet d'effectuer le suivi des états financiers avec le partenaire et de mettre en place les prévisions budgétaires.	Présidé par le SAG	Le comité est formé de cinq personnes dont quatre sont nommées par le SAG et un par le MSSS.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité de gouvernance de la mission « Surveillance du territoire »</b>	Permet d'assurer un suivi concernant les grandes orientations et les enjeux stratégiques de la mission, de prendre en charge les éléments de gouvernance de programme et les dossiers prioritaires.	Présidé par le SAG	À définir	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité de gouvernance de la mission « Extinction des feux de forêt »</b>	Permet d'assurer un suivi concernant les grandes orientations et les enjeux stratégiques de la mission, de prendre en charge les éléments de gouvernance de programme et les dossiers prioritaires.	Présidé par le SAG	Le comité est formé de six personnes dont trois sont nommés par le SAG et trois par la SOPFEU.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité d'analyse des routes circuits touristiques</b>	Analyser les dossiers de signalisation des routes touristiques présentés par les associations touristiques régionales et vérifier leur conformité avec les objectifs et les principes du programme de signalisation	Ministère du Tourisme	MTMDET, ministère du Tourisme, Associations touristiques régionales associées du Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Groupe de partage des données de la région de Montréal</b>	Le groupe de partage rassemble les principaux intervenants en géomatique dans la région de Montréal en vue de partager de l'information et, occasionnellement, des données principalement sur la localisation des services publics.	Coresponsabilité : MTMDET, MERN, MAMOT, Hydro-Québec, Gaz Métro, Bell, villes de la Communauté métropolitaine de Montréal, Port de Montréal		À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité de suivi de l'exécution du contrat de concession</b>	Assumer une concertation et un suivi efficace du contrat de concession pour la mise en œuvre des programmes de signalisation touristique, le ministère du Tourisme, le MTMDET et le concessionnaire	MTMDET	MTO, Concessionnaire	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité de consultation MTMDET-Municipalités en signalisation</b>	Déterminer des échéances à respecter pour la mise aux normes des dispositifs de signalisation qui ont des impacts sur le milieu municipal;  Élaborer des solutions qui tiennent compte des besoins et des exigences des deux parties;  Assurer le cheminement et la diffusion des éléments ayant fait l'objet de consensus.	MTMDET	Villes de : Gatineau, Laval, Lévis, Longueuil, Montréal, Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières et Terrebonne)  UMQ, FQM, AQTr	À même les budgets réguliers du Ministère et organismes participants.	Publication de la mise à jour des normes de signalisation
<b>Comité directeur Adresses Québec</b>	Superviser en partenariat interministériel la mise en place et le processus de mise à jour de la géobase Adresses Québec.	Coresponsabilité : MTMDET, MERN, MAMOT, DGE		À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Conseil de gestion de l'ACRIGéo (Approche de Coopération en Réseau pour l'Information géographique)</b>	Mettre en place et superviser, en partenariat, le partage et la production en commun de l'information géographique au gouvernement du Québec.	Coresponsabilité : MTMDET, MERN	MSP, MFFP, DGE, SCT, MAMOT, MDDELCC, MEQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Table des partenaires de l'ACRIGéo (Approche de Coopération en Réseau pour l'Information géographique)</b>	Table de tous les partenaires de l'ACRIGéo visant à diffuser l'information de la communauté géomatique et à recueillir les besoins gouvernementaux en géomatique.	Coresponsabilité : MDDELCC, MERN	MTMDET, SQ, CPTAQ, SCT, MAMOT, Foncier Québec, MTO, MSSS, ISQ, MSP, MFFP, MAPAQ, DGE, FEC, MCC, Financière agricole du Québec, Commission de toponymie, MEQ, MFA, MESS, RBQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité directeur du projet</b>	Superviser la production et la mise à	Coresponsabilité :		À même les	Travaux en continu



Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>de Réseau de transport terrestre du Québec (RTTQ) sur la production en réseau de l'ACRIGéo</b>	jour des données géographiques des différents réseaux de transport terrestre (routier, forestier, Véhicule hors route, vélo, etc.) au Québec.	MTMDET, MERN, MFFP		budgets réguliers des ministères et organismes participants.	
<b>Comité de gestion de l'Infrastructure géomatique ouverte (IGO)</b>	Le comité de gestion supervise la mise en place et l'évolution d'une infrastructure géomatique ouverte au gouvernement du Québec.	Coresponsabilité : MTMDET, MSP, CSPQ, Institut national de santé publique du Québec, Financière agricole du Québec, MCC		À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Développement harmonisé d'IGO.
<b>Conseil d'administration du Réseau Convergence</b>	Le Réseau Convergence est un réseau de chercheurs universitaires en géomatique.  La participation du MTMDET au Réseau Convergence permet de discuter des enjeux relatifs à la recherche universitaire en géomatique.	Université Laval	MTMDET	À même les budgets réguliers du Ministère et organisme participant.	Travaux en continu
<b>Comité directeur de l'ÉES</b>	Convenir de la portée des travaux des évaluations environnementales stratégiques sur les hydrocarbures pour chacun des chantiers responsables de leur réalisation afin d'atteindre les objectifs du gouvernement; S'assurer de l'objectivité des travaux réalisés par les chercheurs et les représentants du gouvernement, de la cohérence entre les différents chantiers et du respect des échéanciers; Mener une consultation publique en ligne avant la publication du rapport final, prévue à la fin de l'automne 2015.	MERN	MTMDET		Travaux en continu
<b>Comité interministériel sur</b>	Contribuer à l'élaboration des	MDDELCC	MTMDET, MAMOT, MAPAQ,		Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>la gestion intégrée de l'eau (CIGIE)</b>	orientations en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE);  Participer au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre des orientations;  Assurer la cohérence entre le GIRE et les activités des ministères;  Contribuer aux initiatives visant à améliorer la gestion des connaissances sur l'eau, l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques		MCE, MRNF, MRIF, MSP, MSSS, MTO		
<b>Comité interministériel sur la recherche et l'innovation</b>	Veiller à l'harmonisation de l'intervention gouvernementale en matière de recherche, science, technologie et innovation (RSTI), sa cohérence et à la complémentarité des actions; Favoriser l'émergence d'orientations gouvernementales communes et développées en concertation; S'assurer d'une mise en œuvre coordonnée des plans d'action, stratégies et politiques; Contribuer à son évolution, à son adaptation et en assurer le rayonnement.	MESI	MTMDET, MFQ, MCE, MAPAQ, MFA, MESS, MIDI, MCE, MCC, SPN, MAMOT, MSSS, MERN, MDDELCC, MJQ, MFFP, MEES		Travaux en continu
<b>Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité en construction bois</b>	S'assurer que le gouvernement donne l'exemple quant à l'utilisation du bois dans la construction non résidentielle et multifamiliale; Mettre en œuvre la Charte du bois auprès des donneurs d'ouvrage et subventionnaires de projets financés en tout ou en partie	MFFP	MTMDET, MFFP, TEQ, SÉPAQ, MFQ, MDDELCC, MAMOT, SHQ, MESI, MSSS, RBQ, MEES, SQI, MCC, CSPQ		Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	par des fonds publics; Coordonner les actions à mettre en place; Produire une reddition de compte				
<b>Table interministérielle PNRI</b>	Assurer la convergence des actions de l'État en matière de recherche;  Assurer une meilleure cohésion entre les ministères et organismes en matière de recherche et d'innovation;  Maintenir une vision commune et partagée des priorités;  Forum de discussion important sur les conditions d'accès aux données publiques des différents ministères.	MESRS	MTMDET, MFQ MAPAQ, MCC, MDDELCC, MRIF, MRNF, MSSS, MICC, MRI		Travaux en continu
<b>Comité patronal santé et sécurité du travail du 2700, Einstein</b>	S'assurer de fournir aux employés un milieu de travail sécuritaire.	SIQ	IRDA, SIQ, MAPAQ, MERN, MDDELCC		Travaux en continu
<b>Comité sur la prévention des sinistres naturels – érosion et submersion côtière</b>	Sélection des projets de prévention et les projets de recherche de sinistres naturels reliés à l'aléa « Érosion et submersion côtière » en fonction du niveau de risque.	MSP	Centre d'expertise hydrique du Québec (CEHQ), MDDELCC, MERN, MSSS, MTMDET, MAMOT		Travaux en continu
<b>Comité sur l'étude des potentiels structurels et écologies du génie végétal dans les travaux de stabilisation riveraine dans les BTSL</b>	Évaluation de potentiels structurels et écologiques des techniques du génie végétal pour stabiliser durablement les berges, tout en favorisant la naturalité et la biodiversité des rives.	MTMDET	MTMDET, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité sur la prévention des sinistres naturels - Inondation</b>	Sélection des projets de prévention et les projets de recherche de sinistres naturels reliés à l'aléa « Inondation » en fonction du niveau de risque.	MSP	CEHQ, MERN, MDDELCC MAMOT		Travaux en continu
<b>Comité technique interministériel sur l'exemplarité en</b>	Relever les défis que présente l'utilisation du bois dans la construction par la mise en œuvre de	MFFP	MFQ, MCC, MAMOT, SHQ, SÉPAQ, SQI, MESI, MSSS		Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>construction bois</b>	la mesure d'exemplarité gouvernementale de la charte du bois.				
<b>Comité consultatif du Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales (RIBG)</b>	Faire connaître les besoins et les priorités des clients en matière de services de bibliothèque, conseiller le CSPQ sur les moyens à prendre pour répondre adéquatement aux besoins exprimés par les bibliothèques membres du réseau.	CSPQ	MTMDET, CSPQ, ANQ, CCQ, MERN, ARQ, MJQ, MCC, CSF, Bibliothèque Cécile-Rouleau	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité permanent sur les postes et aires de contrôle routier</b>	Gérer l'entente entre la SAAQ et le MTMDET, précisant les rôles et les responsabilités des deux organismes en ce qui concerne le développement et l'exploitation des postes et aires de contrôle routier, et également voir à la coordination	SAAQ	MTMDET, SAAQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité de gestion interministériel sur le bruit environnemental</b>	Établir des orientations gouvernementales visant à réduire les effets nuisibles du bruit environnemental sur la santé et la qualité de vie de la population.	MSSS	MTMDET, MDDELCC, MERN, MAMOT, INSPQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité interministériel de mise en œuvre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent</b>	Mise en œuvre de l'entente pour le Québec	MDDELCC	MTMDET, MDDELCC, MAPAQ, MERN, MAMOT, MRIF, MEES, MESI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Table de gouvernance en gestion des connaissances sur l'eau</b>	Assurer une meilleure coordination entre les différents services qu'offre le gouvernement en termes de partage, de collaboration et de diffusion des connaissances sur l'eau	MDDELCC	MTMDET, MDDELCC, MSP, MESI, MERN, MAMOT, MAPAQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité interministériel Transports/Tourisme</b>	Assumer une concertation efficace des projets conjoints de nature Transport/Tourisme impliquant ministère du Tourisme et le MTMDET	MTMDET	Ministère du Tourisme	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité interministériel central de l'entente administrative MTMDET-MDDELCC-MFFP</b>	Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente, voir à en améliorer le contenu et l'application et produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'Entente.	MTMDET	MDDELCC, MFFP	À même les budgets réguliers du ministère et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité directeur québécois - Stratégie québécoise pour une gestion environnementale des sels de voirie (SQGESV)</b>	Mettre en œuvre la SQGESV qui propose que chaque Administration routière du Québec adopte les meilleures pratiques reconnues dans ce domaine.	MTMDET	MDDELCC, MAMOT, FQM, UMQ	À même les budgets réguliers du ministère et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité conjoint Plan d'infrastructures en transport collectif (PITC)</b>	Analyser les processus associés au PITC et voir à leur amélioration dans le but d'augmenter le taux de réalisation annuel.	MTMDET	SCT	0 \$	Des modifications ont été convenues concernant l'amélioration des processus, la révision des calendriers d'opération ainsi que certains allègements concernant la reddition.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité d'échanges interministériels sur la dotation</b>	Échanges entre les représentants des directions des ressources humaines des différents M/O aux fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation.	À tour de rôle pour l'animation et les comptes rendus	CGRH	0 \$	Travaux en continu
<b>Réseau des responsables en matière de conflits et harcèlement</b>	Permet le partage, la collaboration et l'entraide avec des responsables des autres ministères.	SCT	CGRH	0 \$	Travaux en continu
<b>Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail – secteur Administration provinciale : le MTDMDET, par le biais de la Direction générale des ressources humaines, est membre du conseil d'administration comme représentant patronal avec d'autres M/O de la fonction publique</b>	Développement d'une offre de services paritaire en matière de prévention des accidents du travail et de maladies professionnelles. Les services de l'Association paritaire sont offerts à tous les M/O.  Échanges entre les représentants des différents M/O et des associations accréditées à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation.	CNESST	Chef du Service de la santé et de la sécurité	0 \$	
<b>Réseau des gestionnaires en gestion de main-d'œuvre</b>	Échanger sur les demandes des organismes centraux, les problématiques vécues ou les difficultés, les bonnes pratiques ainsi que les outils et procédures de travail afin de bénéficier de l'expertise de chacun et partager les connaissances.	Responsabilité partagée entre chaque M/O participant	Gestionnaires	0 \$	Travaux en continu
<b>Comité de concertation en évaluation</b>	Lieu d'échanges et d'information sur les outils, les pratiques, les orientations et les services en matière	SCT	CGRH	0 \$	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	de moyens d'évaluation.				
<b>Communauté de pratique en ressources humaines SAGIR</b>	Plate-forme d'échanges entre les ministères pour favoriser la collaboration et le partage des connaissances entre des utilisateurs SAGIR spécialisés en ressources humaines. Cela permet aux membres de formaliser leurs façons de faire et de valoriser les meilleures pratiques destinées à servir de cadre de référence à l'ensemble des utilisateurs SAGIR en ressources humaines.	DGSAGIR et SCT	CGRH	0 \$	Travaux en continu
<b>Comité de concertation en recrutement et en promotion</b>	Le comité constitue une tribune permettant aux membres d'exprimer leur point de vue et de faire valoir les différents enjeux concernant la programmation interministérielle et ministérielle des processus de qualification en recrutement et promotion.	SCT et CSPQ	CGRH	0 \$	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité consultatif des solutions d'affaires en ressources humaines	Comité permanent, composé de représentants de M/O et de membres du CSPQ ayant pour mandat de : formuler des avis et recommandations en vue de prise de décisions relativement aux priorités des demandes d'évolution de SGR2 et SGR3.  Partager l'information sur l'évolution de SGR2 et SGR3 et sur les travaux de développement de solutions gouvernementales en RH, notamment de la plate-forme collaborative.	SCT	Directeurs	0 \$	Travaux en continu
<b>Comité de travail sur la révision du programme d'accès à l'égalité de la fonction publique du Québec pour les membres des communautés culturelles</b>	Révision du Programme d'accès à l'égalité en emploi dans la fonction publique du Québec pour les membres des communautés culturelles.	SCT	CGRH	0 \$	Travaux en continu
<b>Comité super 9 élargi</b>	Mandat d'échanges et de consultations sur les problématiques, les besoins et les orientations en lien avec les processus de qualification.	SCT	Directeurs	0 \$	Travaux en continu
<b>Table de suivi ministères et organismes (M/O) à quatre modes de dotation – Emploi en ligne</b>	Faciliter les échanges interministériels en matière de processus de qualification et permettre un partage entre les représentants afin de comparer les façons de faire et d'échanger sur le système emploi en ligne.	CSPQ	Équipe des processus de qualification	0 \$	Travaux en continu



Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Assemblée des conseillers en relations de travail</b>	Partage de connaissances et d'informations en matière de relations de travail avec des représentants des autres M/O.	SCT	CGRH spécialisés en relations de travail	0 \$	
<b>Table d'échange des intervenants en information de gestion en ressources humaines</b>	Briser l'isolement des intervenants, échanger sur les problématiques rencontrées et échanger sur les outils de travail.	MTMDET	M/O	0 \$	Travaux en continu
<b>Comité interministériel des répondants en matière d'accès à l'égalité</b>	Échanges sur les différents programmes gouvernementaux concernant principalement les membres de communautés culturelles et les personnes handicapées.	SCT	CGRH	0 \$	Travaux en continu
<b>Forum des directrices et directeurs des ressources humaines (FDRH)</b>	Réalisation de mandats de concertation, de consultation et de développement des compétences des membres et de leurs collaborateurs en matière de gestion des ressources humaines.	SCT	Directrices et directeurs des ressources humaines des M/O	0 \$	
<b>Comité exécutif – FDRH</b>	Gestion des activités du FDRH.	SCT	Directrices et directeurs des ressources humaines de certains M/O, représentants des membres du FDRH	0 \$	
<b>Comité exécutif des grands projets – volet gestion des grands projets</b>	Assurer un suivi périodique des projets; Coordonner l'utilisation des ressources; Approuver la charte, l'énoncé et le plan de gestion d'un projet; Identifier les enjeux et fixer des orientations stratégiques; Identifier des balises en regard des	MTMDET	SQL, organismes de transport collectif lorsque requis	À même les budgets réguliers des Ministères et organismes participants.	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	solutions et des modes d'approvisionnement à évaluer pour répondre aux besoins identifiés et obtenir les résultats recherchés  Assurer la gestion du portefeuille de projets				
<b>Comité directeur avec les partenaires – Échangeur Dorval</b>	Assurer les suivis nécessaires aux processus du cheminement du projet (planification, budget, activités de construction) et le respect des ententes avec les partenaires.	MTMDET	Ville de Montréal, Aéroports de Montréal (ADM) Transports Canada, Cité de Dorval	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité directeur avec la SQI – Échangeur Dorval</b>	Assurer le suivi du projet	MTMDET	SQI	Honoraires payés à la SQI en 2017-2018 selon une entente de services : 65 397,07 \$.	Travaux en continu
<b>Comité spécial Projet majeur du pont Honoré-Mercier</b>	Convenir d'une entente avec le Conseil des Mohawks de Kahnawake (CMK) d'ici la réalisation des plans et devis finaux	MTMDET	Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), CMK, Négociateur du SAA	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en cours
<b>Comité d'affaires Service rapide par bus (SRB) Pie-IX</b>	Convenir d'une stratégie commune de communication et réaliser les activités de communication de façon concertée et transparente.	ARTM	STM, Ville de Montréal, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité directeur – SRB Pie-IX</b>	Assurer le suivi du projet	ARTM	MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
				organismes participants.	
<b>Comité opérationnel – Entente-cadre en matière d’infrastructure publique entre le gouvernement du Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec</b>	<p>Faire le suivi des enjeux dans le dossier de l’entente-cadre et faciliter la coordination des différentes actions des organismes impliqués.</p> <p>Proposer des orientations au comité exécutif.</p> <p>Assurer l’encadrement et le suivi des sessions de consultation, de l’appel d’intérêt, appel de qualifications et de propositions</p>	CDPQ Infra	ARTM, RTM, MTMDET, SQI	À même les budgets réguliers des Ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité de gouvernance – Entente-cadre en matière d’infrastructure publique entre le gouvernement du Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec</b>	<p>Coordonner les activités au sein du Gouvernement et s’assurer du respect diligent de ses obligations.</p> <p>S’assurer de la cohérence des solutions retenues en fonction des grandes orientations.</p> <p>Recevoir les rapports d’avancement du comité exécutif.</p> <p>Interface avec le comité exécutif</p> <p>Recommandations aux autorités gouvernementales.</p>	SQI	MCE, MFQ, MTMDET, MFQ, MDDELCC, MAMOT	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en cours
<b>Comité exécutif – Entente-cadre en matière d’infrastructure publique entre le gouvernement du Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec</b>	<p>Approbation de l’ensemble des règles de gouvernance.</p> <p>Suivi des engagements du Gouvernement envers la Caisse, tel qu’établi dans l’Entente-cadre.</p>	CDPQ Infra	MTMDET, SQI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en cours
<b>Sous-comité consultation – Autorisations gouvernementales – REM</b>	Assurer le suivi des demandes d’autorisation gouvernementales dans le cadre du projet du REM	CDPQ Infra	Le Ministère Ministère des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	participants.	
<b>Comité de législation – Réseau express métropolitain (REM)</b>	Préparer le projet de loi 137	MCE	MJQ, MTMDET, MAMOT, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Adoption de la Loi concernant le Réseau express métropolitain
<b>Comité de gouvernance des projets stratégiques d'infrastructure.</b>	Gouvernance centralisée des projets stratégiques d'infrastructure publique par le Secrétariat du Conseil du trésor et la Société québécoise des infrastructures.  Suivi des enjeux importants et proposition des plans d'action à haut niveau.	SCT	MTMDET, SQI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité directeur – pôle multimodal Vendôme</b>	Assurer le suivi du projet		MTMDET, ARTM, RTM, STM, Centre universitaire de santé McGill (CUSM)	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en cours
<b>Comité directeur – garage Côte-Vertu</b>	Assurer le suivi du projet		MTMDET, représentant de la STM	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité directeur du bureau de projet du prolongement de la ligne bleue</b>	Assurer le suivi du projet	STM	MTMDET, ARTM, SQI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en cours
<b>Comité directeur – Centres d’entretien Lachine et Pointe-Saint-Charles</b>	Assurer le suivi du projet	ARTM	MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en cours
<b>Comité directeur – lien rapide en transport collectif dans l’Ouest de Gatineau</b>	Assurer le suivi du projet	STO	MTMDET, Ville de Gatineau, CCN	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en cours
<b>Comité d’orientation du bureau de projet des équipements fixes du métro</b>	Assurer le suivi du projet	STM	MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en cours
<b>Comité d’orientation du bureau de projet des infrastructures métro</b>	Assurer le suivi du projet	STM	MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en cours
<b>Comité de suivi du projet</b>	Suivi du projet	MTMDET	MTMDET (sous-ministre	À même les	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Turcot</b>			adjointe, directeur du projet Turcot et directeurs adjoints du projet Turcot) et SQI	budgets réguliers des ministères et organismes participants.	
<b>Comité de gérance du projet Turcot</b>	Suivi du projet	MTMDET	MTMDET (sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjointe, directeur du projet Turcot, directeurs adjoints du projet Turcot et représentant du Service des communications métropolitaines et des projets stratégiques de la Direction des communications) et SQI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en cours
<b>Comités de gérance et de suivi – Réfection du tunnel L.-H-La Fontaine</b>	Assurer les suivis nécessaires pour l'avancement du projet et pour l'élaboration du dossier d'opportunité et du dossier d'affaires, en respect des exigences de la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.	MTMDET	MTMDET, SQI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Conférence administrative régionale de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine</b>	Concertation des actions administratives dans la région	MAMOT	Ministères et organismes régionaux	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent</b>	Concertation des actions administratives dans la région	MAMOT	Ministères et organismes régionaux	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comités locaux sur les zones industrialo-portuaires</b>	Permettre la concertation, la mobilisation et la participation des	MESI	MAMOT, MFFP, MERN, MDDELCC, MTMDET, CLD,	À même les budgets	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>(ZIP)</b> <b>Rimouski, Cacouna, Matane et Gaspé</b>	principaux acteurs locaux à la réalisation de projets dans les zones industrialo-portuaires, comités s'inscrivant dans le cadre du Plan d'action 2015-2020 de la Stratégie maritime		municipalités et MRC concernées	réguliers des ministères et organismes participants.	
<b>Table de concertation du Plan d'affectation du territoire public (PATP)</b>	Élaboration, suivi, mise à jour et mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'utilisation et protection du territoire public	MERN	MAMOT, MTMDET, MCC, MDDELCC, MFFP, MESI, MSP, Hydro-Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Mise en œuvre du PATP par des mesures et actions adoptées par les ministères et organismes visant spécifiquement à respecter les orientations d'affectation du PATP.
<b>Comité local des Zones Industrialo-Portuaires (ZIP) de Baie-Comeau, Sept-Îles et Port-Cartier</b>	Réalisation des plans de développement industriel pour chaque zone industrialo-portuaire	Ville de Sept-Îles, Ville de Port-Cartier, Ville de Baie-Comeau	Corporation de développement économique et en environnement des villes, MTMDET, MESI, MAMOT, MERN, MDDELCC, MFFP, SPN, Administration et corporation portuaire MRC et les communautés autochtones	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité consultatif régional de la traverse Tadoussac/Baie-Ste-Catherine</b>	Comité ayant pour objet de discuter des problématiques autour de l'opération du service de traversiers entre Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine.	STQ	Table des préfets des MRC de la Capitale-Nationale, MRC de Charlevoix-Est, municipalité de Tadoussac et de Baie-Sainte-Catherine, SQ de Charlevoix, Société du pont sur le Saguenay, Chambres de commerce de la région Côte-Nord, APCC, MDDELCC, MTMDET, Abitibi-Consolidated, Parcs Québec, ATR Manicouagan, Tourisme L'Isle-aux-Coudres	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité route 389</b>	Étudier les problématiques de la route 389 et élaborer des solutions.	CISSS	MTMDET, SQ, Hydro-Québec, MSP, SAAQ, Produits forestiers Résolu, MRC de Manicouagan, ArcelorMittal, député de René-Lévesque, Tourisme Côte-Nord, MRC de Caniapiscau, Centre de formation en transport de Charlesbourg, Transport OSI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Table Santé Qualité de vie de la Côte-Nord</b>	Prioriser, déployer et optimiser la réalisation d'actions concrètes portées par les ministères et organismes gouvernementaux, qui agissent sur les déterminants de la santé	CISSS, MAMOT	MTMDET, MFQ, MESS, MAPAQ, Québec en Forme	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Le comité a mis en œuvre un nouveau plan d'action pour 2017-2019 en saines habitudes de vie.
<b>Conférence administrative régionale de la Côte-Nord (CAR)</b>	Contribuer à la concertation interministérielle dans la mise en œuvre des orientations gouvernementales, exercer un leadership mobilisateur et faire preuve d'initiative et de solidarité dans l'implantation des priorités d'action établies par le gouvernement.	MAMOT	MTMDET, CISSS de la Côte-Nord, MESI, MFFP, MSP, MCC, MERN, SPN, CNESST, Hydro-Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu



Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Organisme de bassins versants Manicouagan (OBVM)</b>	Promouvoir la gestion intégrée de l'eau en assurant la concertation de l'ensemble des intervenants ayant un intérêt dans la gestion de l'eau et la mise en valeur des bassins versants de son territoire.	Organisme de bassins versants Manicouagan	MTMDET, MDDELCC, MSP, MFFP, MERN, MAPAQ, CISSS de la Côte-Nord, MRC de Manicouagan, Ville de Baie-Comeau, municipalité de Chute-aux-Outardes, Cégep de Baie-Comeau, Hydro-Québec, Alcoa, Produits forestiers Résolu, Cargill, Agriboréal Service-conseil	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Table régionale sur l'énergie et les changements climatiques</b>	Dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche « Par notre propre énergie » faire avancer la réflexion, le dialogue et la mobilisation régionale et interrégionale autour d'enjeux en changements climatiques.	Conseil Régional en environnement Côte-Nord	MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Plan d'action 2013-2020.
<b>Comité interministériel régional dans le cadre de l'entente entre le MTMDET, le MFFP et le MDDELCC</b>	Rencontre annuelle permettant de dresser le bilan environnemental de la saison passée et de présenter la programmation des travaux pour l'année suivante.	MTMDET	MTMDET, MFFP, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Table de concertation Véhicules hors route (VHR) – Centre-du-Québec</b>	Stabiliser les sentiers interrégionaux pour les VHR. Favoriser la pérennité en collaboration avec tous les intervenants. Trouver des pistes de solution pour les sentiers problématiques.	URLS	Unités régionales de loisir et sport, MAMOT, SQ, clubs de VHR, MRC, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Mauricie</b>	Échange d'information en lien avec le développement régional.	MAMOT	Ministères présents sur le territoire	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Conférence administrative régionale (CAR) – Centre-du-Québec</b>	Échange d'information en lien avec le développement régional.	MAMOT	Ministères présents sur le territoire	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Conférence administrative régionale – Plan d'action gouvernementale (CAR-PAG)</b>	Échange d'informations en lien avec les saines habitudes de vie.	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Ministères présents sur le territoire qui ont signé une entente sur les saines habitudes de vie	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Organisation régionale de sécurité civile (ORSC) Mauricie-Centre-du-Québec</b>	Structurer les actions en matière de sécurité civile, découlant des missions des différents ministères en la matière. Échanger sur ces missions et sur les risques à considérer.	MSP	MSP - l'ensemble des ministères présents en Mauricie – Centre-du-Québec.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Zone industrialo-portuaire de Trois-Rivières</b>	Réaliser l'ensemble des activités liées au plan de développement d'une zone industrialo-portuaire.	MESI	Administration portuaire de Trois-Rivières, Ville de Trois-Rivières et tous les ministères signataires de l'entente portant sur la création de la zone industrialo-portuaire de Trois Rivières	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Plan de développement déposé.
<b>Zone industrialo-portuaire de Bécancour</b>	Réaliser l'ensemble des activités liées au plan de développement d'une zone industrialo-portuaire.	MESI	Administration portuaire de Trois-Rivières, Ville de Trois-Rivières et tous les ministères signataires de l'entente portant sur la création de la zone industrialo-portuaire de Trois-Rivières	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Plan de développement déposé.
<b>Comité de transfert d'autorité et procédure cadastrale</b>	Faciliter la procédure d'arpentage pour accélérer les transferts d'autorité entre le MTMDET – MERN – MDDELCC	MTMDET	MTMDET, MRN, MERN	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	
<b>Comité technique de travail sur l'élargissement de la portion sud de l'autoroute Laurentienne en vue de l'implantation d'une voie réservée</b>	Supporter au plan technique le Comité directeur, notamment quant à la nature et la portée de l'élargissement, ainsi que dans l'établissement des phases de réalisation et des échéanciers.	MTMDET	MTMDET, Ville de Québec, RTC	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Un rapport du comité technique a été produit.  Le comité technique est dissous et le projet est passé à la Direction des grands projets routiers.
<b>Comité RENIR</b>	Agir comme pôle central pour les	CSPQ	MTMDET - CSPQ	À même les	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>(Réseau National Intégré de Radio communication)</b>	différents groupes techniques ainsi que pour le partage de l'information et de l'expertise.			budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	
<b>Comité de coordination et directeur de l'entente administrative MTMDET – MFFP – MDDELCC</b>	Simplifier les procédures administratives, entre les ministères, pour les autorisations environnementales.	MTMDET, MFFP, MDDELCC	MTMDET, MFFP, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants	Un rapport annuel de l'application de l'entente sur le plan provincial a été produit. Des commentaires et recommandations sont colligés afin de poursuivre l'amélioration de l'entente.
<b>Comité sur le mode de vie physiquement actif</b>	Élaborer et mettre en œuvre un Plan d'action concerté régional 2014-2016 dans le cadre du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vies et de prévention des problèmes reliés au poids (PAG).	MSSS	MTMDET, Accès-Loisirs, Accès transport viable, Ville de Québec, Centrale des syndicats du Québec, MRC de Charlevoix, Direction régionale de santé publique, Québec en forme, Société canadienne du cancer (Pédibus), Réseau du sport étudiant du Québec, Unité de loisir et de sport de la Capitale-Nationale, Vivre en ville	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité de suivi des Parcs éoliens de la Seigneurie de Beauré et de la Côte-de-Beauré</b>	Assurer le suivi des activités de construction et d'opération des parcs éoliens de la Seigneurie de Beauré (PESB) et de la Côte-de-Beauré. Discuter de tous les aspects afférents aux parcs éoliens. Impliquer dans la mise en place de mesures correctives et des suivis auprès des personnes concernées. Établir un canal d'information entre les promoteurs et la population.	Boralex	MTMDET, SQ, Boralex et Gaz Métro, Séminaire de Québec, clubs privés de chasse et pêche, MRC de La Côte-de-Beauré, Sainte-Tite-des-Caps, Saint-Férréol-Les-Neiges, Comité des riverains	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Travaux en continu  Dépôts rapports Surveillance circulation rang St-Antoine au MDDELCC tous les deux mois durant les saisons construction.
<b>Comité du plan directeur du Littoral Est</b>	Élaborer un plan directeur de développement urbain et de mise en valeur du Littoral Est et de ses abords dans l'axe de l'autoroute Dufferin-Montmorency et du boulevard Sainte-Anne à l'entrée est de la ville.	Commission de la capitale nationale de Québec (CCNQ)	MTMDET, Ville de Québec, CCNQ	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Dépôt du rapport final en décembre 2015.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité de l'entente sur la mise en valeur et la protection des paysages de la Capitale-Nationale 2016-2019</b>	Mettre en œuvre et élaborer un plan d'action pour la réalisation d'activités répondant aux enjeux paysagers et économiques des territoires concernés.	Développement Côte-de-Beaupré	MTMDET, MCC, SCN, Communauté métropolitaine de Québec, MRC de Côte-de-Beaupré, MRC de Charlevoix, MRC de Charlevoix-Est, MRC de Portneuf, MRC de l'Île d'Orléans, Tourisme Charlevoix	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Dépôt du premier bilan annuel en avril-mai 2017.  Le MTMDET a ratifié l'entente sous la plume de Mme Véronique Tremblay, ministre déléguée.
<b>Comité directeur de la Promenade Samuel-de-Champlain, phase 3</b>	Assurer la bonne gestion du projet en vue de la livraison d'une infrastructure de qualité, atteignant les performances attendues, dans le respect du programme des besoins établi, des coûts autorisés et de l'échéancier de réalisation convenu.	CCNQ	MTMDET, SQI, Ville de Québec, CCNQ	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité de suivi du projet</b>	Appuyer la directrice du projet dans l'application du plan de gestion de projet et l'assister dans la prise de décision des grands enjeux et assurer le suivi et la coordination.	CCNQ	MTMDET, SQI, Ville de Québec, CCNQ	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Travaux en cours
<b>Comité de coordination</b>	Assurer le bon déroulement du projet	CCNQ	MTMDET, Consortium	À même les	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>technique du projet</b>	en mettant en place une structure de consultation adéquate et fluide entre les représentants de la CCNQ, le gérant de construction et les professionnels mandatés au projet.		architectes Daout-Lestage, Consortium WSP-SNC-Lavalin, Ville de Québec, APQ, Commodore du Yacht Club de Québec, CN - CCNQ	budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	
<b>Comité local Zone industrialo-portuaire (ZIP) Québec-Lévis</b>	Créer des zones industrialo-portuaires (ZIP) à Québec et à Lévis afin de mettre en œuvre la Stratégie maritime du gouvernement du Québec.	MESI	MTMDET, Ville de Québec et Lévis, APQ, MESI, MAMOT, MDDELCC, MERN, MFFP, Secrétariat à la Capitale-Nationale, Québec International, Communauté métropolitaine de Québec, SCN	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Le groupe de travail a identifié des secteurs potentiels (onze secteurs) pour l'établissement de zones industrialo-portuaires sur la rive nord (six secteurs) et sur la rive sud (cinq secteurs).
<b>Comité technique en aménagement de la Conférence administrative régionale (CAR) de la Capitale-Nationale</b>	Favoriser la concertation et l'harmonisation des actions des M/O dans la région dans le cadre de la mise en œuvre de politiques, des stratégies et autres actions gouvernementales ayant des incidences en matière d'aménagement du territoire	MAMOT	MTMDET, DSP, CCNQ, MAMOT, MAPAQ, MCC, MDDELCC, MESI, MERN, MFFP, MSP	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Travaux en continu
<b>Conférence administrative régionale (CAR) de la Capitale-Nationale</b>	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.	Secrétariat à la Capitale-Nationale	MAMOT, MIDI, MRNF, MESS, MFA, MEES, ministère du Tourisme, MDDELCC, MAPAQ, MCC, MTMDET, MFE, MRIF, SCN, MSSS	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Travaux en cours
<b>Comité de révision des normes en aménagement</b>	Normes BNQ 0605-300, 0605-100 et	BNQ	Plusieurs pépinières, Ville de Montréal, Ville de	À même les budgets	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>paysager du BNQ</b>	0605-200 Représenter le Ministère pour la révision des trois normes. Apporter le point de vue d'un organisme utilisateur des normes.		Repentigny, Institut québécois du développement de l'horticulture ornementale, Université Laval, Association des producteurs de gazon du Québec, Société internationale d'arboriculture Québec, Fédération interdisciplinaire de l'horticulture ornementale du Québec (FIHOQ), École professionnelle de Saint-Hyacinthe	réguliers des ministères et des organismes participants et contribution financière de la FIHOQ et du MAPAQ	
<b>Comité interministériel régional de l'Entente administrative MTMDET-MFFP-MDDELCC</b>	Ce comité a été formé dans le cadre de l'Entente administrative MTQ-MRN-MDDELCC. Cette entente concerne l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.	MTMDET	MTMDET, MFFP, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Comité des Villages-relais du Québec</b>	Examiner et recommander au ministre :  l'accréditation Village-relais aux municipalités candidates;  le retrait de l'accréditation des Village-relais ne respectant pas la charte qualité;  les modifications à apporter au réseau afin de le faire évoluer.	MTMDET	FQM, UMQ, L'Alliance, MAMOT, ministère du Tourisme	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Deux nouveaux Villages-relais pour un total de 41. Les municipalités de New Richmond et de Coaticook ont été accréditées Villages-relais par le ministre suite aux recommandations positives du Comité.
<b>Plan d'intervention</b>	Planifier les opérations de pose des	MTMDET	Hydro-Québec	À même les	Les spirales anti-



Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>d'urgence dans le cadre du déglacage des lignes de transport d'électricité d'Hydro-Québec</b> TransÉnergie advenant une tempête de verglas majeur	spiraales anti-accumulations sur les croisements des lignes de transport d'Hydro-Québec et des routes sous la responsabilité du Ministère.			budgets réguliers des ministères et organismes participants	accumulations ont été posées
<b>Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCCQ)</b>	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP	Tous les ministères, Hydro-Québec, SQ, SHQ, STQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Conseil de la sécurité civile du Québec (CSCQ)</b>	Donner les orientations gouvernementales en matière de sécurité civile au Québec	MSP	Tous les ministères	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Coordonner les interventions gouvernementales lors des inondations printanières 2017
<b>Sous-comité de l'OSCCQ sur les services d'urgence en milieu isolé (SUMI)</b>	Examiner la problématique liée à l'accessibilité des services d'urgence en milieu isolé au Québec et à la coordination des évacuations médicales.  Proposer des solutions en ce qui a trait aux opérations de recherche et sauvetage, et de désincarcération, ainsi qu'à la coordination et à la responsabilité lors d'évacuations médicales.	MSP	SAAQ, MAMOT, SÉPAQ, MRN, MSSS, MDDELCCP, MTMDET, SQ.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Le travail du comité SUMI est terminé. Un panneau identifiant un site d'évacuation d'urgence a été intégré aux Normes de signalisation des sentiers de VHR du Ministère.
<b>Table des responsables de</b>	Permettre à tous les responsables de	MSP	MESI, MSP, MAPAQ, MESS,	À même les	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>mission du Plan national de sécurité civile PNSC)</b>	<p>mission d'acquérir une meilleure connaissance et compréhension de l'ensemble des missions et d'être au fait du développement de chacune d'elle.</p> <p>Coordonner le développement continu des missions, ou de nouvelles missions, en fonction des besoins identifiés et des champs de compétence respectifs, ainsi qu'en assurant la cohérence entre celles-ci et leurs transpositions régionales.</p> <p>Collaborer à l'enrichissement du PNSC, notamment, en ce qui concerne les sections portant sur la prévention et le rétablissement.</p>		Hydro-Québec, MERN, MDDELCC, SQ, MSSS, SCT, MAMOT, CSPQ	budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Sous-comité de l'OSCQ sur le Plan d'action national (PAN)</b>	Établir le PAN et en assurer le suivi au cours des dix années à venir. Ce plan doit interpeller tous les acteurs de la société, du citoyen aux ministères et organismes (M/O), en passant par les municipalités locales et régionales ainsi que les organisations et entreprises de toutes natures.	MSP	MAMOT, MAPAQ, MCE, MDDELCC, MESS, MRIF, MERN, MSSS, MSP, MTMDDET, SQ, HQ, MESI, SCT	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Sous-comité de l'OSCQ sur l'organisation du G7 dans Charlevoix</b>	En vue de la tenue du G7 les 8 et 9 juin 2018, ce sous-comité de l'OSCQ, coordonné par le MSP verra à planifier la réponse gouvernementale québécoise et les divers soutiens possibles au déroulement des opérations de l'événement et à	MSP	Bureau du Coroner, CSPQ, CNESST, Hydro-Québec, MAPAQ, MAMOT, MFA, MCE, MDDELCC, MEES, MFQ, MIDI, MJQ, MRIF, MSSS, MESS, SQ, MSP	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	préparer l'appareil gouvernemental québécois à intervenir advenant une situation nécessitant d'autres mesures de la structure de sécurité civile en marge du Sommet.				
<b>Groupe interjuridictionnel de planification du transport du combustible nucléaire irradié, de la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN)</b>	Planifier les aspects reliés au transport du matériel irradié vers le site permanent d'entreposage géologique en profondeur.	Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN)	MSP, MTMDET, ministère des Transports de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, Commission canadienne de sûreté nucléaire	Tous les frais sont payés par la SGDN	Les résultats sont disponibles sur le <a href="#">site web</a> de la SGDN.
<b>Association mondiale de la route (AIPCR) Comité technique E.3 - Gestion des catastrophes (membre correspondant)</b>	Mise à jour du Manuel de Gestion des catastrophes élaboré par le CT 1.5 Gestion des risques au cours du cycle précédent.  Rapport reposant sur des études de cas et recommandations.	AIPCR	Plusieurs pays	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Association des transports du Canada (ATC) – Comité technique de suivi d'un projet</b>	Produire un outil de gestion des risques dans un contexte de changements climatiques	ATC	Ministère des Transports de l'Ontario, Durham, Manitoba infrastructure, Transport Canada, Ville de Toronto	20 k\$ de la part du MTMDET pour soutenir le projet.	Travaux en cours
<b>Comité AIPCR-Québec</b>	Représenter l'AIPCR au Québec et de recruter de nouveaux membres. Il assure les relations avec les autres comités nationaux de l'AIPCR. Il participe à la nomination des représentants du Québec à l'intérieur des commissions et comités techniques de l'AIPCR. Il coordonne la participation de la communauté	AQTr	39 municipalités, ministères et entreprises privées	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	routière québécoise aux congrès de l'AIPCR et assure la promotion du savoir-faire québécois aux expositions organisées à l'occasion de ces congrès.				
<b>Comité de sûreté de la gare centrale de Montréal</b>	Développer et maintenir un réseau de partage pour des éléments de sûreté à la gare centrale de Montréal	Transports Canada	VIA Rail, CN, SQ, Cominar, MSP, SPVM, STP, AMT, GRC, Service canadien de renseignement de sécurité, Amtrak, STM, RTM	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu Développement d'un réseau de partage d'Information confidentielle et réseautage.
<b>Association mondiale de la route (AIPCR) Comité technique C.1 – Sûreté des infrastructures (membre correspondant)</b>	Rassembler les informations qui sensibiliseront les pays membres aux enjeux de sûreté et leur rôle en faveur de la résilience des réseaux.	AIPCR	Plusieurs pays	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Rencontre préparatoire à l'hiver de la DCA</b>	L'objectif étant d'améliorer la coordination et les communications entre les partenaires lors des fermetures de route.	MTMDET (DGCA)	MSP, Lévis et Montmagny, SQ, CRQ, CISSS de Chaudière-Appalaches, Centrale d'Appels d'Urgence Chaudière-Appalaches, commissions scolaires	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Entente administrative MDDELCC-MFFP-MTMDET</b>	Suivi de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement et la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.	MTMDET (DGCA)	MDDELCC, MFFP	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Table sur les saines</b>	La Table a pour mission d'être un lieu	MTMDET (DGCA)	Accès transports viables,	À même les	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>habitudes de vie - pilotée par l'Agence de la santé et des services sociaux</b>	de concertation et de réseautage régional pour favoriser l'adoption et le maintien des saines habitudes de vie par les jeunes et leurs familles en Chaudière-Appalaches. Elle influence, soutient et appuie les acteurs locaux, régionaux et nationaux en vue de créer une région dynamique et engagée en matière d'environnements favorables aux saines habitudes de vie.		CISSS de Chaudière-Appalaches, Centraide Québec et Chaudière-Appalaches, Conférence régionale des élus, MESS, MFA, MAPAQ, MEES, MELS, MAMOT, Forum jeunesse régional CA, Producteurs laitiers du Canada, Québec en Forme CA, Regroupement des CPE de Qc et CA, Réseau du sport étudiant Québec et CA, Table agroalimentaire CA, Table régionale des organismes communautaires CA, Unité régionale de loisir et de sport CA	budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Conférence administrative régionale de Chaudière-Appalaches (CAR)</b>	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions et des politiques des ministères et organismes. Favoriser le développement économique, social et culturel de la région	MAMOT	ASSSCS, CSF, MAPAQ, MDDELCC, MFA, MERN, MSP, CSSNT, Conférence régionale des élus, MESI, MESS, MIDI, IQ, MCC, FADQ, MJUST, MELS, MRI, MTOU, OPHQ SIQ, RLQ, MTMDDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Organisations régionales de sécurité civile ORSC 03-12</b>	Les organisations régionales de sécurité civile (ORSC) sont formées des coordonnateurs régionaux des ministères et organismes du gouvernement du Québec pour soutenir les municipalités touchées par un sinistre. La coordination de	MSP (MDP)	Les coordonnateurs régionaux des ministères et organismes du gouvernement du Québec des régions 03 et 12	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	l'ORSC est assumée par le directeur régional de la sécurité civile (DRSC) du ministère de la Sécurité publique. Il coordonne l'engagement des ressources des ministères et des organismes en vue de soutenir les municipalités lorsqu'elles ne sont plus en mesure de faire face au sinistre et d'aider les citoyens éprouvés.				
<b>Comité action sécurité route 173-277</b>	Faire connaître les préoccupations des municipalités concernant la sécurité routière	Municipalités	Cabinet de la Ministre Vien, Municipalités de Saint-Henri Sainte-Claire et Saint-Anselme	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>CAR - Comité technique aménagement</b>	Favoriser la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes (M/O) du gouvernement dans la région dans le cadre de la mise en œuvre de politiques, de stratégies et autres actions gouvernementales ayant des incidences en matière d'aménagement du territoire.	MAMOT	CISSS, Hydro-Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Table de concertation Beauce-Etchemin pour la prévention de l'alcool au volant</b>	Contribuer de façon significative à la diminution des méfaits liés à l'alcool au volant pour la population de leur territoire en visant, par des efforts concertés et des actions structurées, une diminution marquée du nombre de décès reliés à l'alcool au volant.	CISSS de Chaudière-Appalaches	CISSS de Chaudière-Appalaches, SQ, SAAQ, MRC et certains maires de la région	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Les efforts et les moyens utilisés par la Table pour sensibiliser les automobilistes à ne pas prendre le volant sous l'effet de l'alcool ont porté fruit puisqu'au cours des dernières années, la

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
					proportion des conducteurs décédés ayant 80 mg et plus d'alcool par 100 ml de sang dans la région de Beauce-Etchemin est de 24,2 %, soit un écart de plus de 20 % avec les données des années 1992-1996.
<b>Comité de suivi régional de l'entente interministérielle – Nord-du-Québec</b>	Faire le suivi deux fois l'an des projets assujettis à l'entente administrative et soulever les problématiques rencontrées dans son application.	MTMDET	MTMDET, MFFP, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité de suivi régional de l'entente interministérielle – Saguenay–Lac-Saint-Jean</b>	Faire le suivi deux fois l'an des projets assujettis à l'entente administrative et soulever les problématiques rencontrées dans son application.	MTMDET	MTMDET, MDDELCC, MFFP	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Table régionale sur les saines habitudes de vie au Saguenay–Lac-Saint-Jean</b>	Assurer la mobilisation et la concertation des acteurs intersectoriels en saines habitudes de vie.  Faire le lien avec le Plan d'action gouvernemental (PAG) sur la promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids.  Mettre en œuvre le plan d'action régional en saines habitudes de vie.	CIUSSS	Voir annexe 1	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Conférence administrative régionale CAR (Saguenay)</b>	Assurer la coordination, l'harmonisation et une unité d'actions entre les différents Ministères au	MAMOT	Voir annexe 2	À même les budgets réguliers des	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	niveau régional.			ministères et organismes participants	
<b>Groupe de travail transport (comité local de concertation ZIP)</b>	Favoriser le développement industriel lié au port de Grande-Anse.	MESI	Voir annexe 3	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Groupe de travail Transport</b>	Créé à la suite de la tenue du Sommet économique régional en juin 2015, le groupe de travail sur les transports a comme premier mandat d'optimiser le réseau de transport régional en tant qu'actif stratégique pour maximiser les retombées d'exploitation des ressources naturelles ainsi que les activités reliées au Plan Nord et à la Stratégie maritime. Le Ministère agit à titre de Ministère parrain de ce groupe de travail.	MTMDET	Voir annexe 4	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Conférence administrative régionale CAR (Nord-du-Québec)</b>	Assurer la coordination, l'harmonisation et une unité d'actions entre les différents Ministères au niveau régional.	MAMOT	Voir annexe 5	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Plan d'affectation du territoire public (PATP)</b>	Traduire les orientations gouvernementales en matière de protection et d'utilisation des terres et	MERN	Hydro-Québec, MAMOT, MAPAQ, MCC, MDDELCC, MESI, MERN, MFFP, MSP,	À même les budgets réguliers des	Travaux en continu



Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	des ressources du domaine de l'État. Il favorise la cohérence des interventions sur le territoire et contribue à prévenir les conflits d'usage.		MTMDET	ministères et organismes participants	
<b>Groupe tactique d'intervention afin de soutenir le développement économique sur le territoire, piloté par le MESI</b>	<p>Orienter l'assistance pour réaliser les actions permettant de soutenir le développement économique du territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine</p> <p>Contribuer et collaborer aux activités réalisées par Investissement Québec;</p> <p>Accélérer le traitement de projets économiques</p> <p>Accélérer l'octroi de propositions officielles aux investisseurs;</p> <p>Faciliter l'accompagnement des entreprises selon l'offre de services proposée.</p> <p>Le tout, selon l'offre de services existante et dans les limites de leurs mandats respectifs.</p>	MESI	Voir annexe 6	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	La structure organisationnelle a été révisée lors de la dernière rencontre du 3 février 2017.
<b>Comité interministériel sur la route de la Baie-James</b>	Identifier une solution à la problématique de financement de la réfection et de l'entretien de la route de la Baie-James et définir les rôles et responsabilités quant à la mise en œuvre du projet de réfection.	MERN	MTMDET, MERN, MFA, SCT, SPN, Société de développement de la Baie-James, SQI, MFFP	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Conférence régionale administrative Nord-du-Québec</b>	Discuter des enjeux propres au Nord-du-Québec	MAMOT	Directeurs des ministères et organismes gouvernementaux du Nord-du-Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
				participants	
<b>Conférence administrative régionale Affaires autochtones</b>	Partager les expériences, les enjeux de chaque organisme en matière d'affaires autochtones et établir un réseau	MAMOT	MSP, MTMDET, Secrétariat à la condition féminine, Services Québec, MERN, Société de développement de la Baie-James, MDDELCC, MJQ, MFFP, MESI, MCC, ministère du Tourisme, MCE, MEES, SPN, MAPAQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Organisation régionale de la sécurité civile au Nunavik</b>	Sous l'autorité de la Direction de la sécurité civile, échanger sur les pratiques en sécurité civile dans le Nord-du-Québec	MSP	MSP, Croix-Rouge, Défense nationale du Canada, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MEES, MESS, MESI, MERN, MFFP, MSSS, Services Québec, SHQ, SQ, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Mise en œuvre des actions définies en matière d'interventions en sécurité civile.
<b>Organisation régionale de la sécurité civile de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec</b>	Sous l'autorité de la Direction de la sécurité civile, échanger sur les pratiques en sécurité civile dans le Nord-du-Québec	MSP	MSP, Croix-Rouge, Défense nationale du Canada, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MEES, MESS, MESI, MERN, MFFP, MSSS, Services Québec, SHQ, SQ, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Mise en œuvre des actions définies en matière d'interventions en sécurité civile.
<b>Comité interministériel pour le suivi de l'entente administrative MTQ-MFFP-MDDELCC</b>	Dresser le bilan des demandes d'autorisation visées par l'entente auprès de ces organismes	MTMDET	MTMDET, MFFP, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Dépôt du bilan annuel et échanges sur les modifications réglementaires

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité interministériel sur la mise en œuvre du Règlement de l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État (RADF)</b>	Élaborer une entente administrative sur les autorisations et permis à obtenir en vertu du RADF	MTMDET	MFFP	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité directeur sur le protocole d'entente Ontario – Québec concernant le développement économique et social / Volet Développement d'infrastructures en milieu nordique</b>	Partager l'information afin de favoriser les possibilités offertes en milieu nordique concernant le développement économique, les relations avec les communautés et les Autochtones, l'innovation et l'infrastructure	SPN	MTMDET, Ontario Ministry of Northern Development & Mines	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>ORSC</b>	Regroupe les représentants des ministères et organismes du gouvernement du Québec présents en région. Elle constitue le mécanisme de coordination régionale permettant d'échanger rapidement l'information, d'évaluer précisément les besoins et de disposer pertinemment des ressources gouvernementales pour répondre adéquatement à un sinistre.	MSP	CISSS, CNESST, Hydro-Québec, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MERN, MESI, MFA, MFFP, MESS, MTMDET, SQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
Comité technique en aménagement (CTA)	Réunir les professionnels intervenant en aménagement du territoire sur la scène montréalaise, notamment, en	MAMOT	MAMOT, MTMDET, MFFP, MERN, MDDELCC, MCC, MAPAQ, MSP, DSP,	À même les budgets réguliers des	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	ce qui a trait aux avis ministériels portant sur les modifications des schémas d'aménagement et de développement (SAD) des MRC.		Hydro-Québec	ministères et organismes participants	
<b>Plan d'affectation du territoire public de la région de l'Estrie - Table de concertation gouvernementale</b>	Le Plan d'affectation du territoire public définit les grandes orientations du gouvernement en matière d'utilisation des terres du domaine d'État. Le plan d'affectation définit des unités territoriales, et détermine leur vocation en fonction des objectifs et des orientations du gouvernement. Le mandat du comité consiste à l'élaboration du plan et à sa mise en œuvre.	MERN	MERN, MAMOT, MAPAQ, MCC, MDDELCC, MESI, MFFP, MSP, MTMDET, Hydro-Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	
<b>Conférence administrative régionale (CAR) de l'Estrie - Comité Aménagement du territoire (CAT)</b>	Le comité CAR – Aménagement du territoire est une table régionale interministérielle de concertation. Le comité vise le partage de l'information et l'échange, notamment :  sur les politiques, nouvelles orientations, modifications législatives et autres aspects pouvant avoir un impact sur l'aménagement du territoire;  sur les différentes demandes d'avis soumises par les ministères et organismes;  sur les différents exercices de planification réalisés ou en cours de réalisation dans les MRC de l'Estrie;  sur les objectifs gouvernementaux de	MAMOT	Hydro-Québec, MDDELCC, MERN, DSP, SQI, MFFP (Secteur Forêt), MFFP (Secteur Faune), MAMOT, MAPAQ, MCC, MEIE, MSP, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	chacun des ministères et organismes.				
<b>Conférence administrative régionale (CAR) de la Montérégie - Comité Aménagement du territoire</b>	<p>Le comité CAR – Aménagement du territoire est une table régionale interministérielle de concertation. Le comité vise le partage de l'information et l'échange, notamment :</p> <p>sur les politiques, nouvelles orientations, modifications législatives et autres aspects pouvant avoir un impact sur l'aménagement du territoire;</p> <p>sur les différentes demandes d'avis soumises par les ministères et organismes;</p> <p>sur les différents exercices de planification réalisés ou en cours de réalisation dans les MRC de la Montérégie;</p> <p>sur les objectifs gouvernementaux de chacun des ministères et organismes.</p>	MAMOT	MTMDET, CMM, MCC, CISSS-centre, MAPAQ, MDDELCC, MFFP, MSP, Hydro-Québec, CIUSSS de l'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, MAMOT	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Comité du patrimoine paysager estrien (Paysages estriens)</b>	La mission du comité vise la protection et la mise en valeur du patrimoine paysager estrien.	Comité de paysages estriens	milieu municipal, milieu forestier, milieu agricole, milieu touristique, milieu des affaires, milieu patrimonial, environnement et conservation, représentants co-optés, MTMDET, MAMOT, MAPAQ, MCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Comité de pilotage du</b>	Comité paritaire copiloté par la Ville de Sherbrooke et la Société de	CMDS	CCUS – CREE - Taxi Sherbrooke	À même les budgets	

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>centre de mobilité durable de Sherbrooke (CMDS)</b>	transport de Sherbrooke (STS). Le comité a collaboré dans l'élaboration du Plan de mobilité durable de Sherbrooke.		Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke, Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, Commerce Sherbrooke, MTMDET, Société de transport de Sherbrooke, CMDS, Ville de Sherbrooke, Cégep de Sherbrooke, Université de Sherbrooke	réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Comité interministériel régional de l'Entente administrative MTMDET-MFFP-MDDELCC</b>	Comité découlant de l'entente tripartite MTMDET-MFFP-MDDELCC. Il a pour mandat :  d'assurer la mise en œuvre et le suivi de l'Entente;  de proposer au comité interministériel central toute modification permettant d'améliorer l'application de l'Entente.	MTMDET	MDDELCC, MFFP	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Conférence administrative régionale (CAR) de l'Estrie</b>	La CAR est une table régionale interministérielle dont le principal mandat est de concerter et harmoniser les efforts des ministères et organismes gouvernementaux ayant des incidences sur le développement régional.	MAMOT	RBQ, Curateur public, SQI, CNESST, MFFP, MTMDET, SQ District Sud, région Estrie/Centre-du-Québec, Hydro-Québec, MFFP, MESS, MSP, MRIF, MEES, CNESS, MESI, ministère du Tourisme, MERN, MRQ, IQ, MFA, MCC, FADQ, MDDELCC, MAMOT, MIDI, MAPAQ, OPHQ, CIUSSS de l'Estrie - CHUS	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Conférence administrative régionale de l'Abitibi-Témiscamingue</b>	Concierter nos actions entre ministères au niveau régional.	MAMOT	OPHQ, MAPAQ, CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue, FADQ, MCC, RBQ, CSPQ, CSF, MAMOT, MESS,	À même les budgets réguliers des ministères et	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			MDDELCC, CCQ, MFA, CNESST, MEES, SAAQ, OQLF, MF, MFFP, MERN, OPC, Hydro-Québec, SÉPAQ, MIDI, RQ, MSP, SQI, SHQ, MESI	organismes participants.	
<b>Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec</b>	La Direction générale de l'Abitibi-Témiscamingue, porteuse de la mission « Transport » auprès de l'ORSC, a pour mandat de fournir l'information sur l'état des systèmes de transport pour répondre aux besoins de déplacements, entretenir, remettre en état ou mettre en place les infrastructures nécessaires et fournir ses ressources et son expertise.	MSP	MSP, CISSS (Abitibi-Témiscamingue, Baie-James et Nord-du-Québec), MDDELCC, CNESST, Hydro-Québec, MAMOT, MAPAQ, MEES, MESS, MFFP, MERN, SOPFEU, SQ, CSPQ, MESI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité interministériel régional – Entente avec le Ministère-MFFP-MDDELCC – Région Abitibi-Témiscamingue</b>	Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.	MTMDET	MFFP, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Travaux en continu
<b>Comité interministériel régional – Entente avec le</b>	Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant	MTMDET	MFFP, MDDELCC	À même les budgets	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Ministère-MFFP-MDDELCC – Région Nord-du-Québec</b>	l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.			réguliers des ministères et organismes participants.	
<b>Comité interministériel régional MTMDET-MFFP-MDDELCC</b>	assurer la mise en œuvre et le suivi de l'entente MTMDET-MFFP-MDDELCC; proposer au comité interministériel central toute modification permettant d'améliorer l'application de l'entente; Faire rapport annuellement au comité interministériel central le ou avant le 15 février.	MTMDET	MTMDET, MDDELCC, MFFP	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Conférence administrative régionale (CAR) des Laurentides</b>	favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT).	MAMOT	CISSS, MESI, MESS, MF, MSP, MAMOT, MFFP, MERN, MDDELCC, MTMDET, Hydro-Québec, OPHQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Conférence administrative régionale (CAR) de Lanaudière</b>	favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT).	MAMOT	CISSS, MESI, MESS, MFA, MSP, MAMOT, MFFP, MERN, MDDELCC, MTMDET, Hydro-Québec, OPHQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Comité de sécurité et gestion de la circulation IRONMAN Mont-Tremblant</b>	Élaboration et préparation des plans qui ont pour but d'assurer la sécurité des personnes, de maintenir la qualité	MTMDET	Service de police de Mont-Tremblant MTMDET, SQ- MRC des	À même les budgets réguliers des	Mise à jour du plan de gestion de la circulation, durant les deux



Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	des interventions d'urgence, de gérer la circulation et la communication des entraves dans le cadre des événements IRONMAN Mont-Tremblant; Coordination de la planification et des interventions à réaliser.		Laurentides, Ville de Mont-Tremblant Services pré-hospitaliers d'urgence, Ambulances Radisson, Station Mont-Tremblant IRONMAN (WTC)	ministères et organismes participants	événements.
<b>Comité directeur de Mobilité Montréal</b>	Coordonner les travaux et les mesures d'atténuation relatives aux différents chantiers sur le réseau de la grande région de la Communauté métropolitaine de Montréal, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou fédéraux.	MTMDET Ville de Montréal Ville de Longueuil Ville de Laval	Association québécoise du transport intermunicipal et municipal (AQTIM) Rive-Sud, ACQ, ARTM, Canadien National, CDPQ Infra, Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), Conseil Mohawk de Kahnawake, Infrastructure Canada, MRC Roussillon, MRC Thérèse-De-Blainville, Communauté métropolitaine de Montréal, MRC Vallée-du-Richelieu, RTL, RTM, STL, STM, Secrétariat à la région métropolitaine, Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Université de Montréal, Ville de Brossard, Ville de Laval, Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Ville de Repentigny, Ville de Vaudreuil-Dorion	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Comité aviseur de Mobilité Montréal</b>	S'assurer de l'efficacité des concertations du comité technique sur la mobilité des personnes et des	MTMDET, CMM	AQTIM Rive-Sud, ACQ, ARTM, Canadien National, CDPQ Infra, CCMM, Conseil	À même les budgets réguliers des	Mise sur pied d'un projet pilote sur les grands générateurs de

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	biens. Formuler des recommandations et des suggestions facilitant la prise de décisions.		Mohawk de Kahnawake, Infrastructure Canada, MRC Roussillon, MRC Thérèse-De-Blainville, CMM, MRC Vallée-du-Richelieu, RTL, RTM, STL, STM, Secrétariat à la région métropolitaine, Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Université de Montréal, Ville de Brossard, Ville de Laval, Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Ville de Repentigny, Ville de Vaudreuil-Dorion	ministères et organismes participants	déplacement.
<b>Comité technique sur la mobilité des personnes et des biens</b>	Coordination des entraves et des travaux sur le réseau de la région métropolitaine de Montréal, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou fédéraux.  Inventorier les travaux et entraves à impacts importants  Identifier les problématiques relatives à ces travaux et entraves  Proposer des solutions pour favoriser l'intégration des différentes entraves	MTMDET	Société des Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Infrastructure Canada, Ville de Laval, Longueuil, Montréal et Châteauguay, Conseil Mohawk de Kahnawake, Canadien National CDPQ Infra, Autorité régionale de transport, RMT, RTL, STL, STM, CMM	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Comité sur les mesures d'atténuation en transport collectif Mobilité Montréal</b>	Convenir avec les partenaires en transport collectif de mesures d'atténuation pouvant être mises en place afin de réduire la congestion	MTMDET	MTMDET, ARTM, RTM, RTL, STL, STM	À même les budgets réguliers des ministères et	

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	liée aux chantiers routiers de la région Métropolitaine de Montréal et s'assurer de leur efficacité.			organismes participants	
<b>Comité de coordination des entraves du secteur Est</b>	Coordination des scénarios de gestion de la circulation lors des travaux sur différents axes routiers et autoroutiers dans le secteur Est de Montréal : Autoroute 40 (Métropolitaine); Autoroute 15 (des Laurentides – secteur Île-de-Montréal); Autoroute 25 et avenue Souigny (secteur Île-de-Montréal); Tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine; Autoroute 20 (secteur Boucherville); Route 132 (secteur Longueuil)	MTMDET	Stantec, Cima+, SNC-Lavalin, WSP, Axor, MTMDET, Société des Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Arrondissement Saint-Léonard, Arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Comité de coordination des entraves du secteur Centre (St-Pierre/Turcot/Ville-Marie) - Comité élargi (partenaires) et Comité réduit (entrepreneurs)</b>	Solutionner les conflits d'entraves et de signalisation, optimiser les interventions sur le réseau, coordonner les interventions ainsi que la gestion et l'opération de la signalisation.	MTMDET	CIMA +, Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, SSLC, KPH-Turcot, Ville de Montréal, RTL	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Table gouvernementale aux affaires territoriales</b>	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	MAMOT	MTMDET, MAMOT, MAPAQ SHQ, MCC, MT, MCSI, MESS, MEES, MERN, MFFP, MIDI, Conseil des arts et des lettres du Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Comité directeur – pôle multimodal Vendôme</b>	Assurer le suivi du projet	AMT	MTMDET, AMT, STM, Centre universitaire de santé McGill	À même les budgets réguliers des ministères et	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
				organismes participants	
<b>Comité directeur – garage Côte-Vertu</b>	Assurer le suivi du projet	STM	MTMDET, STM	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité directeur principal – prolongement du réseau de métro</b>	Assurer le suivi du projet	AMT	AMT, MTMDET, SQI, STM	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité directeur – Réno-tunnel</b>	Assurer le suivi du projet	AMT	AMT, MTMDET, SQI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité directeur – Service rapide par bus (SRB) Pie-IX</b>	Assurer le suivi du projet	ATM	AMT, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité directeur – Centres d'entretien Lachine et Pointe-Saint-Charles</b>	Assurer le suivi du projet	ATM	AMT, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Coordination MTMDET-BIA-DPCP-MJQ</b>	Faciliter le traitement des infractions reliées au péage	MTMDET	AMT, MTMDET, DPCP, MJQ, Bureau des infractions et amende	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Coordination MTMDET-OPHQ-SAAQ</b>	Trouver une solution pour éviter de faire payer un péage supérieur au tarif pour les véhicules promenade en raison de l'adaptation des véhicules	OPHQ	MTMDET, OPHQ, SAAQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité de l'organisation régionale de sécurité civile (ORSC), régions de Montréal, Laval, Laurentides et Lanaudière</b>	Concertation et harmonisation interministérielles des activités gouvernementales en prévention, planification, préparation et interventions dans le domaine de la sécurité civile au niveau régional	MSP	MTMDET, MSP, Autres ministères du gouvernement du Québec, 68 municipalités de la CMM	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité de mise en œuvre du paysage humanisé de L'Île-Bizard</b>	Élaborer un Plan de conservation et de mise en valeur du paysage humanisé de L'Île-Bizard.	Ville de Montréal MDDELCC	CMM - MDDELCC – MAPAQ = UPA Ville de Montréal - Groupes locaux MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	
<b>Comité technique en aménagement (Montérégie)</b>	Plate-forme d'échanges sur les dossiers en aménagement du territoire en Montérégie	MAMOT	MESI, MERN, MDDELCC, MTMDET, MAMOT	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité interministériel régional de l'Entente administrative MTMDET — MDDELCC-MFFP Montréal,</b>	Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de la LCMVF et de la LQE.Voir à améliorer	MTMDET	MFFP, MDDELCC, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Laval</b>	le contenu et l'application de l'entente administrative.  Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente.			organismes participants	
<b>Comité interministériel régional de l'Entente administrative MTMDET — MDDELCC-MFFP Lanaudière-Laurentides</b>	Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.  Voir à améliorer le contenu et l'application de l'entente administrative.  Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente.	MTMDET	MFFP, MDDELCC, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu
<b>Comité interministériel de l'Entente administrative MTMDET – MDDELCC-MFFP Montérégie</b>	Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de	MTMDET	MFFP, MDDELCC, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en continu

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement. Voir à améliorer le contenu et l'application de l'entente administrative.  Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente.				
<b>Comité technique de l'écoterritoire du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme</b>	Élaborer en concertation un Plan concept de l'Écoterritoire du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme.	Ville de Montréal	MFFP, MDDELCC, MTMDET, Ville de Montréal	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Plan concept préliminaire de l'Écoterritoire du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme.
<b>Comité local de la zone industrialo-portuaire de Contrecoeur-Varennnes</b>	Délimiter le territoire de la zone industrialo-portuaire (ZIP). Valider un mandat et transmettre des informations pour l'élaboration d'un plan de développement de la ZIP.	MESI	CargoM, CMMI, MAMOT, MTMDET, MESI, MRC de Marguerite- d'Youville, Villes de Contrecoeur et Varennes	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Délimitation de la ZIP, sensibilisation des acteurs aux enjeux de circulation sur l'A-30 et à la cohabitation des usagers sur la R-132.
<b>Comité local de la zone industrialo-portuaire de Montréal</b>	Confirmer le territoire de la zone industrialo-portuaire (zone IP). Suivre le mandat pour l'élaboration d'un plan de développement de la zone IP.	MESI	APM – CargoM, CMM, MAMOT, MERN, MFFP, MDDELCC, MESI, Ville de Montréal, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Confirmation du territoire de la zone IP. Portrait-diagnostic de la zone IP
<b>Comité interministériel sur l'agrile du frêne</b>	Faire le point sur la problématique de l'agrile du frêne dans la région métropolitaine et les démarches entreprises par certaines municipalités.  Obtenir les avis des M/O quant à la demande de la CMM visant à obtenir	Secrétariat à la région métropolitaine	MFFP, MDDELCC, MSP, SQI, Société des établissements de plein air du Québec, Secrétariat à la région métropolitaine, Hydro-Québec, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	des modifications législatives qui lui permettraient d'adopter une réglementation métropolitaine pour accélérer la mise en œuvre de la Stratégie de lutte contre l'agrile du frêne applicable.				
<b>Groupe de travail portant sur la certification de terrains industriels prêts à l'investissement</b>	Développer l'encadrement d'un programme de certification de terrains industriels prêt à l'investissement. Élaborer l'« Avis de recevabilité pour les infrastructures routières » du MTMDET	MESI	MAMOT, MERN, MFFP, MDDELCC, BNQ, MESI - MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité transport Lachine</b>	Améliorer la mobilité des citoyens de Lachine vers les pôles d'activité.	Arrondissement de Lachine	Arrondissement Lachine, Maire de l'arrondissement Corporation de développement économique communautaire LaSalle-Lachine, CRUI St-Pierre, Groupe de recherche appliquée en macroécologie, MTMDET, Concert'action Lachine, Représentante du Député Ouimet	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité local de revitalisation Revitalisation urbaine intégrée (RUI) Hochelaga</b>	Améliorer la connaissance du territoire de la RUI Hochelaga entre les participants.  Assurer la cohérence dans les interventions sur le territoire.	Ville de Montréal et arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Centre de santé et de services sociaux, STM, CMM, MTMDET, Institut national de la recherche scientifique, Groupes locaux	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Plans d'aménagement du lien vert – Stratégie de revitalisation de la rue Sainte-Catherine Est. Suivi sur le dossier de la tonnellerie et les négociations avec l'organisme Le Boulot Vers... pour le bail



Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
					emphytéotique.
<b>Comité technique du Plan de continuité de la mission transport – Volet pont Champlain</b>	Maintenir la mobilisation et l'adhésion des intervenants au plan de continuité. Ce plan comporte des mesures à déployer en cas de fermeture partielle ou complète du pont Champlain.	MTMDET	Comité technique du Plan de continuité de la mission transport – Volet pont Champlain	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Table d'expertise sur le transport des marchandises (AQTr)</b>	Améliorer la compréhension des enjeux associés au transport des marchandises.  Favoriser l'émergence d'idées, ainsi que de nouvelles solutions pour développer la performance et optimiser les réseaux de transport des marchandises.	AQTr	AQTr, MTMDET, WSP, CPCS, École de technologie supérieure, APM, Administration portuaire de Trois-Rivières, AQC, Institut international de logistique de Montréal, Armateurs du Saint-Laurent, Camo-route, CargoM, Cégep Garneau, FPInnovations, Gaz Métro, Ville de Montréal, Transports Canada, Polytechnique Montréal.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Mise en œuvre du plan d'action 2017 de la table d'expertise.
<b>Prolongement de l'avenue Souigny jusqu'à la rue Notre-Dame et amélioration des accès au Port de Montréal</b>	Permettre le développement du projet en ayant comme objectif d'améliorer l'accessibilité au réseau supérieur à partir du Port de Montréal. Contribuer à diminuer le camionnage sur le réseau municipal et à favoriser le développement économique dans ce secteur de l'est de Montréal	MTMDET	Ville de Montréal, Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve APM, MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité développement de l'Est de Montréal</b>	Regrouper les leaders de l'Est de Montréal qui travaillent à promouvoir, consolider et favoriser le développement durable de l'Est de Montréal par sa prise en charge collective.	Chambre de commerce de l'Est de Montréal	APM, STM, ATM, MTMDET, CMM, CargoM, ACQ, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Chambre de commerce de l'Est de Montréal, Les Ponts	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Vélo Québec, Ville de Montréal		
<b>Table d'expertise Mobilité durable de l'AQTr</b>	Constituer un lieu d'échanges et de diffusion des plus récents développements dans le domaine de la mobilité durable, en insistant sur la réduction des impacts environnementaux de la mobilité et de l'infrastructure et sur l'accessibilité au plus grand nombre.	AQTr	MTMDET, ATM, CMM, ATQ, RTM, STM, STO, Centre d'écologie urbaine, Polytechnique Montréal, CIMA+, Groupe Conseil Bc2, CommunAuto, AECOM, WSP, Ville de Montréal, Vélo Québec, Vivre en ville	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Mise en œuvre du plan d'action 2016 de la table d'expertise Mobilité durable.
<b>Table d'expertise Transport collectif de l'AQTr</b>	Réfléchir à la planification, au financement, aux systèmes et technologies du transport collectif, tels que l'électrification des transports, dans une perspective de mobilité et de développement durable.	AQTr	MTMDET, STM, CIMA+, STL, ATUQ, - WSP Canada, AQT, Ville de Montréal, Infrastructures Canada, ARTM, RTL, RTM, Transdev, ABB inc, RTC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Mise en œuvre du plan d'action 2016 de la table. Présentations sur des sujets d'actualité en transport collectif.  Rédaction d'articles en lien avec le transport collectif pour la revue Routes et Transports.
<b>Comité Aménagement d'un lien Nord-sud et du secteur Turcot-Lachine-Est</b>	Accompagner la ville de Montréal dans sa démarche de mise en valeur du secteur Turcot-Lachine-Est	Ville de Montréal	MTMDET, Ville de Montréal, - STM	À même les budgets réguliers du Ministère et des organismes participants	Travaux en cours
<b>Comité interministériel sur le bruit routier</b>	Établir un état des connaissances sur le bruit environnemental pour chacun des ministères et organismes qui travaillent de près ou de loin sur la problématique du bruit routier.	MSSS	MSSS, MDDELCC, MAMOT, MTMDET, MERN Direction santé publique	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travaux en cours

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**  
**QUESTION 10- LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES**  
**AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018**

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité des sous-ministres sur l'action internationale du gouvernement du Québec</b>	<p>Mise en œuvre des recommandations de la Commission de révision permanente des programmes concernant l'action internationale du gouvernement du Québec, avec pour objectifs principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de veiller à une allocation optimale des ressources en fonction de l'atteinte des priorités gouvernementales;</li> <li>- de favoriser une meilleure synergie dans la conduite de nos actions sur la scène internationale</li> <li>- d'éviter les dédoublements et les chevauchements interministériels en action internationale.</li> </ul>	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	Les ministères suivants y sont représentés : MCE-SPN, MCE-SAM, MCE-SCG, SCT-BRPP, MAPAQ, MCC, MDDELCC, MESI, MEES, MIDI, MTO, MTMDDET.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	<p>Rapport de prédiagnostic et de pistes d'amélioration de l'action internationale du gouvernement du Québec.</p> <p>Lancement de la mise en examen de l'action internationale du gouvernement du Québec.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**  
**QUESTION 9- LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES**  
**AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018**

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité de gestion Canada-Québec pour le Fonds pour l'infrastructure de transport en commun (FITC).</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- veiller au suivi administratif et à la mise en œuvre de l'Entente par rapport à ses conditions;</li> <li>- tenir lieu de tribune pour résoudre les problèmes éventuels et examiner les préoccupations;</li> <li>- examiner et, au besoin, recommander aux parties des modifications à l'Entente;</li> <li>- veiller à la mise en œuvre de l'annexe C (Protocole de communication);</li> <li>- s'assurer que les rapports tel que défini à l'article 10 (Présentations des rapports) sont efficaces et efficaces sans lourdeurs administratives excessives;</li> <li>- remplir toute autre fonction exigée par l'Entente ou convenue mutuellement par les parties.</li> </ul>	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports Infrastructure Canada	Aucun	<p>2 rencontres</p> <p>Approbation du mandat et des lignes directrices du Comité de gestion.</p> <p>Approbation du compte-rendu du premier Comité de gestion.</p> <p>Échange d'information, notamment concernant l'approbation et le suivi des projets, les communications, les évaluations environnementales et les consultations autochtones, les modifications aux projets, les mécanismes de réclamation, les rapports d'étape et le plan de vérification.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**  
**QUESTION 9- LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES**  
**AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018**

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité de gestion Canada-Québec pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS) et le Fonds sur l'infrastructure frontalière (FIF)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- suivre l'avancement des projets</li> <li>- adopter des méthodes, des procédures ainsi que des systèmes administratifs et financiers;</li> <li>- adopter des plans annuels de vérification, des rapports annuels d'activités par projet, des rapports annuels de vérification financière, d'un rapport final de vérification financière, des rapports de vérification de conformité et d'une évaluation rétrospective;</li> <li>- préparer les documents nécessaires à la bonne gestion de l'Entente, incluant les réclamations</li> <li>- suivre les progrès accomplis relativement au processus d'évaluation environnementale;</li> <li>- réaliser des activités de planification, d'évaluation et de communication.</li> </ul>	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports Transports Canada	Aucun	Adoption du compte-rendu du Comité de gestion du 21 juin 2017. Échange d'information, notamment concernant le montant de retenue associé au dépôt de l'attestation de conformité, les rapports annuels d'activités des projets, les rapports de vérification financière, les suivis d'avancement des projets, les prévisions budgétaires, les changements importants aux projets, les évaluations rétrospectives et les visites de chantier.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**  
**QUESTION 9- LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES**  
**AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018**

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité de gestion Canada-Québec pour le Fonds pour les petites collectivités (FPC).</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- être un forum pour l'élaboration des lignes directrices de gestion conjointe pour la présente Entente</li> <li>- mettre à jour sur une base semi-annuelle les prévisions des mouvements de trésorerie par projets;</li> <li>- fournir un rapport périodique aux cinq (5) ans pour faire état des progrès et des résultats de la présente Entente;</li> <li>- fournir l'état d'avancement des projets sur une base semi-annuelle.</li> </ul>	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT). Infrastructure Canada Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)	Aucun	-Approbation des lignes directrices du Comité de gestion; -Adoption du compte-rendu du Comité de gestion précédent; -Échange d'information, notamment concernant l'approbation et le suivi des projets, les communications, les évaluations environnementales et les consultations autochtones ainsi que les rapports d'étape et les résultats.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**  
**QUESTION 9- LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES**  
**AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018**

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Comité interministériel pour la mixité en emploi</b>	Contribuer à la progression de la mixité en emploi incluant la représentation des femmes dans les métiers et professions majoritairement masculins (dont les professions scientifiques et technologiques) et la représentation des hommes dans les métiers et professions majoritairement féminins.	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et Secrétariat à la condition féminine (SCF)	MESI; SCF; MTMDET; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; Ministère de la Santé et des Services sociaux; Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs; Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Ministère de la Culture et des Communications; Secrétariat à la jeunesse; Ministère de la Famille	Aucun	Fusion de deux comités interministériels (comité interministériel pour la mixité en emploi et comité interministériel pour la Progression des Québécoises en sciences et en technologies). Le MTMDET faisait partie du second comité.  3 réunions du comité fusionné (2017-06-07, 2017-10-11 et 2018-02-15)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**  
**QUESTION 9- LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES**  
**AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2017-2018**

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
<b>Association des responsables de la gestion des plaintes du Québec</b>	L'ARGP est un groupe d'action, d'échange d'information et de concertation qui vise à promouvoir et à faire évoluer la gestion des plaintes au gouvernement dans une perspective d'équité, d'efficacité et d'amélioration de la qualité des services aux citoyens.	Conseil d'administration composé de 5 membres élus	Regroupement de 50 organismes	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	1 rencontre seulement en novembre 2017 (membre depuis novembre 2017) Partage de bonnes pratiques et réseautage



**PQ-PART-010 - ANNEXE 1**  
**TABLE RÉGIONALE SUR LES SAINES HABITUDES DE VIE AU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN**  
**LISTE DES MEMBRES**

Nom	Organisme
Annie Bigras Directrice générale	Regroupement loisirs et sports
Benoît Poulin Conseiller en développement régional	Ministère des Affaires Municipales et de l'Occupation du territoire
Catherine Larouche Adjointe au directeur	Ministère Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
Claire Chouinard	Québec en forme
Émilie Tremblay	Table agroalimentaire – Saguenay-Lac-Saint-Jean
Éric Benoit Directeur général	Réseau du sport étudiant du Québec
Jean-François Pressé Directeur général adjoint	Commission scolaire des Rives-du-Saguenay
Jean-Marc Gallant	Le Miens/TROC-02
Julie Girard Coordonnatrice	Auassatash – Comité santé des jeunes
Laurie Fradette	Centre alternatif de déplacement urbain du Saguenay (CADUS)
Marie-Josée Gravel	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
Mario Ruel Directeur du pavillon sportif	Université du Québec à Chicoutimi
Simon Pelletier Conseiller en développement et concertation En remplacement congé de maternité Catherine Tremblay Conseillère en concertation régionale	Ministère de la Famille
Stéphane Fortin Coordonnateur	CADUS
Suzanne Gravel	Cégep de Jonquière
Véronique Tremblay	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux – Direction santé publique

**PQ-PART-010 - ANNEXE 2**  
**MEMBRES DE LA CAR - 02**

Monsieur Mario Bélanger Directeur régional des services judiciaires Ministère de la Justice	Monsieur Pierre Dassylva Directeur régional Ministère de la Culture et des Communications
Monsieur Gaston Dallaire Directeur régional Société québécoise des infrastructures	Madame Violaine Lavoie Directrice régionale Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
Monsieur Patrick Homier Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Monsieur Jean-François Picard Directeur régional - Direction régionale de la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec Ministère de la Famille
Monsieur François Guillot Directeur – Parc national des Monts-Valin Sépaq – Parcs Québec	Monsieur Sylvain Coulombe Directeur régional par intérim Société de l'assurance automobile du Québec
Madame Gladys Harvey Directrice régionale Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	Monsieur Gilles Beaudry Directeur régional Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Madame Sandra Belzil Directrice régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord Ministère de la Sécurité publique	Monsieur Donald Boily Directeur régional Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
Monsieur Alain Carrier Directeur Office de la protection du consommateur	Madame Lison Rhéaume Directrice régionale Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Monsieur Daniel Bourassa Directeur Direction générale des services des entreprises Capitale-Nationale et Est-du-Québec Revenu Québec	Madame Myriam Gilbert Archiviste régionale Bibliothèque et Archives nationales du Québec Centre du Saguenay-Lac-Saint-Jean
Monsieur François Moore Directeur territorial de l'Est du Québec Régie du bâtiment du Québec	Monsieur Claude Trudelle Directeur adjoint aux analyses Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
Madame Martine Couture Présidente-Directrice générale Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux	Madame Josée Desjardins Directrice des services correctionnels Ministère de la Sécurité publique
Monsieur Denis Leblanc Office québécois de la langue française	Monsieur Dany Roy Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Madame Claire Coulombe Directrice régionale par intérim La Financière agricole du Québec	Monsieur David Blouin Conseiller aux interventions sectorielles stratégiques Office des personnes handicapées du Québec
Madame Josée Élément Directrice régionale – Analyse et expertise Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Monsieur Richard Perron, directeur régional Monsieur Guy Morency, conseiller Monsieur Christian Garneau (poste 6831), chef des relations avec le milieu – Projets spéciaux Hydro-Québec

<p>Monsieur François Plourde Directeur Curateur public du Québec</p>	<p>Madame Annie Châteauvert en remplacement de Madame Marie-Christine Dion (congé jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2018) Conseillère aux entreprises touristiques Ministère du Tourisme</p>
<p>Madame Stéphanie Gendron Conseillère en gestion Société d'habitation du Québec</p>	<p>Madame Julie Simard Représentante régionale Investissement-Québec</p>
<p>Madame Céline Létourneau Secrétariat aux affaires autochtones Ministère du Conseil exécutif</p>	<p>(Congé) Madame Sylvie Poudrier Transmettre les communications à Céline Létourneau  Secrétariat aux affaires autochtones Ministère du Conseil exécutif</p>
<p>Monsieur Daniel Tremblay Directeur régional Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire</p>	<p>Monsieur Alain Thibeault Directeur général du secteur Nord-Est Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs</p>
<p>Madame Chantal-Anne Moreau Coordonnatrice santé publique Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint- Jean</p>	<p>Monsieur Frédéric Perreault Directeur régional Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Capitale nationale Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles</p>
<p>Madame Julie Tremblay Agente de liaison Société du Plan Nord</p>	<p>Madame Geneviève Morneau Directrice par intérim Société du Plan Nord</p>
<p>Monsieur Daniel Lantin Conseiller en partenariat Direction des relations avec les partenaires Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion</p>	
<p>Aucun représentant Centre de services partagés du Québec</p>	<p>Aucun représentant Régie du logement  La RDL ne participe plus à la CAR par manque d'effectifs 18-04-2016</p>

**PQ-PART-010 - ANNEXE 3**  
**Comité régional de concertation**  
**ZIP**

Claude Bouchard, Promotion Saguenay – directeur des affaires corporatives

Gladys Harvey, directrice régionale, MESI

Annie Blanchette, adjointe exécutive, MESI

Carl Laberge, Port Saguenay, directeur général

Martin Lamontagne, MDDELCC

Sonia Boucher, directrice DIP, MTMDET

Frédéric Perreault, directeur régional, MERN

Daniel Tremblay, directeur régional, MAMOT

Pierre A Gauthier, Conseiller au MAMOT

Jean-Lin Otis, agent de commercialisation - Société du Plan Nord

Diane Larose, directrice régionale, MFFP



## **COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TRANSPORT FERROVIAIRE**

### **PRÉSIDENTENCE**

Jean-Pierre Boivin, préfet, MRC Maria-Chapdelaine

Priscilla Nemey, directrice générale, Promotion Saguenay par intérim

### **MEMBRES DU COMITÉ (10)**

André Nepton, Société de développement économique ilnu

Pierre-Yves Boivin, Canadien national

Luc Lalancette, directeur général, Services Nolitrex

Nathalie Lessard, directrice, Installations portuaires, Roberval Saguenay

Stéphane Boivin, directeur général, Entretien ferroviaire Boivin

Carl Laberge, directeur général, Port Saguenay

Patrice Beaudry, vice-président projet, Métaux BlackRock

Clermont Gilbert, président directeur général, Groupe Gilbert

Dany Saint-Pierre, Représentant Logistique & Transport, Projet Grand Nord, Kingsway transport

Pierre Levasseur, directeur général des approvisionnements en fibre, Produits forestiers Résolu

### **MINISTÈRE RESPONSABLE**

Donald Boily, directeur régional, MTMDET

Catherine Larouche, MTMDET

Jean-Denis Bouchard, MTMDET

Duchesne, Steve, chef du Service des projets, MDTMDET

Kevin Bouchard, DTMAF

### **MINISTÈRES COLLABORATEURS**

Bureau de coordination et de suivi du Sommet, MEIE, SPN

## **PQ-PART-010 - ANNEXE 5**

### **CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU NORD-DU-QUÉBEC**

#### **Liste des membres**

M. Philippe Boivin, MAMOT  
M. Alain Sarrazin, MAPAQ,  
Mme Anne-Marie Gendron, MCC  
Mme Anick Lavoie, MDDELCC  
M. Jean-François Coulombe, MEES  
Mme Patricia Hébert, MERN  
M. Yves Drolet, MESI  
Mme Christine Beaudin, MF  
Mme Elizabeth Harvey, MFFP  
Mme Martine Tousignant, MFFP  
Mme Josée Trottier, MJ  
Mme Nathalie Boisvert, MSSS  
M. Gaétan Lessard, MSP  
Mme France-Sylvie Loisel, MSP  
Mme Annie Châteauvert, MTOURISME  
ATR -BAIE-JAMES  
ATR -EEYOU ISTCHEE  
ATR -NUNAVIK  
M. Philippe Lemire, MTMDDET  
M. Sylvain Dallaire, MTMDDET  
Mme Renée Claude Baillargeon, MTESS  
Monsieur Lucien-Pierre Bouchard, SAA  
Mme Julie-Simone Hébert, SPN  
M. Richard Simard, Hydro-Québec  
M. Ophélie Sylvestre, OPHQ  
M. Raymond Thibault, SDBJ  
M. Abdelouaheb Baalouch, Secrétariat à la condition féminine  
M. Donald Poirier, SHQ  
Mme Josée Bouchard, ARBJ  
M. Michael Gordon, ARK  
M. Adel Yassa, GNC  
M. Bill Namagoose, GNC  
M. Andy Baribeau  
Mme Johanne Lacasse, GREIBJ

2018-02-28

**Groupe tactique d'intervention afin de soutenir le développement économique  
sur le territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine**

La mise en place du Groupe tactique d'intervention par la Direction régionale du MESI  
prendra la forme suivante :

**COMPOSITION**

**Représentants du milieu**

- M. Luc Simard, préfet
- M. Pascal Cloutier, maire de Dolbeau-Mistassini

**Gens d'affaires**

- M. Marc Lamontagne, Excavation Dolbeau
- M. Jacquelin Drapeau, Ferme Ruisseau Clair
- M. Stéphane Leroyer, Intersport Dolbeau-Mistassini
- M. Stéphane Fortin, Les Entreprises Rodrigue Piquette
- Mme Dominique Rousseau, Groupe Malette

**Partenaires économiques du milieu**

- M. Marc Dubé, directeur général, MRC de Maria-Chapdelaine
- M. Guy Grenier, coordonnateur, Développement sociale et économique Maria-Chapdelaine

**Ministère porteur**

- Direction régionale du ministère de l'Économie, de la Science et de l'innovation (MESI)

**Ministères collaborateurs**

Emploi-Québec (EQ)  
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)  
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)  
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)  
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)  
Ministère du Tourisme (MTO)  
Ministère de la Culture et des Communications (MCC)  
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET)  
Société du Plan Nord (SPN)  
Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA)  
Investissement Québec (IQ)

**Représentant politique**

- Mme Nathalie Hébert, conseillère politique au Cabinet du premier ministre et responsable des bureaux de circonscription.

N.B. : Certains ministères, organismes et partenaires seront invités selon les  
paramètres et le secteur d'activité des projets traités.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 11**

**Titre**

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2017-2018. Fournir également le détail de toute autre demande de compression du Conseil du trésor auprès du ministère ou de l'un de ses organismes.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue aux questions générales 36 et 38.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 12

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste et copie de tous les sondages effectués en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Voir tableau ci-joint.</p>

Sujet	Mois du rapport	Description	Coût	Firme retenue
<b>Sondages réalisés</b>				
Profil de l'industrie du camionnage en vrac	Juin 2017	Tracer un portrait de l'industrie du camionnage en vrac : une description de la flotte de camions; le profil des entreprises actives dans ce domaine; les principaux donneurs d'ouvrage.	24 551,76 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Besoins et attentes citoyens en matière de mobilité	Décembre 2017	Dans l'optique de faire évoluer l'offre de service en transport : identifier les besoins et les attentes des citoyens en matière de mobilité afin d'améliorer l'expérience client lors de leurs déplacements sur l'ensemble des réseaux du territoire.	50 710,00 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondage post-campagne de communication de Mobilité Montréal 2017	Décembre 2017	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne de communication sur Mobilité Montréal, les habitudes d'information en transport des usagers de la route et leur appréciation des moyens mis à leur disposition pour s'informer.	11 950,00 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondage post-campagne sur le déploiement du Plan d'action en électrification des transports	Janvier 2018	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne publicitaire sur la sécurité en motoneige.	15 353,80 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
<b>Sondages en cours de réalisation (coûts estimés)</b>				
Sondage post-campagne sur les villages-relais	Avril 2018	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne publicitaire sur les villages-relais.	11 352,00 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondage post-campagne sur la sécurité en VTT et en motoneige	Avril 2018	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne publicitaire sur la sécurité en motoneige et en VTT.	23 491,60 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 13

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question se retrouve à la question générale 7.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 13

<b>Titre</b> Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  <b>Commission des transports du Québec</b>  Mandat :                                      Traduction du français vers l'anglais de divers documents, tels que les avis, décisions, avis d'intention et de convocation, rapport d'inspection, etc.  Fournisseur :                                      Cogitexte inc  Tarif régulier :                                      0,18 \$/mot  Coût au 31 janvier 2018 :                      4 895 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 13

<b>Titre</b> Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.		
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b> Société de l'assurance automobile du Québec		
<b>FOURNISSEUR</b>	<b>DESCRIPTION</b>	<b>DEPENSE 2017</b>
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS (organisme gouvernemental)	Traduction de langues étrangères vers le français, et du français vers l'anglais	59 146,43 \$
ROSS & SHEEHAN	Traduction du français vers l'anglais <i>Contrat de 3 ans (2014-2017)</i>	18 389,26 \$
ROSS & SHEEHAN	Traduction du français vers l'anglais <i>Contrat de 3 ans (2017-2020)<sup>1</sup></i>	5 211,97 \$
LINDA ARUI	Traduction du français vers l'anglais <i>Contrat de 3 ans (2017-2020)<sup>2</sup></i>	37,50 \$
JANE GATENSBY	Traduction du français vers l'anglais	6 673,78 \$
DIANE HINKSON	Traduction du français vers l'anglais	5 750,75 \$
VANESSA MCGIVERN	Traduction du français vers l'anglais	2 512,28 \$
MARIE-CHRISTINE COMEAU	Traduction de l'anglais vers le français <i>Contrat de 3 ans (2014-2017)</i>	13 401,27 \$
MARIE-CHRISTINE COMEAU	Traduction de l'anglais vers le français <i>Contrat de 2 ans (2017-2019)</i>	4 743,03 \$
ROBERT NEMOZ	Traduction de l'anglais vers le français	7 959,42 \$

<sup>1</sup> Le contrat a une durée d'un an avec possibilité de renouveler pour 2 périodes additionnelles de 12 mois.  
<sup>2</sup> Le contrat a une durée d'un an avec possibilité de renouveler pour 2 périodes additionnelles de 12 mois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 13

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.</p>									
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Pour la Société des traversiers du Québec :</p> <table border="1"><thead><tr><th>Contrat</th><th>Nom de la firme</th><th>Coût</th></tr></thead><tbody><tr><td>Traduction de divers documents internes pour le personnel anglophone de la STQ sur la Basse-Côte-Nord</td><td>Frédéric Poulin</td><td>4 292 \$</td></tr><tr><td>Traduction de quelques publicités</td><td>Traduction W Translation Inc.</td><td>1 952 \$</td></tr></tbody></table>	Contrat	Nom de la firme	Coût	Traduction de divers documents internes pour le personnel anglophone de la STQ sur la Basse-Côte-Nord	Frédéric Poulin	4 292 \$	Traduction de quelques publicités	Traduction W Translation Inc.	1 952 \$
Contrat	Nom de la firme	Coût							
Traduction de divers documents internes pour le personnel anglophone de la STQ sur la Basse-Côte-Nord	Frédéric Poulin	4 292 \$							
Traduction de quelques publicités	Traduction W Translation Inc.	1 952 \$							

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 14

##### Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2017-2018 :

- a) La liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) L'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère participe au concours « Chapeau, les filles! Excelle Science » organisé par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Le concours « Chapeau, les filles! » et son volet « Excelle Science » font partie des interventions gouvernementales poursuivies dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021.

Le concours « Chapeau, les filles! » valorise les femmes choisissant un métier majoritairement masculin, récompense leurs efforts, favorise la réussite des étudiantes dans un groupe à prédominance masculine et donne des modèles féminins sortant des sentiers battus. Cette initiative correspond à l'objectif ministériel de faire connaître les emplois dans le domaine des transports, notamment, auprès des jeunes filles et des femmes.

Le Ministère remet un prix de 2 000 \$ à une élève de la formation professionnelle du secondaire, à une élève de la formation technique du collégial et à une étudiante de la formation universitaire dans des domaines relatifs au secteur des transports. Au total, la participation du Ministère s'élève à 6 000 \$.

Cette initiative du Ministère correspond aux objectifs d'accroître la représentativité des femmes au sein de la relève et d'encourager les activités visant la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment, dans les métiers majoritairement masculins.

La remise des prix 2016-2017 a eu lieu le 12 juin 2017 à l'Assemblée nationale. Les lauréates du concours « Chapeau, les filles! Excelle Science », volet « Transports » étaient : Cléo Béïque, élève au programme d'arpentage et topographie à l'École des métiers du Sud-Ouest-de-Montréal; Gabrielle Charron, étudiante en technique de pilotage d'aéronefs au Centre québécois de formation aéronautique à Chicoutimi; Laurie Marceau, étudiante en Génie de la production automatisée à l'École de technologie supérieure de Montréal.

Pour 2017-2018, le Ministère poursuit sa participation au concours et le gala national de remise des prix devrait avoir lieu le 18 juin 2018 à l'Assemblée nationale.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 14**

**Titre**

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2017-2018 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La Commission des transports du Québec n'a effectué aucun concours et aucun tirage.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 14**

**Titre**

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2017-2018 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Société de l'assurance automobile du Québec**

Aucun concours ou tirage effectué en 2017.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 14

##### Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2017-2018 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

**Pour la Société des transports du Québec**

##### CONCOURS FACEBOOK

Objectifs pour l'ensemble des campagnes :

- 1. Augmenter la notoriété et la communauté des pages des traverses Québec-Lévis (QL), Sorel-Tracy – Saint-Ignace-de-Loyola (ST) et Matane – Baie-Comeau – Godbout (MBCG);
- 2. Mettre en valeur des produits et services de la Société des traversiers du Québec (STQ);
- 3. Mettre en valeur des partenariats avec l'industrie touristique.

##### Festival d'été de Québec

Page de la traverse : QL, ST et MBCG

Prix : 15 paires de laissez-passer (fournis gracieusement par le Festival d'été de Québec dans le cadre d'une entente de visibilité).

##### Grands Feux Loto-Québec (4 tirages)

Page de la traverse : QL

Prix : 2 paires de billets pour assister aux Grands Feux sur le traversier à quai à Québec ou à Lévis (fournis gracieusement par les Grands Feux Loto-Québec dans le cadre d'une entente de visibilité) + 2 paires de billets aller-retour pour le traversier.

##### Moins cher à la dizaine (4 tirages)

Page de la traverse : QL, ST

Prix : 10 billets pour le traversier.

##### Brunch du Commissaire

Page de la traverse : MBCG

Prix : 2 brunchs gratuits à bord du NM *F.-A.-Gauthier*.

##### Carte-cadeau (2 tirages)

Page de la traverse : MBCG

Prix : carte-cadeau de 50 \$ pour des services à bord du NM *F.-A.-Gauthier*.

##### À l'abordage! Promo des Fêtes (2 tirages)

Page de la traverse : QL et ST

Prix : un ensemble-cadeau (sac, couverture, bouteille) + 2 paires de billets aller-retour pour le traversier.

**CONCOURS FACEBOOK (suite)**

**Course en canot du Carnaval de Québec**

Page de la traverse : QL

Prix : 2 billets VIP pour voir la course à bord du traversier à Québec.

**À l’abordage! Promo des Fêtes**

Page de la traverse : QL et ST

Prix : un ensemble-cadeau (sac, couverture, bouteille) + 2 paires de billets aller-retour pour le traversier.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 15

<p><b>Titre</b></p> <p>Concernant les campagnes de sensibilisation pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2017-2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) le nom de toutes les campagnes;</li><li>b) les coûts de ces campagnes;</li><li>c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;</li><li>d) les dates de diffusion de la campagne;</li><li>e) les objectifs visés par chaque campagne.</li></ul>																	
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p><b>Ministère :</b></p> <table border="1"><thead><tr><th>Thème de la campagne</th><th>Coûts</th><th>Agence de publicité</th><th>Période de diffusion</th><th>Objectifs</th><th>Moyens</th></tr></thead><tbody><tr><td>Les prudents en font longtemps</td><td>267 615,48 \$</td><td>LG2</td><td>Septembre 2017 à mars 2018</td><td>Informers les adeptes de VHR sur les règles de sécurité à respecter dans la pratique de ce loisir et les inciter à adopter un comportement sécuritaire.</td><td>Prix VHR et publicités Web (vidéo), affichage, imprimé, achat de mots-clés (SEM) et message radio (10 secondes)</td></tr></tbody></table> <p><b>La Société de l'assurance automobile du Québec :</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 68.</p>						Thème de la campagne	Coûts	Agence de publicité	Période de diffusion	Objectifs	Moyens	Les prudents en font longtemps	267 615,48 \$	LG2	Septembre 2017 à mars 2018	Informers les adeptes de VHR sur les règles de sécurité à respecter dans la pratique de ce loisir et les inciter à adopter un comportement sécuritaire.	Prix VHR et publicités Web (vidéo), affichage, imprimé, achat de mots-clés (SEM) et message radio (10 secondes)
Thème de la campagne	Coûts	Agence de publicité	Période de diffusion	Objectifs	Moyens												
Les prudents en font longtemps	267 615,48 \$	LG2	Septembre 2017 à mars 2018	Informers les adeptes de VHR sur les règles de sécurité à respecter dans la pratique de ce loisir et les inciter à adopter un comportement sécuritaire.	Prix VHR et publicités Web (vidéo), affichage, imprimé, achat de mots-clés (SEM) et message radio (10 secondes)												

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 16**

**Titre**

Liste détaillée des travaux effectués sur l'autoroute 25 :

- a) l'échéancier des travaux;
- b) l'état de l'arpentage effectué par le partenaire privé;
- c) le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019 ;
- d) toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;
- e) l'état de situation du système de péage, nombre de plaintes enregistrées et de véhicules non identifiés sur le passage payant en 2016-2017.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Les activités réalisées en 2017-2018 concernent principalement les éléments suivants :

- Audits et soutien en ingénierie;
- Suivi de la réhabilitation du système de péage électronique.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 17**

**Titre**

Liste détaillée des travaux effectués pour le projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal :

- a) l'état d'avancement du projet;
- b) copie des rapports, ententes, études ou autres réalisés à ce jour;
- c) les dates des rencontres entre les fonctionnaires du MTMDET et ceux de la Ville de Montréal ; fournir un état de négociations;
- d) l'échéancier des travaux;
- e) le bilan des sommes investies en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**État d'avancement du projet**

Aucune activité n'a été réalisée dans le cadre du projet de modernisation de la rue Notre-Dame en 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 18

**Titre**

Liste détaillée des travaux effectués, coûts et échéanciers pour les routes ci-dessous. Ventiler par année pour chacune des années (2016-2017 et 2017-2018) et inclure les prévisions pour 2018-2019:

- a) l'autoroute 20, incluant toute note, rapport, état de situation, échéancier, concernant le prolongement entre Rivière-du-Loup et Rimouski;
- b) l'autoroute 19
- c) l'autoroute 15;
- d) l'autoroute 10;
- e) l'autoroute 50;
- f) l'autoroute 55;
- g) l'autoroute 73;
- h) l'autoroute 40;
- i) l'autoroute 75;
- j) l'autoroute 85;
- k) l'autoroute 35;
- l) l'autoroute Alma-La Baie;
- m) la route 132;
- n) la route 175 - inclure une copie de toutes les ententes de financement avec Ottawa;
- o) la route 169;
- p) la route 167;
- q) la route 109;
- r) la route 113;
- s) la route 116;
- t) la route 117;
- u) la route 155;
- v) la route 133;
- w) la route 138;
- x) la route 185;
- y) la route 367;
- z) boulevard St-Michel (Montréal).
- aa) l'élargissement de l'autoroute 73 ;
- bb) le projet de REM par la CDPQ Infra.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Voir le tableau ci-joint.

QUESTION PARTICULIÈRE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE NUMÉRO 18

PROGRAMMATION DES PROJETS ROUTIERS  
PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS PAR ROUTE

Réf.	Grand axe routier	2017-2018 (k\$)
a)	A20	218 823
b)	A19	4 115
c)	A15	207 283
d)	A10	30 487
e)	A50	17 537
f)	A55	20 221
g)	A73	40 713
h)	A40	88 267
i)	A75	n'existe pas
j) et x)	A85 / R185	24 250
k)	A35	10 303
l)	Alma-La Baie (A70)	2 603
m)	R132	82 910
n)	R175	27 448
o)	R169	47 073
p)	R167	5 590
q)	R109	7 838
r)	R113	7 373
s)	R116	11 420
t)	R117	80 692
u)	R155	7 933
v)	R133	3 733
w)	R138	181 006
y)	R367	3 555
z)	Boul. St-Michel	Ne relève pas du Ministère
aa)	Élargissement A73	7 775
bb)	REM de la CDPQ Infra	Ne relève pas du Ministère

Notes :  
1– Pour 2017-2018, programmation initiale en date du 2 février 2017.  
2– La contribution des partenaires est incluse.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 19

<p><b>Titre</b></p> <p>État des négociations sur le financement du REM de la CDPQ Infra et estimation des contributions des organismes et gouvernements publics au fonctionnement du REM.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s’il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Finances du Québec.</p>

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

## Titre

Portrait des activités du PPP pour les ponts des autoroutes 25 et 30. Pour chacune des 5 dernières années, indiquer les revenus totaux pour chaque pont, la part revenant au gouvernement, les sommes dépensées dans l'entretien des ponts, ainsi que l'estimation des travaux futurs sur les ponts, de l'achalandage et des tarifs. Fournir les ententes pour l'exploitation de chacun des ponts. Expliquer l'utilisation faite des revenus du péage.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

## Autoroute 25

Les activités réalisées en 2017-2018 concernent principalement les éléments suivants :

- Audits et support en ingénierie;
- Suivi de la réhabilitation du système de péage électronique.

### Autoroute 25 (ouverture du péage le 21 mai 2011)

États financiers	Revenus totaux	Part du gouvernement	Sommes dépensées pour l'entretien « Paiement de disponibilité »*
1 <sup>er</sup> juin 2016 au 31 mai 2017	72,4 M\$	20,1 M\$	13,4 M\$
1 <sup>er</sup> juin 2017 au 31 mai 2018 (estimé)	75,0 M\$	27,0 M\$	13,4 M\$

\*Le Paiement de disponibilité comprend la compensation négociée pour assumer les frais financiers, le paiement du capital et les paiements d'entretien.

## Autoroute 30

Les activités réalisées en 2017-2018 concernent principalement les éléments suivants :

- Audits et support en ingénierie;
- Mesure visant le remboursement des usagers lors des inondations printanières 2017.

### Autoroute 30 (ouverture du péage le 12 décembre 2012)

États financiers	Revenus totaux	Part du gouvernement dans les revenus de péage	Sommes dépensées pour l'entretien « Paiement de EER »**
15 décembre 2016 au 14 décembre 2017	30,0 M\$	11,3 M\$	10,8 M\$

\*\*Le « Paiement de EER » comprend l'exploitation, l'entretien et la réhabilitation. Le capital n'est pas compris dans ce paiement (46.3 M\$).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 21

<p><b>Titre</b></p> <p>Détail des travaux et des investissements effectués sur la Route verte pour les 5 dernières années. Estimations pour l'an prochain. Fournir la liste des municipalités bénéficiaires.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question se retrouve à la question particulière 54 de l'opposition officielle.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 22**

**Titre**

Liste des sites dangereux et accidentogènes du réseau routier. Crédits prévus par site pour 2018-2019 et dépensés par site pour chaque année financière depuis 2011. Prévision d'investissements dans des interventions de sécurité routière en 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

En 2017-2018, le Ministère a investi un total de 445,8 M\$ (somme investie en date du 11 avril 2018) dans des interventions de sécurité routière, incluant l'entretien des équipements de sécurité.

À titre d'exemple, il peut s'agir de modifications géométriques à des intersections, d'aménagements de voies de virage, de construction de voies de contournement, d'élargissements de deux à quatre voies divisées, du traitement d'ornières ou encore de construction de voies auxiliaires.

Parmi les nombreux travaux effectués sur son réseau, le Ministère accorde une attention particulière à la correction des sites à potentiel d'amélioration en sécurité routière. Il s'agit de sites de dimension restreinte qui ont été le lieu d'accidents mortels, d'accidents graves ou d'un nombre anormalement élevé d'accidents pouvant être réduit de manière efficace par une intervention sur l'infrastructure.

Le Ministère présente sur son site Internet une liste de sites à potentiel d'amélioration qu'il met à jour annuellement.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 23

##### Titre

Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2017-2018 pour la reconstruction de l'échangeur Turcot. Indiquer aussi :

- a) l'échéancier des travaux et le détail des investissements prévus pour 2018-2019;
- b) la liste des travaux reportés depuis 2011 et échéanciers (initial et modifié) pour chacun;
- c) la liste des ententes, études, analyses, rapports ou autres effectués à ce jour;
- d) la liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux, et l'état des appels d'offres en cours;
- e) le coût total estimé des mesures relatives à la protection des couleuvres brunes;
- f) le coût estimé des mesures relatives à la protection et au transfert de site des faucons pèlerins.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le coût total des travaux réalisés en 2017-2018 par le Ministère dans le cadre du projet Turcot est de 370 811 215 \$. Ce montant est en date du 31 janvier 2018 et inclut les frais financiers, les frais de gestion et l'ensemble des dépenses liées à la réalisation du projet.

##### Activités réalisées en 2017-2018 :

- Poursuite de la conception et construction des infrastructures principales du projet Turcot;
- Poursuite de la construction du boulevard Pullman/rue Saint-Rémi/rue Saint-Jacques;
- Poursuite de la construction du pont Saint-Jacques.

Pour toutes les demandes de documentation, cette information est disponible sur le site Internet du projet routier Turcot : <http://www.turcot.gouv.qc.ca/couts/pages/avancement-couts.aspx>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 24

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2017-2018 pour la construction du nouvel Échangeur Turcot. Indiquer aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) l'état d'avancement, l'échéancier et le coût des mesures d'expropriation;</li><li>b) l'état des appels d'offres en cours;</li><li>c) le détail de toute modification (ou projet de refonte) apportée au concept initial du projet.</li></ul>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question se retrouve à la question particulière de l'opposition officielle 23.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 25

<p><b>Titre</b></p> <p>Concernant le pont de l'Île d'Orléans :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) la liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);</li><li>b) le bilan des travaux réalisés et montants investis en 2017-2018, ainsi que les prévisions et l'échéancier pour 2018-2019;</li><li>c) copie de tout autre rapport, entente, étude et analyse réalisés à ce jour.</li></ul>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le pont de l'Île d'Orléans relie l'île à la rive nord du fleuve Saint-Laurent, aux limites de l'agglomération de Québec et de la municipalité régionale de comté (MRC) de La Côte-de-Beaupré. Il s'agit d'un pont suspendu construit en 1935 et constituant l'unique lien routier entre l'île d'Orléans et la terre ferme. Il dessert environ 6 700 insulaires, contribue à l'accessibilité et à la vitalité économique de la MRC de L'Île d'Orléans et permet son intégration dans la région de la Capitale-Nationale. Sur une base annuelle, on recense 11 800 déplacements sur le pont en moyenne chaque jour. En saison estivale, période de fort achalandage touristique, les déplacements augmentent à 15 200 en moyenne par jour.</p> <p>Le projet de reconstruction du pont de l'Île d'Orléans est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique. En 2015, les autorités gouvernementales ont approuvé le dossier d'opportunité recommandant l'option de construction d'un pont à haubans pour maintenir une desserte en transport fonctionnelle et sécuritaire entre l'île d'Orléans et la rive nord du fleuve Saint-Laurent. Le projet est en planification.</p> <p><b>Activités réalisées en 2017-2018</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Travaux d'entretien sur le pont se sont poursuivis en 2017;</li><li>• Étude d'impact sur l'environnement en cours de réalisation;</li><li>• Études d'avant-projet en cours de réalisation.</li></ul>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 26

<p><b>Titre</b></p> <p>Concernant le pont Gouin à Saint-Jean-sur-Richelieu, fournir :</p> <p>a) la liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);</p> <p>b) le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2017-2018 ainsi que les prévisions et l'échéancier pour 2018-2019;</p> <p>c) copie de tout autre rapport, entente, étude et analyse réalisés à ce jour.</p>								
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le projet de reconstruction du pont Gouin, entre les secteurs Iberville et Saint-Jean, à Saint-Jean-sur-Richelieu est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.</p> <p><b>Activités réalisées en 2017-2018</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Début des travaux en février 2017;</li><li>• Octroi du contrat de surveillance environnementale en mars 2017;</li><li>• Octroi du contrat de surveillance archéologique en mai 2017.</li></ul> <p><b>Avancement des travaux en 2017-2018, en date du 30 septembre 2018</b></p> <table border="1"><thead><tr><th>Infrastructures</th><th>Avancement</th></tr></thead><tbody><tr><td>Pont mobile</td><td>10 %</td></tr><tr><td>Pont fixe</td><td>35 %</td></tr><tr><td>Infrastructures municipales</td><td>85 %</td></tr></tbody></table>	Infrastructures	Avancement	Pont mobile	10 %	Pont fixe	35 %	Infrastructures municipales	85 %
Infrastructures	Avancement							
Pont mobile	10 %							
Pont fixe	35 %							
Infrastructures municipales	85 %							



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 27

<p><b>Titre</b></p> <p>Concernant les projets de haltes routières, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) la liste des travaux de réfection ou de construction effectués en 2017-2018, avec les coûts détaillés;</li><li>b) les prévisions et l'échéancier des travaux en 2018-2019 et pour les années suivantes, s'il y a lieu;</li><li>c) copie de toute entente signée avec un partenaire privé;</li><li>d) l'état des appels d'offres</li><li>e) bilan du partenariat public-privé.</li></ul>
<p><b>Exposé et statistique (s'il y a lieu)</b></p> <p>a) <b>Liste des travaux de réfection et de construction effectués en 2017-2018 avec les coûts détaillés</b></p> <p>S. O.</p> <p>b) <b>Prévisions et échéancier des travaux prévus en 2018-2019 et années ultérieures, s'il y a lieu</b></p> <p><b>Bornes de recharge pour véhicules électriques</b></p> <p>Implantation de bornes de recharge dans les parcs routiers (haltes routières, aires de service et villages-relais) et autres sites du réseau routier stratégique du Ministère. Un budget de 2,5 M\$ est prévu pour l'implantation des bornes de recharge. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du Plan d'action en électrification des transports 2015-2020 financé par le Fonds vert.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Implantation des bornes de recharge pour véhicules électriques dans deux aires de service du partenariat public-privé (PPP) (Memphrémagog à Magog et Porte-du-Nord à Saint-Jérôme) :<ul style="list-style-type: none"><li>• Montant estimé du projet : 300 000 \$;</li><li>• Échéancier : novembre 2018.</li></ul></li><li>• Implantation de bornes de recharge dans trois haltes routières et aires de service. Les parcs routiers visés sont la halte routière de Saint-Michel-de-Bellechasse et les aires de service de la Chaudière-Appalaches à Lévis et du Point-du-Jour à Lavaltrie :<ul style="list-style-type: none"><li>• Montant estimé du projet : 375 000 \$;</li><li>• Échéancier : novembre 2018 pour Saint-Michel-de-Bellechasse et Chaudière-Appalaches et juillet 2019 pour Lavaltrie.</li></ul></li></ul> <p><b>Modernisation des parcs routiers (haltes routières et aires de service)</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Reconstruction de l'aire de service du Point-du-Jour à Lavaltrie :<ul style="list-style-type: none"><li>• Montant estimé du projet : 10,0 M\$;</li><li>• Construction prévue en 2018-2019 (2,5 M\$) et 2019-2020 (7,5 M\$).</li></ul></li><li>• Construction de la halte routière de Villeroy :<ul style="list-style-type: none"><li>• Montant estimé du projet : 8,5 M\$;</li><li>• Construction prévue en 2018-2019 (1,5 M\$) et 2019-2020 (7,0 M\$);</li><li>• Montant estimé pour autres études préparatoires : 2018-2019 (100 000 \$).</li></ul></li></ul>

**c) Copie de toute entente signée avec un partenaire privé**

L'Entente de PPP (l'Entente) est très volumineuse. Le texte de l'Entente peut être obtenu sur demande en communiquant avec la Direction des parcs routiers. L'Entente étant assujettie à des clauses de confidentialité, seule la version caviardée est disponible. L'Entente a été signée en 2008.

**d) État des appels d'offres**

- Janvier-février 2018 : appel d'offres pour mandats d'architecture concernant la modernisation de l'aire de services à Villeroy. Montant estimé : 325 000 \$;
- Janvier-février 2018 : appel d'offres pour mandats d'ingénierie concernant la modernisation de l'aire de services à Villeroy. Montant estimé : 475 000 \$;
- Février-mars 2018 : appel d'offres pour mandats d'architecture concernant la modernisation de l'aire de services à Lavaltrie. Montant estimé : 416 200 \$;
- Février-mars 2018 : appel d'offres pour mandats d'ingénierie concernant la modernisation de l'aire de services à Lavaltrie. Montant estimé : 604 695 \$.

**e) Bilan du partenariat public-privé**

Ce dossier est judiciairisé et toute divulgation risque d'interférer avec le processus judiciaire en cours.

**Général**

Le 30 septembre 2008, l'Entente est intervenue entre le Ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports et la Société en commandite Aires de service Québec (ci-après, le Partenaire) pour la conception, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et le financement de sept aires de service pour une durée de 31 ans.

En juin 2012, toutes les aires de service étaient fonctionnelles.

Les sondages réalisés depuis 2011 dans les sept aires de service démontrent un taux de satisfaction moyen de près de 98 % de la clientèle par rapport aux services offerts.

**Litige**

Le 14 mai 2012, le différend entre le Ministre et le Partenaire a été porté devant les instances judiciaires.

Les parties ont convenu de participer à une conférence de règlement à l'amiable laquelle se tiendra le 29 mai 2018.

**Séquestre**

Depuis sa nomination par la Cour supérieure le 23 août 2013, le Séquestre exploite les aires de service. Dans le cadre de son mandat, il a entrepris diverses démarches en vue de corriger les problèmes environnementaux et la mise à niveau de l'ensemble des sites pour que ceux-ci soient conformes aux exigences de l'Entente. Certains problèmes ont été corrigés et d'autres sont en voie de l'être, la mise à niveau n'est pas terminée. À ce titre, une firme d'ingénieurs a été mandatée par le Séquestre pour établir des diagnostics et déterminer la nature des problèmes, leur origine et les correctifs à apporter (conception, construction ou entretien).

En raison des constats établis par cette firme d'ingénieurs concernant les systèmes de traitement des eaux usées aux aires de service à Magog, Melbourne et Rivière-Beaudette, le Séquestre, par l'entremise de ses procureurs, a déposé des requêtes introductives d'instance pour malfaçons contre la Compagnie d'assurance Jevco inc., à titre de caution (à Magog seulement), contre Ogesco Construction inc., à titre d'entrepreneur, contre Immostar inc., à titre de gestionnaire de l'Entente et contre WSP Canada inc. à titre de concepteur. Les poursuites judiciaires suivent leurs cours et aucune date de procès n'a été fixée.

Dans le cadre de son mandat, le Séquestre doit trouver un partenaire remplaçant à l'Entente, le processus de remise en marché qu'entreprendra le Séquestre est d'une durée de 18 mois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 28

<p><b>Titre</b></p> <p>Concernant le tunnel Mont-Royal, fournir :</p> <p>a) l'état de situation de la sécurité du tunnel, ainsi que la liste et une copie des rapports et des études à ce sujet;</p> <p>b) la liste des travaux effectués en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le 9 juillet 2014, le Conseil des ministres a mandaté le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports pour qu'il autorise l'Agence métropolitaine de transport (AMT) à procéder à l'élaboration du dossier d'affaires (DA) de la phase 2 du projet Rénos-tunnel en y incluant les travaux déjà réalisés dans le cadre de la phase 1.</p> <p>La réalisation de la phase 1, qui consistait en la mise en place de mesures à très court terme ainsi qu'à l'amélioration du système de radiocommunication, a débuté en 2012 et a été complétée en novembre 2014, soit à temps pour la mise en service de la ligne Mascouche (Train de l'Est).</p> <p>La phase 2 du projet Rénos-tunnel consiste en la bonification des systèmes de détection d'intrusion dans le tunnel et l'installation d'un système de ventilation fixe et de stations bleues, incluant des téléphones d'urgence, un haut-parleur et des extincteurs de même que des systèmes de détection de fumée de gaz carbonique et de chaleur.</p> <p>Depuis la fin des travaux de la phase 1, l'AMT a octroyé les mandats relatifs aux activités menant à la réalisation du DA.</p> <p>En avril 2016, la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) a proposé le projet de Réseau express métropolitain (REM) qui englobe la desserte de l'Ouest de l'Île et de l'aéroport, l'axe de la ligne de train de banlieue Deux-Montagnes et la desserte centre-ville de Montréal/Brossard par le nouveau pont Champlain. Le projet du REM impliquera l'usage du tunnel Mont-Royal.</p> <p>En août 2016, le Ministère a demandé à l'AMT de suspendre les activités concernant l'élaboration du DA de la phase 2 du projet Rénos-Tunnel, mais de compléter les intrants techniques du projet, notamment, les plans et devis définitifs afin de les transmettre à CDPQ Infra.</p> <p>CDPQ Infra est responsable de ce dossier qui est intégré au projet du REM depuis la fin de l'automne 2016.</p> <p>Le 8 février 2018, CDPQ Infra a dévoilé les deux consortiums qui ont remporté les appels d'offres pour l'ingénierie et la construction de même que pour la fourniture du matériel roulant.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 29

<p><b>Titre</b></p> <p>Concernant le Bureau de mise en œuvre du partenariat public-privé, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) le bilan des activités pour 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;</li><li>b) la ventilation du budget total, par catégorie, pour 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;</li><li>c) le budget de fonctionnement pour 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;</li><li>d) l'effectif équivalent ETC pour 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.</li></ul>										
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Créé en août 2001, le Bureau de mise en œuvre de partenariat public-privé est devenu la Direction de la gestion des ententes de partenariat public-privé qui a pour mission d'assurer la gestion des ententes de partenariat public-privé des autoroutes 25 et 30 ainsi que les relations avec les partenaires de ces projets.</p> <p><b>a) Bilan des activités pour 2017-2018</b></p> <p>Activités 2017-2018 (gestion des ententes de partenariat public-privé).</p> <p><b>(Autoroute-25) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Gestion de l'entente de partenariat en période d'exploitation-entretien-réhabilitation (paiement mensuel au partenaire privé, assurance qualité par la mise en œuvre du programme d'audits et du suivi de la performance du partenaire privé, suivi des revenus de péage).</li></ul> <p><b>(Autoroute-30) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Gestion de l'entente de partenariat en période d'exploitation-entretien-réhabilitation (paiement mensuel au partenaire privé, assurance qualité par la mise en œuvre du programme d'audits et du suivi de la performance du partenaire privé, suivi des revenus de péage).</li></ul> <p><b>b) Ventilation du budget total ventilé par catégorie pour 2017-2018</b></p> <table border="1"><thead><tr><th>Catégorie</th><th>2017-2018</th></tr></thead><tbody><tr><td>Honoraires professionnels</td><td>900 000 \$</td></tr><tr><td>Masse salariale</td><td>1 601 000 \$</td></tr><tr><td>Formation</td><td>2 500 \$</td></tr><tr><td>Frais de déplacement</td><td>8 500 \$</td></tr></tbody></table> <p><b>c) Budget de fonctionnement pour 2017-2018</b></p> <p>2 512 000 \$</p> <p><b>d) Effectif équivalent ETC pour 2017-2018</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 cadre</li><li>• 1 secrétaire</li><li>• 1 technicien</li><li>• 4 ingénieurs</li><li>• 10 professionnels</li></ul>	Catégorie	2017-2018	Honoraires professionnels	900 000 \$	Masse salariale	1 601 000 \$	Formation	2 500 \$	Frais de déplacement	8 500 \$
Catégorie	2017-2018									
Honoraires professionnels	900 000 \$									
Masse salariale	1 601 000 \$									
Formation	2 500 \$									
Frais de déplacement	8 500 \$									

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 30**

**Titre**

Concernant le Bureau d'implantation du métro de Montréal, fournir pour 2017-2018 :

- a) l'organigramme;
- b) le nombre d'employés;
- c) les coûts de fonctionnement;
- d) le budget global et ventilé;
- e) le bilan des activités.
- f) fournir également les prévisions pour 2018-2019, ainsi que la liste, le détail et les coûts des études concernant le prolongement des lignes de métro dans la région de Montréal.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

À la suite de l'annonce du gouvernement en septembre 2013, le Bureau de projet sur les prolongements du métro de la région métropolitaine de Montréal a réalisé les activités d'avant-projet, soit la phase 3. Un montant de 38 M\$ a été accordé pour le fonctionnement, la réalisation des études et la production du dossier d'opportunité.

À la suite de la mise en place de la nouvelle gouvernance en transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal, le Conseil des ministres approuvait, en décembre 2017, le dossier d'opportunité et autorisait le début des premières activités qui mèneront au prolongement de la ligne bleue du métro par l'ajout de cinq stations, de Saint-Michel à Anjou, dans l'est de Montréal, ainsi que l'acquisition des immeubles et servitudes nécessaires. Pour ces activités, un montant de 364,9 M\$ a été autorisé.

À cette fin, la Société de transport de Montréal, en collaboration avec ses partenaires, dont le Ministère, a amorcé la mise en place d'un nouveau bureau de projet pour le prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal.

Du 15 décembre 2017 au 27 février 2018, une somme de 84 900 \$ a été engagée par le Bureau de projet.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 31 a)**

**Titre**

Concernant le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (FCARR), fournir :

- a) La liste des travaux réalisés en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, pour chacune des circonscriptions électorales;
- b) Le détail des sommes constituant le FCARR au 31 décembre 2017, les prévisions pour 2018-2019, ainsi que la répartition par durée d'amortissement;
- c) Les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts du FCARR pour 2017-2018 et celles estimées pour 2018-2019, ainsi que la répartition par durée d'amortissement.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier a été remplacé par le Fonds des réseaux de transport terrestre depuis 2010.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 31 b)**

**Titre**

Concernant le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (FCARR), fournir :

- a) La liste des travaux réalisés en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, pour chacune des circonscriptions électorales;
- b) Le détail des sommes constituant le FCARR au 31 mars 2018, les prévisions pour 2018-2019, ainsi que la répartition par durée d'amortissement;
- c) Les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts du FCARR pour 2017-2018 et celles estimées pour 2018-2019, ainsi que la répartition par durée d'amortissement.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier a été remplacé par le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) depuis 2010.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 31 c)**

**Titre**

Concernant le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (FCARR), fournir :

- a) La liste des travaux réalisés en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, pour chacune des circonscriptions électorales ;
- b) Le détail des sommes constituant le FCARR au 31 mars 2018, les prévisions pour 2018-2019, ainsi que la répartition par durée d'amortissement ;
- c) Les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts du FCARR pour 2017-2018 et celles estimées pour 2018-2019, ainsi que la répartition par durée d'amortissement.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier a été remplacé par le Fonds des réseaux de transport terrestre depuis 2010.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 32**

**Titre**

Concernant le programme d'aide financière aux municipalités pour l'entretien des routes (PAERRL), fournir:

- a) les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2012-2013;
- b) la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2017-2018.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- a) Budget disponible 2017-2018 : 79 500 000 \$.
- b) Voir la liste des municipalités ci-jointe.

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

<b>Municipalité</b>	<b>Annonce</b>
Abercorn	28 030 \$
Abitibi	101 523 \$
Abitibi-Ouest	36 260 \$
Adstock	311 709 \$
Albanel	66 239 \$
Albertville	138 526 \$
Alleyne-et-Cawood	161 246 \$
Amherst	228 818 \$
Ange-Gardien	20 982 \$
Angliers	109 432 \$
Armagh	145 158 \$
Arundel	60 134 \$
Ascot Corner	112 608 \$
Aston-Jonction	47 187 \$
Auclair	100 567 \$
Audet	99 243 \$
Aumond	252 145 \$
Authier	59 346 \$
Authier-Nord	122 748 \$
Baie-des-Sables	83 950 \$
Baie-du-Febvre	9 942 \$
Baie-Johan-Beetz	1 111 \$
Baie-Saint-Paul	55 753 \$
Baie-Trinité	5 040 \$
Barnston-Ouest	317 419 \$
Barraute	110 505 \$
Batiscan	2 435 \$
Béarn	69 233 \$
Beauceville	44 717 \$
Beaulac-Garthby	63 412 \$
Bedford	23 113 \$
Bégin	90 009 \$
Belcourt	79 029 \$
Belleterre	44 212 \$
Berry	270 029 \$
Béthanie	60 126 \$
Biencourt	124 779 \$
Blue Sea	146 094 \$
Boileau	203 006 \$
Bois-Franc	25 770 \$
Bolton-Est	77 742 \$
Bolton-Ouest	121 729 \$
Bonaventure	17 577 \$
Bonaventure	101 694 \$
Bonsecours	57 722 \$
Bouchette	233 336 \$
Bowman	32 095 \$
Brébeuf	54 150 \$
Brigham	133 783 \$
Bristol	475 336 \$
Brome	19 078 \$
Brownsburg-Chatham	194 330 \$
Bury	286 199 \$
Calixa-Lavallée	27 883 \$
Cap-Chat	56 777 \$
Caplan	57 189 \$
Cap-Saint-Ignace	76 887 \$
Casapédia–Saint-Jules	62 036 \$
Causapscal	128 954 \$
Cayamant	146 224 \$

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

Municipalité	Annonce
Champneuf	68 549 \$
Charette	39 098 \$
Chartierville	65 800 \$
Chazel	115 059 \$
Chénéville	106 167 \$
Chertsey	270 775 \$
Chesterville	205 381 \$
Chichester	103 281 \$
Chute-Saint-Philippe	257 296 \$
Clarendon	805 542 \$
Clermont	156 607 \$
Clerval	154 303 \$
Cleveland	273 576 \$
Cloridorme	6 071 \$
Coaticook	284 557 \$
Colombier	142 343 \$
Compton	460 095 \$
Cookshire–Eaton	567 417 \$
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	10 194 \$
Courcelles	106 334 \$
Danville	306 564 \$
Daveluyville	10 231 \$
Dégelis	132 588 \$
Déléage	229 690 \$
Denholm	221 924 \$
Deschailions-sur-Saint-Laurent	5 734 \$
Disraeli	98 167 \$
Dixville	143 920 \$
Dosquet	13 259 \$
Dudswell	256 997 \$
Duhamel	103 321 \$
Duhamel-Ouest	109 308 \$
Dundee	60 111 \$
Dunham	299 951 \$
Dupuy	108 553 \$
Durham-Sud	157 617 \$
East Farnham	2 751 \$
East Hereford	45 396 \$
Egan-Sud	74 407 \$
Elgin	149 174 \$
Escuminac	76 270 \$
Esprit-Saint	89 411 \$
Ferland-et-Boilleau	43 077 \$
Ferme-Neuve	633 574 \$
Fortierville	99 380 \$
Frampton	230 352 \$
Franklin	127 651 \$
Frelighsburg	132 750 \$
Frontenac	59 177 \$
Fugèreville	135 476 \$
Gallichan	113 560 \$
Girardville	83 922 \$
Godmanchester	205 299 \$
Gore	154 221 \$
Gracefield	463 585 \$
Grandes-Piles	2 395 \$
Grande-Vallée	28 819 \$
Grand-Métis	37 206 \$
Grand-Remous	229 880 \$
Grand-Saint-Esprit	24 994 \$

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

Municipalité	Annonce
Grenville-sur-la-Rouge	405 893 \$
Grosses-Roches	36 962 \$
Guérin	82 241 \$
Ham-Nord	111 782 \$
Hampden	65 480 \$
Ham-Sud	128 367 \$
Harrington	227 076 \$
Hatley	108 005 \$
Hatley	106 396 \$
Havelock	52 088 \$
Hébertville	113 417 \$
Hébertville-Station	23 992 \$
Hemmingford	160 840 \$
Henryville	67 576 \$
Hérouxville	106 488 \$
Hinchinbrooke	200 901 \$
Honfleur	76 300 \$
Hope	52 549 \$
Hope Town	36 268 \$
Huberdeau	120 693 \$
Inverness	252 259 \$
Irlande	235 280 \$
Kamouraska	32 991 \$
Kamouraska	83 246 \$
Kazabazua	124 789 \$
Kiamika	233 934 \$
Kingsey Falls	23 351 \$
Kinnear's Mills	119 235 \$
Kipawa	21 426 \$
La Bostonnais	41 861 \$
La Conception	161 752 \$
La Corne	156 388 \$
La Doré	11 426 \$
La Durantaye	50 712 \$
La Haute-Gaspésie	6 008 \$
La Macaza	168 994 \$
La Martre	26 100 \$
La Matapédia	22 618 \$
La Minerve	302 189 \$
La Morandière	303 247 \$
La Motte	236 090 \$
La Patrie	95 397 \$
La Pêche	502 383 \$
La Présentation	39 191 \$
La Rédemption	123 670 \$
La Reine	124 086 \$
La Trinité-des-Monts	89 667 \$
La Vallée-de-la-Gatineau	1 371 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	22 068 \$
La Visitation-de-Yamaska	77 553 \$
Labelle	154 853 \$
Labrecque	107 013 \$
Lac-au-Saumon	122 197 \$
Lac-aux-Sables	89 343 \$
Lac-Bouchette	6 206 \$
Lac-Brome	90 062 \$
Lac-des-Aigles	74 651 \$
Lac-des-Écorces	143 797 \$
Lac-des-Plages	87 862 \$
Lac-Drolet	94 855 \$

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

<b>Municipalité</b>	<b>Annonce</b>
Lac-du-Cerf	109 699 \$
Lac-Etchemin	155 370 \$
Lac-Frontière	26 608 \$
Lac-Saguay	96 367 \$
Lac-Sainte-Marie	168 907 \$
Lac-Saint-Paul	118 048 \$
Lac-Sergent	14 876 \$
Lac-Simon	17 965 \$
Lac-Supérieur	87 136 \$
Laforce	76 647 \$
Lamarche	57 563 \$
Lambton	42 957 \$
Landrienne	72 558 \$
L'Ange-Gardien	237 511 \$
L'Anse-Saint-Jean	50 558 \$
Lantier	31 181 \$
Larouche	46 565 \$
L'Ascension	240 071 \$
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	134 400 \$
L'Ascension-de-Patapédia	89 423 \$
Latulipe-et-Gaboury	95 718 \$
Launay	38 155 \$
Laurierville	145 031 \$
L'Avenir	234 757 \$
Laverlochère	75 532 \$
Lawrenceville	27 285 \$
Leclercville	48 045 \$
Lefebvre	105 873 \$
Lejeune	73 274 \$
Lemieux	95 132 \$
Les Bergeronnes	25 936 \$
Les Éboulements	57 630 \$
Les Hauteurs	146 109 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	143 720 \$
L'Île-du-Grand-Calumet	239 039 \$
Lingwick	147 694 \$
L'Isle-aux-Allumettes	374 546 \$
L'Islet	50 915 \$
L'Isle-Verte	89 256 \$
Litchfield	195 551 \$
Lochaber	100 477 \$
Lochaber-Partie-Ouest	113 856 \$
Longue-Pointe-de-Mingan	429 \$
Lorrainville	74 379 \$
Lotbinière	48 113 \$
Low	368 506 \$
Lyster	195 512 \$
Macamic	147 181 \$
Maddington Falls	36 565 \$
Mandeville	189 370 \$
Manseau	88 088 \$
Mansfield-et-Pontefract	163 903 \$
Maria	15 734 \$
Maricourt	86 232 \$
Marsoui	19 053 \$
Marston	40 479 \$
Martinville	90 351 \$
Maskinongé	95 771 \$
Matapédia	29 900 \$
Matawinie	48 969 \$

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

Municipalité	Annonce
Mayo	75 439 \$
Melbourne	364 404 \$
Messines	176 662 \$
Métabetchouan–Lac-à-la-Croix	35 682 \$
Métis-sur-Mer	66 129 \$
Milan	82 582 \$
Mille-Isles	79 371 \$
Moffet	44 412 \$
Montcalm	34 076 \$
Mont-Carmel	206 202 \$
Montcerf-Lytton	310 242 \$
Mont-Laurier	90 395 \$
Montpellier	71 439 \$
Mont-Saint-Grégoire	11 595 \$
Mont-Saint-Michel	76 689 \$
Mont-Saint-Pierre	3 887 \$
Mulgrave-et-Derry	243 659 \$
Namur	43 998 \$
Nantes	97 036 \$
Nédélec	95 927 \$
New Carlisle	45 244 \$
New Richmond	50 019 \$
Newport	337 785 \$
Nominingue	352 661 \$
Normandin	95 142 \$
Normétal	11 979 \$
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	72 960 \$
Notre-Dame-de-Bonsecours	63 412 \$
Notre-Dame-de-Ham	93 657 \$
Notre-Dame-de-la-Merci	164 957 \$
Notre-Dame-de-la-Paix	75 990 \$
Notre-Dame-de-la-Salette	85 680 \$
Notre-Dame-de-Lorette	41 470 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	95 671 \$
Notre-Dame-de-Montauban	114 043 \$
Notre-Dame-de-Pontmain	106 424 \$
Notre-Dame-des-Bois	49 375 \$
Notre-Dame-des-Monts	90 402 \$
Notre-Dame-des-Neiges	90 406 \$
Notre-Dame-des-Pins	17 034 \$
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	46 109 \$
Notre-Dame-de-Stanbridge	47 138 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	72 635 \$
Notre-Dame-du-Laus	158 654 \$
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	19 559 \$
Notre-Dame-du-Nord	60 346 \$
Notre-Dame-du-Rosaire	37 088 \$
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	71 056 \$
Nouvelle	98 718 \$
Noyan	47 799 \$
Ogden	165 622 \$
Ormstown	89 197 \$
Otter Lake	231 849 \$
Packington	184 362 \$
Padoue	69 742 \$
Palmarolle	89 630 \$
Parisville	16 651 \$
Paspébiac	61 720 \$
Percé	155 667 \$
Péribonka	66 641 \$

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

<b>Municipalité</b>	<b>Annonce</b>
Petite-Rivière-Saint-François	5 723 \$
Petite-Vallée	4 912 \$
Petit-Saguenay	48 450 \$
Pierreville	37 837 \$
Pike River	40 361 \$
Piopolis	2 395 \$
Plaisance	41 557 \$
Plessisville	129 581 \$
Pohénégamook	198 888 \$
Pointe-à-la-Croix	14 515 \$
Pointe-aux-Outardes	12 438 \$
Pontiac	410 652 \$
Port-Daniel-Gascons	86 231 \$
Portneuf	127 320 \$
Potton	206 583 \$
Pouliaries	78 258 \$
Preissac	47 694 \$
Princeville	45 254 \$
Racine	85 279 \$
Ragueneau	47 299 \$
Rapide-Danleur	81 723 \$
Rapides-des-Joachims	1 971 \$
Rémigny	84 566 \$
Rimouski	64 268 \$
Ripon	184 880 \$
Ristigouche-Partie-Sud-Est	32 364 \$
Rivière-à-Claude	4 685 \$
Rivière-à-Pierre	10 034 \$
Rivière-Bleue	118 445 \$
Rivière-Éternité	6 646 \$
Rivière-Héva	85 115 \$
Rivière-Ouelle	68 097 \$
Rivière-Rouge	391 242 \$
Rivière-Saint-Jean	2 453 \$
Rochebaucourt	120 492 \$
Roquemaure	111 250 \$
Roxton	178 376 \$
Roxton Pond	63 463 \$
Sacré-Coeur	63 949 \$
Sacré-Coeur-de-Jésus	279 289 \$
Saint-Adalbert	153 949 \$
Saint-Adelme	59 492 \$
Saint-Adelphe	114 900 \$
Saint-Adolphe-d'Howard	14 742 \$
Saint-Adrien	154 735 \$
Saint-Adrien-d'Irlande	108 055 \$
Saint-Agapit	4 085 \$
Saint-Aimé	28 599 \$
Saint-Aimé-des-Lacs	11 813 \$
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	241 867 \$
Saint-Alban	70 639 \$
Saint-Albert	55 043 \$
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	133 519 \$
Saint-Alexandre-des-Lacs	81 052 \$
Saint-Alexis	43 479 \$
Saint-Alexis-de-Matapédia	105 610 \$
Saint-Alexis-des-Monts	119 644 \$
Saint-Alfred	80 009 \$
Saint-Alphonse	70 068 \$
Saint-Alphonse-de-Granby	18 248 \$

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

<b>Municipalité</b>	<b>Annonce</b>
Saint-Alphonse-Rodriguez	83 227 \$
Saint-Ambroise	130 708 \$
Saint-Anaclet-de-Lessard	107 912 \$
Saint-André	38 717 \$
Saint-André-Avellin	124 359 \$
Saint-André-d'Argenteuil	98 888 \$
Saint-André-de-Restigouche	50 608 \$
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	82 539 \$
Saint-Anicet	113 524 \$
Saint-Anselme	70 315 \$
Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	4 493 \$
Saint-Antoine-sur-Richelieu	6 348 \$
Saint-Antoine	78 566 \$
Saint-Apollinaire	163 538 \$
Saint-Armand	123 499 \$
Saint-Arsène	65 662 \$
Saint-Athanase	118 931 \$
Saint-Aubert	129 088 \$
Saint-Augustin	36 788 \$
Saint-Augustin	2 335 \$
Saint-Augustin-de-Woburn	242 \$
Saint-Barnabé	39 888 \$
Saint-Barthélemy	117 920 \$
Saint-Basile	71 167 \$
Saint-Benjamin	169 127 \$
Saint-Benoît-du-Lac	1 616 \$
Saint-Benoît-Labre	89 037 \$
Saint-Bernard	71 630 \$
Saint-Bernard-de-Lacolle	177 320 \$
Saint-Bernard-de-Michaudville	68 182 \$
Saint-Blaise-sur-Richelieu	22 266 \$
Saint-Bonaventure	70 954 \$
Saint-Boniface	61 717 \$
Saint-Bruno	31 643 \$
Saint-Bruno-de-Guigues	114 337 \$
Saint-Bruno-de-Kamouraska	129 911 \$
Saint-Camille	79 715 \$
Saint-Camille-de-Lellis	55 029 \$
Saint-Casimir	61 926 \$
Saint-Célestin	115 469 \$
Saint-Charles-de-Bellechasse	32 597 \$
Saint-Charles-de-Bourget	101 007 \$
Saint-Charles-Garnier	106 540 \$
Saint-Christophe-d'Arthabaska	94 327 \$
Saint-Chrysostome	107 056 \$
Saint-Claude	184 133 \$
Saint-Clément	122 092 \$
Saint-Cléophas	77 978 \$
Saint-Cléophas-de-Brandon	5 219 \$
Saint-Colomban	58 329 \$
Saint-Côme	44 967 \$
Saint-Côme-Linière	146 382 \$
Saint-Cuthbert	169 052 \$
Saint-Cyprien	118 810 \$
Saint-Cyprien	123 432 \$
Saint-Cyprien-de-Napierville	68 692 \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	120 836 \$
Saint-Cyrille-de-Wendover	40 761 \$
Saint-Damase	105 571 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	100 431 \$



**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

<b>Municipalité</b>	<b>Annonce</b>
Saint-Damien	83 714 \$
Saint-Damien-de-Buckland	39 782 \$
Saint-David	129 689 \$
Saint-Denis-De La Bouteillerie	37 753 \$
Saint-Didace	157 104 \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	125 250 \$
Saint-Donat	115 747 \$
Saint-Donat	52 064 \$
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	164 588 \$
Sainte-Angèle-de-Mérici	163 172 \$
Sainte-Angèle-de-Monnoir	29 013 \$
Sainte-Angèle-de-Prémont	81 989 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	23 934 \$
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	60 186 \$
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	98 653 \$
Sainte-Anne-du-Lac	198 857 \$
Sainte-Apolline-de-Patton	85 034 \$
Sainte-Aurélie	87 896 \$
Sainte-Béatrix	83 065 \$
Sainte-Brigide-d'Iberville	72 939 \$
Sainte-Brigitte-de-Laval	2 030 \$
Sainte-Brigitte-des-Saults	153 962 \$
Sainte-Catherine-de-Hatley	103 977 \$
Sainte-Cécile-de-Lévrard	35 631 \$
Sainte-Cécile-de-Milton	68 534 \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	85 639 \$
Sainte-Christine	82 731 \$
Sainte-Christine-d'Auvergne	60 381 \$
Sainte-Claire	40 134 \$
Sainte-Clotilde	76 544 \$
Sainte-Clotilde-de-Beauce	89 205 \$
Sainte-Clotilde-de-Horton	292 293 \$
Saint-Edmond-de-Grantham	38 430 \$
Saint-Edmond-les-Plaines	61 613 \$
Saint-Édouard	41 593 \$
Saint-Édouard-de-Fabre	139 748 \$
Saint-Édouard-de-Lotbinière	77 988 \$
Saint-Édouard-de-Maskinongé	37 461 \$
Sainte-Edwidge-de-Clifton	188 994 \$
Sainte-Élisabeth	56 777 \$
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	101 768 \$
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	39 677 \$
Sainte-Eulalie	152 861 \$
Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	56 381 \$
Sainte-Félicité	49 821 \$
Sainte-Félicité	88 381 \$
Sainte-Florence	59 386 \$
Sainte-Françoise	77 268 \$
Sainte-Françoise	129 315 \$
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	102 918 \$
Sainte-Geneviève-de-Berthier	738 \$
Sainte-Germaine-Boulé	76 063 \$
Sainte-Gertrude-Manneville	181 322 \$
Sainte-Hedwidge	88 576 \$
Sainte-Hélène-de-Bagot	88 124 \$
Sainte-Hélène-de-Chester	148 789 \$
Sainte-Hélène-de-Kamouraska	81 730 \$
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	106 521 \$
Sainte-Hénédine	23 914 \$
Sainte-Irène	97 824 \$

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

<b>Municipalité</b>	<b>Annonce</b>
Sainte-Jeanne-d'Arc	159 322 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	152 595 \$
Sainte-Justine	82 489 \$
Sainte-Justine-de-Newton	48 323 \$
Saint-Élie-de-Caxton	109 835 \$
Saint-Éloi	104 490 \$
Sainte-Louise	143 824 \$
Saint-Elphège	54 336 \$
Sainte-Luce	25 993 \$
Sainte-Lucie-de-Beauregard	81 893 \$
Sainte-Lucie-des-Laurentides	96 383 \$
Saint-Elzéar	61 718 \$
Saint-Elzéar	152 484 \$
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	211 070 \$
Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	8 010 \$
Sainte-Marcelline-de-Kildare	32 191 \$
Sainte-Marguerite	112 481 \$
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	65 482 \$
Sainte-Marguerite-Marie	17 515 \$
Sainte-Marie-de-Blandford	89 222 \$
Sainte-Marie-Salomé	22 546 \$
Sainte-Marthe	29 470 \$
Sainte-Mélanie	60 248 \$
Saint-Émile-de-Suffolk	83 969 \$
Sainte-Monique	100 577 \$
Sainte-Monique	56 339 \$
Sainte-Paule	25 227 \$
Sainte-Perpétue	92 988 \$
Sainte-Perpétue	49 760 \$
Saint-Éphrem-de-Beauce	109 248 \$
Saint-Épiphane	151 139 \$
Sainte-Praxède	63 750 \$
Sainte-Rita	124 543 \$
Sainte-Rose-de-Watford	147 326 \$
Sainte-Rose-du-Nord	32 531 \$
Sainte-Sabine	89 809 \$
Sainte-Sabine	83 643 \$
Sainte-Séraphine	60 162 \$
Sainte-Sophie	24 593 \$
Sainte-Sophie-de-Lévrard	166 695 \$
Sainte-Sophie-d'Halifax	215 664 \$
Saint-Esprit	17 244 \$
Sainte-Thècle	92 400 \$
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	44 853 \$
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	150 117 \$
Saint-Étienne-de-Beauharnois	11 381 \$
Saint-Étienne-de-Bolton	55 800 \$
Saint-Étienne-des-Grès	60 438 \$
Saint-Eugène	88 321 \$
Saint-Eugène-d'Argentenay	65 497 \$
Saint-Eugène-de-Guigues	52 111 \$
Saint-Eugène-de-Ladrière	51 549 \$
Sainte-Ursule	71 187 \$
Saint-Eusèbe	143 639 \$
Saint-Évariste-de-Forsyth	113 729 \$
Sainte-Victoire-de-Sorel	37 609 \$
Saint-Fabien	123 477 \$
Saint-Fabien-de-Panet	111 818 \$
Saint-Faustin-Lac-Carré	64 458 \$
Saint-Félix-de-Dalquier	96 046 \$

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

Municipalité	Annonce
Saint-Félix-de-Kingsey	298 088 \$
Saint-Félix-d'Otis	87 119 \$
Saint-Ferdinand	298 229 \$
Saint-Flavien	79 533 \$
Saint-Fortunat	115 248 \$
Saint-François-d'Assise	52 920 \$
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	78 831 \$
Saint-François-de-Sales	78 101 \$
Saint-François-du-Lac	53 275 \$
Saint-François-Xavier-de-Brompton	72 138 \$
Saint-François-Xavier-de-Viger	46 272 \$
Saint-Frédéric	76 758 \$
Saint-Fulgence	71 782 \$
Saint-Gabriel-de-Brandon	40 867 \$
Saint-Gabriel-de-Rimouski	124 618 \$
Saint-Gabriel-Lalemant	62 650 \$
Saint-Gédéon	17 972 \$
Saint-Gédéon-de-Beauce	108 348 \$
Saint-Georges-de-Clarenceville	89 217 \$
Saint-Georges-de-Windsor	120 848 \$
Saint-Gérard-Majella	29 214 \$
Saint-Germain	31 299 \$
Saint-Germain-de-Grantham	58 056 \$
Saint-Gervais	75 870 \$
Saint-Gilbert	33 107 \$
Saint-Gilles	28 420 \$
Saint-Godefroi	40 926 \$
Saint-Guillaume	84 792 \$
Saint-Guy	33 406 \$
Saint-Henri	74 012 \$
Saint-Henri-de-Taillon	43 710 \$
Saint-Herménégilde	150 780 \$
Saint-Hilaire-de-Dorset	19 124 \$
Saint-Hilarion	160 865 \$
Saint-Honoré	142 147 \$
Saint-Honoré-de-Shenley	86 737 \$
Saint-Honoré-de-Témiscouata	162 041 \$
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	197 845 \$
Saint-Hugues	90 200 \$
Saint-Ignace-de-Loyola	266 \$
Saint-Ignace-de-Stanbridge	132 490 \$
Saint-Irénée	38 807 \$
Saint-Isidore	69 842 \$
Saint-Isidore-de-Clifton	249 957 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	114 354 \$
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	48 130 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	82 459 \$
Saint-Janvier-de-Joly	106 503 \$
Saint-Jean-de-Brébeuf	115 079 \$
Saint-Jean-de-Cherbourg	19 062 \$
Saint-Jean-de-Dieu	122 178 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	170 408 \$
Saint-Jean-de-Matha	47 984 \$
Saint-Joachim-de-Shefford	187 667 \$
Saint-Joseph-de-Coleraine	128 951 \$
Saint-Joseph-de-Kamouraska	119 661 \$
Saint-Joseph-de-Lepage	68 427 \$
Saint-Joseph-des-Érables	27 676 \$
Saint-Jude	50 605 \$
Saint-Jules	62 391 \$

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

<b>Municipalité</b>	<b>Annonce</b>
Saint-Julien	178 490 \$
Saint-Just-de-Bretenières	44 483 \$
Saint-Juste-du-Lac	86 470 \$
Saint-Justin	100 876 \$
Saint-Lambert	26 675 \$
Saint-Lambert-de-Lauzon	27 523 \$
Saint-Lazare-de-Bellechasse	135 523 \$
Saint-Léandre	139 857 \$
Saint-Léonard-d'Aston	165 583 \$
Saint-Léonard-de-Portneuf	53 376 \$
Saint-Léon-de-Standon	246 729 \$
Saint-Léon-le-Grand	167 893 \$
Saint-Léon-le-Grand	113 079 \$
Saint-Liguori	25 950 \$
Saint-Louis	78 254 \$
Saint-Louis-de-Blandford	130 374 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	154 128 \$
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	148 362 \$
Saint-Luc-de-Bellechasse	166 467 \$
Saint-Luc-de-Vincennes	66 026 \$
Saint-Lucien	151 475 \$
Saint-Ludger	168 287 \$
Saint-Ludger-de-Milot	36 713 \$
Saint-Magloire	105 837 \$
Saint-Majorique-de-Grantham	45 700 \$
Saint-Malachie	118 253 \$
Saint-Malo	147 400 \$
Saint-Marc-de-Figuery	77 673 \$
Saint-Marc-du-Lac-Long	119 860 \$
Saint-Marcel	35 410 \$
Saint-Marcel-de-Richelieu	52 654 \$
Saint-Marcellin	145 843 \$
Saint-Martin	114 055 \$
Saint-Mathieu	3 190 \$
Saint-Mathieu-de-Rioux	110 445 \$
Saint-Mathieu-d'Harricana	102 423 \$
Saint-Mathieu-du-Parc	130 665 \$
Saint-Maurice	84 998 \$
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	16 821 \$
Saint-Médard	22 343 \$
Saint-Michel-des-Saints	234 103 \$
Saint-Michel-du-Squatec	89 704 \$
Saint-Modeste	59 513 \$
Saint-Moïse	103 438 \$
Saint-Narcisse	145 556 \$
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	9 651 \$
Saint-Narcisse-de-Rimouski	135 667 \$
Saint-Nazaire	120 591 \$
Saint-Nazaire-d'Acton	59 304 \$
Saint-Nazaire-de-Dorchester	79 771 \$
Saint-Nérée-de-Bellechasse	125 718 \$
Saint-Noël	53 664 \$
Saint-Norbert	24 727 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	143 985 \$
Saint-Octave-de-Métis	97 694 \$
Saint-Odilon-de-Cranbourne	146 769 \$
Saint-Omer	112 185 \$
Saint-Onésime-d'Ixworth	101 801 \$
Saint-Ours	3 867 \$
Saint-Pacôme	1 118 \$

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

<b>Municipalité</b>	<b>Annonce</b>
Saint-Pamphile	82 326 \$
Saint-Patrice-de-Beaurivage	106 973 \$
Saint-Patrice-de-Sherrington	69 163 \$
Saint-Paul-de-la-Croix	215 590 \$
Saint-Paul-de-Montminy	66 160 \$
Saint-Paulin	46 280 \$
Saint-Philémon	67 344 \$
Saint-Philibert	50 757 \$
Saint-Pie	20 810 \$
Saint-Pie-de-Guire	81 444 \$
Saint-Pierre	10 817 \$
Saint-Pierre-Baptiste	208 405 \$
Saint-Pierre-de-Broughton	307 941 \$
Saint-Pierre-de-Lamy	44 460 \$
Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	39 446 \$
Saint-Pierre-les-Becquets	4 132 \$
Saint-Polycarpe	88 908 \$
Saint-Prime	56 260 \$
Saint-Prosper	44 024 \$
Saint-Prosper-de-Champlain	78 019 \$
Saint-Raphaël	84 120 \$
Saint-Raymond	96 582 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	77 861 \$
Saint-René	106 818 \$
Saint-René-de-Matane	81 108 \$
Saint-Robert	71 562 \$
Saint-Robert-Bellarmin	70 025 \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	12 648 \$
Saint-Roch-Ouest	34 481 \$
Saint-Romain	79 262 \$
Saint-Rosaire	77 106 \$
Saint-Samuel	97 167 \$
Saints-Anges	149 418 \$
Saint-Sébastien	97 783 \$
Saint-Sévère	42 863 \$
Saint-Séverin	64 047 \$
Saint-Séverin	94 365 \$
Saint-Siméon	68 989 \$
Saint-Simon	68 456 \$
Saint-Simon	61 925 \$
Saint-Simon-les-Mines	98 387 \$
Saint-Sixte	133 475 \$
Saints-Martyrs-Canadiens	53 738 \$
Saint-Stanislas	106 836 \$
Saint-Stanislas	79 844 \$
Saint-Stanislas-de-Kostka	31 890 \$
Saint-Sylvère	96 764 \$
Saint-Sylvestre	148 963 \$
Saint-Télesphore	84 746 \$
Saint-Tharcisius	116 664 \$
Saint-Théodore-d'Acton	78 753 \$
Saint-Théophile	70 664 \$
Saint-Thomas	28 851 \$
Saint-Thomas-Didyme	120 572 \$
Saint-Thuribe	63 881 \$
Saint-Tite-des-Caps	5 350 \$
Saint-Ubalde	139 489 \$
Saint-Ulric	184 648 \$
Saint-Urbain	13 405 \$
Saint-Urbain-Premier	39 628 \$

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017**

Municipalité	Annonce
Saint-Valentin	62 629 \$
Saint-Valère	167 609 \$
Saint-Valérien	88 641 \$
Saint-Valérien-de-Milton	127 407 \$
Saint-Vallier	27 769 \$
Saint-Venant-de-Paquette	48 805 \$
Saint-Vianney	51 385 \$
Saint-Victor	174 212 \$
Saint-Wenceslas	100 854 \$
Saint-Zacharie	191 682 \$
Saint-Zénon	133 515 \$
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	113 966 \$
Saint-Zéphirin-de-Courval	83 020 \$
Sayabec	5 600 \$
Scotstown	3 797 \$
Senneterre	102 236 \$
Sept-Rivières	20 030 \$
Sheenboro	120 195 \$
Shefford	106 047 \$
Shigawake	44 319 \$
Stanbridge East	87 865 \$
Stanbridge Station	50 851 \$
Stanstead	127 433 \$
Stanstead-Est	275 886 \$
Stoke	128 002 \$
Stornoway	41 785 \$
Stratford	17 859 \$
Stukely-Sud	123 209 \$
Sutton	54 295 \$
Taschereau	103 883 \$
Témiscamingue	1 904 \$
Témiscouata-sur-le-Lac	147 196 \$
Thorne	206 740 \$
Tingwick	343 720 \$
Tourville	53 359 \$
Trécesson	109 087 \$
Très-Saint-Sacrement	109 645 \$
Tring-Jonction	18 796 \$
Trois-Rives	52 381 \$
Ulverton	124 823 \$
Upton	31 652 \$
Val-Alain	143 835 \$
Val-Brillant	81 478 \$
Valcanton	163 338 \$
Valcourt	116 949 \$
Val-des-Bois	75 604 \$
Val-des-Lacs	84 658 \$
Val-des-Monts	271 455 \$
Val-Joli	9 090 \$
Val-Racine	87 245 \$
Val-Saint-Gilles	68 403 \$
Villebois	98 480 \$
Villeroy	87 300 \$
Waltham	82 907 \$
Warden	3 977 \$
Warwick	25 810 \$
Waterville	73 954 \$
Weedon	188 684 \$
Wentworth	40 392 \$
Wentworth-Nord	156 620 \$

Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local Montants  
annoncés en 2017

Municipalité	Annonce
Westbury	76 231 \$
Wickham	47 232 \$
Wotton	209 304 \$
Yamachiche	88 667 \$
Yamaska	44 395 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 33**

**Titre**

Concernant le programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal (PAARRM), fournir:

- a) les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2012-2013;
- b) la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2017-2018.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- a) Budget disponible 2017-2018 : 31 700 000 \$.
- b) Voir la liste des municipalités ci-jointe.



**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
01	13045	Auclair	45 000 \$
01	13055	Biencourt	31 000 \$
01	12057	Cacouna	11 000 \$
01	13005	Dégelis	12 000 \$
01	10005	Esprit-Saint	18 000 \$
01	8015	Grosses-Roches	50 000 \$
01	14050	Kamouraska	15 000 \$
01	10010	La Trinité-des-Monts	16 000 \$
01	13060	Lac-des-Aigles	10 000 \$
01	13050	Lejeune	12 000 \$
01	12043	L'Isle-Verte	13 000 \$
01	9048	Métis-sur-Mer	15 000 \$
01	9077	Mont-Joli	75 000 \$
01	11045	Notre-Dame-des-Neiges	25 000 \$
01	12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	6 500 \$
01	12080	Notre-Dame-du-Portage	10 000 \$
01	13015	Packington	15 000 \$
01	13095	Pohénégamook	46 000 \$
01	13025	Rivière-Bleue	63 000 \$
01	14065	Rivière-Ouelle	20 000 \$
01	14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	150 000 \$
01	10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	15 000 \$
01	14040	Saint-André	20 000 \$
01	12015	Saint-Antonin	104 000 \$
01	12065	Saint-Arsène	16 000 \$
01	13100	Saint-Athanase	15 000 \$
01	14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	8 000 \$
01	11005	Saint-Clément	13 000 \$
01	7090	Saint-Cléophas	20 000 \$
01	12005	Saint-Cyprien	9 500 \$
01	14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	10 000 \$
01	9035	Sainte-Angèle-de-Méridci	60 000 \$
01	14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	10 000 \$
01	8023	Sainte-Félicité	50 000 \$
01	11030	Sainte-Françoise	13 000 \$
01	14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	10 000 \$
01	7040	Sainte-Îrène	48 370 \$
01	11035	Saint-Éloi	12 000 \$
01	9092	Sainte-Luce	50 000 \$
01	13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	8 000 \$
01	12030	Saint-Épiphane	50 000 \$
01	11015	Sainte-Rita	11 000 \$
01	10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	17 500 \$
01	13030	Saint-Eusèbe	12 000 \$
01	10070	Saint-Fabien	15 000 \$
01	12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	10 000 \$
01	9025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	50 477 \$
01	14045	Saint-Germain	8 000 \$
01	11020	Saint-Guy	6 119 \$
01	13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	11 000 \$
01	12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	13 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
01	11010	Saint-Jean-de-Dieu	46 000 \$
01	13010	Saint-Jean-de-la-Lande	13 000 \$
01	14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	20 000 \$
01	13040	Saint-Juste-du-Lac	10 000 \$
01	8065	Saint-Léandre	50 000 \$
01	13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	11 500 \$
01	13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	11 500 \$
01	10025	Saint-Marcellin	15 000 \$
01	11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	12 000 \$
01	11025	Saint-Médard	14 000 \$
01	13065	Saint-Michel-du-Squatec	20 000 \$
01	12020	Saint-Modeste	14 000 \$
01	10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	15 000 \$
01	14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	10 000 \$
01	14070	Saint-Pacôme	8 000 \$
01	14018	Saint-Pascal	10 000 \$
01	12035	Saint-Paul-de-la-Croix	10 000 \$
01	14060	Saint-Philippe-de-Néri	10 000 \$
01	13075	Saint-Pierre-de-Lamy	14 000 \$
01	8035	Saint-René-de-Matane	75 000 \$
01	11055	Saint-Simon	35 000 \$
01	10060	Saint-Valérien	12 607 \$
01	13073	Témiscouata-sur-le-Lac	141 500 \$
01	11040	Trois-Pistoles	10 000 \$
02	92030	Albanel	57 913 \$
02	94250	Bégin	40 000 \$
02	91020	Chambord	1 619 \$
02	93005	Desbiens	13 000 \$
02	92022	Dolbeau-Mistassini	5 722 \$
02	94220	Ferland-et-Boilleau	30 000 \$
02	92055	Girardville	49 087 \$
02	93020	Hébertville	11 500 \$
02	93025	Hébertville-Station	11 000 \$
02	91050	La Doré	22 496 \$
02	93055	Labrecque	11 500 \$
02	91005	Lac-Bouchette	15 805 \$
02	93060	Lamarche	14 000 \$
02	94210	L'Anse-Saint-Jean	50 000 \$
02	94265	Larouche	12 000 \$
02	93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	14 000 \$
02	00920	Maria-Chapdelaine	487 \$
02	93012	MétabetchouanLac-à-la-Croix	15 000 \$
02	92040	Normandin	41 283 \$
02	92060	Notre-Dame-de-Lorette	10 818 \$
02	92010	Péribonka	2 861 \$
02	94205	Petit-Saguenay	55 000 \$
02	94215	Rivière-Éternité	30 000 \$
02	91025	Roberval	14 556 \$
02	94068	Saguenay	182 742 \$
02	94255	Saint-Ambroise	40 000 \$
02	91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	5 722 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
02	92005	Saint-Augustin	21 879 \$
02	93030	Saint-Bruno	11 944 \$
02	94260	Saint-Charles-de-Bourget	30 000 \$
02	94245	Saint-David-de-Falardeau	20 000 \$
02	92050	Saint-Edmond-les-Plaines	22 128 \$
02	91030	Sainte-Hedwidge	18 557 \$
02	92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	111 991 \$
02	93075	Sainte-Monique	11 000 \$
02	94230	Sainte-Rose-du-Nord	30 000 \$
02	92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	29 113 \$
02	91042	Saint-Félicien	23 705 \$
02	94225	Saint-Félix-d'Otis	50 000 \$
02	91015	Saint-François-de-Sales	20 437 \$
02	94235	Saint-Fulgence	23 455 \$
02	93035	Saint-Gédéon	12 000 \$
02	93070	Saint-Henri-de-Taillon	11 000 \$
02	94240	Saint-Honoré	40 000 \$
02	93080	Saint-Ludger-de-Milot	12 000 \$
02	93045	Saint-Nazaire	11 000 \$
02	91035	Saint-Prime	33 408 \$
02	92070	Saint-Stanislas	27 044 \$
02	92045	Saint-Thomas-Didyme	7 357 \$
03	15065	Baie-Sainte-Catherine	25 000 \$
03	16013	Baie-Saint-Paul	30 000 \$
03	21045	Boischatel	28 300 \$
03	34030	Cap-Santé	15 000 \$
03	21035	Château-Richer	30 000 \$
03	34058	Deschambault-Grondines	25 000 \$
03	34025	Donncona	25 000 \$
03	22030	Lac-Delage	13 843 \$
03	34120	Lac-Sergent	35 000 \$
03	16048	Les Éboulements	25 000 \$
03	34007	Neuveville	35 000 \$
03	15025	Notre-Dame-des-Monts	24 953 \$
03	16005	Petite-Rivière-Saint-François	30 000 \$
03	34017	Pont-Rouge	55 967 \$
03	34048	Portneuf	50 000 \$
03	34135	Rivière-à-Pierre	25 000 \$
03	15030	Saint-Aimé-des-Lacs	20 000 \$
03	34097	Saint-Alban	25 000 \$
03	23072	Saint-Augustin-de-Desmaures	23 476 \$
03	34038	Saint-Basile	40 000 \$
03	34078	Saint-Casimir	25 000 \$
03	22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	10 467 \$
03	22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	34 453 \$
03	34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	15 000 \$
03	20010	Sainte-Famille	15 000 \$
03	20030	Sainte-Pétronille	35 000 \$
03	21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	25 000 \$
03	20005	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	30 000 \$
03	34060	Saint-Gilbert	35 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
03	16050	Saint-Hilarion	20 000 \$
03	15005	Saint-Irénée	35 000 \$
03	20015	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	15 000 \$
03	21020	Saint-Joachim	22 000 \$
03	20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	6 500 \$
03	34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	25 000 \$
03	34065	Saint-Marc-des-Carières	60 000 \$
03	20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	36 000 \$
03	34128	Saint-Raymond	55 000 \$
03	34085	Saint-Thuribe	25 000 \$
03	21005	Saint-Tite-des-Caps	33 000 \$
03	34090	Saint-Ubalde	25 000 \$
03	16055	Saint-Urbain	15 000 \$
03	22035	Stoneham-et-Tewkesbury	13 842 \$
04	37210	Batiscan	14 000 \$
04	37220	Champlain	54 000 \$
04	51080	Charette	40 000 \$
04	35040	Grandes-Piles	10 000 \$
04	35035	Hérouxville	15 000 \$
04	90017	La Bostonnais	5 000 \$
04	90012	La Tuque	40 000 \$
04	35010	Lac-aux-Sables	15 000 \$
04	90027	Lac-Édouard	5 000 \$
04	51015	Louiseville	100 000 \$
04	51008	Maskinongé	70 000 \$
04	35005	Notre-Dame-de-Montauban	10 000 \$
04	35015	Saint-Adelphe	115 000 \$
04	51065	Saint-Alexis-des-Monts	70 000 \$
04	51025	Saint-Barnabé	40 000 \$
04	51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	40 000 \$
04	37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	15 000 \$
04	51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	35 000 \$
04	37215	Sainte-Genève-de-Batiscan	15 000 \$
04	51075	Saint-Élie-de-Caxton	17 848 \$
04	35050	Sainte-Thècle	115 000 \$
04	51090	Saint-Étienne-des-Grès	15 000 \$
04	51040	Sainte-Ursule	40 000 \$
04	51045	Saint-Justin	40 000 \$
04	51035	Saint-Léon-le-Grand	70 000 \$
04	37225	Saint-Luc-de-Vincennes	50 000 \$
04	37230	Saint-Maurice	15 000 \$
04	37240	Saint-Narcisse	30 000 \$
04	51060	Saint-Paulin	70 000 \$
04	37250	Saint-Prosper-de-Champlain	40 000 \$
04	35045	Saint-Roch-de-Mékinac	10 000 \$
04	35020	Saint-Séverin	15 000 \$
04	37245	Saint-Stanislas	14 084 \$
04	35027	Saint-Tite	20 000 \$
04	36033	Shawinigan	75 000 \$
04	35055	Trois-Rives	5 858 \$
04	37067	Trois-Rivières	3 854 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
04	51020	Yamachiche	70 000 \$
05	41055	Ascot Corner	29 000 \$
05	30055	Audet	20 000 \$
05	45085	Austin	22 763 \$
05	45035	Ayer's Cliff	15 236 \$
05	44045	Barnston-Ouest	34 158 \$
05	45095	Bolton-Est	18 598 \$
05	42040	Bonsecours	16 940 \$
05	41070	Bury	27 000 \$
05	41020	Chartierville	27 000 \$
05	42110	Cleveland	30 000 \$
05	44037	Coaticook	125 000 \$
05	44071	Compton	70 000 \$
05	41038	CookshireEaton	35 724 \$
05	30090	Courcelles	19 000 \$
05	40047	Danville	50 000 \$
05	44023	Dixville	50 000 \$
05	41117	Dudswell	30 000 \$
05	41060	East Angus	37 000 \$
05	44010	East Hereford	45 000 \$
05	45093	Eastman	22 701 \$
05	30025	Frontenac	31 000 \$
05	41075	Hampden	20 000 \$
05	40005	Ham-Sud	270 000 \$
05	45043	Hatley	19 374 \$
05	45055	Hatley	24 071 \$
05	42070	Kingsbury	20 000 \$
05	41027	La Patrie	21 000 \$
05	30080	Lac-Drolet	31 000 \$
05	30030	Lac-Mégantic	35 000 \$
05	30095	Lambton	35 000 \$
05	42045	Lawrenceville	15 236
05	41085	Lingwick	25 000 \$
05	45072	Magog	56 794 \$
05	42065	Maricourt	13 000 \$
05	30035	Marston	25 000 \$
05	44060	Martinville	40 000 \$
05	42075	Melbourne	30 000 \$
05	30040	Milan	22 000 \$
05	30045	Nantes	25 000 \$
05	41037	Newport	20 000 \$
05	45050	North Hatley	15 236 \$
05	30010	Notre-Dame-des-Bois	26 000 \$
05	45020	Ogden	22 496 \$
05	45115	Orford	37 173 \$
05	30020	Piopolis	22 500 \$
05	45030	Potton	48 488
05	42032	Racine	20 000 \$
05	42098	Richmond	40 000 \$
05	40010	Saint-Adrien	90 000 \$
05	30005	Saint-Augustin-de-Woburn	27 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
05	40025	Saint-Camille	10 000 \$
05	42100	Saint-Claude	24 000 \$
05	42025	Saint-Denis-de-Brompton	20 000 \$
05	42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	18 089 \$
05	45060	Sainte-Catherine-de-Hatley	25 802 \$
05	30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	25 000 \$
05	44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	40 000 \$
05	45100	Saint-Étienne-de-Bolton	16 515 \$
05	42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	20 000 \$
05	40032	Saint-Georges-de-Windsor	20 000 \$
05	44015	Saint-Herménégilde	40 000 \$
05	41012	Saint-Isidore-de-Clifton	31 000 \$
05	30072	Saint-Ludger	25 000 \$
05	44003	Saint-Malo	40 000 \$
05	30070	Saint-Robert-Bellarmin	20 000 \$
05	30100	Saint-Romain	25 000 \$
05	30085	Saint-Sébastien	25 000 \$
05	44005	Saint-Venant-de-Paquette	8 000 \$
05	41080	Scotstown	30 000 \$
05	43027	Sherbrooke	15 000 \$
05	45008	Stanstead	17 354 \$
05	45025	Stanstead	57 060 \$
05	44050	Stanstead-Est	25 000 \$
05	42005	Stoke	32 000 \$
05	30105	Stornoway	21 000 \$
05	30110	Stratford	22 000 \$
05	45105	Stukely-Sud	22 496 \$
05	42078	Ulverton	24 000 \$
05	42060	Valcourt	25 000 \$
05	42095	Val-Joli	14 151 \$
05	30015	Val-Racine	25 000 \$
05	44080	Waterville	70 000 \$
05	41098	Weedon	21 000 \$
05	41065	Westbury	20 000 \$
05	42088	Windsor	9 000 \$
05	40017	Wotton	24 000 \$
07	84050	Alleyn-et-Cawood	25 000 \$
07	83090	Aumond	32 417 \$
07	83045	Blue Sea	32 417 \$
07	80115	Boileau	25 000 \$
07	83085	Bois-Franc	32 417 \$
07	83050	Bouchette	107 417 \$
07	80145	Bowman	28 439 \$
07	84005	Bristol	45 000 \$
07	84025	Bryson	40 000 \$
07	84030	Campbell's Bay	40 000 \$
07	82020	Cantley	32 416 \$
07	83040	Cayamant	82 417 \$
07	82025	Chelsea	32 416 \$
07	80103	Chénéville	25 000 \$
07	84090	Chichester	35 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
07	84015	Clarendon	150 000 \$
07	83070	Déléage	32 417 \$
07	83005	Denholm	69 917 \$
07	80135	Duhamel	25 000 \$
07	83075	Egan-Sud	32 417 \$
07	80005	Fassett	15 000 \$
07	81017	Gatineau	5 697 \$
07	83032	Gracefield	107 417 \$
07	83095	Grand-Remous	32 417 \$
07	83015	Kazabazua	32 417 \$
07	82035	La Pêche	32 417 \$
07	80130	Lac-des-Plages	15 000 \$
07	83020	Lac-Sainte-Marie	32 417 \$
07	80095	Lac-Simon	30 000 \$
07	82005	L'Ange-Gardien	30 000 \$
07	84035	L'Île-du-Grand-Calumet	15 000 \$
07	84082	L'Isle-aux-Allumettes	90 000 \$
07	84040	Litchfield	64 000 \$
07	80055	Lochaber	20 000 \$
07	80060	Lochaber-Partie-Ouest	10 000 \$
07	83010	Low	32 417 \$
07	83065	Maniwaki	107 417 \$
07	84065	Mansfield-et-Pontefract	40 000 \$
07	80065	Mayo	10 000 \$
07	83060	Messines	32 417 \$
07	83088	Montcerf-Lytton	69 917 \$
07	80010	Montebello	10 000 \$
07	80090	Montpellier	10 000 \$
07	80085	Mulgrave-et-Derry	30 000 \$
07	80110	Namur	27 000 \$
07	80015	Notre-Dame-de-Bonsecours	25 000 \$
07	80020	Notre-Dame-de-la-Paix	27 000 \$
07	82010	Notre-Dame-de-la-Salette	25 000 \$
07	84055	Otter Lake	50 000 \$
07	80037	Papineauville	30 000 \$
07	80045	Plaisance	15 000 \$
07	82030	Pontiac	40 000 \$
07	84020	Portage-du-Fort	15 000 \$
07	84100	Rapides-des-Joachims	15 000 \$
07	80078	Ripon	35 000 \$
07	80027	Saint-André-Avellin	25 000 \$
07	80125	Saint-Émile-de-Suffolk	7 000 \$
07	83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	32 417 \$
07	80070	Saint-Sixte	35 000 \$
07	84010	Shawville	104 000 \$
07	84095	Sheenboro	29 367 \$
07	84045	Thorne	30 000 \$
07	80050	Thurso	15 000 \$
07	80140	Val-des-Bois	22 000 \$
07	82015	Val-des-Monts	32 417 \$
07	84070	Waltham	35 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
08	85080	Angliers	12 000 \$
08	87050	Authier	10 000 \$
08	87100	Authier-Nord	15 000 \$
08	85020	Béarn	10 000 \$
08	89050	Belcourt	10 016 \$
08	85065	Belleterre	5 000 \$
08	88070	Berry	62 000 \$
08	88005	Champneuf	7 000 \$
08	87075	Clerval	90 000 \$
08	85030	Duhamel-Ouest	14 000 \$
08	87085	Dupuy	66 000 \$
08	85055	Fugèreville	14 000 \$
08	87020	Gallichan	20 000 \$
08	85095	Guérin	31 500 \$
08	85010	Kipawa	5 000 \$
08	88030	La Corne	10 000 \$
08	88015	La Morandière	11 895 \$
08	88045	La Motte	20 000 \$
08	87080	La Reine	20 000 \$
08	85070	Laforce	8 000 \$
08	88035	Landrienne	60 000 \$
08	85060	Latulipe-et-Gaboury	11 000 \$
08	88080	Launay	13 000 \$
08	85050	Laverlochère	10 000 \$
08	85037	Lorrainville	11 500 \$
08	87058	Macamic	80 000 \$
08	89015	Malartic	40 000 \$
08	85075	Moffet	6 000 \$
08	85100	Nédélec	58 800 \$
08	87115	Normétal	20 000 \$
08	85090	Notre-Dame-du-Nord	10 000 \$
08	87025	Palmarolle	40 000 \$
08	87035	Poularies	20 000 \$
08	88090	Preissac	30 000 \$
08	87010	Rapide-Danseur	15 000 \$
08	85105	Rémigny	9 000 \$
08	89010	Rivière-Héva	25 000 \$
08	88010	Rochebaucourt	30 000 \$
08	86042	Rouyn-Noranda	153 811 \$
08	85045	Saint-Bruno-de-Guigues	38 000 \$
08	88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	35 000 \$
08	85015	Saint-Édouard-de-Fabre	15 400 \$
08	87030	Sainte-Germaine-Boulé	26 415 \$
08	88085	Sainte-Gertrude-Manneville	39 000 \$
08	87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	15 000 \$
08	85085	Saint-Eugène-de-Guigues	7 000 \$
08	88060	Saint-Félix-de-Dalquier	29 000 \$
08	87120	Saint-Lambert	20 000 \$
08	88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	15 000 \$
08	89040	Senneterre	40 000 \$
08	89045	Senneterre	20 000 \$



**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
08	87042	Taschereau	20 000 \$
08	85005	Témiscaming	1 547 \$
08	00850	Témiscamingue	1 800 \$
08	88075	Trécesson	25 000 \$
08	89008	Val-d'Or	250 000 \$
08	87105	Val-Saint-Gilles	15 000 \$
08	85025	Ville-Marie	57 413 \$
09	98030	Aguanish	20 000 \$
09	98035	Baie-Johan-Beetz	2 000 \$
09	98005	Blanc-Sablon	6 000 \$
09	98010	Bonne-Espérance	4 000 \$
09	96035	Chute-aux-Outardes	10 000 \$
09	98014	Gros-Mécatina	5 000 \$
09	98040	Havre-Saint-Pierre	9 000 \$
09	95018	Les Bergeronnes	15 000 \$
09	95025	Les Escoumins	25 000 \$
09	98020	L'Île-d'Anticosti	10 000 \$
09	98045	Longue-Pointe-de-Mingan	6 000 \$
09	95032	Longue-Rive	14 021 \$
09	98025	Natashquan	10 000 \$
09	96025	Pointe-Lebel	10 000 \$
09	98055	Rivière-au-Tonnerre	8 249 \$
09	95010	Sacré-Coeur	15 000 \$
09	98012	Saint-Augustin	11 000 \$
09	95005	Tadoussac	70 000 \$
10	99020	Chapais	25 000 \$
10	99060	GR d'Eeyou Istchee Baie-James	36 036 \$
10	99015	Matagami	25 000 \$
11	4047	Cap-Chat	9 000 \$
11	5060	Caplan	9 913 \$
11	6013	Carleton-sur-Mer	14 843 \$
11	5077	CascapédiaSaint-Jules	7 333 \$
11	2028	Chandler	25 262 \$
11	3010	Cloridorme	7 000 \$
11	6025	Escuminac	8 053 \$
11	2015	Grande-Rivière	10 000 \$
11	3020	Grande-Vallée	10 000 \$
11	1042	Grosse-Île	15 000 \$
11	5025	Hope	6 890 \$
11	5020	Hope Town	2 769 \$
11	6060	L'Ascension-de-Patapédia	5 215 \$
11	1023	Les Îles-de-la-Madeleine	35 971 \$
11	6005	Maria	19 756 \$
11	6045	Matapédia	6 210 \$
11	4015	Mont-Saint-Pierre	8 000 \$
11	3025	Murdochville	7 000 \$
11	5040	New Carlisle	4 250 \$
11	5070	New Richmond	15 940 \$
11	6020	Nouvelle	16 800 \$
11	5032	Paspébiac	14 913 \$
11	2005	Percé	10 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
11	3015	Petite-Vallée	5 000 \$
11	6030	Pointe-à-la-Croix	5 780 \$
11	2047	Port-DanielGascons	14 100 \$
11	6035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	4 692 \$
11	4020	Rivière-à-Claude	3 474 \$
11	6050	Saint-Alexis-de-Matapédia	6 056 \$
11	5065	Saint-Alphonse	6 825 \$
11	6040	Saint-André-de-Restigouche	6 256 \$
11	4037	Sainte-Anne-des-Monts	15 000 \$
11	5050	Saint-Elzéar	3 980 \$
11	2010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	5 000 \$
11	6055	Saint-François-d'Assise	8 110 \$
11	5015	Saint-Godefroi	7 127 \$
11	4010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	8 000 \$
11	5055	Saint-Siméon	10 290 \$
11	5010	Shigawake	3 496 \$
12	31056	Adstock	65 373 \$
12	19037	Armagh	14 954 \$
12	27028	Beauceville	39 000 \$
12	31008	Beaulac-Garthby	20 000 \$
12	18065	Berthier-sur-Mer	10 000 \$
12	18045	Cap-Saint-Ignace	10 000 \$
12	31015	Disraeli	29 000 \$
12	31020	Disraeli	31 000 \$
12	33040	Dosquet	10 000 \$
12	31122	East Broughton	25 000 \$
12	26005	Frampton	12 000 \$
12	19070	Honfleur	54 000 \$
12	31040	Irlande	20 000 \$
12	31105	Kinnear's Mills	30 000 \$
12	19090	La Durantaye	14 000 \$
12	29030	La Guadeloupe	10 000 \$
12	28053	Lac-Etchemin	14 800 \$
12	18010	Lac-Frontière	8 000 \$
12	29095	Lac-Poulin	12 000 \$
12	33060	Laurier-Station	30 000 \$
12	25213	Lévis	79 018 \$
12	17078	L'Islet	30 000 \$
12	33115	Lotbinière	30 000 \$
12	18050	Montmagny	150 000 \$
12	19010	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	44 000 \$
12	29120	Notre-Dame-des-Pins	15 000 \$
12	18040	Notre-Dame-du-Rosaire	25 000 \$
12	33085	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	30 000 \$
12	31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	45 000 \$
12	17015	Saint-Adalbert	10 000 \$
12	31095	Saint-Adrien-d'Irlande	40 000 \$
12	27015	Saint-Alfred	20 000 \$
12	19062	Saint-Anselme	14 000 \$
12	18070	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	7 773 \$
12	33090	Saint-Apollinaire	30 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
12	17055	Saint-Aubert	8 000 \$
12	28025	Saint-Benjamin	39 000 \$
12	29100	Saint-Benoît-Labre	22 000 \$
12	26055	Saint-Bernard	28 000 \$
12	28070	Saint-Camille-de-Lellis	14 000 \$
12	19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	14 000 \$
12	29057	Saint-Côme-Linière	35 000 \$
12	28040	Saint-Cyprien	40 000 \$
12	17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	10 000 \$
12	17040	Saint-Damase-de-L'Islet	8 000 \$
12	19030	Saint-Damien-de-Buckland	14 000 \$
12	33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	40 000 \$
12	18025	Sainte-Apolline-de-Patton	8 000 \$
12	28015	Sainte-Aurélie	20 000 \$
12	19055	Sainte-Claire	14 000 \$
12	31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	33 643 \$
12	33102	Sainte-Croix	10 000 \$
12	33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	50 000 \$
12	18035	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	8 000 \$
12	17025	Sainte-Félicité	10 000 \$
12	26040	Sainte-Hénédine	15 000 \$
12	28045	Sainte-Justine	39 000 \$
12	17060	Sainte-Louise	8 000 \$
12	18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	15 000 \$
12	26022	Saint-Elzéar	15 000 \$
12	26035	Sainte-Marguerite	15 000 \$
12	26030	Sainte-Marie	20 000 \$
12	17030	Sainte-Perpétue	8 000 \$
12	29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	52 000 \$
12	31050	Sainte-Praxède	25 000 \$
12	28065	Sainte-Sabine	14 000 \$
12	29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	20 000 \$
12	18015	Saint-Fabien-de-Panet	8 000 \$
12	31030	Saint-Fortunat	40 000 \$
12	18060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	50 000 \$
12	27065	Saint-Frédéric	25 000 \$
12	29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	32 000 \$
12	19075	Saint-Gervais	14 000 \$
12	33035	Saint-Gilles	50 000 \$
12	19068	Saint-Henri	15 000 \$
12	29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	10 000 \$
12	29038	Saint-Honoré-de-Shenley	25 000 \$
12	26063	Saint-Isidore	15 000 \$
12	31140	Saint-Jacques-de-Leeds	25 000 \$
12	31025	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	35 000 \$
12	17070	Saint-Jean-Port-Joli	50 000 \$
12	27043	Saint-Joseph-de-Beauce	18 000 \$
12	31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	50 000 \$
12	27050	Saint-Joseph-des-Érables	10 343 \$
12	27055	Saint-Jules	14 000 \$
12	31035	Saint-Julien	50 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
12	18005	Saint-Just-de-Bretenières	10 000 \$
12	26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	34 000 \$
12	19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	14 000 \$
12	19020	Saint-Léon-de-Standon	19 000 \$
12	28035	Saint-Louis-de-Gonzague	19 400 \$
12	28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	14 000 \$
12	28075	Saint-Magloire	39 000 \$
12	19025	Saint-Malachie	89 000 \$
12	17020	Saint-Marcel	8 000 \$
12	29045	Saint-Martin	38 000 \$
12	19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	14 000 \$
12	33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	35 000 \$
12	19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	14 000 \$
12	19045	Saint-Nérée-de-Bellechasse	35 000 \$
12	27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	34 000 \$
12	17005	Saint-Omer	10 000 \$
12	17010	Saint-Pamphile	10 000 \$
12	33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	20 000 \$
12	18030	Saint-Paul-de-Montminy	10 000 \$
12	19005	Saint-Philémon	64 000 \$
12	29065	Saint-Philibert	22 608 \$
12	31135	Saint-Pierre-de-Broughton	40 000 \$
12	18055	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	10 000 \$
12	28020	Saint-Prosper	40 000 \$
12	19082	Saint-Raphaël	64 000 \$
12	29050	Saint-René	15 000 \$
12	17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	10 000 \$
12	26010	Saints-Anges	29 000 \$
12	27070	Saint-Séverin	10 000 \$
12	29125	Saint-Simon-les-Mines	21 000 \$
12	33007	Saint-Sylvestre	20 000 \$
12	29005	Saint-Théophile	20 000 \$
12	19117	Saint-Vallier	14 000 \$
12	27008	Saint-Victor	25 000 \$
12	28005	Saint-Zacharie	28 148 \$
12	26048	Scott	12 000 \$
12	17035	Tourville	15 000 \$
12	27060	Tring-Jonction	14 000 \$
12	33070	Val-Alain	30 000 \$
12	26015	Vallée-Jonction	15 000 \$
14	52035	Berthierville	9 000 \$
14	60005	Charlemagne	5 000 \$
14	62047	Chertsey	29 500 \$
14	61013	Crabtree	11 919 \$
14	62053	Entrelacs	40 000 \$
14	52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	4 000 \$
14	52017	Lanoraie	12 000 \$
14	60028	L'Assomption	8 669 \$
14	52007	Lavaltrie	21 500 \$
14	60040	L'Épiphanie	11 000 \$
14	52095	Mandeville	19 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
14	64015	Mascouche	39 523 \$
14	00620	Matawinie	3 793 \$
14	62055	Notre-Dame-de-la-Merci	20 000 \$
14	61045	Notre-Dame-de-Lourdes	11 920 \$
14	62037	Rawdon	48 000 \$
14	60013	Repentigny	8 000 \$
14	63023	Saint-Alexis	9 000 \$
14	62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	32 000 \$
14	61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	11 920 \$
14	52055	Saint-Barthélemy	17 000 \$
14	63055	Saint-Calixte	34 000 \$
14	52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	4 000 \$
14	62065	Saint-Côme	21 000 \$
14	52062	Saint-Cuthbert	16 000 \$
14	62075	Saint-Damien	18 000 \$
14	52090	Saint-Didace	16 000 \$
14	62060	Saint-Donat	20 000 \$
14	62020	Sainte-Béatrix	14 000 \$
14	52030	Sainte-Élisabeth	9 000 \$
14	62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	12 000 \$
14	52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	8 500 \$
14	63060	Sainte-Julienne	52 000 \$
14	62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	10 000 \$
14	63005	Sainte-Marie-Salomé	11 920 \$
14	61050	Sainte-Mélanie	11 920 \$
14	63030	Saint-Esprit	13 200 \$
14	62007	Saint-Félix-de-Valois	18 000 \$
14	52080	Saint-Gabriel	18 000 \$
14	52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	14 333 \$
14	52045	Saint-Ignace-de-Loyola	8 500 \$
14	63013	Saint-Jacques	11 920 \$
14	62015	Saint-Jean-de-Matha	18 646 \$
14	63065	Saint-Liguori	11 920 \$
14	63048	Saint-LinLaurentides	103 836 \$
14	62085	Saint-Michel-des-Saints	30 381 \$
14	52070	Saint-Norbert	31 000 \$
14	61005	Saint-Paul	11 920 \$
14	61020	Saint-Pierre	3 000 \$
14	63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	28 000 \$
14	63040	Saint-Roch-Ouest	3 800 \$
14	60020	Saint-Sulpice	1 509 \$
14	61027	Saint-Thomas	11 920 \$
14	62080	Saint-Zénon	62 474 \$
14	64008	Terrebonne	18 165 \$
15	78070	Amherst	23 000 \$
15	78060	Arundel	40 000 \$
15	78050	Barkmere	13 925 \$
15	78075	Brébeuf	17 000 \$
15	76043	Brownsburg-Chatham	25 000 \$
15	79065	Chute-Saint-Philippe	20 000 \$
15	77011	Estérel	10 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
15	79097	Ferme-Neuve	250 000 \$
15	76025	Gore	45 000 \$
15	76055	Grenville	50 000 \$
15	76052	Grenville-sur-la-Rouge	30 000 \$
15	76065	Harrington	25 000 \$
15	78065	Huberdeau	18 000 \$
15	78042	Ivry-sur-le-Lac	10 000 \$
15	79025	Kiamika	18 000 \$
15	78115	La Conception	35 000 \$
15	79047	La Macaza	23 500 \$
15	78130	La Minerve	17 000 \$
15	78120	Labelle	50 000 \$
15	79078	Lac-des-Écorces	27 537 \$
15	77055	Lac-des-Seize-Îles	40 000 \$
15	79015	Lac-du-Cerf	24 500 \$
15	76020	Lachute	40 000 \$
15	79060	Lac-Saguay	55 000 \$
15	79105	Lac-Saint-Paul	20 000 \$
15	78095	Lac-Supérieur	16 000 \$
15	78015	Lantier	21 707 \$
15	79050	L'Ascension	20 000 \$
15	73025	Lorraine	19 901 \$
15	76030	Mille-Isles	32 000 \$
15	74005	Mirabel	132 255 \$
15	78055	Montcalm	35 000 \$
15	79088	Mont-Laurier	94 000 \$
15	79110	Mont-Saint-Michel	90 000 \$
15	78102	Mont-Tremblant	65 000 \$
15	77050	Morin-Heights	50 000 \$
15	79030	Nominingue	49 000 \$
15	79010	Notre-Dame-de-Pontmain	17 000 \$
15	79005	Notre-Dame-du-Laus	25 000 \$
15	77030	Piedmont	10 000 \$
15	75040	Prévost	10 000 \$
15	79037	Rivière-Rouge	54 000 \$
15	73020	Rosemère	6 900 \$
15	77065	Saint-Adolphe-d'Howard	20 000 \$
15	79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	14 000 \$
15	76008	Saint-André-d'Argenteuil	24 170 \$
15	75005	Saint-Colomban	25 000 \$
15	77022	Sainte-Adèle	50 000 \$
15	78032	Sainte-Agathe-des-Monts	20 000 \$
15	77035	Sainte-Anne-des-Lacs	20 000 \$
15	79115	Sainte-Anne-du-Lac	18 000 \$
15	78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	35 000 \$
15	77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	30 000 \$
15	75028	Sainte-Sophie	79 250 \$
15	72005	Saint-Eustache	17 200 \$
15	78047	Saint-FaustinLac-Carré	17 000 \$
15	75045	Saint-Hippolyte	41 250 \$
15	75017	Saint-Jérôme	15 319 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
15	78010	Val-David	50 000 \$
15	78100	Val-des-Lacs	25 000 \$
15	78005	Val-Morin	25 000 \$
15	76035	Wentworth	30 000 \$
15	77060	Wentworth-Nord	32 000 \$
16	46005	Abercorn	25 000 \$
16	48028	Acton Vale	14 000 \$
16	55008	Ange-Gardien	12 000 \$
16	46035	Bedford	40 000 \$
16	46040	Bedford	10 000 \$
16	48005	Béthanie	21 000 \$
16	46065	Bolton-Ouest	15 000 \$
16	58033	Boucherville	16 341 \$
16	46090	Brigham	30 000 \$
16	46070	Brome	20 000 \$
16	59030	Calixa-Lavallée	5 750 \$
16	67020	Candiac	7 500 \$
16	59035	Contrecoeur	10 500 \$
16	71040	Coteau-du-Lac	10 500 \$
16	67025	Delson	5 000 \$
16	69075	Dundee	13 506 \$
16	46050	Dunham	40 000 \$
16	46085	East Farnham	20 000 \$
16	69050	Elgin	14 761 \$
16	46112	Farnham	25 000 \$
16	69010	Franklin	16 532 \$
16	46010	Frelighsburg	20 000 \$
16	69060	Godmanchester	17 580 \$
16	47017	Granby	99 665 \$
16	69005	Havelock	13 592 \$
16	68015	Hemmingford	29 347 \$
16	56042	Henryville	12 000 \$
16	69045	Hinchinbrooke	30 519 \$
16	69025	Howick	11 628 \$
16	69055	Huntingdon	13 486 \$
16	67015	La Prairie	7 784 \$
16	54035	La Présentation	15 000 \$
16	46075	Lac-Brome	51 039 \$
16	56023	Lacolle	16 770 \$
16	71050	Les Cèdres	10 500 \$
16	71033	Les Coteaux	11 000 \$
16	58227	Longueuil	5 547 \$
16	55048	Marieville	13 000 \$
16	53010	Massueville	12 000 \$
16	56097	Mont-Saint-Grégoire	10 000 \$
16	68030	Napierville	14 553 \$
16	46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	30 000 \$
16	56015	Noyan	11 000 \$
16	69037	Ormstown	18 746 \$
16	46025	Pike River	10 000 \$
16	71055	Pointe-des-Cascades	11 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
16	71140	Pointe-Fortune	12 676 \$
16	55057	Richelieu	20 366 \$
16	71133	Rigaud	80 000 \$
16	71005	Rivière-Beaudette	11 000 \$
16	55037	Rougemont	11 000 \$
16	48015	Roxton	10 000 \$
16	48010	Roxton Falls	16 000 \$
16	47047	Roxton Pond	15 500 \$
16	53015	Saint-Aimé	12 000 \$
16	56055	Saint-Alexandre	11 583 \$
16	47010	Saint-Alphonse-de-Granby	40 000 \$
16	59015	Saint-Amable	10 275 \$
16	69070	Saint-Anicet	20 616 \$
16	57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	8 936 \$
16	46017	Saint-Armand	40 000 \$
16	68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	16 521 \$
16	54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	18 000 \$
16	58037	Saint-Bruno-de-Montarville	8 171 \$
16	55023	Saint-Césaire	13 000 \$
16	57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	8 936 \$
16	69017	Saint-Chrysostome	29 283 \$
16	71045	Saint-Clet	50 000 \$
16	67035	Saint-Constant	15 864 \$
16	68035	Saint-Cyprien-de-Napierville	15 087 \$
16	54017	Saint-Damase	100 000 \$
16	53005	Saint-David	20 000 \$
16	57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	8 936 \$
16	54060	Saint-Dominique	80 000 \$
16	55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	11 000 \$
16	56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	11 000 \$
16	53065	Sainte-Anne-de-Sorel	5 000 \$
16	69065	Sainte-Barbe	14 445 \$
16	56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	12 000 \$
16	67030	Sainte-Catherine	11 362 \$
16	47055	Sainte-Cécile-de-Milton	11 000 \$
16	48020	Sainte-Christine	15 000 \$
16	68020	Sainte-Clotilde	15 257 \$
16	68045	Saint-Édouard	13 438 \$
16	54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	20 000 \$
16	59010	Sainte-Julie	12 000 \$
16	71115	Sainte-Justine-de-Newton	11 000 \$
16	54025	Sainte-Madeleine	8 936 \$
16	54030	Sainte-Marie-Madeleine	8 937 \$
16	71110	Sainte-Marthe	11 000 \$
16	70012	Sainte-Martine	29 962 \$
16	46105	Sainte-Sabine	30 000 \$
16	53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	5 072 \$
16	56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	13 000 \$
16	53085	Saint-Gérard-Majella	5 000 \$
16	54100	Saint-Hugues	15 000 \$
16	54048	Saint-Hyacinthe	27 473 \$



**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
16	46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	30 000 \$
16	67040	Saint-Isidore	274 711 \$
16	68040	Saint-Jacques-le-Mineur	14 714 \$
16	57033	Saint-Jean-Baptiste	8 936 \$
16	56083	Saint-Jean-sur-Richelieu	52 181 \$
16	47040	Saint-Joachim-de-Sheffield	21 232 \$
16	54110	Saint-Jude	1 100 \$
16	71105	Saint-Lazare	11 000 \$
16	54072	Saint-Liboire	15 000 \$
16	54120	Saint-Louis	13 000 \$
16	54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	14 000 \$
16	57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	8 936 \$
16	55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	20 367 \$
16	67005	Saint-Mathieu	3 393 \$
16	68050	Saint-Michel	27 522 \$
16	48050	Saint-Nazaire-d'Acton	16 000 \$
16	53032	Saint-Ours	6 000 \$
16	68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	15 436 \$
16	55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	11 000 \$
16	56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	14 251 \$
16	67010	Saint-Philippe	5 000 \$
16	54008	Saint-Pie	15 000 \$
16	71020	Saint-Polycarpe	10 500 \$
16	68055	Saint-Rémi	8 681 \$
16	53020	Saint-Robert	7 000 \$
16	53040	Saint-Roch-de-Richelieu	5 000 \$
16	56050	Saint-Sébastien	10 000 \$
16	54090	Saint-Simon	15 000 \$
16	71015	Saint-Télesphore	80 000 \$
16	48045	Saint-Théodore-d'Acton	8 500 \$
16	70005	Saint-Urbain-Premier	13 729 \$
16	56030	Saint-Valentin	12 889 \$
16	54065	Saint-Valérien-de-Milton	17 500 \$
16	71025	Saint-Zotique	10 000 \$
16	70052	Salaberry-de-Valleyfield	73 871 \$
16	47035	Sheffield	35 000 \$
16	46045	Stanbridge East	30 000 \$
16	46030	Stanbridge Station	20 000 \$
16	46058	Sutton	45 000 \$
16	71075	Terrasse-Vaudreuil	41 774 \$
16	71125	Très-Saint-Rédempteur	10 500 \$
16	69030	Très-Saint-Sacrement	15 386 \$
16	48038	Upton	20 000 \$
16	59020	Varennes	11 592 \$
16	71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	25 000 \$
16	56005	Venise-en-Québec	11 000 \$
16	59025	Verchères	8 850 \$
16	47030	Warden	35 000 \$
16	47025	Waterloo	35 000 \$
16	53072	Yamaska	9 000 \$
17	50013	Aston-Jonction	15 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
17	50100	Baie-du-Febvre	20 000 \$
17	38010	Bécancour	18 000 \$
17	39030	Chesterville	22 000 \$
17	39152	Daveluyville	15 000 \$
17	38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	15 000 \$
17	49015	Durham-Sud	9 500 \$
17	38047	Fortierville	20 000 \$
17	50065	Grand-Saint-Esprit	15 000 \$
17	39010	Ham-Nord	20 000 \$
17	32058	Inverness	20 932 \$
17	39097	Kingsey Falls	15 000 \$
17	50085	La Visitation-de-Yamaska	15 514 \$
17	32072	Laurierville	12 000 \$
17	49025	L'Avenir	11 000 \$
17	49020	Lefebvre	10 000 \$
17	32065	Lyster	30 000 \$
17	39165	Maddington Falls	15 000 \$
17	38028	Manseau	10 000 \$
17	50072	Nicolet	18 000 \$
17	39015	Notre-Dame-de-Ham	13 000 \$
17	32080	Notre-Dame-de-Lourdes	16 000 \$
17	49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	22 500 \$
17	38055	Parisville	10 000 \$
17	50113	Pierreville	15 000 \$
17	32040	Plessisville	17 000 \$
17	32045	Plessisville	17 000 \$
17	32033	Princeville	30 000 \$
17	39085	Saint-Albert	18 000 \$
17	49125	Saint-Bonaventure	10 000 \$
17	50030	Saint-Célestin	9 000 \$
17	50035	Saint-Célestin	18 000 \$
17	39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	15 000 \$
17	49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	19 000 \$
17	49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	15 000 \$
17	38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	15 000 \$
17	39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	19 000 \$
17	49100	Saint-Edmond-de-Grantham	15 000 \$
17	39090	Sainte-Élizabeth-de-Warwick	13 000 \$
17	50005	Sainte-Eulalie	12 000 \$
17	38035	Sainte-Françoise	10 000 \$
17	39035	Sainte-Hélène-de-Chester	19 000 \$
17	50095	Saint-Elphège	15 000 \$
17	38015	Sainte-Marie-de-Blandford	10 000 \$
17	50057	Sainte-Monique	10 000 \$
17	50050	Sainte-Perpétue	10 000 \$
17	39105	Sainte-Séraphine	13 000 \$
17	38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	10 000 \$
17	32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	16 000 \$
17	49105	Saint-Eugène	19 000 \$
17	49005	Saint-Félix-de-Kingsey	66 255 \$
17	32013	Saint-Ferdinand	20 000 \$

**Annexe à la question 33**  
**Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal**  
**Montants annoncés en 2017-2018 par municipalité**

RA	Code	Municipalité	Annonce
Enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale			
17	50128	Saint-François-du-Lac	12 000 \$
17	49048	Saint-Germain-de-Grantham	22 500 \$
17	49113	Saint-Guillaume	12 000 \$
17	50042	Saint-Léonard-d'Aston	15 000 \$
17	39170	Saint-Louis-de-Blandford	12 000 \$
17	49030	Saint-Lucien	20 000 \$
17	49095	Saint-Majorique-de-Grantham	16 000 \$
17	39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	18 000 \$
17	49130	Saint-Pie-de-Guire	10 000 \$
17	32050	Saint-Pierre-Baptiste	30 000 \$
17	38065	Saint-Pierre-les-Becquets	10 000 \$
17	39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	15 000 \$
17	39145	Saint-Rosaire	16 000 \$
17	39130	Saint-Samuel	17 000 \$
17	39005	Saints-Martyrs-Canadiens	12 500 \$
17	38005	Saint-Sylvère	10 000 \$
17	39135	Saint-Valère	16 000 \$
17	50023	Saint-Wenceslas	10 000 \$
17	50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	10 000 \$
17	39025	Tingwick	66 000 \$
17	39062	Victoriaville	25 000 \$
17	32085	Villeroy	16 000 \$
17	39077	Warwick	21 000 \$
17	49040	Wickham	15 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 34

<b>Titre</b>	
Bilan du Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun, au 31 mars 2016 et au 31 décembre 2017, en précisant:	
a) les montants versés à chacun des organismes publics de transport;	
b) le nombre total d'automobilistes, dans chacune des municipalités, ayant versé la contribution de 30 \$;	
c) statistiques d'achalandage des organismes publics de transport en commun (en %, selon la provenance des usagers).	
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>	
a) Montants versés (en milliers de dollars au 26 février 2018)	
Autorité régionale de transport métropolitain	59 680
Réseau de transport de la Capitale	11 028
Société de transport de Lévis	1 555
Société de transport de l'Outaouais	5 191
Société de transport de Trois-Rivières	2 573
Société de transport du Saguenay	2 799
Société de transport de Sherbrooke	2 879
b) Nombre total d'automobilistes, ayant versé la contribution de 30 \$, au 26 février 2018 : 2 856 800	
Nombre total d'automobilistes par municipalité au 31 décembre 2017	
<b>Autorité régionale de transport métropolitain</b>	<b>Au 31 décembre 2017</b>
<b>Région de Montréal</b>	
Richelieu	3 527
Saint-Mathias-sur-Richelieu	3 220
Chambly	18 727
Carignan	7 166
Saint-Basile-le-Grand	10 672
McMasterville	3 492
Otterburn Park	5 540
Mont-Saint-Hilaire	11 891
Beloeil	14 384
Sainte-Julie	19 507
Saint-Amable	8 553
Varennes	14 092
Saint-Philippe	4 721
La Prairie	15 456
Candiac	13 210
Delson	5 072
Sainte-Catherine	11 300
Saint-Constant	18 313
Mercier	8 780
Châteauguay	28 588

Autorité régionale de transport métropolitain	Au 31 décembre 2017
Léry	1 745
Beauharnois	8 778
L'Île-Perrot	7 076
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	7 369
Pincourt	9 468
Terrasse-Vaudreuil	1 345
Vaudreuil-Dorion	24 241
Vaudreuil-sur-le-lac	281
Hudson	3 741
Saint-Lazare	13 666
Charlemagne	4 064
Repentigny	54 297
Terrebone	72 474
Mascouche	30 676
Saint-Eustache	28 143
Deux-Montagnes	10 511
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	11 772
Pointe-Calumet	4 318
Saint-Joseph-du-Lac	4 681
Boisbriand	16 528
Sainte-Thérèse	16 088
Blainville	36 987
Rosemère	9 154
Lorraine	6 145
Bois-des-Filion	6 309
Sainte-Anne-des-Plaines	9 073
Saint-Jérôme	46 438
Verchères	3 865
Saint-Sulpice	2 507
Contrecoeur	5 653
L'Assomption	14 639
Mirabel	34 851
<b>Longueuil</b>	
Longueuil	133 146
Brossard	47 408
Saint-Lambert	12 162
Boucherville	25 951
Saint-Bruno-de-Montarville	16 453
<b>Laval</b>	
Laval	240 294
<b>Montréal</b>	
Montréal	650 648
Montréal-Est	1 819
Westmount	8 958
Montréal-Ouest	2 530
Côte-Saint-Luc	15 237
Hampstead	3 750
Mont-Royal	10 241
Dorval	10 814
Pointe-Claire	17 792
Kirkland	12 695
Beaconsfield	11 804
Baie d'Urfé	2 322
Sainte-Anne-de-Bellevue	2 603
Senneville	634
Dollard-des-Ormeaux	27 599

Communauté métropolitaine de Québec	Au 31 décembre 2017
Région de Québec	
Boischatel	4 944
Wendake	1 520
Lévis	
Lévis	93 346
Québec	
Québec	295 379
Saint-Augustin-de-Desmaures	13 024
Ancienne-Lorette	10 799

Outaouais	Au 31 décembre 2017
Gatineau	160 506
Cantley	7 709
Chelsea	4 889

Autres régions	Au 31 décembre 2017
Sherbrooke	95 761
Saguenay	93 438
Trois-Rivières	85 651

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 35**

**Titre**

Liste des projets des organismes de transport en commun pour lesquels la SOFIL a versé en aides financières en 2017-2018, avec ventilation des montants versés par organisme et par projet. Fournir la liste des projets refusés.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Liste des projets autorisés en 2017-2018**

L'annexe ci-jointe présente les projets d'immobilisation en transport en commun qui ont été autorisés par le Ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en 2017-2018 dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations en transport en commun de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) 2014-2019. La contribution gouvernementale totale à ces projets se chiffre à près de 28,2 M\$, dont environ 11,0 M\$ (39 %) proviennent du gouvernement provincial et 17,2 M\$ (61 %) du gouvernement fédéral.

**Liste des projets refusés en 2017-2018**

Aucun projet pour la SOFIL n'a été refusé pendant l'année 2017-2018. Les organismes s'enquièrent généralement de l'admissibilité de leurs projets avant d'effectuer une demande d'aide financière formelle au Ministère.

**Projets de transport collectif autorisés par le Ministère en 2017-2018 dans le cadre de la  
Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL)**

PROJETS APPROUVÉS EN 2017-2018	SOFIL Montant autorisé <sup>1</sup>
<b>RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE</b>	
Acquisition de 24 midibus hybrides	16 782 685 \$
Acquisition de 12 autobus hybrides 2016	8 477 325 \$
Camionnette de dépannage	65 179 \$
<b>SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL</b>	
Tour grande révision : Réfection partielle de la salle mécanique et de la plomberie générale	470 237 \$
<b>SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES</b>	
Acquisition de 4 autobus hybrides 2014	2 396 117 \$

<sup>1</sup> Le montant autorisé correspond à 85 % des dépenses admissibles. Les projets figurant dans la liste ont tous été autorisés dans le cadre de la SOFIL 2014-2019.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 36

**Titre**

Liste et détail des contrats de démolition d'infrastructures routières octroyés par le ministère, avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, au cours de l'année 2017-2018.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question se retrouve à la question générale 7.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 37

**Titre**

Liste et détail des montants consacrés par le ministère en 2017-2018 à l'inspection et l'entretien des ponts, des viaducs et d'autres structures similaires sous sa juridiction. Ventilation par structure et par dépense (entretien ou inspection). Fournir les prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le montant que le Ministère prévoit consacrer à l'entretien des ponts, des viaducs et d'autres structures similaires pour 2017-2018 est 1 134,5 M\$<sup>1</sup>.

Le Ministère a la gestion d'environ 9 700 structures au Québec, incluant les structures municipales reprises en janvier 2008. En conséquence, il est impossible de fournir dans cette réponse les montants consacrés à l'entretien et à l'inspection de chaque structure, car l'information demandée est trop volumineuse.

Ainsi, les dépenses d'inspection et d'entretien par structure pourront être fournies sur demande pour des ponts en particulier seulement.

<sup>1</sup> Le montant correspond aux activités connexes (honoraires de professionnels, services publics et activités immobilières) et aux travaux relatifs aux projets de structures du Ministère (réseau supérieur) et de structures municipales (réseau municipal sous la responsabilité du Ministère), selon la programmation initiale respective. La contribution des partenaires est incluse. Ce montant ne comprend pas les frais généraux (administration, rémunération, frais de déplacement, loyer, frais d'intérêts temporaires, etc.).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 38**

**Titre**

Liste détaillée des acquisitions, des dispositions et des ventes de terrains et d'immeubles par le ministère en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Voir les tableaux ci-joints :

- Dossiers d'acquisitions d'immeubles en 2017-2018 pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018;
- Dossiers des ventes d'immeubles en 2017-2018 pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018.

Dossiers d'acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2017-2018  
pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Région	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	300,00 \$	2017-10-18	
Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	300,00 \$	2017-10-18	
Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	300,00 \$	2017-07-21	
Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	1 275,00 \$	2017-07-26	
Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	1 506,00 \$	2017-11-02	
Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	350,00 \$	2018-02-15	
Abitibi-Témis.- N. Québec	Sainte-Gertrude-Manneville (M)	300,00 \$	2018-01-23	
Bas-St-Laurent	Saint-Antonin (M)	6 029,00 \$	2017-10-31	
Bas-St-Laurent	Amqui (V)	300,00 \$	2018-02-19	
Bas-St-Laurent	Amqui (V)	3 300,00 \$	2017-11-28	
Bas-St-Laurent	Amqui (V)	3 625,00 \$	2017-11-22	
Bas-St-Laurent	Amqui (V)	5 000,00 \$	2017-12-07	
Bas-St-Laurent	Sainte-Flavie (P)	4 800,00 \$	2017-06-26	
Bas-St-Laurent	Sainte-Jeanne-d'Arc (P)	300,00 \$	2017-11-10	
Bas-St-Laurent	Sainte-Jeanne-d'Arc (P)	500,00 \$	2017-11-27	
Bas-St-Laurent	Saint-Honoré-de-Témiscouata (M)	133 000,00 \$	2017-12-21	
Bas-St-Laurent	Saint-Honoré-de-Témiscouata (M)	265 000,00 \$	2018-01-08	
Bas-St-Laurent	Saint-Honoré-de-Témiscouata (M)	300 000,00 \$	2017-06-19	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	500,00 \$	2017-04-10	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	600,00 \$	2017-12-15	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	900,00 \$	2017-10-23	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	900,00 \$	2017-09-25	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	1 100,00 \$	2017-05-19	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	1 300,00 \$	2017-08-24	
Bas-St-Laurent	Saint-Léon-le-Grand (P)	5 115,00 \$	2017-11-27	
Bas-St-Laurent	Saint-Louis-du-Ha! Ha! (P)	100 000,00 \$	2017-08-09	
Bas-St-Laurent	Saint-Louis-du-Ha! Ha! (P)	355 000,00 \$	2017-12-12	
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	1 200,00 \$	2017-04-13	
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	3 000,00 \$	2017-07-18	
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	43 209,00 \$	2017-04-11	
Bas-St-Laurent	Amqui (V)	2 200,00 \$	2017-11-17	
Bas-St-Laurent	Amqui (V)	3 125,00 \$	2017-12-15	
Bas-St-Laurent	Dégelis (V)	600,00 \$	2014-04-20	
Bas-St-Laurent	Dégelis (V)	1 100,00 \$	2017-07-20	
Bas-St-Laurent	Grosses-Roches (M)	600,00 \$	2017-10-31	
Bas-St-Laurent	Grosses-Roches (M)	750,00 \$	2017-09-11	
Bas-St-Laurent	Sainte-Angèle-de-Méridi (M)	300,00 \$	2017-12-21	
Bas-St-Laurent	Saint-Honoré-de-Témiscouata (M)	240 000,00 \$	2017-09-14	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	650,00 \$	2017-08-21	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	702,00 \$	2018-01-11	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	1 000,00 \$	2017-09-20	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	1 209,00 \$	2018-01-19	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	1 818,00 \$	2017-07-17	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	2 122,00 \$	2017-10-18	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	2 570,00 \$	2017-07-13	

Dossiers d'acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2017-2018  
pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Région	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	3 050,00 \$	2017-10-05	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	3 200,00 \$	2017-04-12	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	4 100,00 \$	2017-06-12	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	10 300,00 \$	2017-04-11	
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	6 000,00 \$	2017-04-11	
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	8 150,00 \$	2018-02-01	
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	125 000,00 \$	2017-08-25	
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	156 850,00 \$	2017-06-05	
Bas-St-Laurent	Saint-Anaclet-de-Lessard (P)	250,00 \$	2017-11-01	
Bas-St-Laurent	Témiscouata-sur-le-Lac (V)	600,00 \$	2017-04-24	
Bas-St-Laurent	Amqui (V)	700,00 \$	2017-09-05	
Bas-St-Laurent	Saint-Antonin (M)	1 000,00 \$	2017-06-06	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	700,00 \$	2017-05-09	
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	3 407,00 \$	2017-04-07	
Bas-St-Laurent	Dégelis (V)	2 287,00 \$		2017-11-07
Bas-St-Laurent	Dégelis (V)	3 329,00 \$		2017-11-07
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	976,00 \$		2017-11-20
Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	1 962,00 \$		2017-11-17
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	5 300,00 \$		2017-07-27
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	23 345,00 \$		2017-07-25
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	26 809,00 \$		2017-07-20
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	27 786,00 \$		2017-08-09
Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	32 350,00 \$		2017-08-09
Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	600,00 \$	2017-09-11	
Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	800,00 \$	2017-04-06	
Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	800,00 \$	2017-04-06	
Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	2 000,00 \$	2018-02-08	
Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	8 200,00 \$	2017-07-14	
Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	468 000,00 \$	2017-09-27	
Chaudière-Appalaches	Sacré-Coeur-de-Jésus (P)	500,00 \$	2017-07-13	
Chaudière-Appalaches	Saint-Alfred (M)	500,00 \$	2017-06-29	
Chaudière-Appalaches	Saint-Alfred (M)	2 200,00 \$	2017-09-13	
Chaudière-Appalaches	Saint-Anselme (M)	6 000,00 \$	2017-04-10	
Chaudière-Appalaches	Saint-Anselme (M)	11 500,00 \$	2017-07-19	
Chaudière-Appalaches	Saint-Bernard (M)	1 200,00 \$	2017-12-20	
Chaudière-Appalaches	Saint-Damase-de-L'Islet (M)	500,00 \$	2017-09-27	
Chaudière-Appalaches	Saint-Damase-de-L'Islet (M)	700,00 \$	2017-09-08	
Chaudière-Appalaches	Sainte-Croix (M)	400,00 \$	2017-10-24	
Chaudière-Appalaches	Sainte-Hénédine (P)	600,00 \$	2017-10-03	
Chaudière-Appalaches	Sainte-Hénédine (P)	600,00 \$	2017-10-13	
Chaudière-Appalaches	Sainte-Hénédine (P)	650,00 \$	2017-05-11	
Chaudière-Appalaches	Sainte-Hénédine (P)	1 100,00 \$	2017-09-12	
Chaudière-Appalaches	Sainte-Hénédine (P)	1 300,00 \$	2017-04-10	
Chaudière-Appalaches	Sainte-Hénédine (P)	2 300,00 \$	2017-04-24	
Chaudière-Appalaches	Sainte-Hénédine (P)	2 800,00 \$	2017-04-24	
Chaudière-Appalaches	Sainte-Hénédine (P)	3 500,00 \$	2017-07-07	
Chaudière-Appalaches	Saint-Frédéric (P)	500,00 \$	2018-02-08	

Dossiers d'acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2017-2018  
pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Région	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
Chaudière-Appalaches	Saint-Henri (M)	7 000,00 \$	2018-01-10	
Chaudière-Appalaches	Saint-Julien (M)	400,00 \$	2018-01-30	
Chaudière-Appalaches	Saint-Odilon-de-Cranbourne (P)	400,00 \$	2017-09-20	
Chaudière-Appalaches	Saint-Odilon-de-Cranbourne (P)	500,00 \$	2017-09-20	
Chaudière-Appalaches	Saint-Odilon-de-Cranbourne (P)	500,00 \$	2017-11-08	
Chaudière-Appalaches	Saint-Odilon-de-Cranbourne (P)	3 700,00 \$	2017-12-18	
Chaudière-Appalaches	Saint-Pamphile (V)	500,00 \$	2017-10-30	
Chaudière-Appalaches	Saint-Zacharie (M)	500,00 \$	2017-12-15	
Chaudière-Appalaches	Saint-Zacharie (M)	500,00 \$	2017-12-18	
Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	7 500,00 \$	2018-01-31	
Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-des-Pins (P)	30 000,00 \$	2017-11-23	
Chaudière-Appalaches	Saint-Anselme (M)	115 000,00 \$	2017-09-22	
Chaudière-Appalaches	Sainte-Apolline-de-Patton (P)	900,00 \$	2017-09-26	
Chaudière-Appalaches	Saint-Louis-de-Gonzague (M)	400,00 \$	2017-04-26	
Chaudière-Appalaches	Saint-Flavien (M) et autres	16 743,00 \$	2017-09-27	
Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-des-Pins (P)	8 000,00 \$	2017-11-23	
Chaudière-Appalaches	Saint-Alfred (M)	1 000,00 \$	2017-10-26	
Chaudière-Appalaches	Saint-Édouard-de-Lotbinière (P)	500,00 \$	2017-11-29	
Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	24 550,00 \$		2017-10-06
Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	378 275,00 \$		2017-11-24
Chaudière-Appalaches	Saint-Anselme (M)	43 916,00 \$		2017-09-14
Côte-Nord	Les Bergeronnes (M)	6 714,00 \$	2017-04-06	
Côte-Nord	Natashquan (M)	1 500,00 \$	2017-04-05	
Côte-Nord	Les Bergeronnes (M)	501,00 \$	2017-06-02	
Côte-Nord	Les Bergeronnes (M)	24 000,00 \$	2017-11-09	
Est-de-la-Montérégie	Saint-Antoine-sur-Richelieu (M)	800,00 \$	2017-11-07	
Estrie	Lingwick (CT)	330,00 \$	2018-01-31	
Estrie	Lingwick (CT)	335,00 \$	2017-10-19	
Estrie	Lingwick (CT)	370,00 \$	2017-10-31	
Estrie	Martinville (M)	150,00 \$	2017-10-06	
Estrie	Martinville (M)	330,00 \$	2017-10-06	
Estrie	Newport (M)	385,00 \$	2017-06-09	
Estrie	Newport (M)	425,00 \$	2017-05-25	
Estrie	Notre-Dame-des-Bois (M)	410,00 \$	2017-05-19	
Estrie	Sainte-Edwidge-de-Clifton (CT)	330,00 \$	2017-07-10	
Estrie	Sherbrooke (V)	400,00 \$	2017-10-06	
Estrie	Sherbrooke (V)	68 222,00 \$	2017-06-06	
Estrie	Valcourt (CT)	420,00 \$	2017-06-16	
Estrie	Sherbrooke (V)	280 000,00 \$		
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	1 800,00 \$	2017-10-03	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	217 282,00 \$	2018-01-23	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Les Îles-de-la-Madeleine (M)	1 754,00 \$	2017-04-26	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Saint-Maxime-du-Mont-Louis (M)	2 040,00 \$	2017-09-19	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	167 000,00 \$	2017-09-20	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	La Martre (M)	1 350,00 \$	2017-08-02	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Percé (V)	900,00 \$	2018-02-14	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Les Îles-de-la-Madeleine (M)	30 000,00 \$	2017-11-02	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Cloridorme (CT)	700,00 \$	2017-04-06	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Cloridorme (CT)	800,00 \$	2017-08-15	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	1 000,00 \$	2018-02-20	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Grande-Vallée (M)	700,00 \$	2018-01-22	

Dossiers d'acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2017-2018  
pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Région	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Grande-Vallée (M)	800,00 \$	2017-12-04	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Grande-Vallée (M)	900,00 \$	2017-12-04	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Les Îles-de-la-Madeleine (M)	350,00 \$	2018-01-18	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Percé (V)	600,00 \$	2017-11-08	
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	364,00 \$		2017-09-18
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	400,00 \$		2017-04-11
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	436,00 \$		2017-04-11
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	449,00 \$		2017-05-26
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	2 428,00 \$		2017-04-11
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	2 842,00 \$		2017-05-30
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	3 000,00 \$		2017-07-20
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	3 090,00 \$		2017-04-11
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	4 000,00 \$		2017-10-06
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	14 861,00 \$		2017-05-26
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	20 428,00 \$		2017-05-26
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	208 339,00 \$		2017-07-21
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Percé (V)	1 132,00 \$		2017-12-08
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Pointe-à-la-Croix (M)	10 000,00 \$		2017-08-23
Ile-de-Montréal	Montréal (V)	64 245,00 \$		2017-04-28
Ile-de-Montréal	Westmount (V)	62 961,00 \$		2017-04-13
Ile-de-Montréal	Montréal (V)	1,00 \$		2017-04-13
Laurentides-Lanaudière	Brébeuf (P)	1 000,00 \$	2017-08-04	
Laurentides-Lanaudière	Saint-Gabriel-de-Brandon (M)	1 500,00 \$	2017-05-03	
Laurentides-Lanaudière	Saint-Jérôme (V)	400,00 \$	2017-04-19	
Laurentides-Lanaudière	Notre-Dame-du-Laus (M)	1 000,00 \$	2017-10-24	
Laurentides-Lanaudière	Notre-Dame-du-Laus (M)	3 600,00 \$	2017-11-14	
Laurentides-Lanaudière	Brownsburg-Chatham (V)	300,00 \$	2017-11-22	
Laurentides-Lanaudière	Sainte-Agathe-des-Monts (V)	350,00 \$	2017-12-15	
Laurentides-Lanaudière	Sainte-Julienne (M)	1 793,00 \$	2017-04-21	
Laurentides-Lanaudière	Saint-Gabriel-de-Brandon (M)	500,00 \$	2017-11-17	
Laurentides-Lanaudière	Rivière-Rouge (V)	8 415,00 \$		2017-10-24
Laurentides-Lanaudière	Saint-Colomban (V)	10 500,00 \$		2017-04-20
Laurentides-Lanaudière	Saint-Jérôme (V)	1 500,00 \$		2017-08-08
Métropolitaine de Montréal	Vaudreuil-Dorion (V)	12 500,00 \$	2017-05-04	
Ouest-de-la-Montérégie	Sainte-Justine-de-Newton (M)	800,00 \$	2017-05-02	
Ouest-de-la-Montérégie	Très-Saint-Rédempteur (M)	2 320,00 \$	2017-04-12	
Outaouais	Bouchette (M)	4 203,00 \$	2017-04-04	
Outaouais	Gatineau (V)	2 257,00 \$	2017-11-20	
Outaouais	La Pêche (M)	569,00 \$	2018-02-14	
Outaouais	La Pêche (M)	620,00 \$	2017-10-05	
Outaouais	La Pêche (M)	627,00 \$	2017-10-05	
Outaouais	Low (CT)	865,00 \$	2017-04-21	
Québec	L'Ancienne-Lorette (V)	2 600,00 \$	2017-04-18	
Québec	L'Isle-aux-Coudres (M)	1 300,00 \$	2017-04-06	
Québec	Saint-Gilbert (P)	2 000,00 \$	2017-06-01	
Québec	Saint-Irénée (P)	350,00 \$	2017-04-06	
Québec	Saint-Léonard-de-Portneuf (M)	500,00 \$	2017-05-04	
Québec	Saint-Raymond (V)	2 000,00 \$	2017-05-09	
Québec	Saint-Raymond (V)	11 667,00 \$	2017-11-27	
Québec	Saint-Urbain (P)	1 300,00 \$	2017-08-31	
Québec	Shannon (M)	6 000,00 \$	2017-12-07	

Dossiers d'acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2017-2018  
pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Région	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
Québec	La Malbaie (V)	1 100,00 \$	2018-01-30	
Québec	Stoneham-et-Tewkesbury (CU)	2 600,00 \$	2017-04-10	
Québec	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans (M)	500,00 \$	2017-04-19	
Québec	Saint-Irénée (P)	2 000,00 \$	2017-06-19	
Québec	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans (M)	2 100,00 \$	2017-10-27	
Québec	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans (M)	8 200,00 \$	2018-01-26	
Québec	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans (M)	17 000,00 \$	2018-01-09	
Québec	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans (M)	23 700,00 \$	2018-01-18	
Québec	L'Ancienne-Lorette (V)	345 828,00 \$		2017-04-04
Québec	Stoneham-et-Tewkesbury (CU)	2 890,00 \$		2017-12-04
Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	570 787,00 \$	2017-07-17	
Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Petit-Saguenay (M)	150 000,00 \$	2017-05-10	
Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Nazaire (M)	375 000,00 \$	2017-09-27	
Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Nazaire (M)	15 000,00 \$	2017-08-07	
Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Péribonka (M)	432,00 \$	2017-10-30	
Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Péribonka (M)	877,00 \$	2017-11-13	
Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Nazaire (M)	240 000,00 \$		2017-04-12
Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Nazaire (M)	255 000,00 \$		2017-04-12
Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Nazaire (M)	265 000,00 \$		2017-04-12
Région de la Mauricie	Trois-Rives (M)	4 000,00 \$	2017-04-06	
Région de la Mauricie	Trois-Rives (M)	7 000,00 \$	2017-12-18	
Région de la Mauricie	La Bostonnais (M)	500,00 \$	2018-02-14	
Région de la Mauricie	La Bostonnais (M)	900,00 \$	2018-01-15	
Région de la Mauricie	Saint-Alexis-des-Monts (P)	2 700,00 \$	2017-07-24	
Région de la Mauricie	Champlain (M)	8 185,00 \$	2017-04-06	
Région de la Mauricie	La Bostonnais (M)	500,00 \$	2018-02-01	
Région de la Mauricie	La Bostonnais (M)	600,00 \$	2017-12-04	
Région de la Mauricie	Saint-Boniface (M)	700,00 \$	2017-07-27	
Région de la Mauricie	Saint-Maurice (P)	500,00 \$	2017-07-18	
Région de la Mauricie	Saint-Maurice (P)	800,00 \$	2018-01-19	
Région de la Mauricie	Saint-Roch-de-Mékinac (P)	3 000,00 \$	2017-07-27	
Région de la Mauricie	Saint-Roch-de-Mékinac (P)	900,00 \$	2017-12-05	
Région de la Mauricie	Trois-Rivières (V)	2 300,00 \$	2017-04-07	
Région de la Mauricie	Saint-Roch-de-Mékinac (P)	25 400,00 \$		2017-05-15
Région de la Mauricie	Saint-Stanislas (M)	16 908,00 \$		2017-11-13
Région du centre du Québec	Lefebvre (M)	600,00 \$	2017-04-11	
Région du centre du Québec	Lefebvre (M)	700,00 \$	2017-07-04	
Région du centre du Québec	Princeville (V)	1 600,00 \$	2017-04-28	
Région du centre du Québec	Lefebvre (M)	3 220,00 \$	2017-09-28	
Région du centre du Québec	Lefebvre (M)	7 100,00 \$	2017-09-26	
Région du centre du Québec	Sainte-Hélène-de-Chester (M)	1 700,00 \$	2017-04-07	



Dossiers d'acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2017-2018  
pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018

Région	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
Région du centre du Québec	Drummondville (V)	500,00 \$	2017-08-09	

**Tableau des ventes d'immeubles 2017-2018**  
**pour la période de 1er avril 2017 au 28 février 2018**

Région	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
Estrie	7 ptie, 8 ptie		Bolton-Ouest	2017-08-08	2 000,00 \$	Vente de terrain
Estrie	5536478	P 9B P 10 RG 15	Cleveland	2017-07-25	2 100,00 \$	Vente de terrain
Estrie	4666471 ptie		Ayer's Cliff	2017-04-12	2 171,96 \$	Vente de terrain
Estrie	4237143		Saint-Alphonse,	2017-08-14	3 860,00 \$	Vente de terrain
Estrie	5206113	P 1-A RG 3 ancien lot	Saint-Augustin-de-Woburn	2017-05-23	5 000,00 \$	Vente de terrain
Estrie	3556964	P-14.C	Sainte-Cécile-de-Milton	2017-03-22	1 600,00 \$	Vente de terrain
Estrie			Sherbrook	2017-06-19	75 000,00 \$	Mainlevée
Québec	5401475		La Malbaie	2017-04-20	500,00 \$	Servitude publique
Québec	5276025, 6040626		L'Isle-aux-Coudres	2017-09-08	4 700,00 \$	Vente de terrain
Québec	6049367, 6049366		Québec	2017-07-07	50 000,00 \$	Vente de terrain
Québec	P1046631			2017-11-22	54 210,00 \$	Vente de terrain
Québec	6085538,6085543, 6085541, 6085542		Québec	2017-05-25	166 918,00 \$	Vente de terrain
Québec	6085538,6085543, 6085541,6085542		Québec	2018-02-27	750 000,00 \$	Vente de terrain
Chaudière-Appalaches	6 008 963		Saint-Éphrem-de-Beauce	2017-04-13	500,00 \$	Vente de terrain
Chaudière-Appalaches	3 949 760 Ptie		Saint-Flavien	2017-09-27	750,00 \$	Autre
Chaudière-Appalaches	6 031 713		Lévis	2017-08-30	900,00 \$	Vente de terrain
Chaudière-Appalaches	6 049 586, 6049586 Ptie		Saint-Magloire-de-Bellechass	2017-04-28	1 000,00 \$	Vente de terrain
Chaudière-Appalaches	6008947,6008945, 6008946, 6008944		Sainte-Marie	2017-05-10	1 800,00 \$	Vente de terrain
Chaudière-Appalaches	l1		Saint-Antoine-de-Tilly	2018-02-07	6 800,00 \$	Vente de terrain
Chaudière-Appalaches	5904063		Lévis	2017-09-12	10 400,00 \$	Vente de terrain
Chaudière-Appalaches	6008947,6008945, 6008946, 6008944		Sainte-Marie	2017-06-29	11 600,00 \$	Vente de terrain
Chaudière-Appalaches	5904062		Lévis	2017-06-15	20 000,00 \$	Vente de terrain
Chaudière-Appalaches	6008947,6008945, 6008946, 6008944		Sainte-Marie	2017-05-10	24 000,00 \$	Vente de terrain
Chaudière-Appalaches	3042249 ptie, 3042250 ptie, 3042249		Montmagny,	2017-08-07	25 100,00 \$	Vente de terrain
Gaspésie-Îles-de-Madeleine			Percé	2018-02-21	400,00 \$	Vente de terrain
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	l1	P-119-11 RG SUD DE L	Gaspé	2017-09-21	1 000,00 \$	Échange
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	4 509 254		Chandler,	2017-10-26	8 000,00 \$	Vente de bâtiment
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	l1	P373	New Richmond	2017-03-07	19 000,00 \$	Vente de terrain
Gaspésie-Îles-de-Madeleine			Témiscouata-sur-le-Lac	2017-03-01	2 425,00 \$	Vente de terrain
Gaspésie-Îles-de-Madeleine			Dégelis	2017-07-06	1,00 \$	Vente de terrain

**Tableau des ventes d'immeubles 2017-2018**  
**pour la période de 1er avril 2017 au 28 février 2018**

Région	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	I1	PTIE-44 RG 1, P- 75 RG2	Saint-Anaclet-de-Lessard,	2017-11-01	217,44 \$	Échange
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	4436243,2615415, 2615422 Ptie, 4436243 Ptie		Cabano	2017-04-20	521,85 \$	Échange
Gaspésie-Îles-de-Madeleine	5 545 892 ptie, 5546806		Notre-Dame-des-Neiges,	2018-02-07	1 050,00 \$	Vente de terrain
Laurentides-Lanaudière	I1	P34 RG5	Saint-Faustin - Lac-Carré	2017-10-20	100,00 \$	Vente de terrain
Laurentides-Lanaudière	I1	P610 RG 6	Saint-Gabriel-de-Brandon	2017-09-15	500,00 \$	Vente de terrain
Laurentides-Lanaudière	I1	P58 RG 8	Entrelacs	2017-10-03	1 500,00 \$	Vente de terrain
Laurentides-Lanaudière	6037718		Saint-Côme	2017-06-30	2 100,00 \$	Vente de terrain
Laurentides-Lanaudière	17B ptie	3	Grenville	2017-07-25	34 000,00 \$	Vente de terrain
Laurentides-Lanaudière	28 ptie	1	Montcalm	2017-11-16	60 001,00 \$	Vente terrain bâtim
Laurentides-Lanaudière	I1	P-38	Saint-Faustin - Lac-Carré	2017-06-21	188 797,00 \$	Mainlevée
Laurentides-Lanaudière	45A ptie	RSORR	Rivière-Rouge	2017-03-03	12 000,00 \$	Vente de terrain
Outaouais	P2C	RG3	La Pêche	2017-11-07	36 000,00 \$	Mainlevée

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 39

##### Titre

Liste et détail des consultations menées par le ministère auprès des communautés autochtones en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019. Fournir le nom et le salaire (ou les contrats octroyés) de tout négociateur embauché par le ministère pour mener ces consultations.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

###### Objet des consultations

Le Ministère a l'obligation de consulter et d'accommoder, s'il y a lieu, les communautés autochtones lorsque des projets peuvent porter atteinte à leurs droits ancestraux.

Les projets suivants ont fait l'objet de consultations de la part du Ministère en 2017-2018 :

- Autoroute 5 – Tronçon III;
- Autoroute 85 – Tronçon entre Saint-Antonin et Saint-Louis-du-Ha! Ha!;
- Reconstruction du Pont de la rivière Cascapédia;
- Nouveau pont de l'Île d'Orléans;
- Pont Honoré-Mercier;
- Prolongement de la route 138 entre Kegaska et La Romaine et entre Tête-à-la-Baleine et La Tabatière ;

Dans le continuum de la consultation et à la demande des communautés, le Ministère a rencontré en 2017-2018, la Première Nation Malécite de Viger pour le projet de l'autoroute 85. La communauté Algonquine de Kitigan Zibi a été rencontrée en décembre 2017 pour le prolongement de l'autoroute 5.

D'autres consultations amorcées avant 2017-2018 par le Ministère sont toujours en cours, mais n'ont donné lieu à aucune activité au cours de la dernière année.

###### Moyen utilisé

Dans le cadre des démarches de consultations menées par le Ministère, les communautés autochtones sont d'abord contactées par lettre, puis des rencontres sont ensuite organisées au besoin.

###### Date des rencontres

###### Prolongement de l'autoroute 5 - Tronçon III

Algonquins de Kitigan Zibi

- 12 décembre 2017, à Kitigan Zibi

###### Autoroute 85 – Tronçon entre Saint-Antonin et Saint-Louis-du-Ha! Ha!

- 29 mars 2017, à Cacouna
- 18 juillet 2017, dans les bureaux du Ministère à Québec
- 18 décembre 2017, à Cacouna

###### Pont de la rivière Cascapédia

Micmacs de Gesgapegiag

- 12 octobre 2017, à Gesgapegiag

**Pont de l'Île d'Orléans**

Huron-Wendat de Wendake

- 15 décembre 2017, à Wendake

**Pont Honoré-Mercier**

Mohawks de Kahnawake

- 28 avril 2017 pour présenter la solution optimale à long terme retenue pour le projet majeur;
- 27 juillet 2017, à Kahnawake pour les études et les terrains requis pour la planification du projet;
- 20 novembre 2017, à Kahnawake, pour le comité transport.

**Prolongement de la route 138 entre Kegaska et La Romaine et entre Tête-à-la-Baleine et La Tabatière. : une rencontre avec chacune des communautés a eu lieu en 2017-2018 :**

- Unamen Shipu, le 2 novembre 2017, redémarrage du projet;
- Nutashkuan, le 12 décembre 2017, redémarrage du projet;
- Pakua Shipi, le 25 octobre 2017, redémarrage du projet.

**Communautés et personnes consultées**

- Conseil des Algonquins de Kitigan Zibi;
- Conseil de la Première Nation Malécite de Viger;
- Communauté Micmacs de Gesgapegiag
- Conseil Huron-Wendat de Wendake
- Conseil des Mohawks de Kahnawake

**Négociateurs**

Le négociateur du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes coordonne les discussions avec les autochtones dans le cadre du projet du pont Honoré-Mercier. Le Ministère n'a eu recours à aucun négociateur dans le cadre des autres consultations tenues en 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 40

<b>Titre</b>		
Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019. Ventiler en spécifiant les parts respectives de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) et du gouvernement fédéral.		
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>		
Le gouvernement du Québec apporte un soutien financier important au transport collectif. Le tableau qui suit présente, pour l'année 2017-2018, l'implication financière du gouvernement dans les transports collectifs pour l'ensemble du Québec. Les sommes consacrées par le Ministère au transport collectif provenant des crédits annuels et les sommes provenant de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) s'y trouvent. Les sommes affectées au Programme d'aide financière du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun (PAFFITC) sont également présentées.		
	<b>2017-2018 (prévision)</b>	<b>Ventilation des sources de revenus</b>
	<b>(M\$)</b>	
<b>Montants versés — SOFIL et PAFFITC <sup>(1)</sup> :</b>	<b>101,5</b>	<b>SOFIL et PAFFITC</b>
Aide aux immobilisations (service de dette) <sup>(2)</sup>	521,4	FORT
Aide aux Conseils intermunicipal de transport et aux Organismes municipals et intermunicipals de transport <sup>(3)</sup>	28,0	FORT
Aide au transport adapté <sup>(3)</sup>	95,8	Crédits
Adaptation des taxis et autocars	2,5	Crédits
Aide gouvernementale du Fonds vert	162,3	Fonds vert
Aide à l'acquisition d'autobus scolaires	0,9	Crédits
Autres subventions <sup>(4)</sup>	45,8	FORT
Droit sur l'immatriculation (30 \$) :	85,7	FORT
Essence région de Montréal <sup>(5)</sup> :	97,7	Extra budgétaire
Essence Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine <sup>(6)</sup> :	1,4	FORT
<p>(1) Enveloppe au comptant.</p> <p>(2) Comprend le service de dette du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP), du métro, de la SOFIL et du PAFFITC.</p> <p>(3) Données budgétaires.</p> <p>(4) Inclut un soutien à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM).</p> <p>(5) Correspond à 3,0 cents le litre d'essence versé à l'ARTM.</p> <p>(6) Correspond au 1,0 cent le litre d'essence versé au Régie intermunicipale de transport Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (RÉGIM).</p>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 41

<b>Titre</b> Crédits affectés, par programme, à la voirie locale depuis 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2018-2019. Ventiler en spécifiant les parts respectives de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.			
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>			
<b>2017-2018</b>			
Nouvelle structure de programmes :			
<ul style="list-style-type: none"><li>Programmes d'aide financière à la voirie locale approuvés par le Secrétariat du Conseil du trésor pour la période 2017-2018</li><li>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</li></ul>			
<b>Programme</b>	<b>Budget estimé (\$)</b>	<b>Ministère</b>	<b>Fonds des réseaux de transport terrestre</b>
<b>Programmes d'aide financière à la voirie locale</b>			
Axe d'intervention 1 : Planification <ul style="list-style-type: none"><li>Plan d'intervention en infrastructures routières locales</li><li>Plan d'intervention de sécurité routière en milieu municipal</li></ul>	10 000 000		100 %
Axe 2 : Immobilisation <ul style="list-style-type: none"><li>Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal</li><li>Programme d'aide à la réfection des ouvrages d'art municipaux</li><li>Réhabilitation du réseau routier local :<ul style="list-style-type: none"><li>Volet Redressement des infrastructures routières locales</li><li>Volet Accélération des investissements sur le réseau routier local</li></ul></li></ul>	83 700 000		100 %
Axe d'intervention 3 : Entretien <ul style="list-style-type: none"><li>Programme d'aide à l'entretien des routes d'accès aux localités isolées</li></ul>	1 500 000	62,5 %	37,5 %
<b>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</b>	79 500 000		100 %
<b>Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) et gouvernement fédéral</b>			
Le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec résulte d'une entente Canada-Québec relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence, et ce, afin d'assurer le financement des infrastructures municipales et locales dans une perspective de développement durable.			
Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire est le gestionnaire du programme. Celui-ci est la porte d'entrée des programmations municipales et il en assure la gestion financière par la SOFIL. En vertu des règles du programme, la SOFIL a le mandat de verser une aide financière aux municipalités et organismes municipaux qui auront reçu l'autorisation du Ministère en ce qui a trait à la programmation des travaux en voirie locale.			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 42

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des projets de voies réservées à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir, pour chaque région, la liste des projets reportés depuis 2007 et la liste des projets réalisés en 2017-2018 (incluant leurs coûts).</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Ces projets sont tous relatifs aux projets du Réseau de transport métropolitain ou d'autorités organisatrices de transports et, en conséquence, sont associés à leur territoire et à leur créneau d'intervention.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 43

**Titre**

Sommes dépensées par le Ministère en 2017-2018 pour l'achat ou l'entretien de véhicules électriques ou hybrides. Fournir le nombre total de ces véhicules faisant partie du parc automobile du Ministère, en pourcentage du total.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

En 2017-2018, 70 véhicules ont été achetés pour un montant de 2 846 585 \$.

Le montant dépensé pour l'entretien périodique (pneus, freins, huile, etc.) et l'ensemble des réparations de ces véhicules pour l'année 2017-2018 est 524 253 \$.

Nombre de véhicules faisant parties du parc automobile du Ministère\* :

Électriques ou hybrides rechargeables :	183 véhicules
Hybrides :	79 véhicules

\* Données extraites le 28 février 2018 (ce nombre inclut les véhicules en utilisation par le Fonds de gestion de l'équipement roulant).

Ces véhicules représentent 6,3 % de l'ensemble du parc du Ministère ou 22 % de son parc de véhicules légers à potentiel électrique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 44

<p><b>Titre</b></p> <p>Sommes octroyées en vertu du Programme d'aide visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre (PAREGES), ainsi que la liste et le détail des programmes ou des projets financés.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le Programme d'aide visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre étant terminé depuis le 31 décembre 2013, aucun montant n'a été octroyé en 2018-2019.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 45

<p><b>Titre</b></p> <p>État d'avancement et coûts reliés aux études, aux scénarios ou aux analyses concernant les projets de tramway à Québec, à Montréal, à Laval et dans toute autre ville du Québec (s'il y a lieu).</p>
<p><b>Québec-Lévis</b></p> <p>À l'hiver 2015, les maires des municipalités de Québec et de Lévis ont tenu une conférence de presse pour annoncer les résultats des études sur l'implantation d'un réseau de tramway qui ont conclu à l'opportunité de mettre en place un système rapide par bus (SRB) sur une emprise exclusive sur une distance de 37,8 km, plutôt qu'un tramway.</p> <p>En mars 2016, le Conseil des ministres a autorisé la mise à l'étude du projet et a autorisé un montant de 12,5 M\$ au Plan québécois des infrastructures 2016-2026. En mars 2017, un montant additionnel de 56 M\$ a été annoncé dans le cadre du budget 2017-2018 pour la réalisation des plans et devis et la finalisation du dossier d'affaires.</p> <p>Le 18 avril 2017, le maire de Lévis, M. Gilles Lehouillier, a annoncé publiquement qu'il se retirait du projet. À la suite de cette annonce, le 20 avril 2017, le maire de Québec, M. Régis Labeaume, a décidé de mettre fin au projet de SRB Québec-Lévis.</p> <p>Le 26 avril 2017, le Ministère a demandé au Réseau de transport de la Capitale (RTC) d'arrêter les travaux relatifs à l'élaboration des études d'avant-projet ainsi que l'élaboration d'un dossier d'affaires. Le Ministère a également demandé les intrants techniques liés au projet SRB Québec-Lévis et un bilan des réalisations et des dépenses.</p> <p>Les études réalisées à ce jour par le RTC dans le cadre du bureau de projet SRB Québec-Lévis serviront d'intrants au développement d'un projet de transport collectif structurant à Québec. Le nouveau réseau mettra à profit, selon les secteurs, les solutions de transport les mieux adaptées aux besoins de déplacement, notamment un tramway.</p> <p><b>Le Projet structurant de transport collectif à Québec</b></p> <p>Le 16 mars 2018, le gouvernement du Québec et la Ville de Québec ont annoncé la mise sur pied, pour la Capitale Nationale, d'un réseau structurant de transport en commun. Le projet vise à mettre en place un système de transport collectif structurant sur le territoire de la Ville de Québec. Afin de rejoindre le plus grand nombre de résidents, du centre-ville aux banlieues, en toute saison, le projet comportera divers modes de transport interconnectés sur une longueur totale de 56 km, répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• ligne de tramway de 23 km;</li><li>• ligne de trambus de 17 km;</li><li>• infrastructures destinées au transport collectif tel que des voies réservées de 16 km.</li></ul> <p>La Ville de Québec estime la valeur du projet à environ 3,3 G\$. Le projet est inscrit « en planification » au Plan québécois des infrastructures 2018-2028, et une somme de 215 M\$ a été réservée pour permettre à la ville de réaliser notamment des plans et devis à compter de 2018-2019.</p> <p>Le Québec entend demander un financement fédéral en infrastructures pour ce projet.</p>

**Gatineau**

En juin 2012, la Société de transport de l’Outaouais (STO) déposait un premier rapport d’étape d’une étude de faisabilité pour des voies réservées aux autobus en site propre dans le secteur ouest de la ville de Gatineau. En septembre 2012, compte tenu de l’ampleur anticipée du projet, le Ministère demande à la STO de réaliser une étude d’opportunité plus détaillée afin de correspondre aux pratiques en matière de gouvernance des projets majeurs d’infrastructure publique et de répondre aux exigences du Programme d’aide gouvernementale au transport collectif des personnes.

Le 26 mai 2017, les villes de Gatineau et d’Ottawa signent un protocole d’entente en vue de l’arrimage de leurs réseaux de transport collectif. L’entente prépare l’entrée en service de la ligne de la Confédération de l’O-Train et tient compte de la volonté de réduire le nombre d’autobus en circulation dans le centre-ville d’Ottawa.

Le 16 février 2018, les résultats de l’étude d’opportunité ont été dévoilés et une nouvelle étude complémentaire a été annoncée. Cette dernière évaluera, notamment, la possibilité d’un train léger.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 46

##### Titre

État d'avancement, montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures (PQI), liste des différents scénarios analysés (incluant, s'il y a lieu, pour chacun des scénarios, les coûts totaux et l'achalandage quotidien et annuel estimés), et coûts reliés aux études relatives aux projets suivants:

- a) Élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec;
- b) Prolongement du réseau de métro de Montréal (ensemble des lignes à l'étude);
- c) Transit sur le nouveau pont Champlain;
- d) Connexion du nouveau pont Champlain au réseau routier québécois;
- e) Train de l'Ouest;
- f) Train de l'Est;
- g) Réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont;
- h) Faisabilité de la voie de contournement à Lac-Mégantic;
- i) Parachèvement de l'autoroute 19;
- j) Construction de trois traversiers;
- k) Accès aux ports de Québec et de Montréal (stratégie maritime);
- l) Pôle logistique de la stratégie maritime en Montérégie.
- m) Élargissement de l'autoroute 73;
- n) Projet de REM par CDPQ Infra.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a. **Élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec** : Projet en planification.
- b. **Prolongement du réseau de métro de Montréal (ensemble des lignes à l'étude)** : Projet en planification.
- c. **Transit sur le nouveau pont Champlain** : Étude terminée, aucuns travaux réalisés à la suite de l'étude.
- d. **Connexion du nouveau pont Champlain au réseau routier québécois** : Projet en réalisation; l'estimation des travaux est de 4 M\$.
- e. **Train de l'Ouest** : Projet terminé, le coût de l'étude a été de 4 M\$.
- f. **Train de l'Est** : Projet terminé; le coût des travaux est de 692 M\$.
- g. **Réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont** : Projet en planification.
- h. **Faisabilité de la voie de contournement à Lac-Mégantic** : Projet à l'étude.
- i. **Parachèvement de l'autoroute 19** : Projet en planification.
- j. **Construction de trois traversiers** :
  - N.M. Lucien-L : Projet en réalisation.
  - N.M. Radisson : Projet en réalisation.
  - \* Deux traversiers sont actuellement en construction et non trois.
- k. **Accès aux ports de Québec et de Montréal (Stratégie maritime)** :
  - Amélioration des accès au port de Montréal dans l'axe du boulevard de l'Assomption : projet en planification;
  - Amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25 : projet en réalisation; l'estimation des travaux est de 71 M\$.
- l. **Pôle logistique en Montérégie de la stratégie maritime** : Projet à l'étude.
- m. **Élargissement de l'autoroute 73** : Projet terminé; l'estimation du coût des travaux est de 474 M\$.
- n. **Projet du REM par la CDPQ Infra** : Projet en planification.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 47

<p><b>Titre</b></p> <p>État d'avancement, liste des différents scénarios analysés (incluant les coûts estimés pour chacun des scénarios et les coûts reliés aux études ou aux analyses) relatifs au lien ferroviaire du Nord.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La Société du Plan Nord a le mandat de réaliser ces analyses.</p> <p>En 2017-2018, aucune analyse n'a été effectuée par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 48

Titre

État d'avancement et ventilation des sommes allouées à l'électrification des transports dans le budget 2018-2019.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'électrification des transports représente un moteur de création de richesses et un moyen d'améliorer le bilan du Québec en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Au Québec, la principale source d'émissions de GES provient, principalement, du secteur du transport (41 % en 2014). Le gouvernement poursuit les efforts engagés depuis 2011 pour réduire les émissions de GES.

Le Ministère est responsable de ce dossier et à ce titre, se charge de la coordination gouvernementale qui implique une douzaine de ministères et organismes gouvernementaux. Cette concertation interministérielle permet une synergie et une cohérence des actions posées.

Le Plan d'action en électrification des transports 2015-2020, lancé en octobre 2015, constitue un élément essentiel de la stratégie du gouvernement du Québec pour l'édification d'une économie prospère et sobre en carbone. Cette volonté d'électrifier les transports s'appuie sur un atout de taille, soit la disponibilité d'une électricité à coût concurrentiel produite à partir de sources renouvelables.

Le transport électrique est un secteur d'activité en plein développement où le potentiel d'innovation technologique est encore très ouvert et qui dispose d'un marché en croissance. Investir dans l'électrification des transports permet au Québec de mettre à profit plusieurs de ses expertises de pointe pour bâtir une filière industrielle dynamique et créatrice de richesses.

Doté d'un budget de 420 M\$ répartis sur cinq ans, ce plan d'action s'articule autour de trois grandes orientations déterminées en fonction des enjeux à relever et des objectifs à atteindre :

- favoriser les transports électriques, tant collectif, individuel que de marchandises, avec des mesures incitatives pour le grand public et les entreprises;
- développer la filière industrielle, en intensifiant la recherche et le développement ainsi que l'innovation des petites et moyennes entreprises, en soutenant la commercialisation et l'exportation de produits novateurs, en stimulant les investissements, tant des entreprises québécoises que des entreprises étrangères ainsi qu'en formant une main-d'œuvre spécialisée;
- créer un environnement favorable, en mettant en place un cadre législatif et réglementaire favorisant l'électrification des transports, en donnant l'exemple et en faisant la promotion des véhicules électriques (VÉ).

Avec ce plan d'action, le Québec entend :

- augmenter à 100 000 le nombre de VÉ et hybrides rechargeables immatriculés au Québec, ce qui entraînera une réduction annuelle des émissions de GES de 150 000 tonnes et de la consommation de carburant de 66 millions de litres;
- contribuer au développement économique du Québec en utilisant de l'énergie produite au Québec et en misant sur la création de 2 000 emplois et des investissements privés de 500 M\$ dans une filière d'avenir.

État de situation

- Sur les 37 mesures prévues au plan d'action, 80 % sont en vigueur.
- Au 31 mars 2018, le Québec comptait 24 007 VÉ immatriculés, ce qui représente une hausse de 60 % par rapport à l'année précédente.
- À ce jour, il y a près de 3 000 bornes de recharge publiques en service au Québec opérées par une dizaine d'acteurs. De ce nombre, près de la moitié (1 370) est affiliée au Circuit électrique d'Hydro-Québec. Pour ce qui est des bornes de recharge rapide, on en compte 122 (excluant les bornes Tesla), dont 113 du Circuit électrique.
- 400 nouveaux emplois ont été créés (Autobus Lion, Addénergies, Varitron, Taxelco, etc.).
- 180 M\$ d'investissements ont été générés (projets Téo Taxi, Autobus Lion, Verbom, Motrec International, Nova Bus).

L'électrification des transports constitue un des piliers de l'action gouvernementale en développement économique et un vecteur de mobilisation des entreprises et des chercheurs qui participent à l'essor de cette filière d'avenir. Ce plan d'action se veut structurant et responsable, et s'inscrit dans la lignée des grands projets mobilisateurs du gouvernement du Québec, soit la Stratégie maritime et le Plan Nord.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 49

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste détaillée des projets et des sommes allouées (par projet) à l'électrification des transports en 2017-2018.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 48.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 50

<p><b>Titre</b></p> <p>État d'avancement, montants alloués dans le budget 2018-2019 et ventilation des sommes allouées à la stratégie de mobilité durable.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question se retrouve dans la réponse à la question particulière numéro 40 de l'opposition officielle, car ce sont les sommes consacrées par le Ministère au transport collectif, provenant des crédits annuels et des sommes provenant du Programme d'aide aux immobilisations en transport en commun de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) qui contribuent à la Stratégie de mobilité durable.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 51

<b>Titre</b>	
Ventilation des montants alloués au Programme d'aide au développement du transport collectif, pour l'année 2018-2019.	
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>	
En 2017-2018, sous réserve des autorisations attendues, les subventions autorisées et en cours d'autorisation pour le Programme d'aide au développement du transport collectif :	
• Amélioration des services de transport en commun	145,3 M\$
• Transport collectif régional	12,7 M\$
• Volet 3 (0,2 M\$ projets de promotion et 0,7 M\$ Centre de gestion des déplacements du Québec)	0,9 M\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 52

Titre

Liste détaillée des travaux effectués sur le pont Honoré-Mercier. Fournir :

- a) l'échéancier des travaux;
- b) le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019;
- c) toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;
- d) toutes les études réalisées ou les projets d'étude pour sa réfection ou son remplacement;
- e) le montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le pont Honoré-Mercier est l'un des cinq grands liens routiers stratégiques qui relie la Rive-Sud et l'île de Montréal dans l'axe de la route 138. Il permet d'accéder à l'échangeur Saint-Pierre et offre ainsi une accessibilité autoroutière directe entre la Rive-Sud, l'ouest de l'île et le centre-ville de Montréal. Ce pont enjambe le fleuve Saint-Laurent et la Voie maritime, et relie l'arrondissement LaSalle de la Ville de Montréal, au territoire mohawk de Kahnawake, sur la Rive-Sud.

Le projet majeur du pont Honoré-Mercier est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique. Dans le but de préserver l'intégrité de la structure, des travaux de maintien d'actifs se poursuivront jusqu'à la réalisation des travaux majeurs.

Bilan des travaux et investissements en 2017-2018

Les interventions réalisées ou planifiées dans le cadre du projet de maintien d'actifs

Activités	2017-2018
<b>Travaux</b> Renforcement des éléments structuraux (structure d'acier et dalle)	8,0 M\$
<b>Honoraires professionnels</b> (conception, surveillance, contrôle qualité, maîtrise d'œuvre)	2,9 M\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 53

<b>Titre</b>  Sommes versées en 2017-2018 en transport collectif pour les régions du Québec et les communautés rurales. Ventiler les montants par région et par MRC; inclure la prévision des sommes pour 2018-2019.																																	
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  <b>Transport collectif en milieu rural</b>  <table><tr><th>RÉGIONS</th><th>SOMMES VERSÉES * 2017-2018</th></tr><tr><td>Gaspésie</td><td>600 000 \$</td></tr><tr><td>Bas-Saint-Laurent</td><td>767 960 \$</td></tr><tr><td>Saguenay–Lac-Saint-Jean</td><td>649 500 \$</td></tr><tr><td>Capitale-Nationale</td><td>1 000 000 \$</td></tr><tr><td>Chaudière-Appalaches</td><td>1 033 000 \$</td></tr><tr><td>Mauricie</td><td>548 000 \$</td></tr><tr><td>Centre-du-Québec</td><td>825 874 \$</td></tr><tr><td>Estrie</td><td>674 000 \$</td></tr><tr><td>Montréal</td><td>826 680 \$</td></tr><tr><td>Laurentides</td><td>1 075 000 \$</td></tr><tr><td>Lanaudière</td><td>465 000 \$</td></tr><tr><td>Abitibi-Témiscamingue</td><td>495 200 \$</td></tr><tr><td>Outaouais</td><td>475 000 \$</td></tr><tr><td>Côte-Nord</td><td>200 000 \$</td></tr><tr><td>Nord-du-Québec</td><td>414 600 \$</td></tr></table> * Sommes versées au 27 février 2018.		RÉGIONS	SOMMES VERSÉES * 2017-2018	Gaspésie	600 000 \$	Bas-Saint-Laurent	767 960 \$	Saguenay–Lac-Saint-Jean	649 500 \$	Capitale-Nationale	1 000 000 \$	Chaudière-Appalaches	1 033 000 \$	Mauricie	548 000 \$	Centre-du-Québec	825 874 \$	Estrie	674 000 \$	Montréal	826 680 \$	Laurentides	1 075 000 \$	Lanaudière	465 000 \$	Abitibi-Témiscamingue	495 200 \$	Outaouais	475 000 \$	Côte-Nord	200 000 \$	Nord-du-Québec	414 600 \$
RÉGIONS	SOMMES VERSÉES * 2017-2018																																
Gaspésie	600 000 \$																																
Bas-Saint-Laurent	767 960 \$																																
Saguenay–Lac-Saint-Jean	649 500 \$																																
Capitale-Nationale	1 000 000 \$																																
Chaudière-Appalaches	1 033 000 \$																																
Mauricie	548 000 \$																																
Centre-du-Québec	825 874 \$																																
Estrie	674 000 \$																																
Montréal	826 680 \$																																
Laurentides	1 075 000 \$																																
Lanaudière	465 000 \$																																
Abitibi-Témiscamingue	495 200 \$																																
Outaouais	475 000 \$																																
Côte-Nord	200 000 \$																																
Nord-du-Québec	414 600 \$																																
<b>Transport interrégional par autocar : 2 633 454 \$*</b>																																	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 54

<b>Titre</b>  Crédits affectés aux différents programmes de la Route verte pour 2017-2018, ventilés par projet et par région administrative. Fournir les prévisions pour 2018-2019. Impact de la coupe de 2,8 M\$ du programme d'entretien de la Route verte sur l'ensemble du réseau.									
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  Le programme d'aide financière aux infrastructures de transport actif (Véloce II) s'est terminé le 31 mars 2016. Ce programme est graduellement reconduit sous forme de programmes distincts correspondant à chacun des volets qu'il comportait.  Déjà, le Programme d'aide financière à l'entretien de la Route verte (ancien volet 4 de Véloce II) a été rendu public le 1 <sup>er</sup> décembre 2016. Le Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (ancien volet 1 de Véloce II) a, pour sa part, été rendu public le 10 avril 2017. Les autres volets seront rendus publics au fur et à mesure que les budgets et les approbations requises auront été obtenus. Sont également identifiés les budgets alloués aux aménagements cyclables réalisés par le Ministère sur ses propres routes. <table><tr><th>Programmes</th><th>2017-2018</th></tr><tr><td>Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains</td><td>5 000 000 \$</td></tr><tr><td>Programme d'aide financière à l'entretien de la Route verte</td><td>2 500 000 \$</td></tr><tr><td>Politique sur le vélo (investissements du Ministère sur les routes relevant de sa gestion)</td><td>67 479 \$ (non validé)</td></tr></table> Le Programme d'aide financière au développement des infrastructures de transport actif dans les périmètres d'urbanisation est financé par le Fonds vert et ne concerne pas directement la construction de la Route verte.  Le programme portant sur l'entretien de la Route verte a été aboli pour 2015-2016, dans le cadre du Pacte fiscal transitoire concernant les transferts financiers aux municipalités pour 2015, et tel que reconduit lors de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019. Toutefois, le budget 2016-2017 a fait l'annonce d'un investissement de 0,5 M\$ pour l'entretien de la Route verte en 2016-2017 et de 2,5 M\$ par an pour les années subséquentes.		Programmes	2017-2018	Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains	5 000 000 \$	Programme d'aide financière à l'entretien de la Route verte	2 500 000 \$	Politique sur le vélo (investissements du Ministère sur les routes relevant de sa gestion)	67 479 \$ (non validé)
Programmes	2017-2018								
Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains	5 000 000 \$								
Programme d'aide financière à l'entretien de la Route verte	2 500 000 \$								
Politique sur le vélo (investissements du Ministère sur les routes relevant de sa gestion)	67 479 \$ (non validé)								

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 55**

**Titre**

État d'avancement, copie de toute étude et échéancier (s'il y a lieu) des projets de train rapide Québec-Windsor et tout autre projet de train reliant le Québec à une ville américaine. Fournir les coûts liés aux études.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le ministère ne participe à aucun projet de train rapide Québec-Windsor. Toutefois, il suit avec intérêt l'évolution du projet de train à grande fréquence de VIA Rail Canada inc. dans le corridor Québec-Toronto.

En ce qui concerne tout autre projet de train reliant le Québec à une ville américaine, le Québec ne réalise présentement aucune étude. Toutefois, il participe au projet d'aménagement de services de prédédouanement américain et de dédouanement canadien à la Gare Centrale de Montréal. Ce projet aura des impacts positifs pour le service actuel de l'Adirondack, le train de passagers d'Amtrak (la compagnie nationale américaine de transport ferroviaire de passagers) qui relie Montréal et New York en passant par Albany. Ce projet pourrait également favoriser le retour du train Vermonter d'Amtrak à Montréal. Ce train fait la liaison entre Washington, D.C., New York, Springfield, MA et arrête à une vingtaine de kilomètres au sud de la frontière canado-américaine à St Albans, VT. Jusqu'en 1995, ce train se rendait à Montréal sous le nom de Montrealer.

Le Ministère suit, également, le projet de train du promoteur François Rebello, entre Montréal et Sherbrooke, avec prolongement à Boston en passant par le Maine. Le Ministère n'a pas réalisé d'étude et n'a pas engagé de dépenses en lien avec ce projet, en date du 19 février 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 56

<p><b>Titre</b></p> <p>État d'avancement et sommes engagées par le ministère pour le projet de navette ferroviaire pour passagers entre l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau et le centre-ville de Montréal pour 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le 13 janvier 2015, le gouvernement du Québec a annoncé une entente commerciale avec la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) afin d'accélérer la réalisation de projets majeurs d'infrastructure publique. Un système de transport collectif reliant le centre-ville de Montréal à l'aéroport international Montréal-Trudeau et à l'ouest de l'Île fait partie des projets de transport collectif considérés dans le cadre de cette entente.</p> <p>À la demande du gouvernement, la CDPQ a présenté en avril 2016 une solution intégrée qui englobe la desserte de l'ouest de l'Île et de l'aéroport, l'axe de la ligne de train de banlieue Deux-Montagnes et la desserte du centre-ville de Montréal/Brossard par le nouveau pont Champlain.</p> <p>L'Assemblée nationale a adopté la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain en septembre 2017 visant à soutenir la réalisation du réseau express métropolitain. Le gouvernement a accordé, en mai 2017, un certificat d'autorisation environnementale permettant la construction des antennes Sainte-Anne-de-Bellevue, Aéroport et Rive-Sud. Le processus d'expropriation a été entamé en octobre 2017.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 57

<b>Titre</b>  Ventilation des ressources financières consacrées en 2017-2018, par année et par région administrative, au programme de transport adapté. Préciser pour chaque région le nombre de personnes en attente du service et la durée moyenne des délais d'attente. Inclure les prévisions pour 2018-2019.																																							
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  Pour l'année 2017-2018, le Ministère a consacré 95,78 M\$ au transport adapté.  Voici la ventilation des crédits affectés au transport adapté en 2017-2018, et ce, par région.  <div><b>Transport adapté</b> <b>Ventilation de l'enveloppe budgétaire du Ministère</b></div> <table><tr><th colspan="2">Budget consacré au transport adapté (en milliers \$)</th></tr><tr><th>Région</th><th>2017-2018</th></tr><tr><td>Abitibi-Témiscamingue</td><td>1 536</td></tr><tr><td>Bas-Saint-Laurent</td><td>2 211</td></tr><tr><td>Capitale-Nationale</td><td>8 592</td></tr><tr><td>Centre-du-Québec</td><td>1 463</td></tr><tr><td>Chaudière-Appalaches</td><td>3 424</td></tr><tr><td>Côte-Nord</td><td>813</td></tr><tr><td>Est-de-la-Montérégie</td><td>6 931</td></tr><tr><td>Estrie</td><td>5 296</td></tr><tr><td>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</td><td>1 230</td></tr><tr><td>Île-de-Montréal</td><td>41 310</td></tr><tr><td>Laurentides-Lanaudière</td><td>1 158</td></tr><tr><td>Laval-Mille-Îles</td><td>8 879</td></tr><tr><td>Mauricie</td><td>1 715</td></tr><tr><td>Nord-du-Québec</td><td>43</td></tr><tr><td>Ouest-de-la-Montérégie</td><td>2 642</td></tr><tr><td>Outaouais</td><td>4 658</td></tr><tr><td>Saguenay-Lac-Saint-Jean</td><td>3 879</td></tr></table>		Budget consacré au transport adapté (en milliers \$)		Région	2017-2018	Abitibi-Témiscamingue	1 536	Bas-Saint-Laurent	2 211	Capitale-Nationale	8 592	Centre-du-Québec	1 463	Chaudière-Appalaches	3 424	Côte-Nord	813	Est-de-la-Montérégie	6 931	Estrie	5 296	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 230	Île-de-Montréal	41 310	Laurentides-Lanaudière	1 158	Laval-Mille-Îles	8 879	Mauricie	1 715	Nord-du-Québec	43	Ouest-de-la-Montérégie	2 642	Outaouais	4 658	Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 879
Budget consacré au transport adapté (en milliers \$)																																							
Région	2017-2018																																						
Abitibi-Témiscamingue	1 536																																						
Bas-Saint-Laurent	2 211																																						
Capitale-Nationale	8 592																																						
Centre-du-Québec	1 463																																						
Chaudière-Appalaches	3 424																																						
Côte-Nord	813																																						
Est-de-la-Montérégie	6 931																																						
Estrie	5 296																																						
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 230																																						
Île-de-Montréal	41 310																																						
Laurentides-Lanaudière	1 158																																						
Laval-Mille-Îles	8 879																																						
Mauricie	1 715																																						
Nord-du-Québec	43																																						
Ouest-de-la-Montérégie	2 642																																						
Outaouais	4 658																																						
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 879																																						

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 58

##### Titre

Sommes investies en 2017-2018 pour la réfection de l'aéroport international Jean-Lesage et provenance de ces fonds. Inclure les détails de l'avancement des travaux et la liste des contrats octroyés jusqu'à présent, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Inclure également le détail des sommes investies et l'échéancier pour l'ouverture du centre de prédédouanement américain sur le territoire de l'aéroport.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le projet (phases I et II) relève de la responsabilité d'Aéroport de Québec inc. (AQi) qui doit s'assurer du respect des lois et des règlements, procéder aux appels d'offres, s'assurer de l'état d'avancement des travaux et du respect des échéanciers, procéder aux paiements des factures et tenir une comptabilité financière distincte des travaux réalisés. C'est AQi qui détient la liste des contrats relatifs à ce projet.

##### Phase I du projet de modernisation de l'aéroport international Jean-Lesage de Québec

- Les travaux de la phase I ont coûté 72,5 M\$. Ils sont complétés.
- La nouvelle aérogare a été inaugurée le 1<sup>er</sup> juin 2008.
- Pour l'exercice financier 2017-2018, le ministère a versé 1 232 488,76 \$ pour la phase I du projet de modernisation de l'aéroport international Jean-Lesage de Québec.
- Le remboursement du service de dette, qui provient des crédits réguliers du Ministère, se fait trimestriellement sur une période de quinze ans, soit jusqu'en avril 2022.

##### Phase II du projet de modernisation de l'aéroport international Jean-Lesage de Québec

- Le coût total des travaux pour la phase II est estimé à 225 M\$. La contribution financière du Québec visait la construction d'un stationnement étagé sur le site de l'aéroport et l'agrandissement du terminal des arrivées internationales de l'aéroport.
- Les travaux de construction du stationnement étagé sur le site de l'aéroport sont terminés depuis juin 2014. Ceux pour l'agrandissement du terminal des arrivées internationales ont pris fin en 2017 et son inauguration a eu lieu le 16 novembre 2017.
- Pour l'exercice financier 2017-2018, le Ministère a versé au total 4 093 677,48 \$ pour la phase II du projet de modernisation de l'aéroport international Jean-Lesage de Québec.
- Le remboursement du service de dette, qui provient des crédits réguliers du Ministère, se fait trimestriellement sur une période de quinze ans, soit jusqu'en mai 2030.

##### Centre de prédédouanement américain à l'aéroport international Jean-Lesage de Québec

- AQi évalue la mise en place du centre de prédédouanement américain à l'aéroport à environ 70 M\$.
- Aucune dépense relative à la construction du centre de prédédouanement ne sera engagée par l'aéroport tant que l'enjeu relatif à la prise en charge des salaires des douaniers ne sera pas résolu.
- Les autorités de l'AQi sont réticentes à payer pour le coût d'exploitation du centre, notamment les salaires des douaniers américains qui sont estimés à 6 M\$/année. Elles veulent préconiser un traitement équitable pour tous les aéroports du Canada, en ce qui concerne le coût d'exploitation des centres de prédédouanement américain (dans les autres aéroports canadiens, les salaires des douaniers américains sont à la charge du gouvernement américain).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 59

**Titre**

Pour l'unité anticollusion du ministère, fournir :

- a) le nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC);
- b) les sommes ventilées affectées à l'unité en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019;
- c) le bilan des activités de l'unité au cours de la dernière année.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'unité anticollusion a été transférée à l'Unité permanente anticorruption et les activités relèvent maintenant du ministère de la Sécurité publique, et ce, depuis le 6 septembre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 60

**Titre**

Liste de tous les contrats octroyés ou des honoraires professionnels versés par le ministère à la Table québécoise de la sécurité routière, à son président, à un de ses membres ou à un de ses organismes y siégeant dans le cadre des travaux de la Table, et ce pour chaque année financière depuis 2005-2006.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015, la Table québécoise de la sécurité routière est sous la responsabilité de la Société de l'assurance automobile du Québec.

Aucun contrat n'a été octroyé et aucuns honoraires versés en 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 61

<b>Titre</b>  Liste et détail des ententes signées entre le ministère et une compagnie ou un organisme privé pour la construction, le prolongement et l'entretien d'une route.				
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>				
Numéro de l'entente	Objet de l'entente	Date de signature	Compagnie privée impliquée	Montant 2017-2018
201373	Déplacement de la route 117 à l'entrée est de la ville de Malartic, à la demande de la minière Canadian Malartic GP, pour permettre l'agrandissement de la fosse à ciel ouvert	20 juillet 2017	Canadian Malartic GP	25 680 000 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 62**

**Titre**

Concernant le projet de remplacement des panneaux de signalisation du réseau routier québécois, fournir :

- a) l'état d'avancement des projets et les coûts totaux engagés à ce jour;
- b) l'estimation du coût total du projet;
- c) la liste et le détail des contrats octroyés en 2017-2018 à cette fin, incluant les coûts et le nom du fournisseur;
- d) la liste des appels d'offres en cours;
- e) les prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- Pour les contrats inférieurs à 25 000 \$, la réponse se retrouve à la question générale 7.
- Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se retrouve sur le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec, <https://www.seao.ca>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 63

**Titre**  
Liste et détail de tous les mandats donnés à la Direction de la vérification interne et de l'évaluation des programmes en 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Direction des enquêtes et de l'audit interne**

Les divers travaux d'audit interne sont sélectionnés en fonction des risques et approuvés par le Comité d'audit interne dans les domaines suivants :

- ressources financières et matérielles;
- informatique;
- gestion de projet;
- gestion contractuelle.

La planification annuelle des travaux d'audit interne (2017-2018) a été approuvée le 3 mai 2017 alors que la planification triennale (2018-2021) a été déposée au Comité d'audit interne le 27 mars 2018.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 63**

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste et détail de tous les mandats donnés à la Direction de l'examen stratégique des programmes en 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p><b>Direction de l'examen stratégique des programmes</b></p> <p><b>Mandats donnés en 2017-2018</b></p> <p><b>Cadre de suivi et d'évaluation préliminaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Programme d'aide financière à l'entretien de la route verte;</li><li>• Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains;</li><li>• Programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière;</li><li>• Programme de soutien aux investissements dans les infrastructures de transport maritime;</li><li>• Programme d'assistance financière aux clubs quads du Québec;</li><li>• Programme d'assistance financière aux clubs de motoneigistes du Québec;</li><li>• Programme d'assistance financière pour les infrastructures de sentiers et la protection de la faune;</li><li>• Plan d'action en électrification des transports 2015-2020;</li><li>• Famille des programmes d'aide financière à la voirie locale.</li></ul> <p><b>Cadre d'évaluation</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Aucun</li></ul> <p><b>Évaluation</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises;</li><li>• Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre dans le transport intermodal.</li></ul>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 64

**Titre**

Concernant les vérificateurs internes, fournir pour chacune des 14 directions territoriales :

- a) la liste des vérificateurs et leur rémunération;
- b) un état de situation de leurs activités et le détail des rapports remis au comité de vérification du ministère;
- c) le bilan de mise en œuvre de cette mesure depuis novembre 2009.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- a) Cette liste n'est pas divulguée en vertu de l'article 57 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
- b) Ces renseignements ne sont pas communiqués en vertu de l'article 41 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

**c) Bilan de mise en œuvre**

La Direction des enquêtes et de l'audit interne compte huit postes d'auditeurs internes dans les directions territoriales suivantes :

- Abitibi;
- Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine;
- Capitale-Nationale;
- Estrie;
- Île-de-Montréal;
- Laurentides-Lanaudière;
- Laval-Mille-Îles;
- Outaouais.

Conformément à la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (AMP), ces auditeurs internes affectés aux directions territoriales seront transférés à l'AMP. Cette Loi, adoptée le 1<sup>er</sup> décembre 2017, prévoit que le transfert se fera six mois après l'entrée en fonction du premier président-directeur général de l'AMP.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 65**

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des contrats accordés par la SAAQ en 2017-2018 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) la nature du contrat;</li><li>b) le mode d'octroi;</li><li>c) le nom de l'entreprise qui a eu le contrat;</li><li>d) le coût initial prévu et le coût initial, incluant les avenants ou les suppléments.</li></ul>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Voir la liste des contrats d'acquisition, de construction, de biens et de services <math>\geq 10\,000\ \\$</math> et <math>\leq 25\,000\ \\$</math> ci-annexée. Cette liste comprend les contrats qui ont été accordés en 2017.</p>

**CONTRATS ≥ 10 000 \$ ET < 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2017**

**Répartition par fournisseur et mode de sollicitation**

NO DE RÉF. / LISTE DE TOUS LES CONTRATS	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLLICITATION
4	CT1042834	21 000,00	175742 CANADA LTEE (LARO DESIGN & ILLUSTRATION)	SERVICES DE CONCEPTION ET DE REALISATION D'ILLUSTRATIONS ANIMEES 3D SUR LES SITUATIONS A RISQUE EN MOTO	GRÉ À GRÉ
5	CT1043897	21 315,00	2744-0072 QUEBEC INC. (DEMENAGEMENT PERFORMANCE)	SERVICES DE DEMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA PRAIRIE ET ST-JEAN-SUR-RICHIEU	GRÉ À GRÉ
6	C01191678	14 175,00	9072 9203 QUEBEC INC. (CYBER 3D)	ACQUISITION D'APPAREILS MAINS LIBRES DE TYPE "BLUETOOTH"	APPEL D'OFFRES PUBLIC
7	CT1043531	24 000,00	9254-8783 QUEBEC INC. (LIGNES MASKA)	SERVICES D'UN ENTREPRENEUR SPECIALISE EN MARQUAGE DE CHAUSSEE POUR DES POSTES DE CONTROLE ROUTIER	GRÉ À GRÉ
11	C01523557	19 129,57	ADVANCED SOFTWARE PRODUCTS GROUP INC. (ASPG)	SERVICES D'ENTRETIEN DU LOGICIEL DE SUPPORT "HELPKEY"	GRÉ À GRÉ
22	C01523514	17 789,67	AVOTUS CORPORATION	SERVICES DE MAINTENANCE DE L'ENSEMBLE DES LOGICIELS "AVOTUS"	GRÉ À GRÉ
27	C01516214	19 000,00	BALANCES INDUSTRIELLES MONTREAL (B.I.M.) INC.	TRAVAUX DE REPARATION SUITE AU BRIS ACCIDENTEL D'UNE BALANCE	GRÉ À GRÉ
34	CT1042809	14 486,00	BCL PURIFICATEURS D'EAU INC.	SERVICES D'ENTRETIEN PREVENTIF ET DE REPARATION DES FONTAINES D'EAU POUR 7 LOCAUX DE LA SOCIETE	APPEL D'OFFRES PUBLIC
35	CT1042763	23 195,00	BCL PURIFICATEURS D'EAU INC.	SERVICES D'ENTRETIEN PREVENTIF ET DE REPARATION DES FONTAINES D'EAU POUR 17 LOCAUX DE LA SOCIETE	APPEL D'OFFRES PUBLIC
36	CT1042442	16 000,00	BDO CANADA S.R.L. / S.E.N.C.R.L.	SERVICES EN COMPTABILITE FINANCIERE	GRÉ À GRÉ
38	CT1042524	20 000,00	BEAUVAIS TRUCHON, S.E.N.C.R.L.	SERVICES CONSEILS D'AVOCATS POUR DETERMINER LA CONFORMITE A LA LOI SUR LA FIDUCIE DU FONDS D'ASSURANCE AUTOMOBILE DANS LE CADRE D'UNE ACQUISITION	GRÉ À GRÉ

NO DE RÉF. / LISTE DE TOUS LES CONTRATS	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
39	CT1043755	24 500,00	BEAUVAIS TRUCHON, S.E.N.C.R.L.	REALISATION D'ENQUETES EN MATIERE DE HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE	GRÉ À GRÉ
40	C01524710	15 750,00	BELL CANADA	TRAVAUX D'IMPLANTATION DE LA SOLUTION "VXRail"	GRÉ À GRÉ
43	C01061971	21 360,63	BIRCH GROVE SOFTWARE	MISE A JOUR DE LICENCES "SCREEN PASS"	GRÉ À GRÉ
44	C01191699	18 750,00	BUREAU D'ASSURANCE DU CANADA	DROITS D'UTILISATION DE LA LICENCE "VINLINK" POUR UN NOMBRE ILLIMITE D'USAGERS	GRÉ À GRÉ
45	C01524519	21 000,00	BUREAU D'ASSURANCE DU CANADA	DROITS D'UTILISATION DES LICENCES "VINLINK"	GRÉ À GRÉ
51	CT1043056	18 800,00	CIB GROUPE CONSEIL INC.	CONCEPTION ET REALISATION DE PLANS ET DEVIS + ASSISTANCE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DURANT LA CONSTRUCTION D'ESPACES ADMINISTRATIFS	GRÉ À GRÉ
60	C01370569	14 400,00	CNESST	COUTS ASSOCIES A L'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS POUR 2017	ORGANISME PUBLIC
65	C01513278	21 922,00	COMPUGEN INC.	ACQUISITION DE PELLICULES ANTIREFLET POUR MONITEURS TACTILES	GRÉ À GRÉ
70	CT1042439	14 850,00	CONSTRUCTION DUBE & CORBEIL INC	CONSTRUCTION D'ESPACE DE BUREAU	GRÉ À GRÉ
71	CT1042623	20 000,00	CONSTRUCTIONS ROGER FORTIN INC.	TRAVAUX MINEURS EN CONSTRUCTION	GRÉ À GRÉ
75	C01524711	15 595,50	COOP. DE L'UNIVERSITE LAVAL	ACQUISITION DE CLAVIERS ET SOURIS	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
76	C01524707	22 188,00	COOP. DE L'UNIVERSITE LAVAL	ACQUISITION DE LIVRES NUMERIQUES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION

NO DE RÉF. / LISTE DE TOUS LES CONTRATS	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
80	CT1043311	16 920,00	COVOITURAGEMONTREAL INC.	GESTION DU PROGRAMME DE COVOITURAGE ET ACCES AU LOGICIEL	GRÉ À GRÉ
88	C01061969	15 695,00	CSPQ - ACQUISITIONS	DROITS D'UTILISATION DE LOGICIELS	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
94	C01510070	12 801,04	CSPQ - SGID	SERVICES DE DISTRIBUTION DOCUMENTAIRE	ORGANISME PUBLIC
97	C01523561	22 468,92	DATA GESTION DES COMMUNICATIONS	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "AVIS DE PRELEVEMENTS BANCAIRES AUTOMATIQUES" - IMMATRICULATION ET PERMIS DE CONDUIRE	APPEL D'OFFRES PUBLIC
112	C01523570	11 048,31	DATA GESTION DES COMMUNICATIONS	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "AVIS DE PRELEVEMENTS BANCAIRES AUTOMATIQUES" ET "AVIS DE PAIEMENT" - IMMATRICULATION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
133	C01523574	13 565,10	ENVELOPPE CONCEPT INC.	FABRICATION ET IMPRESSION D'ENVELOPPES D'EXPEDITION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
139	CT1042282	12 000,00	ERNST & YOUNG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	SERVICES CONSEILS EN NORMALISATION COMPTABLE ET FISCALE	GRÉ À GRÉ
153	C01523579	15 372,50	FORMULES D'AFFAIRES MODERNES LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE LIVRETS "PROCES-VERBAL - SAISIE DE VEHICULE ROUTIER"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
154	C01523594	20 265,00	FORMULES D'AFFAIRES MODERNES LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "CERTIFICAT D'IMMATRICULATION TEMPORAIRE (10 JOURS)"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
156	C01514166	11 500,00	FORRESTER RESEARCH	ABONNEMENT VIA INTERNET AUX BASES DE DONNEES DE FORRESTER RESEARCH	GRÉ À GRÉ
157	CT1042451	17 500,00	FRANCOIS LAFOND	SERVICES D'UN PSYCHOLOGUE SPECIALISE EN ETAT DE STRESS POST-TRAUMATIQUE	GRÉ À GRÉ
166	CT1043269	22 980,00	GPLC ARPEUTEURS-GEOMETRES INC.	COMPILATION CADASTRALE TRIDIMENSIONNELLE DU SIEGE SOCIAL DE LA SOCIETE	GRÉ À GRÉ

NO DE RÉF. / LISTE DE TOUS LES CONTRATS	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitation
170	C01191675	12 530,00	GRANDITE	SERVICES DE MAINTENANCE DU LOGICIEL "SILVERUN DFD" ET DU LOGICIEL "SILVERUN NRD ENTREPRISE"	GRÉ À GRÉ
172	CT1043955	20 906,68	GROUPE ABS INC.	REALISATION D'UNE ETUDE GEOTECHNIQUE DANS LE CADRE DU PROJET DE REMPLACEMENT DE LA BALANCE DU POSTE DE CONTROLE ROUTIER DE ST-ETIENNE-DE-LAUZON	GRÉ À GRÉ
176	C01524702	14 949,04	GROUPE SHAREGATE INC.	ABONNEMENT AU LOGICIEL "SHAREGATE LITE"	GRÉ À GRÉ
179	CT1042374	22 000,00	GUYLAINE CHABOT	TRAVAUX DE PLANIFICATION, COORDONNATION ET MISE EN OEUVRE POUR LA PARTICIPATION DE LA SAAQ A DIFFERENTES ACTIVITES ET EVENEMENTS	GRÉ À GRÉ
184	C01191692	15 000,00	IDEAL SOLUTIONS LOGISTIQUES	LOCATION TEMPORAIRE D'UN ESPACE D'ENTREPOSAGE POUR DU MATERIEL INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ
186	CT1043200	24 600,00	IMDS PRODUCTION INC.	SERVICES DE TRANSCRIPTION ET DE SAISIE DE DONNEES DES RAPPORTS D'ACCIDENT	GRÉ À GRÉ
187	C01523572	15 912,00	IMPART LITHO (9049-3347 QUEBEC INC.)	FABRICATION ET IMPRESSION DE BROCHURES "GUIDE DE L'ACCOMPAGNATEUR - VEHICULE DE PROMENADE"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
190	C01523559	18 501,12	IMPRIMERIE L'EMPREINTE INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "PORTE-CARTE POUR ENVOI DU PERMIS DE CONDUIRE PLASTIFIE"	APPEL D'OFFRES PUBLIC
191	C01523616	14 398,68	IMPRIMERIE L'EMPREINTE INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "PORTE-CARTE POUR ENVOI DU PERMIS DE CONDUIRE PLASTIFIE"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
192	C01523582	13 777,60	IMPRIMERIE NORECOB INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE FEUILLETS "HALLOWEEN"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
200	C01191685	11 013,00	INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	ACQUISITION DE KITS POUR SALLES LOGITECH ET DE CAMERAS AVEC ET SANS MICRO	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
201	C01191682	20 362,50	INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	ACQUISITION DE CASQUES D'ECOUTE	GRÉ À GRÉ

NO DE RÉF. / LISTE DE TOUS LES CONTRATS	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitation
202	C01191687	22 499,05	INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	ACQUISITION DE COMMUTATEURS	GRÉ À GRÉ
209	C01522491	11 722,00	LE 47IEME PARALLELE INC.	SERVICES DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE SOIREE DE RECONNAISSANCE	GRÉ À GRÉ
213	C01524218	11 175,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	REMISE A NEUF DE PARAVENTS	ORGANISME PUBLIC
214	C01524521	21 926,11	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
215	C01524518	22 096,61	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
216	C01524520	23 630,20	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
218	C01523571	11 560,00	LES EDITIONS S.R. (1995) INC.	SERVICE DE MISES A JOUR DU VOLUME " TRANSPORT DES MATIERES DANGEREUSES"	GRÉ À GRÉ
219	C01523599	13 325,00	LES EDITIONS S.R. (1995) INC.	SERVICES DE MISES A JOUR DU VOLUME "LOIS SUR LES TRANSPORTS"	GRÉ À GRÉ
220	C01523575	20 888,00	LES EDITIONS S.R. (1995) INC.	RENOUVELLEMENT DU SERVICE DE MISES A JOUR DES VOLUMES "CODE DE SECURITE ROUTIERE", "CODE DE SECURITE ROUTIERE ANALYTIQUE" ET "CODE DE SECURITE ROUTIERE ELECTRONIQUE"	GRÉ À GRÉ
222	CT1043152	24 000,00	LES ENSEIGNANTS DE LANGUE ANGLAISE DE MONTREAL LTEE	COURS D'ANGLAIS	GRÉ À GRÉ
223	CT1043438	15 731,00	LES FORAGES L.B.M. INC	FORAGE D'UN NOUVEAU Puits ARTESIEN POUR LE POSTE DE CONTROLE ROUTIER DE ST-ETIENNE-DES-GRES	GRÉ À GRÉ
226	C01524506	10 112,94	LES INDUSTRIES ROUILLARD INC.	ACQUISITION DE FAUTEUILS	GRÉ À GRÉ

NO DE RÉF. / LISTE DE TOUS LES CONTRATS	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
227	CT1043420	15 943,00	LES PUITES DU QUEBEC INC.	FORAGE D'UN NOUVEAU PUITES ARTESIEN POUR LE POSTE DE CONTROLE ROUTIER DE ST-AUGUSTIN OUEST	GRÉ À GRÉ
228	CT1042949	16 260,00	LES PUITES DU QUEBEC INC.	TRAVAUX POUR LES PUITES ARTESIENS DES REGIONS DE QUEBEC ET CHAUDIERE-APPALACHES	GRÉ À GRÉ
232	CT1043917	17 143,11	LES SERVICES EXP INC.	REALISATION D'UNE ETUDE GEOTECHNIQUE DANS LE CADRE DU PROJET DE REMPLACEMENT DE LA BALANCE DU POSTE DE CONTROLE ROUTIER DE ST-ETIENNE-DES-GRES	GRÉ À GRÉ
234	CT1042361	12 000,00	LES TECHNOLOGIES WOLF INC.	REALISATION D'UNE SERIE DE TESTS D'INTRUSION CIBLES VISANT LES PROCESSUS OPERATIONNELS DE SECURITE ET LA SECURITE D'ACCES PHYSIQUE AU SIEGE SOCIAL	GRÉ À GRÉ
244	CT1042965	24 850,00	MARC GAUCHER	SERVICES CONSEILS D'UN AVOCAT A LA SUITE D'UNE PLAINTÉ	GRÉ À GRÉ
249	C01513272	17 330,80	MICRO LOGIC	ACQUISITION DE LICENCES, SERVICES DE MAINTENANCE ET ENVIRONNEMENT NUAGIQUE	GRÉ À GRÉ
252	C01191684	15 652,00	MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE	ACQUISITION DE PROJECTEURS ET DE KITS DE FIXATION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
254	C01191690	21 971,04	MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE	ABONNEMENTS A "ADOBE CREATIVE CLOUD"	GRÉ À GRÉ
260	C01523619	14 706,69	MOORE CANADA CORPORATION	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "AVIS DE PAIEMENT - PERMIS DE CONDUIRE" ET "AVIS DE PAIEMENT - IMMAT. ET CERTIFICAT D'IMMAT. (POSTAL)"	APPEL D'OFFRES PUBLIC
269	C01523589	13 627,25	MOORE CANADA CORPORATION	FABRICATION ET IMPRESSION DE DIFFERENTS FORMULAIRES POUR LE PERMIS ET IMMATRICULATION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
270	CT1043135	24 600,00	MORIN, BOURGET & DENYS EXPERTS EN SINISTRES INC.	SERVICES DE VALIDATION DE PREUVES DE NON-RESPONSABILITE D'ACCIDENT POUR LES EXPLOITANTS DE VEHICULES LOURDS	GRÉ À GRÉ
277	CT1043944	24 661,60	NIVO 9 ARCHITECTES INC.	CONFECTION DES PLANS ET DEVIS D'EXECUTION ET SURVEILLANCE (SECTEUR NORD 6)	GRÉ À GRÉ



NO DE RÉF. / LISTE DE TOUS LES CONTRATS	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
278	CT1043930	24 967,00	NIVO 9 ARCHITECTES INC.	CONFECTION DES PLANS ET DEVIS D'EXECUTION ET SURVEILLANCE (SECTEUR NORD 1 ET SUD 1)	GRÉ À GRÉ
279	CT1042592	21 000,00	NORMANDIN BEAUDRY ACTUAIRES CONSEIL INC.	ACQUISITION DE CAPSULES ET DE GUIDES SUR LA GESTION DES ABSENCES AU TRAVAIL	GRÉ À GRÉ
282	CT1042553	14 000,00	PCI-PERRAULT CONSEIL INC.	ETUDE DE COMPARAISON AU MARCHE DE LA RENUMERATION GLOBALE DES VICE-PRESIDENTS	GRÉ À GRÉ
283	C01191698	16 459,25	PEERNET INC.	MISE A JOUR DE LA LICENCE "TIFF IMAGE PRINTER - OPEN LICENCE EDITION" A LA VERSION 11, INCLUANT ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ
295	CT1043636	19 635,10	POMPES & FILTRATION MIRABEL INC.	SERVICES DE FORAGE D'UN NOUVEAU PUIT ARTESIEN POUR UN POSTE DE CONTROLE	GRÉ À GRÉ
297	C01523618	10 800,00	POSTES CANADA	DROIT D'UTILISATION POUR LICENCE ANNUELLE DES DONNEES DES CODES POSTAUX DE POSTES CANADA	ORGANISME PUBLIC
298	C00200201	18 801,56	POSTES CANADA	FRAIS POUR ENVOIS ET RETOURS	ORGANISME PUBLIC
304	C01523513	15 321,63	PRAENESTE TECHNOLOGIES INC.	DROITS D'UTILISATION DU LOGICIEL "SPACE", INCLUANT SERVICES DE MISES A JOUR ET SUPPORT	GRÉ À GRÉ
309	CT1043382	22 312,50	RECYCLAGE VANIER	SERVICES DE DESTRUCTION DE DOCUMENTS CONFIDENTIELS	APPEL D'OFFRES PUBLIC
310	C01513277	24 188,00	REGULVAR INC.	TRAVAUX CORRECTIFS POUR LA VENTILATION DU BATIMENT	GRÉ À GRÉ
325	C01524526	11 460,60	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE CARTOUCHES POUR IMPRIMANTES HP	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
326	C01510079	13 201,28	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE CARTOUCHES POUR IMPRIMANTES	REGROUPEMENT D'ORGANISMES

NO DE RÉF. / LISTE DE TOUS LES CONTRATS	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitation
327	C01061968	14 214,85	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE CARTOUCHES	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
328	C01061981	14 842,45	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE CARTOUCHES POUR IMPRIMANTES HP	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
329	C01061970	17 275,04	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE CARTOUCHES DE COULEUR ET DE KITS DE MAINTENANCE	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
330	C01510082	20 984,75	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE CARTOUCHES POUR DIFFERENTES IMPRIMANTES	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
331	C01524709	23 710,35	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE CARTOUCHES POUR DIVERSES IMPRIMANTES	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
332	C01510068	23 972,80	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE CARTOUCHES ET TAMBOURS	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
345	C01524216	20 000,00	SERVICES QUEBEC	FRAIS RELATIFS AUX ECHANGES ELECTRONIQUES POUR LES DECES 2017	ORGANISME PUBLIC
364	C01524705	17 407,36	SOFTCHOICE LP	ACQUISITION DE COMMUTATEURS CISCO ET DE CABLES D'ALIMENTATION	GRÉ À GRÉ
365	C01524701	21 898,26	SOFTCHOICE LP	CERTIFICATS DE CHIFFREMENT A CLE PUBLIQUE VERISIGN	GRÉ À GRÉ
366	C01524704	18 235,65	SOLARWINDS	ACQUISITION D'UNE LICENCE "SOLARWINDS IP ADDRESS MANAGER" ET SERVICES DE MAINTENANCE	GRÉ À GRÉ
368	CT1043339	14 120,00	SOM INC.	TENUE LOGISTIQUE ET EQUIPEMENT POUR GROUPES DE DISCUSSION	GRÉ À GRÉ
370	CT1043254	24 500,00	SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATION	SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT ET D'EVALUATION EN DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	GRÉ À GRÉ

NO DE RÉF. / LISTE DE TOUS LES CONTRATS	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitation
371	C01523600	23 312,00	SUPREMEX INC.	FABRICATION ET IMPRESSION D'ENVELOPPES D'EXPEDITION ET DE RETOUR- INDEMNISATION	APPEL D'OFFRES PUBLIC
380	C01516216	15 000,00	SURETE DU QUEBEC	ENTENTE POUR DES ENQUETES D'HABILITATION SECURITAIRE	ORGANISME PUBLIC
388	C01191679	22 472,47	THE MESSAGE ON HOLD NETWORK OF CANADA INC.	ACQUISITION DE CASQUES D'ECOUTE	GRÉ À GRÉ
390	C01191693	15 988,00	TOWERS WATSON CANADA INC.	DROITS D'UTILISATION POUR LICENCES DU LOGICIEL "EMBLEM"	GRÉ À GRÉ
394	CT1042855	20 000,00	VELOCITE INTERNATIONAL INC.	PRODUCTION DE CAPSULES VIDEO DE QUALITE CINEMATOGRAPHIQUE	GRÉ À GRÉ
395	C01523596	10 377,00	VERSION IMAGE PLUS INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE VIGNETTES ANNUELLES ET DE VIGNETTES MOBILES DE STATIONNEMENT POUR PERSONNES HANDICAPEES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
397	C01513275	15 001,20	VICTRIX CONSEIL INC.	SERVICES DE MAINTENANCE POUR LICENCE "MCAFFEE HIP SVR"	GRÉ À GRÉ
398	CT1043086	18 150,00	VINCENT ERGONOMIE INC.	SERVICES EN ERGONOMIE POUR L'EVALUATION DE DEUX TECHNOLOGIES EN LIEN AVEC L'ERGONOMIE DE DEUX TYPES DE VEHICULE	GRÉ À GRÉ
400	C01523578	11 741,60	WOLTERS KLUWER QUEBEC LTEE	SERVICE DE MISES A JOUR DU VOLUME "SECURITE ROUTIERE - LEGISLATION APPLICABLE AU QUEBEC"	GRÉ À GRÉ
401	CT1042530	18 532,75	WSP CANADA INC.	CONCEPTION ET REALISATION DE PLANS ET DEVIS, ASSISTANCE DURANT L'APPEL D'OFFRES ET SURVEILLANCE DANS LE PROJET DE CONSTRUCTION D'ESPACES ADMINISTRATIFS AU SIEGE SOCIAL	GRÉ À GRÉ

**Nombre total de contrats : 105**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 66**

**Titre**

Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2017-2018 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chacun.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Ministère**

**Industrie du camionnage :**

1. Réaliser des essais pour élaborer le contenu d'un guide de bonnes pratiques sur l'utilisation de miroirs antévisseurs afin d'améliorer la détection des piétons en milieu urbain par les conducteurs de véhicules lourds.
  - Étude réalisée sur deux années financières :
    - Coût 2016-2017 : 40 000 \$
    - Coût 2017-2018 : 45 700 \$
2. Réaliser un sondage sur l'industrie du camionnage en vrac au Québec :
  - Coût : 23 489 \$

**Utilisation des radars photo :**

Conformément aux dispositions de l'article 36 du chapitre 15 des lois du Québec de 2012, le ministre des Transports doit, au plus tard le 6 décembre 2013 et par la suite tous les 12 mois pendant quatre ans, faire un rapport au gouvernement sur l'application du cinémomètre photographique et du système photographique de contrôle de circulation aux feux rouges.

Le rapport d'évaluation 2017, Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges, a été transmis aux autorités en décembre 2017.

Ce rapport devrait être déposé par le ministre à l'Assemblée nationale au cours du mois de mars 2018. Le rapport contient dix sections : 1- Contexte; 2- Aspect sécurité routière; 3- Aspect opérationnel; 4- Aspect technologique; 5- Aspect juridique; 6- Projet pilote de coopération municipale et ententes avec les municipalités; 7- Aspect acceptabilité sociale; 8- Aspect organisationnel; 9- Fonds de la sécurité routière; 10- Synthèse et réflexion.

L'expérience de l'utilisation des appareils de contrôle automatisé sur le réseau routier québécois présente plusieurs aspects positifs pour la sécurité routière. En effet, aux endroits contrôlés par ces appareils, on constate une diminution importante du nombre d'accidents avec blessures et du nombre total d'accidents. Indubitablement, ces équipements améliorent le bilan routier et contribuent à diminuer les coûts sociaux imputables aux accidents de la route.

Les coûts de 3 800 \$ associés à la conception et de 2 300 \$ associés à l'impression de ce rapport ont été affectés au budget de fonctionnement du Fonds de la sécurité routière.

Par ailleurs, le rapport bilan sur le Projet pilote de coopération municipale est actuellement en production. Les coûts de 5 346 \$ associés à la conception, et de 1 500 \$ associés à l'impression, de ce rapport seront affectés au budget de fonctionnement du Fonds de la sécurité routière.

## **Analyse des aspects juridiques et éthiques relatifs à l'introduction des véhicules autonomes du Québec :**

L'émergence des véhicules autonomes ainsi que leur développement rapide est un dossier d'importance pour le Ministère. Afin de se préparer adéquatement à la venue de ces nouveaux véhicules sur le marché, il importe de faire évoluer les connaissances en matière de circulation sécuritaire de ces nouveaux types de véhicules autonomes.

En 2016, le Ministère a été approché par un promoteur privé pour expérimenter l'utilisation d'une navette autonome (une navette sans conducteur) sur le chemin public, dans un éco-quartier à Terrebonne. Par la suite, d'autres demandes similaires ont été reçues, notamment concernant la possibilité d'utiliser une navette autonome à l'Espace pour la vie réunissant le Biodôme, le Planétarium, le Jardin botanique et l'Insectarium situés dans la ville de Montréal. Le Ministère a également été approché pour des projets de démonstration, notamment lors du congrès de l'Union internationale des transports publics qui s'est déroulé du 15 au 17 mai 2017.

Les échanges qu'ont suscités ces demandes entre le Ministère, la Société de l'assurance automobile du Québec, certains représentants municipaux et leurs partenaires ont fait ressortir la nécessité de mieux définir le champ de compétence du gouvernement provincial et des municipalités à titre de personnes responsables de l'entretien du chemin public dans un contexte d'utilisation de véhicules autonomes, que ce soit sur le chemin public ou sur un chemin ou un terrain privé.

Actuellement, le Code de la sécurité routière (CSR) n'est pas « adapté » à la circulation des véhicules autonomes sur les chemins publics et autres lieux où il s'applique. D'une part, les véhicules autorisés à y circuler doivent satisfaire à plusieurs exigences (immatriculation, équipements, etc.), sauf exception, pour bénéficier du privilège de circuler sur ces chemins et, d'autre part, le concept de responsabilité du « conducteur » est à analyser dans les dispositions du CSR considérant l'autonomie des nouveaux véhicules.

Le projet de loi modifiant le Code de la sécurité routière (PL no. 165), adopté le 17 avril 2018, permet, par la modification de l'article 633.1, la mise en place de projets-pilotes concernant les véhicules autonomes.

Le contrat conclu entre le Ministère et le vice-rectorat à la recherche à la création de l'Université Laval avait pour but d'effectuer une recherche portant sur la circulation d'un véhicule autonome sur le chemin public et d'autres lieux où s'applique le CSR.

Les coûts de 7 000 \$ associés à ce contrat ont été affectés au budget des dépenses du Ministère.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 66

##### Titre

Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2017-2018 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chaque.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

##### Société de l'assurance automobile du Québec

##### a) La conduite en état d'ébriété

- 1) Taux d'alcoolémie chez les conducteurs décédés dans les accidents de véhicules routiers, de 2011 à 2015. Annexe I du dossier statistique « Bilan 2016 – Accidents, parc automobile, permis de conduire ». Tableaux 1 à 4 de l'annexe I produits chaque année dans le cadre du Bilan routier.
- 2) SOM (2017) Évaluation de la campagne régionale alcool du Saguenay 2016 « Chez nous, lorsqu'on boit, on ne conduit pas » - Rapport d'analyse 47 p. (coût du sondage : 8 400 \$)
- 3) SOM (2017) Évaluation de la campagne alcool 2016 « Empêchez vos proches de conduire s'ils ont bu » - Rapport d'analyse 72 p. (coût du sondage : 11 760 \$)
- 4) Profil détaillé des faits et des statistiques touchant l'alcool et les drogues au volant (2016). SAAQ - 32 p.

##### b) Le cellulaire au volant – distractions

- 1) SOM (2018) Évaluation de la campagne texto 2017 « Texter ou conduire. Faut choisir » - Rapport d'analyse 93 p. (coût du sondage : 14 000 \$)

##### c) La conduite automobile et l'utilisation de drogues

- 1) Présence de drogues ou de médicaments chez les conducteurs décédés dans les accidents de véhicules routiers, de 2011 à 2015. Annexe I du dossier statistique « Bilan 2016 – Accidents, parc automobile, permis de conduire ». Tableaux 5 à 8 de l'annexe I produits chaque année dans le cadre du Bilan routier.
- 2) SOM (2017) Évaluation de la campagne drogue au volant 2017 « Le cannabis allonge le temps de réaction » - Rapport d'analyse 65 p. (coût du sondage : 12 480 \$)

##### d) Tout autre sujet important en sécurité routière

- 1) Service de la recherche en sécurité routière (2017) Les infractions et les sanctions reliées à la conduite d'un véhicule routier – 2007 à 2016, Dossier statistique, SAAQ. 177 p.
- 2) Service de la recherche en sécurité routière (2018) Bilan 2016 des taxis, des autobus, des camions lourds et des tracteurs routiers, Dossier statistique, SAAQ. 182 p.
- 3) Service de la recherche en sécurité routière (2017) Bilan 2016 – Accidents, parc automobile, permis de conduire, Dossier statistique, SAAQ. 221 p.
- 4) Profil détaillé des faits et des statistiques touchant les piétons (2016). SAAQ – 27 p.
- 5) SOM (2016) Évaluation de la campagne ceinture de sécurité 2016 « Attachez-vous, tout le temps » - Rapport d'analyse 30 p.
- 6) SOM (2016) Évaluation de la campagne vitesse 2016 « Toute une vie perdue pour un peu de vitesse » - Rapport d'analyse 74 p. (coût des sondages : 13 200 \$)
- 7) SOM (2016) Évaluation de la campagne corridors de sécurité 2016 - Rapport d'analyse 26 p.
- 8) SOM (2016) Évaluation de la campagne chantiers routiers 2016 « Levez le pied, ouvrez l'œil » - Rapport d'analyse 39 p.
- 9) SOM (2016) Évaluation de la campagne courtoisie et partage de la route 2016 « Partageons la route » - Rapport d'analyse 71 p. (coût du sondage : 12 720 \$)
- 10) SOM (2016) Évaluation de la campagne cyclistes 2016 « Respectons nos distances » - Rapport d'analyse 75 p. (coût du sondage : 12 720 \$)

- 11) SOM (2016) Évaluation de la campagne moto 2016 « En moto, soyez prudent » - Rapport d'analyse 41 p. (coût du sondage : 9 405 \$)
- 12) SOM (2016) Évaluation de la campagne sur la conduite hivernale 2015- 2016 « L'hiver, ralentissez et gardez une distance sécuritaire » - Rapport d'analyse 65 p. (coût du sondage : 9 875 \$)
- 13) SOM (2016) Sondage Attentes et perceptions des Québécois à l'égard de la sécurité routière - Rapport d'analyse 86 p. (coût du sondage : 17 500 \$)
- 14) SOM (2017) Sondage sur le partage de la route avec les cyclistes, le corridor de sécurité et les chantiers routiers – Rapport d'analyse 31 p. (coût du sondage : 5 200 \$)
- 15) SOM (2017) Évaluation de la campagne protection des usagers vulnérables « Les dommages sont incomparables » - Rapport d'analyse 68 p. (coût du sondage : 12 640 \$)
- 16) SOM (2017) Évaluation de la campagne fatigue au volant 2017 « Contre la fatigue au volant, le café ne suffit pas » - Rapport d'analyse 49 p. (coût du sondage : 10 320 \$)

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 67

##### Titre

Bilan de l'implantation du Système de reconnaissance des plaques d'immatriculation (SRPI), en précisant :

- a) les coûts détaillés et les revenus engendrés par le projet pilote;
- b) les coûts ventilés d'implantation du système;
- c) le nombre de constats d'infraction du système en 2017-2018;
- d) le nombre d'appareils de service;
- e) prévisions 2018-2019.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

###### a) Les coûts détaillés et les revenus engendrés par le projet pilote

En 2017, la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) a versé 237 509,55 \$ en subvention pour le système de reconnaissance des plaques d'immatriculation (SRPI). Ces sommes ont été versées aux organisations policières pour l'entretien, la réparation des SRPI déjà en fonction ou encore pour leur réinstallation sur de nouveaux véhicules.

La SAAQ ne tire aucun revenu de l'utilisation du SRPI. Le montant des amendes est versé au Fonds consolidé du revenu ou aux cours municipales.

L'avantage que retire la SAAQ des SRPI se situe au niveau de la régularisation financière de dossiers de permis de conduire et d'immatriculation, mais surtout au niveau de la sécurité routière et de l'amélioration du bilan routier. Entre autres, le SRPI augmente la perception du risque d'être intercepté, ce qui incite les conducteurs à adopter des comportements plus sécuritaires.

###### b) Les coûts ventilés d'implantation du système

Aucuns coûts d'implantation en 2017.

###### c) Le nombre de constats d'infraction du système en 2017

20 750 constats en 2017.

###### d) Le nombre d'appareils en service

158 appareils en service au 31 décembre 2017.

###### e) Prévisions pour 2018-2019

Sans objet.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 68

**Titre**

Pour chaque programme éducatif et campagne de sensibilisation de la SAAQ, fournir pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 :

- a) le budget détaillé, subventions accordées et/ou coûts engendrés;
- b) le détail et le bilan des activités de chacun des programmes;
- c) les ressources humaines qui y sont affectées;
- d) le nom de la ou des firmes responsables (s) du programme ou de la campagne, s'il y a lieu;
- e) la liste des projets réalisés dans le cadre de ces programmes.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Campagnes de sensibilisation 2017**

Activité	Objectif	Clientèle	2017
Association des réseaux cyclables du Québec	Organiser des événements vélo au Québec	Cyclistes	36 670 \$
Bouclez-la!	Sensibiliser à l'utilisation de la ceinture de sécurité	Jeunes conducteurs	67 000 \$
Fédération des transporteurs par autobus (avant Association du transport écolier du Québec)	Sensibiliser à la sécurité en transport scolaire	Enfants du préscolaire, du 1 <sup>er</sup> et du 2 <sup>e</sup> cycle du primaire et les parents	21 313 \$
Fédération québécoise des sports cyclistes pour les « Tour du silence »	Sensibiliser les conducteurs à la vulnérabilité des cyclistes	Conducteurs et les cyclistes	25 000 \$
Opération Nez rouge	Sensibiliser à la conduite avec les facultés affaiblies et soutenir le service de raccompagnement. La campagne se déroule en décembre	Conducteurs	512 000 \$
Vélo Québec	Soutenir le programme cycliste averti	Cyclistes	60 000 \$

Programmes éducatifs 2017

Programme	2017	Objectif et clientèle visée
Génivélo	7 705 \$	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibiliser les jeunes de sept à douze ans aux règles de sécurité à vélo</li> </ul>
Brigades scolaires	20 000 \$	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibiliser les élèves de tous les cycles du primaire à la sécurité routière</li> </ul>
Baladine	6 812 \$	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibiiser à l'utilisation correcte d'un siège d'auto pour enfants</li> <li>Les enfants de deux à cinq ans et leurs parents</li> </ul>
Au volant de ma santé	2 750 \$	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amener les conducteurs à faire le point sur leur santé</li> <li>Conducteurs âgés</li> </ul>

Campagnes de sensibilisation de masse produites en 2017

Thèmes des campagnes	Coûts	Agence de publicité	Périodes de diffusion	Objectifs
Drogue au volant	777 073 \$	Lg2	17 avril – 13 mai 23 octobre – 20 novembre	Amener les personnes à adopter des comportements plus sécuritaires pour diminuer le nombre d'accidentés de la route
Protection des usagers vulnérables	1 366 480 \$		8 – 28 mai 19 juin – 16 juillet 28 août – 17 septembre	
Cellulaires/texto	972 325 \$		22 mai – 11 juin 25 sept. – 22 octobre	
Vitesse au volant	536 017 \$		5 juin – 7 novembre	
Alcool au volant	841 611 \$		12 juin – 2 juillet 27 novembre – 24 décembre	
Fatigue au volant	319 635 \$		12 juin – 30 septembre 23 novembre – 31 décembre	
Alcool au volant en collaboration avec les Canadiens de Montréal	408 840 \$		1 <sup>er</sup> septembre – 1 <sup>er</sup> août	

Suite - Campagnes de sensibilisation de masse en 2017

Thèmes des campagnes	Coûts	Agence de publicité	Périodes de diffusion	Objectifs
Ceinture	157 000 \$	Aucune	31 mars – 24 avril	Amener les personnes à adopter des comportements plus sécuritaires pour diminuer le nombre d'accidentés de la route
Chantiers routiers	90 000 \$	Aucune	26 juin – 17 juillet	
Conduite hivernale	210 000 \$	Rediffusion campagne 2016	16 janvier – 27 février	
Corridor de sécurité	30 000 \$	Aucune	Semaine du 29 mai 14 au 28 août	
Moto	158 085 \$	Aucune	6 mai - 5 juin 28 août – 18 septembre	
Piétons	120 000 \$	Aucune	8 mai – 5 juin 28 août – 31 octobre	
Véhicules lourds	178 000 \$	Aucune	Avril - Novembre	
Vélo	208 000 \$	Aucune	8 mai – 9 octobre	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 69**

**Titre**

Budgets détaillés et liste des subventions accordées par le ministère et par la SAAQ pour 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, aux événements, programmes de sensibilisation ou campagnes suivants :

- a) En ville sans ma voiture ;
- b) Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant;
- c) Semaine de la courtoisie au volant;
- d) Mois du piéton;
- e) Coupe ton moteur.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Ministère**

En 2017-2018, aucune subvention n'a été accordée concernant ces événements dans le cadre des programmes du Ministère.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 69**

**Titre**

Budgets détaillés et liste des subventions accordées par le ministère et par la SAAQ aux événements, programmes de sensibilisation ou campagnes suivantes pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 :

- a) En ville sans ma voiture;
- b) Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant;
- c) Semaine de la courtoisie au volant;
- d) Mois du piéton;
- e) Coupe ton moteur.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Société de l'assurance automobile du Québec**

**2017**

- a) En ville sans ma voiture : 0 \$
- b) Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant : 0 \$
- c) Semaine de la courtoisie : en 2017, il n'y a pas eu de « Semaine de la courtoisie »
- d) Mois du piéton – Activité de sensibilisation Bon pied bon œil : 0 \$

Cette activité est déployée par les municipalités, en collaboration avec la Société de l'assurance automobile du Québec, pour sensibiliser les usagers de la route à un meilleur partage de celle-ci. Elle peut se tenir en tout temps selon l'agenda des municipalités. En 2017, aucune activité « Bon pied bon œil » ayant reçu une contribution financière ne s'est tenue.

- e) Coupe ton moteur : 0 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 70

**Titre**

Pour chacune des catégories d'emploi (contrôleurs routiers, inspecteurs, entreprises, inspecteurs mécaniques), fournir la liste détaillée de l'effectif de la SAAQ pour chaque année depuis 2012, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Effectif en ETC<sup>1</sup> contrôleurs routiers au 31 décembre 2017**

	2017
Contrôleurs routiers sur route	239
Contrôleurs routiers en entreprise	24
Contrôleurs routiers en vérification mécanique	4

<sup>1</sup> ETC : Unité de mesure utilisée pour calculer l'effectif gouvernemental et correspondant, sur une base annuelle, à une durée normale de travail, selon les conditions de travail.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 71

<b>Titre</b>			
Nombre de contrôleurs routiers à l'emploi de la SAAQ, ventilation par région. Nombre d'interventions effectuées et de constats donnés pour 2017-2018 et pour les quatre années financières précédentes.			
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>			
Nombre de contrôleurs routiers <sup>1</sup> à l'emploi de la Société, ventilation par région :			
	Contrôleurs routiers sur route	Contrôleurs routiers en vérification mécanique	Contrôleurs routiers en entreprise
<b>Direction régionale de Québec et de l'Est-du-Québec</b>			
Service CR – Bas-Saint-Laurent-Est – Gaspésie	10,71		1,06
Service CR – Bas-Saint-Laurent-Ouest	7,62		0,75
Service CR – Saguenay–Lac-Saint-Jean	13,11		1,30
Service CR – Côte-Nord	6,40		0,63
Service CR – Capitale-Nationale	20,17		1,99
Service CR – Chaudière-Appalaches	20,52		2,03
Total partiel région de Québec et de l'Est-du-Québec	78,53		7,76
<b>Direction régionale du Centre-du-Québec et périphéries</b>			
Service CR – Mauricie–Centre-du-Québec	18,33		1,81
Service CR – Estrie	16,79		1,66
Service CR – Rouyn-Noranda-Témiscamingue	6,00		0,59
Service CR - Val-d'Or – Nord-du-Québec	7,32		0,72
Total partiel région du Centre-du-Québec et périphéries	48,44		4,78
<b>Direction régionale de la Montérégie et de l'Ouest-du-Québec</b>			
Service CR – Montréal-Est–Laval-Est–Lanaudière	24,34		2,41
Service CR – Montréal-Ouest–Laval-Ouest-Laurentides	27,66		2,74
Service CR – Saint-Bruno	25,98		2,57
Service CR – Saint-Jean	20,47		2,02
Service CR – Outaouais	10,49		1,04
Total partiel région de la Montérégie et de l'Ouest-du-Québec	108,94		10,78
<b>Siège social</b>	2,82	4,13	0,96
<b>Total</b>	<b>238,73</b>	<b>4,13</b>	<b>24,28</b>
<sup>1</sup> Les données sont au 31 décembre 2017 et sont transmises en ETC (unité de mesure utilisée pour calculer l'effectif gouvernemental et correspondant, sur une base annuelle, à une durée normale de travail, selon les conditions de travail).			
<b>Nombre d'interventions effectuées et constats donnés (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017)</b>			
	<b>2017</b>		
Interventions sur route	<b>94 022</b>		
Interventions en entreprise	<b>515</b>		
Contrôles en continuité d'une intervention sur la route	<b>909</b>		
Total interventions	<b>95 446</b>		
Infractions sur route	<b>33 563</b>		
Infractions en entreprise	<b>1 306</b>		
Total infractions	<b>34 869</b>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 72

<b>Titre</b> Nombre et liste des accidents ferroviaires au Québec pour chaque année depuis 2012 et détails des causes et des conséquences de ces accidents.							
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  En vertu de la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé et du Règlement sur la sécurité ferroviaire entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2001, les compagnies de chemins de fer de compétence québécoise doivent aviser sans délai le Ministère de tout accident impliquant un matériel roulant. <ul style="list-style-type: none"><li>• Un accident ferroviaire présente généralement des dommages et un arrêt des opérations de nature ferroviaire, soit : une collision en voie principale, un déraillement en voie principale, un accident à un passage à niveau, une collision, un incendie ou une explosion.</li><li>• Un incident ferroviaire présente un risque d'accident concernant les sujets suivants : non-respect des règles d'exploitation, mauvaise manœuvre, aiguillage mal orienté, risque de collision, déversement de marchandises dangereuses ou autres.</li></ul> <b>Incidents et accidents sur les chemins de fer et les sites industriels relevant de la juridiction du Québec</b>							
Année	Incidents et accidents		Victimes				
	Nombre*	Passages à niveau	Morts		Blessés		Total de victimes
			Passages à niveau	Total (incluant passages à niveau)	Passages à niveau	Total (incluant passages à niveau)	
2017	13	4	0	1	2	3	4
* Comprend les incidents et les accidents aux passages à niveau.							
Données en date du 1 <sup>er</sup> mars 2018.							
<b>Accidents aux passages à niveau situés sur les chemins de fer relevant de la juridiction du Québec et du Canada</b>							
Année	Nombre	Morts		Blessés graves	Blessés légers	Total de victimes	
2017	21	4		1	6	11	
Données en date du 1 <sup>er</sup> mars 2018.							



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 73

**Titre**

Liste des accidents répertoriés impliquant des véhicules de déneigement pour l'année 2017-2018.  
Fournir aussi la liste des membres et des activités du Comité stratégique sur le déneigement.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Accidents impliquant des véhicules de déneigement**

Du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 (données de la saison hivernale 2016-2017) :

670 accidents :

- Nombre d'accidents avec décès : 3
- Nombre d'accidents avec blessés graves : 3
- Nombre d'accidents avec blessés légers : 57
- Nombre d'accidents avec dommages matériels seulement : 607

Depuis 2015, le suivi des accidents impliquant des véhicules de déneigement est effectué par l'entremise du bilan routier préliminaire produit trimestriellement. Lors de ces suivis, advenant l'identification d'une hausse des accidents durant la période hivernale, l'équipe de Contrôle routier Québec (CRQ) de la Société procède à une analyse des rapports d'accidents.

Il est important de souligner que, lors d'accidents impliquant des véhicules de déneigement, les corps policiers ainsi que CRQ collaborent à l'analyse de l'événement.

**Liste des membres du Comité stratégique sur le déneigement**

En mai 2013, la vocation du Comité stratégique sur le déneigement a été modifiée pour rendre permanente une des recommandations du rapport Neige, sous le vocable « Vigie-accidents ».

Cette veille des accidents impliquant des véhicules de déneigement est réalisée en continu. Les organisations concernées travaillent en concertation et se réunissent si une situation particulière survient.

Les organisations impliquées dans le processus de veille sont :

- Société de l'assurance automobile du Québec
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec
- Association des directeurs de police du Québec
- Service de police de la Ville de Montréal
- Sûreté du Québec

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 74**

**Titre**

Ventilation de toutes les sanctions, amendes, pénalités et de tous les avertissements donnés aux conducteurs de véhicules lourds, selon le type d'infraction (limiteur de vitesse, fatigue au volant, etc.), par année depuis 2007.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Limiteur de vitesse :**

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017, Contrôle routier Québec a réalisé :

- Interventions liées aux limiteurs de vitesse : 446
- Mises en infraction liées aux vérifications du limiteur de vitesse : 249

**Fatigue au volant :**

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017 :

- Près de 3 400 infractions en contravention au Règlement sur les heures de conduites et de repos des conducteurs de véhicule lourd.
- Plus de 440 mises hors service d'un conducteur en contravention au Règlement sur les heures de conduite et de repos des conducteurs de véhicule lourd.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 75**

**Titre**

État de situation du projet pilote Uber. Fournir le nombre d'inspections et de contrôles routiers effectués sur des chauffeurs d'Uber inc. Inclure le sommaire des infractions constatées, par catégorie, et les suivis faits des inspections.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Ministère**

L'application et le contrôle de la Loi concernant les services de transport par taxi et sa réglementation sont effectués par deux organismes au Québec, soit :

- Contrôle routier Québec pour l'ensemble de la province, à l'exception de l'Île de Montréal. La Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) compile les données concernant le projet pilote Uber. Une fiche des infractions constatées par Contrôle routier Québec dans le cadre du projet pilote Uber est produite par la SAAQ.
- Bureau du taxi de Montréal (BTM) pour l'Île de Montréal, où se trouvent les agglomérations de taxi A-5, A-11 et A-12. La Ville de Montréal a compétence sur le transport par taxi en vertu de son Règlement sur le transport par taxi. Le BTM applique également les dispositions des projets pilotes, dont le projet pilote Uber. Il appartient au BTM de publier, s'il le juge opportun, les données demandées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 75

<b>Titre</b> État de situation du projet pilote Uber. Fournir le nombre d'inspections et de contrôles routiers effectués sur des chauffeurs d'Uber inc. Inclure le sommaire des infractions constatées, par catégorie, et les suivis faits des inspections.																																																
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b> <b>Société de l'assurance automobile du Québec</b> Interventions de Contrôle routier Québec sur route effectuées sur l'ensemble du territoire à l'exception de la ville de Montréal (Bureau du taxi de Montréal) auprès des chauffeurs d'Uber Canada afin de s'assurer du respect des dispositions prévues au projet pilote encadré par l'arrêté ministériel. Interventions du 21 octobre 2016 (date de l'obtention du permis intermédiaire par Uber Canada) au 31 janvier 2018. <table><tr><th>Nombre de contrôles sur route</th><th>Nombre d'infractions</th></tr><tr><td>288</td><td>73</td></tr></table>	Nombre de contrôles sur route	Nombre d'infractions	288	73																																												
Nombre de contrôles sur route	Nombre d'infractions																																															
288	73																																															
<b>Catégories d'infractions constatées</b> <table><tr><th colspan="3">INFRACTIONS – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL</th></tr><tr><th></th><th>Nombre d'infractions</th><th>Nature de l'infraction</th></tr><tr><td rowspan="8">Arrêté ministériel Encadrant le projet pilote</td><td>1</td><td>Intermédiaire / N'a pas fourni de vignette</td></tr><tr><td>1</td><td>Intermédiaire / Omission de s'assurer que le véhicule respecte l'art. 10 (véhicule de moins de 10 ans)</td></tr><tr><td>1</td><td>Intermédiaire / Omission de révoquer un partenaire-chauffeur ne respectant pas une obligation (art. 10)</td></tr><tr><td>1</td><td>Partenaire-chauffeur / Non-respect des conditions prévues à l'art. 10 (véhicule de plus de 10 ans)</td></tr><tr><td>1</td><td>Partenaire-chauffeur / Mis en circulation véhicule avec défectuosité sans se conformer à l'article 33</td></tr><tr><td>20</td><td>Partenaire-chauffeur / Vignette non apposée sur le véhicule</td></tr><tr><td>16</td><td>Partenaire chauffeur / Ne pas avoir le rapport de vérification mécanique à bord</td></tr><tr><td>8</td><td>Autres infractions</td></tr><tr><td colspan="3">Total des infractions : 49</td></tr><tr><th colspan="3">INFRACTIONS - CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE</th></tr><tr><td rowspan="7">Code de la sécurité routière</td><td>5</td><td>Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'assurance</td></tr><tr><td>1</td><td>Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'immatriculation</td></tr><tr><td>2</td><td>Conducteur / Condition au permis de conduire non respectée</td></tr><tr><td>1</td><td>Conducteur / Conduite pendant sanction</td></tr><tr><td>4</td><td>Conducteur véhicule / Pneus non conformes</td></tr><tr><td>5</td><td>Conducteur / Certificat d'immatriculation non signé</td></tr><tr><td>6</td><td>Autres infractions</td></tr><tr><td colspan="3">Total des infractions : 24</td></tr><tr><td><b>Suivi des interventions</b> Les infractions constatées sont sous la responsabilité du Directeur des poursuites criminelles et pénales conformément au processus judiciaire.</td></tr></table>	INFRACTIONS – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL				Nombre d'infractions	Nature de l'infraction	Arrêté ministériel Encadrant le projet pilote	1	Intermédiaire / N'a pas fourni de vignette	1	Intermédiaire / Omission de s'assurer que le véhicule respecte l'art. 10 (véhicule de moins de 10 ans)	1	Intermédiaire / Omission de révoquer un partenaire-chauffeur ne respectant pas une obligation (art. 10)	1	Partenaire-chauffeur / Non-respect des conditions prévues à l'art. 10 (véhicule de plus de 10 ans)	1	Partenaire-chauffeur / Mis en circulation véhicule avec défectuosité sans se conformer à l'article 33	20	Partenaire-chauffeur / Vignette non apposée sur le véhicule	16	Partenaire chauffeur / Ne pas avoir le rapport de vérification mécanique à bord	8	Autres infractions	Total des infractions : 49			INFRACTIONS - CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE			Code de la sécurité routière	5	Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'assurance	1	Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'immatriculation	2	Conducteur / Condition au permis de conduire non respectée	1	Conducteur / Conduite pendant sanction	4	Conducteur véhicule / Pneus non conformes	5	Conducteur / Certificat d'immatriculation non signé	6	Autres infractions	Total des infractions : 24			<b>Suivi des interventions</b> Les infractions constatées sont sous la responsabilité du Directeur des poursuites criminelles et pénales conformément au processus judiciaire.
INFRACTIONS – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL																																																
	Nombre d'infractions	Nature de l'infraction																																														
Arrêté ministériel Encadrant le projet pilote	1	Intermédiaire / N'a pas fourni de vignette																																														
	1	Intermédiaire / Omission de s'assurer que le véhicule respecte l'art. 10 (véhicule de moins de 10 ans)																																														
	1	Intermédiaire / Omission de révoquer un partenaire-chauffeur ne respectant pas une obligation (art. 10)																																														
	1	Partenaire-chauffeur / Non-respect des conditions prévues à l'art. 10 (véhicule de plus de 10 ans)																																														
	1	Partenaire-chauffeur / Mis en circulation véhicule avec défectuosité sans se conformer à l'article 33																																														
	20	Partenaire-chauffeur / Vignette non apposée sur le véhicule																																														
	16	Partenaire chauffeur / Ne pas avoir le rapport de vérification mécanique à bord																																														
	8	Autres infractions																																														
Total des infractions : 49																																																
INFRACTIONS - CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE																																																
Code de la sécurité routière	5	Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'assurance																																														
	1	Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'immatriculation																																														
	2	Conducteur / Condition au permis de conduire non respectée																																														
	1	Conducteur / Conduite pendant sanction																																														
	4	Conducteur véhicule / Pneus non conformes																																														
	5	Conducteur / Certificat d'immatriculation non signé																																														
	6	Autres infractions																																														
Total des infractions : 24																																																
<b>Suivi des interventions</b> Les infractions constatées sont sous la responsabilité du Directeur des poursuites criminelles et pénales conformément au processus judiciaire.																																																

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 76

**Titre**

Fournir les statistiques sur le nombre de déplacements effectués par Uber dans le cadre du projet pilote, par semaine et pour chacune des catégories suivantes : 50 000 heures et moins, 50 000 à 100 000 heures, 100 000 à 150 000 heures et 150 000 heures ou plus.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 77

<p><b>Titre</b></p> <p>Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2017-2018 pour les véhicules lourds.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p><b>Ministère</b></p> <p>Nombre de permis spéciaux délivrés par la Société de l'assurance automobile du Québec pour les véhicules lourds en 2017 : 40 830</p> <p>Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports peut délivrer des permis spéciaux de circulation en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 633 du Code de la sécurité routière (CSR). Ces permis autorisent la circulation de véhicules hors normes selon les charges ou les dimensions. Ils sont délivrés essentiellement pour permettre la circulation de véhicules expérimentaux, pour harmoniser nos normes avec celles des autres administrations nord-américaines ou pour laisser le temps à l'industrie de s'adapter à une situation particulière. Des analyses d'impact sur les infrastructures et sur la sécurité des usagers sont effectuées pour chaque type de permis.</p> <p>Nombre de permis émis selon l'article 633 du CSR en 2017 :   6 582</p> <p>Nombre de permis de grand train routier (hivernal) en 2017 :       595</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 77

<p><b>Titre</b></p> <p>Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2017-2018 pour les véhicules lourds.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p><b>Société de l'assurance automobile du Québec</b></p> <p><b>En 2017</b></p> <p>40 830 permis spéciaux délivrés par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) pour les véhicules lourds.</p> <p>Un permis spécial de circulation émis par la SAAQ appartient à l'une des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• permis général qui autorise son titulaire à effectuer des déplacements avec ou sans parcours déterminé pour une durée maximale d'un an;</li><li>• permis spécifique qui autorise son titulaire à effectuer un déplacement pour un parcours déterminé, y compris le retour sur ce même parcours, et pour une durée maximale de sept jours consécutifs.</li></ul> <p>Le permis général et le permis spécifique appartiennent à l'une ou plusieurs des classes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Classe 1 : transport hors dimensions en largeur, en hauteur, en longueur ou pour des excédents avant ou arrière;</li><li>• Classe 2 : transport de bâtiments préfabriqués;</li><li>• Classe 3 : transport de piscines;</li><li>• Classe 4 : dépanneuses;</li><li>• Classe 5 : transport en surcharge;</li><li>• Classe 6 : transport en surcharge exigeant une expertise du Ministère;</li><li>• Classe 7 : transport en surdimensionné exigeant une expertise du Ministère.</li></ul> <p>Tout propriétaire, locataire ou exploitant qui prévoit circuler avec un véhicule ou un ensemble de véhicules dont les charges ou les dimensions excèdent celles qui sont prévues au Règlement sur les normes de charges et de dimensions applicables aux véhicules routiers et aux ensembles de véhicules routiers doit d'abord obtenir un permis spécial de circulation.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 78

Titre

Nombre de certificats d'exemptions de pneus d'hiver émis pour l'année 2017-2018 avec le détail des motifs d'exemption. Fournir les coûts administratifs reliés à la gestion et la délivrance de ces exemptions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Répartition de l'émission des certificats d'exemption pour les pneus d'hiver

	2017	%
Centre de services et Unité mobile	2 531	8,64 %
Mandataires	4 782	16,31 %
Opérations centralisées	22	0,08 %
Internet	21 975	74,97 %
Total	29 310	100,00 %

Les coûts administratifs reliés à la gestion et à la délivrance de ces exemptions en 2017 sont de 110 870 \$.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 79

<p><b>Titre</b></p> <p>Donner la liste des projets de transport ou d'infrastructures identifiés par le gouvernement pour recevoir du financement par les divers fonds d'infrastructures fédéraux.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question se trouve à la question générale des deux partis d'opposition 39.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 80

<p><b>Titre</b></p> <p>État de situation pour le renouvellement des voitures de métro MR-73. Indiquer les détails du plan de renouvellement et l'échéancier pour le remplacement de l'ensemble des voitures.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La Société de transport de Montréal (STM) dispose de 423 voitures MR-73 (47 trains), mises en service entre 1976 et 1980 et dont les premières ont atteint leur fin de vie utile théorique de 40 ans en 2016. Les dernières MR-73 mises en service atteindront cette fin de vie utile théorique en 2020. Les voitures MR-73 en service sur la ligne orange du métro sont déplacées sur les autres lignes à mesure que les nouvelles voitures Azur sont intégrées au réseau et que les voitures de première génération (MR-63), de plus de 50 ans, sont retirées.</p> <p>Le 29 octobre 2014, après avoir étudié la possibilité de remplacer les voitures MR-73, la STM a annoncé publiquement avoir plutôt opté pour un prolongement de leur durée de vie utile sur 20 années supplémentaires, en vue de les garder en service jusqu'en 2036-2040. La STM juge que la bonne fiabilité, le faible coût d'entretien ainsi que l'historique des MR-73 indiquent qu'il serait possible de réaliser d'importantes économies, sans compromettre la livraison du service, en prolongeant la durée de vie de ces voitures de métro jusqu'à 60 ans.</p> <p>La première phase des travaux est en cours.</p> <p>En 2016, le coût des travaux réalisés est établi à 4,74 M\$. Ces travaux ont permis de rénover ou de remplacer des équipements de traction et de freinage électriques.</p> <p>La première phase des travaux a débuté en 2013 et se poursuit. Les travaux permettent de rénover ou remplacer les équipements de freinage électrique, les équipements de freinage pneumatique, le système de commande générale, certaines composantes de portes voyageurs, les systèmes de signalisation et de comptage, les équipements de communication, les batteries, les équipements de haute et de basse tension, le circuit pneumatique, les bogies, les caisses et certains autres équipements mécaniques.</p> <p>La phase 1 du projet est inscrite au Plan québécois des infrastructures 2017-2027 au montant de 69 M\$. Ces travaux sont admissibles à une aide financière équivalant à 75 % du coût total des dépenses admissibles en vertu du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 81

<p><b>Titre</b></p> <p>Concernant le Fonds de la sécurité routière, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2017-2018 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide et le montant reçu.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Actuellement, l'acquisition, l'installation et l'exploitation des appareils de contrôle automatisé (aussi appelés radars photo) est la seule mesure financée par le Fonds de la sécurité routière (FSR).</p> <p>Il est trop tôt pour déterminer si une municipalité ou un organisme pourra recevoir une aide financière du FSR avant le 31 mars 2018.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 82

<p><b>Titre</b></p> <p>État de situation, liste des travaux et sommes investies dans le dossier du prolongement de la route 138 depuis la résiliation de l'entente-cadre de 100 M\$ pour le projet de développement d'un lien routier entre les localités de Kegaska et de Vieux-Fort, sur la Basse-Côte-Nord, avec la compagnie Pakatan Meskanau de la Grande Séduction.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>En juillet 2017, le Ministère a conclu une entente avec le syndic de la faillite de Compagnie Pakatan Meskanau de la Grande Séduction (Pakatan) afin d'acquérir différents documents produits pour le compte de Pakatan et nécessaires à la poursuite du projet. Le montant de la transaction est de 1 875 000 \$. Cette somme permet de régler le litige, d'obtenir les quittances finales et de prendre possession des documents réalisés par les créanciers de la faillite.</p> <p>Avec cette entente, le Ministère a obtenu les documents produits pour le compte de Pakatan, dont des plans et devis, des documents originaux illustrant les activités préparatoires sur le terrain, dont des relevés photographiques, d'arpentage ou aériens, des campagnes de pédologie et géotechnique ainsi que des relevés hydrauliques ou environnementaux et les rapports d'analyses et études préparatoires dont les études d'opportunité et les études d'avant-projet. Sans la résolution de ce litige, le Ministère aurait dû reprendre la majeure partie de la conception du projet, ce qui générerait un retard d'au moins trois ans sur le début des travaux projetés et des coûts additionnels d'environ 5 M\$.</p> <p>Depuis, le Ministère a entrepris la poursuite de la préparation du projet de prolongement de la route 138 en fonction des priorités gouvernementales.</p> <p>Les travaux de déboisement du tronçon Tête-à-la-Baleine – La Tabatière sont terminés.</p> <p>Le projet de prolongement de la route 138 est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.</p>

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 83

##### Titre

Copie des notes ministérielles, des avis de pertinence, des mémos, de la correspondance, des courriels ou de tout autre document pertinent qui ont motivé la décision du ministre d'ajouter l'étude d'un train de surface au mandat du bureau de projet sur le prolongement de la ligne bleue de l'AMT.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le 16 septembre 2009, le gouvernement du Québec annonçait la création d'un Bureau de projet sur le prolongement du métro de la région métropolitaine de Montréal. Sous la responsabilité conjointe du Ministère et de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), le Bureau de projet, appuyé par les acteurs municipaux concernés, a le mandat de réaliser les études de faisabilité des prolongements projetés sur le métro de Montréal, notamment de déterminer les tracés, préciser le nombre et la localisation des stations de métro.

Conformément à la Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique, alors en vigueur, le Bureau de projet a réalisé les études requises pour l'élaboration du dossier de présentation stratégique (DPS). Le DPS du projet a été présenté au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports d'alors préconisant le prolongement de la ligne bleue jusqu'à Anjou comme premier prolongement des lignes de métro et de poursuivre le travail sur les autres lignes avant de choisir le prochain stade de prolongement.

Le 20 septembre 2013, le ministre d'alors a annoncé que le gouvernement du Québec priorisait le prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal par l'ajout de cinq stations de Saint-Michel à Anjou. Un budget de 38,8 M\$ a été réservé au Bureau de projet pour la continuité des études, soit la réalisation des études d'avant-projet pour la ligne bleue et des études complémentaires des lignes jaune et orange.

En conformité avec la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique, un dossier d'opportunité pour approbation par le Conseil des ministres est en préparation. C'est sur la base de ce dossier que sera donnée l'autorisation de procéder à l'élaboration du dossier d'affaires du premier tronçon à réaliser.

##### Élargissement du mandat

Une analyse sur les modes de transport en surface qui répondraient aux besoins identifiés a été effectuée en 2015 dans le cadre des études du prolongement de la ligne bleue. Cette analyse conclut que bien que le tramway offrirait un bon potentiel de transport, celui-ci ne répondrait pas aux besoins en mobilité anticipés dans le corridor retenu pour le prolongement de la ligne bleue, et ce, essentiellement en raison de la capacité inférieure de ce mode et de la hausse du temps de parcours.

À la suite de la mise en place de la nouvelle gouvernance en transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal, le Conseil des ministres approuvait, en décembre 2017, le dossier d'opportunité et autorisait le début des premières activités qui mèneront au prolongement de la ligne bleue du métro par l'ajout de cinq stations, de Saint-Michel à Anjou, dans l'est de Montréal ainsi que l'acquisition des immeubles et servitudes nécessaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 84

**Titre**

Indiquer les programmes auxquels seront affectées les sommes prévues pour les transports collectifs et actifs d'ici 2020, notamment le différentiel entre les sommes transférées au ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (1200 M\$ du Fonds vert) et les dépenses de programme annoncées à ce jour (660 M\$).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Les sommes virées du Fonds vert au Fonds des réseaux de transport terrestre dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques sont affectées aux projets et aux programmes suivants :

- Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes;
- Programmes d'aide financière aux infrastructures cyclables et piétonnes (Véloce II) – volet 1 (développement des transports actifs dans les périmètres urbains) et son successeur, soit le Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains;
- Programme d'aide au développement du transport collectif;
- Projet de démonstration de trois autobus entièrement électriques rechargés par « biberonnage » (Cité mobilité);
- Programme de soutien à des projets de démonstration en transport collectif électrique;
- Programme de soutien à la réalisation de projets de démonstration de taxis électriques.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 85**

**Titre**

Quels seront, en 2018-2019, les transferts du Fonds vert en direction du MTMDET, et à quelles fins ces sommes seront-elles affectées ?

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 86.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 86**

**Titre**

Quels ont été, en 2017-2018, les transferts du Fonds vert en direction du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, et à quelles fins ces sommes ont été affectées ?

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le décret 42-2018, adopté le 30 janvier 2018, déterminait qu'une somme totale de 254,2 M\$, répartie en un versement (février 2018), soit virée du Fonds vert au Fonds des réseaux de transport terrestre en 2017-2018.

Cette somme est affectée à des mesures applicables au transport en commun et à des programmes d'aide financière qui favorisent le développement et l'utilisation du transport en commun des personnes ou le développement et l'utilisation de modes de transport de personnes, à l'exception du véhicule de promenade dont le seul occupant est le conducteur.

Le montant du virement a été fixé pour le financement en 2017-2018 de trois programmes et mesures liés à la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2030) qui permettent une réduction des émissions de gaz à effet de serre :

- Programme d'aide au développement du transport collectif (155,3 M\$);
- Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (96,9 M\$);
- Programme de soutien à la réalisation de projets de démonstration de taxis électriques (2,0 M\$).



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 87

**Titre**

Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) en 2017-2018 et pour les trois dernières années. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan de 2017 à 2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de la deuxième opposition 100.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 88

<p><b>Titre</b></p> <p>Nombre de véhicules électriques, de véhicules hybrides « branchables » et de véhicules hybrides immatriculés au Québec pour les années 2010, 2011,2012, 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017. Inclure la ventilation par modèle et par marque de véhicule.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p><b>Au 31 décembre 2017</b></p> <p><b>Véhicules électriques</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• véhicules entièrement électriques : 10 039, dont 47 véhicules à basse vitesse</li><li>• véhicules hybrides rechargeables : 11 905</li></ul> <p><b>Véhicules hybrides</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 44 974</li></ul> <p>La liste par modèle et par marque est disponible en annexe.</p>

**Nombre de véhicules hybrides au 31 décembre 2017**

Marque	Modèle	Type véhicule hybride	Nombre
ACURA	ILX HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	44
Acura	MDX	VH - Véhicule hybride	24
Acura	Rlx	VH - Véhicule hybride	7
ACURA	RLX SPORT HYBRID 4P TI	VH - Véhicule hybride	41
AUDI CAMION/VAN	Q5 HYBRID 4P TI	VH - Véhicule hybride	71
BMW	ACTIVEHYBRID 5 4P	VH - Véhicule hybride	1
BMW	X6	VH - Véhicule hybride	1
BMW CAMION/VAN	X6 HYBRID 4P TI	VH - Véhicule hybride	3
Buick	LaCrosse	VH - Véhicule hybride	96
Buick	Regal	VH - Véhicule hybride	42
CADILLAC CAMION/VAN	ESCALADE ESV PLATINUM HYBRID 4P TI	VH - Véhicule hybride	1
CADILLAC CAMION/VAN	ESCALADE HYBRID 4P TI	VH - Véhicule hybride	39
Chevrolet	Malibu	VH - Véhicule hybride	86
CHEVROLET	MALIBU HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	140
Chevrolet	Malibu hybride	VH - Véhicule hybride	66
Chevrolet	Silverado	VH - Véhicule hybride	17
CHEVROLET CAMION/VAN	SILVERADO 1500 HYBRID CREW CAB 2RM	VH - Véhicule hybride	15
CHEVROLET CAMION/VAN	SILVERADO 1500 HYBRID CREW CAB 4RM	VH - Véhicule hybride	38
CHEVROLET CAMION/VAN	SILVERADO 1500 LS HYBRID EXT CAB 2RM	VH - Véhicule hybride	62
CHEVROLET CAMION/VAN	SILVERADO 1500 LS HYBRID EXT CAB 4RM	VH - Véhicule hybride	365
CHEVROLET CAMION/VAN	TAHOE HYBRID 4P 4RM	VH - Véhicule hybride	32
CHRYSLER CAMION/VAN	ASPEN HYBRID 4P 4RM	VH - Véhicule hybride	18
DODGE/RAM CAMION/VAN	DURANGO LIMITED HYBRID 4P 4RM	VH - Véhicule hybride	2
Ferrari	Laferrari	VH - Véhicule hybride	2
Ford	C-Max	VH - Véhicule hybride	1
FORD	C-MAX SE HYBRID 5P	VH - Véhicule hybride	440
FORD	C-MAX SEL HYBRID 5P	VH - Véhicule hybride	355
Ford	C-MAX TITANIUM	VH - Véhicule hybride	15
Ford	Fusion	VH - Véhicule hybride	15
FORD	FUSION HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	283
FORD	FUSION S HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	73
FORD	FUSION SE HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	506
FORD	FUSION TITANIUM HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	53
FORD CAMION/VAN	ESCAPE HYBRID 4P 2RM	VH - Véhicule hybride	340
FORD CAMION/VAN	ESCAPE HYBRID 4P 4RM	VH - Véhicule hybride	491
GMC	Sierra	VH - Véhicule hybride	15
GMC	Yukon	VH - Véhicule hybride	1
GMC CAMION/VAN	SIERRA 1500 HYBRID CREW CAB 2RM	VH - Véhicule hybride	2
GMC CAMION/VAN	SIERRA 1500 HYBRID CREW CAB 4RM	VH - Véhicule hybride	31
GMC CAMION/VAN	SIERRA 1500 SLE HYBRID EXT CAB 2RM	VH - Véhicule hybride	74
GMC CAMION/VAN	SIERRA 1500 SLE HYBRID EXT CAB 4RM	VH - Véhicule hybride	370
GMC CAMION/VAN	YUKON DENALI HYBRID 4P TI	VH - Véhicule hybride	13
GMC CAMION/VAN	YUKON HYBRID 4P 4RM	VH - Véhicule hybride	33
Honda	Accord	VH - Véhicule hybride	153
HONDA	ACCORD HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	275
HONDA	ACCORD TOURING HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	92
HONDA	CIVIC HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	1 260
Honda	CR-Z	VH - Véhicule hybride	2
HONDA	CR-Z EX HYBRID 2P	VH - Véhicule hybride	114
HONDA	CR-Z HYBRID 2P	VH - Véhicule hybride	279
Honda	Insight	VH - Véhicule hybride	1
HONDA	INSIGHT 2P	VH - Véhicule hybride	40
HONDA	INSIGHT EX 5P	VH - Véhicule hybride	148
HONDA	INSIGHT LX 5P	VH - Véhicule hybride	336
Hyundai	Ioniq	VH - Véhicule hybride	1
HYUNDAI	Ioniq hybride	VH - Véhicule hybride	279
Hyundai	Sonata	VH - Véhicule hybride	22
HYUNDAI	SONATA HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	1 766
HYUNDAI	SONATA LIMITED HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	263
INFINITI	M35h 4P	VH - Véhicule hybride	9
Infiniti	Q50	VH - Véhicule hybride	16
INFINITI	Q50 HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	1
INFINITI	Q50 HYBRID 4P TI	VH - Véhicule hybride	132

Infiniti	QX60	VH - Véhicule hybride	1
INFINITI CAMION/VAN	QX60 HYBRID 4P TI	VH - Véhicule hybride	29
Kia	Niro	VH - Véhicule hybride	542
KIA	OPTIMA EX HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	638
KIA	OPTIMA HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	653
Kia	Optima hybride	VH - Véhicule hybride	104
KIA	OPTIMA LX HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	203
LEXUS	CT 200h 5P	VH - Véhicule hybride	1 386
Lexus	ES 300h	VH - Véhicule hybride	2
LEXUS	ES 300h 4P	VH - Véhicule hybride	281
LEXUS	GS 450h 4P	VH - Véhicule hybride	27
LEXUS	HS 250h 4P	VH - Véhicule hybride	214
Lexus	Ls	VH - Véhicule hybride	1
LEXUS	LS 600h L 4P TI	VH - Véhicule hybride	29
Lexus	Nx	VH - Véhicule hybride	62
Lexus	RX	VH - Véhicule hybride	64
LEXUS CAMION/VAN	NX300h 4P TI	VH - Véhicule hybride	55
LEXUS CAMION/VAN	RX400h 4P 2RM	VH - Véhicule hybride	5
LEXUS CAMION/VAN	RX400h 4P TI	VH - Véhicule hybride	361
LEXUS CAMION/VAN	RX450h 4P 2RM	VH - Véhicule hybride	2
LEXUS CAMION/VAN	RX450h 4P TI	VH - Véhicule hybride	613
Lincoln	MKZ	VH - Véhicule hybride	103
LINCOLN	MKZ HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	317
MERCEDES-BENZ	S400 HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	3
MERCURY	MILAN HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	1
MERCURY CAMION/VAN	MARINER HYBRID 4P 4RM	VH - Véhicule hybride	3
NISSAN	ALTIMA 2.5 S HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	85
NISSAN CAMION/VAN	PATHFINDER PLATINUM HYBRID 4P 4RM	VH - Véhicule hybride	63
PORSCHE	PANAMERA S HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	6
PORSCHE CAMION/VAN	CAYENNE S HYBRID 4P TI	VH - Véhicule hybride	47
SATURN	AURA GREEN LINE HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	25
SATURN CAMION/VAN	VUE GREEN LINE HYBRID 4P 2RM	VH - Véhicule hybride	140
SUBARU	CROSSTREK HYBRID 5P TI	VH - Véhicule hybride	47
Subaru	Xv crosstrek	VH - Véhicule hybride	3
SUBARU	XV CROSSTREK HYBRID 5P TI	VH - Véhicule hybride	186
Toyota	Avalon	VH - Véhicule hybride	1
TOYOTA	AVALON LIMITED HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	5
Toyota	Camry	VH - Véhicule hybride	166
TOYOTA	CAMRY HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	1 807
TOYOTA	CAMRY LE HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	2 796
Toyota	Highlander	VH - Véhicule hybride	244
Toyota	Prius	VH - Véhicule hybride	2
TOYOTA	PRIUS 4P	VH - Véhicule hybride	53
TOYOTA	PRIUS 5P	VH - Véhicule hybride	6 967
TOYOTA	PRIUS C 5P	VH - Véhicule hybride	6 186
TOYOTA	PRIUS TOURING 5P	VH - Véhicule hybride	761
TOYOTA	PRIUS V 5P	VH - Véhicule hybride	4 930
Toyota	RAV4 EV	VH - Véhicule hybride	303
Toyota	RAV4 HV	VH - Véhicule hybride	1 783
TOYOTA CAMION/VAN	HIGHLANDER HYBRID 4P 4RM	VH - Véhicule hybride	539
TOYOTA CAMION/VAN	HIGHLANDER HYBRID LIMITED 4P 2RM	VH - Véhicule hybride	2
TOYOTA CAMION/VAN	HIGHLANDER HYBRID LIMITED 4P 4RM	VH - Véhicule hybride	700
TOYOTA CAMION/VAN	HIGHLANDER LE HYBRID 4P 4RM	VH - Véhicule hybride	92
TOYOTA CAMION/VAN	HIGHLANDER XLE HYBRID 4P 4RM	VH - Véhicule hybride	217
TOYOTA CAMION/VAN	RAV4 LIMITED HYBRID 4P TI	VH - Véhicule hybride	658
TOYOTA CAMION/VAN	RAV4 XLE HYBRID 4P TI	VH - Véhicule hybride	748
VOLKSWAGEN	JETTA HYBRID 4P	VH - Véhicule hybride	199
Volvo	S90	VH - Véhicule hybride	1

NOMBRE DE VÉHICULES ENTIÈREMENT ÉLECTRIQUES AU 31 DÉCEMBRE 2017

Marque	Modèle	Type véhicule électrique	Nombre
BMW	i3	VEE - Entièrement électrique	88
BMW	i3 5P	VEE - Entièrement électrique	209
Chevrolet	Bolt	VEE - Entièrement électrique	1 191
Chevrolet	Spark EV	VEE - Entièrement électrique	12
CHEVROLET	SPARK EV 5P	VEE - Entièrement électrique	155
CHEVROLET	SPARK EV LT 5P	VEE - Entièrement électrique	34
Fiat	500e	VEE - Entièrement électrique	7
FORD	FOCUS ELECTRIC 5P	VEE - Entièrement électrique	174
Ford	Focus Électrique	VEE - Entièrement électrique	173
Ford	Ranger	VEE - Entièrement électrique	1
FORD	TRANSIT CONNECT	VEE - Entièrement électrique	2
Hyundai	Ioniq	VEE - Entièrement électrique	5
HYUNDAI	Ioniq électrique	VEE - Entièrement électrique	289
HYUNDAI CAMION/VAN	TUCSON FCEV 4P 2RM	VEE - Entièrement électrique	1
Kia	Soul	VEE - Entièrement électrique	42
Kia	Soul EV	VEE - Entièrement électrique	58
KIA CAMION/VAN	SOUL EV 5P	VEE - Entièrement électrique	806
MITSUBISHI	i-MiEV 5P	VEE - Entièrement électrique	208
MITSUBISHI	i-MiEV ES 5P	VEE - Entièrement électrique	225
NISSAN	LEAF S 5P	VEE - Entièrement électrique	2 903
NISSAN	LEAF SL 5P	VEE - Entièrement électrique	286
NISSAN	LEAF SV 5P	VEE - Entièrement électrique	432
Smart	fortwo	VEE - Entièrement électrique	7
SMART	FORTWO ELECTRIC DRIVE CABRIOLET	VEE - Entièrement électrique	78
SMART	FORTWO ELECTRIC DRIVE COUPÉ 2P	VEE - Entièrement électrique	299
TESLA	MODEL S 4P	VEE - Entièrement électrique	112
TESLA	MODEL S 70D 4P TI	VEE - Entièrement électrique	479
TESLA	MODEL S 85 4P	VEE - Entièrement électrique	221
TESLA	MODEL S 85D 4P TI	VEE - Entièrement électrique	231
TESLA	MODEL S 90D 4P TI	VEE - Entièrement électrique	61
TESLA	MODEL S P85D 4P TI	VEE - Entièrement électrique	153
TESLA	MODEL S PERFORMANCE 4P	VEE - Entièrement électrique	45
TESLA	MODEL S SIGNATURE 4P	VEE - Entièrement électrique	8
TESLA	MODEL S SIGNATURE PERFORMANCE 4P	VEE - Entièrement électrique	12
TESLA	S	VEE - Entièrement électrique	227
TESLA	TESLA ROADSTER	VEE - Entièrement électrique	3
TESLA	X	VEE - Entièrement électrique	468
Toyota	RAV4 EV	VEE - Entièrement électrique	2
TOYOTA CAMION/VAN	RAV4 EV 4P 2RM	VEE - Entièrement électrique	1
Volkswagen	e-Golf	VEE - Entièrement électrique	284

NOMBRE DE VÉHICULES BASSE VITESSE AU 31 DÉCEMBRE 2017

Marque	Modèle	Type véhicule électrique	Nombre
Global Electric Motors	E2	VBV - Véhicule à basse vitesse	2
Global Electric Motors	EL	VBV - Véhicule à basse vitesse	2
Kargo	XL	VBV - Véhicule à basse vitesse	2
Nemo	HD2	VBV - Véhicule à basse vitesse	26
Zenn	Zenn	VBV - Véhicule à basse vitesse	15

NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES RECHARGEABLES AU 31 DÉCEMBRE 2017

Marque	Modèle	Type véhicule électrique	Nombre
Audi	A3	VHR - Hybride rechargeable	10
Audi	A3 E-TRON FAMILIALE	VHR - Hybride rechargeable	122
Audi	A3 Sportback e-tron	VHR - Hybride rechargeable	72
BMW	330E	VHR - Hybride rechargeable	13
BMW	5 series 530XE	VHR - Hybride rechargeable	3
BMW	530XE	VHR - Hybride rechargeable	16
BMW	740	VHR - Hybride rechargeable	2
BMW	i8	VHR - Hybride rechargeable	3
BMW	i8 2P TI	VHR - Hybride rechargeable	29
BMW	X5	VHR - Hybride rechargeable	39
BMW CAMION/VAN	X5 40e 4P TI	VHR - Hybride rechargeable	28
Cadillac	CT6	VHR - Hybride rechargeable	2
CADILLAC	ELR 2P	VHR - Hybride rechargeable	46
Chevrolet	Volt	VHR - Hybride rechargeable	966
CHEVROLET	VOLT 5P	VHR - Hybride rechargeable	3 506
CHEVROLET	VOLT LT 5P	VHR - Hybride rechargeable	2 711
CHEVROLET	VOLT PREMIER 5P	VHR - Hybride rechargeable	971
Chrysler	Pacifica	VHR - Hybride rechargeable	8
Chrysler	Pacifica Hybrid	VHR - Hybride rechargeable	208
FISKER	KARMA ECOCHIC 4P	VHR - Hybride rechargeable	2
FISKER	KARMA ECOSPORT 4P	VHR - Hybride rechargeable	18
FISKER	KARMA SIGNATURE SERIES 4P	VHR - Hybride rechargeable	1
Ford	C-MAX SE ENERGI	VHR - Hybride rechargeable	307
FORD	C-MAX SEL ENERGI 5P	VHR - Hybride rechargeable	679
Ford	C-MAX TITANIUM ENERGI	VHR - Hybride rechargeable	96
Ford	Fusion Energi	VHR - Hybride rechargeable	42
Ford	FUSION SE ENERGI 4P	VHR - Hybride rechargeable	338
FORD	FUSION TITANIUM ENERGI 4P	VHR - Hybride rechargeable	140
Honda	Clarity	VHR - Hybride rechargeable	7
Hyundai	Ioniq	VHR - Hybride rechargeable	8
HYUNDAI	SONATA PLUG-IN 4P	VHR - Hybride rechargeable	36
Kia	Optima hybride rechargeable	VHR - Hybride rechargeable	30
Lexus	LC	VHR - Hybride rechargeable	1
Mercedes-Benz	GLC 350e	VHR - Hybride rechargeable	2
Mercedes-Benz	GLE 550e 4Matic Hybride rechargeable	VHR - Hybride rechargeable	9
Mini	Cooper	VHR - Hybride rechargeable	18
Porsche	Cayenne	VHR - Hybride rechargeable	9
PORSCHE	PANAMERA S HYBRID 4P	VHR - Hybride rechargeable	7
PORSCHE CAMION/VAN	CAYENNE S HYBRID 4P TI	VHR - Hybride rechargeable	162
Toyota	Prius C	VHR - Hybride rechargeable	146
TOYOTA	PRIUS PLUG-IN 5P	VHR - Hybride rechargeable	142
Toyota	Prius Prime	VHR - Hybride rechargeable	720
Volvo	XC60	VHR - Hybride rechargeable	11
Volvo	XC60 T8	VHR - Hybride rechargeable	4
Volvo	XC90	VHR - Hybride rechargeable	37
VOLVO CAMION/VAN	XC90 T8 HYBRID 4P TI	VHR - Hybride rechargeable	178

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 89

**Titre**

Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2017-2018 concernant l'élargissement de l'autoroute Henri-IV. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'autoroute Henri-IV (A-73), située sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec, aux limites des villes de Québec et de L'Ancienne-Lorette, fait partie du réseau stratégique du Ministère. Le projet couvre notamment le tronçon de l'autoroute Henri-IV compris entre les échangeurs Henri-IV / Charest et Henri-IV / Chauveau. En 2014, le débit journalier moyen annuel du tronçon faisant partie de l'axe stratégique, soit entre les échangeurs Henri-IV / Félix-Leclerc et Henri-IV / Charest, était supérieur à 100 000 véhicules par jour.

Le projet « Élargissement de l'autoroute Henri-IV – Phase I (reconstruction des structures Rideau et Lorette) » a été complété en 2017. Le projet « Élargissement de l'autoroute Henri-IV – Phase II » est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Activités réalisées en 2017-2018 :

- Phase I : Les travaux, amorcés en 2014-2015, ont été exécutés à l'été 2017;
- Phase II :
  - Le dossier d'affaires a été finalisé et approuvé par les autorités gouvernementales;
  - Les études d'avant-projet ont été terminées;
  - Les plans et devis des lots de travaux qui seront amorcés en 2018 ont été complétés; les autres sont en cours d'élaboration.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 90

<p><b>Titre</b></p> <p>Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2017-2018 concernant la reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le projet de reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec vise à améliorer la fonctionnalité et la sécurité du réseau routier, à formaliser une signature distinctive pour la porte d'entrée de la Capitale nationale et à intégrer le transport collectif en site propre dans l'axe du pont de Québec et sur le boulevard Laurier. Le projet est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.</p> <p>Certaines interventions sont prévues sur les structures du secteur à l'étude au cours des prochaines années. Ces interventions nécessaires à court terme tiennent compte des études présentement en cours en lien avec le projet majeur de reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec et les réseaux de transport en commun des villes de Québec et de Lévis.</p> <p><b>Principales activités réalisées en 2017-2018</b></p> <p>Poursuite des études en vue de l'élaboration du dossier d'opportunité (plan de géométrie de l'échangeur nord, étude de circulation, concepts architecturaux et d'aménagement). Nous sommes en attente des projets finaux des villes de Québec et de Lévis.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 91

<p><b>Titre</b></p> <p>Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2017-2018 concernant l'impact sur le réseau routier de la construction de l'édifice Le Phare par le groupe Dallaire à Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Aucune somme n'a été investie par le Ministère pour l'analyse des impacts sur le réseau routier du projet de construction de l'édifice Le Phare.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 92

<p><b>Titre</b></p> <p>Coût de l'étude de faisabilité Tramway/SRB réalisée conjointement par les villes de Québec et de Lévis et le ministère des Transports.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 45.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 93

**Titre**

Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo). Indiquer aussi la destination et l'utilisation des sommes perçues (fonds consolidé du revenu, financement d'un programme spécifique, etc.).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Statistiques portant sur les contraventions**

Pour obtenir les données statistiques de 2017-2018 relatives aux contraventions décernées à la suite d'une photographie prise par un appareil de contrôle automatisé, il faut consulter le site Web du ministère de la Justice au lien suivant : <https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/radars-photographiques-et-cameras-aux-feux-rouges/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 94

<b>Titre</b>  Concernant les travaux du Comité de concertation du ministère des Transports (MTMDET) et des firmes de génie-conseil, relancé le ou vers le 15 février 2017, fournir la liste des membres, le nombre de rencontres tenues jusqu'à maintenant, une copie des ordres du jour et tout autre document pertinent depuis 2004.	
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>	
<b>Rencontres</b>  Deux rencontres ont eu lieu le 31 mai et le 23 novembre 2017.	
<b>Mandat</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Discuter des enjeux pour l'industrie et le Ministère au moment de la réalisation des travaux et proposer des pistes d'amélioration concrètes qui tiennent compte des besoins du donneur d'ouvrage et des préoccupations des firmes.</li><li>• S'assurer d'une compréhension commune et voir à la diffusion de l'information des éléments retenus à la suite des échanges.</li><li>• Mandater, au besoin, des tables techniques sectorielles, assurer le suivi des travaux et identifier les intervenants.</li><li>• Faire part du positionnement du Ministère et de l'obligation de l'industrie auprès de leurs membres.</li><li>• S'assurer du respect des responsabilités de chacun.</li><li>• Tenir un minimum de deux réunions annuellement (printemps et automne).</li></ul>	
<b>Représentants</b>	
<b>Ministère</b>	
Anne-Marie Leclerc	Sous-ministériat à l'ingénierie et aux infrastructures
Carl Bélanger	Direction générale de la coordination territoriale
Richard Charpentier	Direction générale des grands projets de Québec et de l'Est
Fadi Moubayed	Direction générale des projets routiers et de l'exploitation du réseau
Nathalie Dion	Direction générale de l'expertise contractuelle
David Desaulniers	Direction des normes et des documents d'ingénierie
Mélanie Desgagné	Direction des normes et des documents d'ingénierie
<b>Association des firmes de génie-conseil – Québec (AFG)</b>	
André Rainville	Président-directeur général
Gaétan Couture	Représentant AFG
Pierre Seutin	Président du Comité Transport AFG
Martin Thibault	Représentant AFG

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 95

<p><b>Titre</b></p> <p>Concernant les travaux du comité sur la planification et la coordination des travaux, lancé conjointement par le MTMDET et la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) le ou vers le 22 juin 2011, fournir la liste des membres, le nombre de rencontres tenues jusqu'à maintenant, une copie des ordres du jour et tout autre document pertinent. Faire de même pour les comités au mandat similaire qui lui ont succédés, s'il n'existe plus.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>En juin 2011, le Comité sur la mobilité des personnes et des biens dans la région de Montréal, connu sous l'appellation de Mobilité Montréal, a été créé.</p> <p>Le Comité directeur de Mobilité Montréal est co-présidé par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, la mairesse de Montréal, le maire de Laval et la mairesse de Longueuil et il regroupe une vingtaine de partenaires reliés au domaine des transports.</p> <p>Voici la liste des membres du Comité directeur de Mobilité Montréal :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Association québécoise du transport intermunicipal et municipal (AQTIM) Rive-Sud;</li><li>• Association du camionnage du Québec (ACQ);</li><li>• Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM);</li><li>• Canadien National (CN);</li><li>• CDPQ Infra;</li><li>• Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM);</li><li>• Conseil des mohawks de Kahnawake;</li><li>• Infrastructure Canada;</li><li>• MRC Roussillon;</li><li>• MRC Thérèse-De-Blainville, CMM;</li><li>• MRC Vallée-du-Richelieu;</li><li>• Réseau de transport de Longueuil;</li><li>• Réseau de transport métropolitain;</li><li>• Secrétariat à la région métropolitaine;</li><li>• Société de transport de Laval (STL);</li><li>• Société de transport de Montréal (STM);</li><li>• Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée;</li><li>• Université de Montréal;</li><li>• Ville de Brossard;</li><li>• Ville de Laval, CMM;</li><li>• Ville de Longueuil;</li><li>• Ville de Montréal, CMM;</li><li>• Ville de Repentigny;</li><li>• Ville de Vaudreuil-Dorion.</li></ul>

En 2017-2018, le Comité directeur de Mobilité Montréal s'est réuni à deux reprises, soit le 24 mars et le 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Le Comité directeur est appuyé dans son mandat par deux comités :

- Le comité technique sur la mobilité des personnes et des biens, lequel assure la coordination des chantiers et se rencontre tous les mois. En 2017-2018, le comité technique se sera réuni à douze reprises;
- Le comité aviseur assure l'efficacité des concertations des différents comités et formule des recommandations au comité directeur dans le but de le soutenir dans la prise de décisions. En 2017-2018, le comité aviseur s'est réuni le 25 août 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 96

Titre

Suivi de la déclaration d'intention faite le ou vers le 11 août 2016 par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en matière de réglementation du transport de matières dangereuses. Indiquer les actions et décisions prises depuis le tragique accident du 9 août 2016 sur l'autoroute métropolitaine à Montréal.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'ensemble du cadre normatif diminue les risques d'accident du transport des matières dangereuses. Le camionnage au Québec est spécifiquement encadré par Le Code de la sécurité routière et la Loi concernant les propriétaires, les exploitants, et les conducteurs de véhicules lourds, dont découle la cote de sécurité pour ces intervenants en transport. Le Règlement sur le transport des matières dangereuses du Québec adopte par référence le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du gouvernement fédéral au même titre que les autres administrations canadiennes afin d'assurer une harmonisation des règles et des normes.

- Le 26 août 2016, un bilan des interventions sur le transport des matières dangereuses (TMD) est effectué pour le sous-ministre adjoint à l'électrification des transports, à la sécurité et à la mobilité.
- Le 14 septembre 2016, une présentation sur les enjeux et l'encadrement en vigueur du TMD pour le ministre d'alors, monsieur Laurent Lessard, est élaborée.
- Pour faire suite à cet état de situation, le dossier est confié, par le ministre d'alors, à monsieur Ghislain Bolduc, député de Lac-Mégantic et adjoint parlementaire du ministre.
- Le 19 octobre 2016, une première rencontre est tenue entre monsieur Bolduc et l'équipe du Ministère. Il est convenu que le Ministère produise un plan d'action portant spécifiquement sur deux objectifs, soit améliorer la connaissance du volume des matières dangereuses transportées par le volet routier et mieux informer les municipalités des actions entourant l'encadrement du TMD. Ce plan d'action a été approuvé en décembre 2017. La stratégie d'intervention proposée par le Ministère couvre essentiellement les deux axes d'intervention suivants :
  - Plan de communication aux intervenants municipaux;
  - Amélioration de la collecte de données.
- De plus, le Ministère poursuit ses travaux, en plus de s'impliquer particulièrement au sein de deux groupes de travail :
  - le comité multidisciplinaire sur la réduction des accidents du TMD, dont l'action à l'issue de la première rencontre du 16 mars 2016 consiste à l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques sur la conduite d'un camion-citerne de TMD, sous l'égide de Camo-route dont le livrable est prévu au printemps 2018;
  - le groupe de travail fédéral/provincial/territorial sur le TMD.
- À l'hiver 2017, le Ministère a rendu disponible, sur la page du transport des matières dangereuses de son site Internet, une nouvelle fiche informative sur le sujet et a effectué la mise à jour du guide sur le TMD.
- La mise à jour de la banque de données sur les accidents impliquant des véhicules transportant des matières dangereuses pour l'année 2017 débutera au mois de mai 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 97

**Titre**

État de situation pour chacun des navires de la flotte (en indiquant leur lieu d'opération) de la Société des traversiers du Québec, incluant les navires en construction et les projets futurs.

Inclure les travaux d'entretien passés et futurs prévus pour les navires en opération;

Pour les navires en construction, détailler les coûts prévus à chacune des étapes de la construction, incluant la conception et la mise en chantiers, avec les modifications au projet initial et les impacts financiers associés.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Investissements sommaires pour l'achat ou la rénovation de traversiers depuis 2008 et les prévisions pour 2018-2019 :

Nom	Traverse	Année	Montant
NM Ivan-Quinn	Traverse de l'Île d'Entrée	2009	7 550 000 \$
VCA L'Esprit-de-Pakuashipi	Traverse de la rivière Saint-Augustin	2012	2 750 000 \$
NM Peter-Fraser	Traverse de l'Île-Verte	2013	11 000 000 \$
NM F.-A. – Gauthier	Traverse de Matane	2015	170 000 000 \$



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 98

<p><b>Titre</b></p> <p>État de situation et échéancier pour les grands projets en transports dans la région de la Capitale nationale et les prévisions pour 2018-2019.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s’il y a lieu)</b></p> <p>Cette question ne semble pas pertinente à l’Étude des crédits 2018-2019.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 99

**Titre**

Indiquer les sommes engagées et les rapports produits dans l'étude du «troisième lien» entre les rives Nord et Sud de Québec pour les 5 dernières années.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le Ministère a publié, le 5 décembre 2017, un appel d'offres pour l'élaboration d'une étude d'opportunité pour le projet d'implantation d'un nouveau lien entre Québec et Lévis. L'appel d'offres s'est terminé le 25 janvier 2018.

Le processus d'octroi du contrat est en cours. Le prestataire de services sélectionné sera connu du public une fois le contrat signé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 100

**Titre**

Mise à jour du répertoire statistique du Transport adapté, pour les années 2011 à 2017, incluant notamment :

- a) le nombre de personnes handicapées admises aux divers services;
- b) le nombre d'heure moyen de service par semaine;
- c) le nombre de déplacements;
- d) le tarif de base moyen;
- e) le nombre de km moyen parcouru par véhicule;
- f) nombre et type de véhicules : minibus, taxis, etc.;
- g) la dépense totale;
- h) la contribution des usagers; du municipal et du gouvernement du Québec;
- i) revenus totaux;
- j) le coût moyen par usager.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 101

<p><b>Titre :</b></p> <p>État de situation sur la réorganisation de la gouvernance des transports en commun dans la grande région de Montréal et de la création de la nouvelle Autorité régionale de transport métropolitain.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal, sanctionnée le 20 mai 2016, prévoyait l'abolition de l'Agence métropolitaine de transport et des conseils intermunicipaux de transport et la création de deux nouveaux organismes, soit l'Autorité régionale de transport métropolitain (Autorité) et le Réseau de transport métropolitain (RTM). La Loi confie la planification des services de transport collectif à l'Autorité et l'exploitation des services à l'échelle métropolitaine à quatre exploitants, soit le RTM et les trois sociétés de transport (Société de transport de Montréal, Réseau de transport de Longueuil et Société de transport de Laval).</p> <p>L'Autorité et le RTM sont en fonction depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017, conformément au décret n° 1025-2016, adopté par le Conseil des ministres le 30 novembre 2016.</p> <p>La nouvelle gouvernance vise à résoudre plusieurs problèmes notés par le Vérificateur général du Québec et par de nombreux observateurs. Elle permettra notamment de respecter les bonnes pratiques énoncées en matière de gouvernance dans la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État, de réduire le nombre d'intervenants de seize à cinq, de mieux intégrer les diverses composantes de la mobilité (transport en commun, transport adapté, transport actif, covoiturage, etc.) et de clarifier le partage des responsabilités entre les différents intervenants.</p> <p>Conformément aux dispositions de la Loi, un comité de transition a été mis en place et ses membres nommés le 6 juillet 2016. Ce comité a réalisé les travaux nécessaires à la mise en place de la nouvelle gouvernance et a pris fin le 31 mai 2017.</p> <p>En novembre 2016, la Communauté métropolitaine de Montréal et nos partenaires du milieu municipal ont procédé à la nomination des quinze membres du conseil d'administration du RTM ainsi que de huit des quinze membres du conseil d'administration de l'Autorité. Le gouvernement a nommé les sept autres membres du conseil d'administration de l'Autorité, dont le président, au mois de mai 2017.</p> <p>Le Plan économique du Québec, présenté le 28 mars 2017 par le ministre des Finances, monsieur Carlos Leitão, prévoit la bonification du cadre financier de l'Autorité de manière importante afin d'assurer que les contributions municipales ne dépassent pas 30 % des dépenses en excluant les contributions au Réseau express métropolitain.</p> <p>De plus, le Ministère entend poursuivre ses travaux sur la révision des programmes d'aide gouvernementale au cours des prochains mois afin de simplifier l'attribution des fonds et de mieux soutenir le maintien des actifs.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 102

Titre

Le montant perçu pour la taxe sur l'immatriculation de 45 \$ versée à l'agglomération de Montréal et le nombre d'automobilistes visés. Répartir pour chacune des municipalités soumises à la contribution.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2017

- Montant perçu : 35 798 482,44 \$
- Nombre d'automobiles visées : 1 251 667

Répartition par municipalité de l'agglomération de Montréal	
Municipalité	Montant perçu
Montréal	29 896 489,52 \$
Dollard-Des Ormeaux	1 262 549,65 \$
Pointe-Claire	815 921,05 \$
Côte-Saint-Luc	694 921,70 \$
Kirkland	580 928,50 \$
Beaconsfield	540 762,70 \$
Dorval	497 232,90 \$
Mont-Royal	473 622,67 \$
Westmount	409 406,40 \$
Hampstead	171 316,50 \$
Sainte-Anne-de-Bellevue	119 171,50 \$
Montréal-Ouest	115 824,05 \$
Baie-D'Urfé	105 839,75 \$
Montréal-Est	85 368,95 \$
Senneville	29 126,60 \$
Total	35 798 482,44 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 103

<p><b>Titre</b></p> <p>Concernant l'application par le ministère des articles du Cahier des charges et devis généraux (CCDG) – Infrastructures routières – Déneigement et déglacage :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) « 3.5 Travaux imprévus » : nombre de cas par année et montant total des travaux effectués par année, pour les 5 dernières années.</li><li>b) « 3.7 Conditions manifestement différentes » : nombre de demandes par année et montant total par année, pour les 5 dernières années.</li><li>c) « 4.1 Obligation du prestataire de services relativement au mode d'assurance de la qualité » : nombre de défauts de respecter les obligations en matière d'assurance de la qualité par année et total des frais engagés pour remédier aux manquements par année, pour les 5 dernières années.</li><li>d) « 4.2 Matériaux » : nombre de tests de conformité des abrasifs par année et nombre de cas de non-conformités par année, pour les 5 dernières années.</li><li>e) « 7.4 Retenue pour matériel non disponible » : nombre de cas par année et montant total des retenues permanentes par année, pour les 5 dernières années.</li><li>f) « 7.6 Travaux défectueux » : nombre d'avis écrits émis par année, nombre de corrections inacceptables, de refus de corriger ou de négligence de corriger par année, et montant total pour les paiements des dépenses engagées imposés aux sous-traitants par année, pour les 5 dernières années.</li><li>g) « 7.7 Défaut d'exécution » : nombre de mises en demeure pour défaut d'exécution par année et nombre de cas d'inaction du prestataire de services par année, pour les 5 dernières années.<ul style="list-style-type: none"><li>g.1.) « 7.7.1 Avertissement et avis de réprimande » : nombre d'avertissements émis par année et nombre d'avis de réprimande émis par année, pour les cinq dernières années.</li><li>g.2.) « 7.7.2 Retenue pour défaut d'exécution » : montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution à la suite de l'émission d'un avertissement par année, et montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution à la suite de l'émission d'un avis de réprimande par année, pour les 5 dernières années.</li></ul></li><li>h) « 7.8 Évaluation du rendement du prestataire de services » : nombre d'évaluations de rendement émises annuellement et nombre d'évaluations de rendement jugées insatisfaisantes par année, pour les 5 dernières années.</li><li>i) « 8.3 Avenant au contrat » : nombre d'avenants au contrat autorisés par année et montant total des avenants autorisés par année, pour les 5 dernières années.</li><li>j) « 8.6 Retenues spéciales » : nombre de retenues spéciales autorisées par année et montant total des retenues spéciales par année, pour les 5 dernières années.</li><li>k) « 9.1 Résiliation par volonté du ministre » : nombre de résiliations de contrat par année,</li></ul>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Considérant que la saison hivernale 2017-2018 n'est pas terminée, l'année de référence est 2016-2017.</p>

- a. Si l'exécution de travaux imprévus au contrat est réalisée à l'intérieur de la saison contractuelle, le Ministère en avise par écrit le prestataire de services en vue d'une entente (par avenant au contrat) sur les travaux à effectuer et sur leur prix.

Le système de suivi des avenants ne permet pas la distinction entre les diverses situations ayant occasionné la production d'un avenant. Les données du tableau ci-dessous présentent le nombre et le coût total pour l'ensemble des avenants produits annuellement.

Saison	Nombre d'avenants	Montant
2016-2017	59	217 434

La compilation de l'information demandée nécessite une analyse exhaustive de chaque dossier, ce qui représenterait une charge de travail excessive qui pourrait nuire à la réalisation des activités du Ministère.

Cette question a fait l'objet d'une demande d'accès à l'information (LAI-2017-2018-282, Questions 1 et 9). Les renseignements en réponse à cette demande sont disponibles sur le site Internet du Ministère suivant : <https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information-renseignements-personnels/documents-reglement-diffusion/demande-acces/Pages/demandes-acces.aspx>

- b. Lorsque le prestataire de services est d'avis qu'il se présente des conditions manifestement différentes de celles qui sont indiquées dans les documents du contrat, il doit aviser le Ministère dans les délais impartis afin qu'une analyse soit réalisée par le Ministère pour déterminer si la requête est justifiée.

Si le Ministère n'est pas d'avis que les conditions sont manifestement différentes ou s'il n'y a pas d'entente sur le montant supplémentaire pour la réalisation des travaux, le prestataire de services doit réaliser les travaux selon le contrat et il est payé selon le nouveau prix proposé par le Ministère. À ce moment, une réclamation peut être déposée par le prestataire de services s'il se sent lésé.

S'il est déterminé que la requête est justifiée, il y a règlement et les modalités sont déterminées et convenues par avenant au contrat. Le système de suivi des avenants ne permet pas la distinction entre les diverses situations ayant occasionné la production d'un avenant. Le tableau de la question a présente le nombre et le coût total de l'ensemble des avenants produits annuellement, ce qui inclut les avenants produits à la suite de situations de conditions manifestement différentes.

- c. Dès que le prestataire de services constate qu'il ne peut s'acquitter de ses obligations relativement au mode d'assurance qualité, il doit en aviser le Ministère. Si le prestataire de services ne respecte pas ses obligations, un avis écrit est transmis au prestataire de services et le Ministère applique une retenue d'un montant équivalent aux frais engagés pour remédier au manque de contrôle de la qualité et au non-respect des dispositions du contrat.

Le système de compilation comprend les données de l'ensemble des retenues appliquées annuellement, dont celles appliquées lors de constats de manquement relatifs au contrôle de la qualité. Le tableau ci-dessous présente les données pour l'ensemble des retenues appliquées.

Retenues pour services non rendus ou non conformes		
Saison	Nombre	Montant
2016-2017	293	- 585 212

La compilation de l'information demandée nécessite une analyse exhaustive de chaque dossier, ce qui présente une charge de travail excessive qui pourrait nuire à la réalisation des activités du Ministère.

- d. Le système de compilation ne permet pas de distinguer les raisons pour lesquelles des avis ont été émis. Le tableau ci-dessous fait état du nombre d'avertissements et d'avis de réprimande émis annuellement pour l'ensemble des situations.

Saison	Avertissements Nombre
2016-2017	95

La compilation de l'information demandée nécessite une analyse exhaustive de chaque dossier, ce qui représenterait une charge de travail excessive qui pourrait nuire à la réalisation des activités du Ministère.

- e. Le système de compilation comprend les données de l'ensemble des retenues appliquées annuellement, dont celles appliquées lorsque du matériel est non disponible. Les données de l'ensemble des retenues sont présentées au tableau de la question c.
- f. Le système de compilation comprend les données de l'ensemble des retenues appliquées annuellement, dont celles appliquées pour les travaux défectueux. Les données de l'ensemble des retenues sont présentées au tableau de la question c.
- g. Si le prestataire de services néglige ou refuse de remplir l'une ou l'autre de ses obligations, le Ministère le met en demeure de prendre immédiatement les mesures nécessaires.

Il n'y a pas de système pour la compilation du nombre de mises en demeure pour défaut d'exécution qui sont émises. Les documents sont consignés dans chacun des dossiers physiques des contrats de chaque unité administrative concernée. La compilation de l'information demandée nécessite une analyse exhaustive de chaque dossier, ce qui représenterait une charge de travail excessive qui pourrait nuire à la réalisation des activités du Ministère.

- g.i. Le tableau suivant présente la compilation des données pour les avertissements et avis de réprimande appliqués annuellement.

Saison	Nombre d'avertissements	Nombre d'avis de réprimande
2016-2017	86	95

- g.ii. En cas d'inaction du prestataire de services, le Ministère applique une retenue d'un montant équivalent aux frais engagés au prestataire de services ou à la caution dans le cas où la garantie d'exécution des travaux a été fournie sous forme de cautionnement. Le tableau suivant présente la compilation des montants retenus qui découlent des avertissements.

Saison	Montant retenu
2016-2017	81 053

- h. La compilation du nombre d'évaluations jugées insatisfaisantes est présentée au tableau ci-dessous.

Saison	Nombre d'évaluations jugées insatisfaisantes
2016-2017	4

- i. Le système de suivi des avenants ne permet pas la distinction entre les différentes situations ayant amené à la production d'un avenant. Ainsi, le tableau de la question a présente la compilation du nombre d'avenants autorisés et le montant total depuis les cinq dernières années.



- j. Le système de compilation comprend les données de l'ensemble des retenues appliquées annuellement, dont celles spéciales. Les données de l'ensemble des retenues sont présentées au tableau de la question c.
- k. Au cours des cinq dernières années, aucun contrat de déneigement et déglacage n'a fait l'objet d'une résiliation par volonté du Ministère. Par contre, le Ministère s'est prévalu à quelques reprises de la clause de non-renouvellement.

Un non-renouvellement du contrat ne constitue pas une résiliation de contrat et une évaluation de rendement insatisfaisant n'implique pas nécessairement une résiliation de contrat. Le non renouvellement de contrat peut être demandé par le Ministère ou par le prestataire de services, au terme du contrat.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 104

Titre

Nombre de kilomètres pondérés de route du Québec déneigés en régie interne par le MTMDET, par les municipalités et par des sous-traitants, par année, pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Kilomètres pondérés déneigés par fournisseur				
Année	Régie interne - Ministère	Municipalités	Sous-traitants	Total
2017-2018	6 647	4 512	21 500	32 659

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 105

Titre

Valeur annuelle des contrats de déneigement par année, pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année financière	Nombre de contrats conclus	Valeur
2017-2018	395	116 342 507,60 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 106

Titre

Nombre moyen de kilomètres pondérés déneigés par contractant, par année, pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre moyen de kilomètres pondérés déneigés par contractant, par année, pour les dix dernières années			
Année	Kilomètres pondérés	Nombre de dossiers	Longueur moyenne par dossier (km)
2017-2018	26 012	689	37,8

(Entrepreneurs et municipalités)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 107

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des contractants en déneigement ayant obtenu un rendement insatisfaisant par année pour les 10 dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Dans l'objectif de mesurer la qualité des travaux des entrepreneurs et des services rendus par les prestataires, le Ministère produit une évaluation du rendement pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• tout contrat dont le montant initial est de 100 000 \$ et plus;</li><li>• tout contrat en ingénierie des ponts et en génie routier dont le montant est de 25 000 \$ et plus;</li><li>• tout contrat lorsque le rendement est jugé insatisfaisant.</li></ul> <p>Lorsqu'une entreprise obtient une évaluation du rendement insatisfaisant, le Ministère se réserve le droit de refuser, pour une période de deux années, toute soumission présentée pour tout contrat de même nature. Le Ministère rend également inadmissible une entreprise qui tente d'intervenir comme sous-traitant sur une portion de travaux de même nature que ceux ayant conduit à un rapport de rendement insatisfaisant.</p> <p>Afin de permettre aux adjudicataires d'effectuer un choix éclairé en ce qui concerne les entreprises, le Ministère rend disponible sur son site Internet la liste des entreprises ayant fait l'objet d'un rapport de rendement insatisfaisant.</p> <p>Depuis les dix dernières années, les entreprises suivantes ont été déclarées inadmissibles par le Ministère suite à un rendement insatisfaisant dans un contrat en déneigement :</p> <p>Année financière du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 9130-8528 Québec inc. (Les Entreprises Pro-Jep);</li><li>• Camions Denis Lefebvre inc.</li></ul> <p>Depuis les dix dernières années, aucune entreprise est redevenue admissible à un contrat de déneigement.</p> <p>La liste des entreprises est disponible à l'adresse suivante :</p> <p><a href="https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/entreprises-partenaires/entreprises-reseaux-routier/Documents/evaluation-rendement/ListeEntrepreneursPrestatairesRendementInsatisfaisant.pdf">https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/entreprises-partenaires/entreprises-reseaux-routier/Documents/evaluation-rendement/ListeEntrepreneursPrestatairesRendementInsatisfaisant.pdf</a></p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 108

Titre

Nombre de contrats de plus de 100 000 \$ en déneigement par année, pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre de contrats de plus de 100 000 \$ en déneigement accordé

Année financière	Nombre de contrats
2017-2018	235

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 109

<p><b>Titre</b></p> <p>Plaintes liées au déneigement reçues par le MTMDET par année, pour les 10 dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Au 22 février 2018, pour l'année financière 2017-2018, 1 727 plaintes liées au déneigement ont été reçues au Ministère.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 110

<p><b>Titre</b></p> <p>À partir de quel niveau de rendement, calculé sur l'équité totale du projet du REM, le gouvernement du Québec recevra-t-il plus de dividendes qu'il ne verse de contributions à l'exploitation ?</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Finances.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 111

<p><b>Titre</b></p> <p>Quelles sont les contributions à l'exploitation du REM prévues en provenance du gouvernement du Québec pour les années 2024-2025 et suivantes ?</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Finances.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 112

<p><b>Titre</b></p> <p>Le montant de 133,2 M\$ prévu pour 2023-2024 sera-t-il récurrent? Sera-t-il stable, indexé, ou majoré selon une autre formule? Si oui, préciser laquelle.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Finances.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 113

<p><b>Titre</b></p> <p>Somme prévue dans le budget pour la mise en place d'un bureau de projet pour étudier la possibilité de construire un pont enjambant la rivière Saguenay à la hauteur de la 138.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Lors du dévoilement du budget 2018-2019, le 27 mars 2018, le gouvernement du Québec a confirmé la mise à l'étude du projet de construction d'un pont au-dessus de la rivière Saguenay (axe de la route 138) et la création d'un bureau de projet. Le gouvernement est en voie de compléter la mise en place du bureau de projet.</p> <p>Le projet est inscrit au Plan québécois des infrastructures 2018-2028 dans la catégorie « projets à l'étude ». À la suite d'un appel d'offres public, le Ministère confiera un mandat de services professionnels pour procéder à la mise à jour des études réalisées antérieurement.</p> <p>Le Ministère collaborera avec ses partenaires en vue de recueillir et de prendre en compte les préoccupations et les suggestions pour répondre adéquatement aux besoins des usagers de la route 138 et des citoyens.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 114

<p><b>Titre</b></p> <p>Échéancier actuel pour le remplacement ou la réfection du pont de l'Île d'Orléans.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>L'échéancier du projet sera précisé lorsque le dossier d'affaires sera approuvé par les autorités gouvernementales.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 115

<p><b>Titre</b></p> <p>Pour le programme « Écocamionnage » (Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2017-2018 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;</li><li>b) la description du projet;</li><li>c) la date de versement de l'aide financière accordée;</li><li>d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);</li><li>e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);</li><li>f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.</li></ul>																											
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le programme Écocamionnage a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'industrie du transport routier des marchandises et des véhicules lourds par des mesures permettant l'amélioration de l'efficacité énergétique ou par l'utilisation d'énergies de remplacement. L'élaboration de ce programme a été réalisée par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et Transition énergétique Québec ont été consultés.</p> <p>Un tableau indiquant le nom de chaque bénéficiaire, la description du projet, le montant de la subvention accordée et la date de création des dossiers est disponible. Toutefois, en raison de son volume, il n'a pas été joint à la présente fiche. Une demande pour en obtenir copie peut être adressée par téléphone ou par écrit auprès du responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels du Ministère.</p> <p>Au 27 février 2018, 500 projets ont été acceptés ou sont en approbation par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. L'aide financière totale octroyée par le Ministère s'élève à 3,92 M\$, pour le volet Acquisition de technologies et provient du Fonds vert. En ce qui concerne les volets Projet d'homologation, Projet de démonstration et Projet de logistique, aucune demande n'a été déposée.</p> <p>Les projets concernent l'acquisition et l'installation d'équipements permettant de réduire les émissions de GES. Tous les équipements subventionnés ont été homologués et sont prévus à l'intérieur d'une liste d'équipements admissibles. La liste est disponible sur la page du programme du site Web du Ministère. Le tableau suivant indique le nombre d'équipements subventionnés et la répartition des réductions de GES par type d'équipements.</p> <table border="1"><thead><tr><th>Technologie</th><th>Nombre d'équipements</th><th>Réduction de GES (tonne)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Système anti-ralenti</td><td>1 048</td><td>6 878,7</td></tr><tr><td>Ordinateur de bord</td><td>1 491</td><td>8 796,9</td></tr><tr><td>Aérodynamisme</td><td>1 088</td><td>14 325,8</td></tr><tr><td>Autres équipements</td><td>74</td><td>362,6</td></tr><tr><td>Système propulsion hybride</td><td>41</td><td>422,3</td></tr><tr><td>Véhicule utilisant un carburant de remplacement</td><td>32</td><td>535,2</td></tr><tr><td>Fourgon éco</td><td>16</td><td>20,8</td></tr><tr><td>Unité de réfrigération</td><td>54</td><td>221,9</td></tr></tbody></table> <p>La réduction des émissions de GES n'est pas comptabilisée par projet, mais la réduction totale des émissions de GES au 27 février 2018 est d'un peu plus de 30 kt.</p>	Technologie	Nombre d'équipements	Réduction de GES (tonne)	Système anti-ralenti	1 048	6 878,7	Ordinateur de bord	1 491	8 796,9	Aérodynamisme	1 088	14 325,8	Autres équipements	74	362,6	Système propulsion hybride	41	422,3	Véhicule utilisant un carburant de remplacement	32	535,2	Fourgon éco	16	20,8	Unité de réfrigération	54	221,9
Technologie	Nombre d'équipements	Réduction de GES (tonne)																									
Système anti-ralenti	1 048	6 878,7																									
Ordinateur de bord	1 491	8 796,9																									
Aérodynamisme	1 088	14 325,8																									
Autres équipements	74	362,6																									
Système propulsion hybride	41	422,3																									
Véhicule utilisant un carburant de remplacement	32	535,2																									
Fourgon éco	16	20,8																									
Unité de réfrigération	54	221,9																									

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 116

Titre

Pour le Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF), fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2017-2018 par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (Ministère) et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
- b) la description du projet;
- c) la date de versement de l'aide financière accordée;
- d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
- e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le Ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF) a pour but de réduire ou d'éviter les émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par le transport maritime, aérien et ferroviaire, notamment par l'utilisation de matériels et d'équipements de transport plus performants et le recours à des énergies émettant moins de GES.

Le programme, financé par le Fonds vert, est actuellement doté d'une enveloppe de 25,2 M\$ jusqu'au 31 mars 2018 et de 56,45 M\$ au 31 décembre 2020, selon l'Entente administrative relative à la mise en œuvre des actions financées du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques. Le programme est présentement en processus de renouvellement pour la période entre le 1<sup>er</sup> avril 2018 et le 21 décembre 2020.

Le PETMAF est constitué de deux volets :

- Volet 1 : Infrastructures et équipements;
- Volet 2 : Études et projets pilotes.

Les entreprises, les organismes municipaux et les autres organismes légalement constitués ayant un établissement au Québec sont admissibles au PETMAF.

L'aide maximale par projet est de 1 000 \$ la tonne des émissions de GES réduites, sans, toutefois, dépasser 50 % des dépenses admissibles, et ce, jusqu'à concurrence de 3 M\$.

Dans le cadre d'un projet de recherche, l'aide maximale par projet est de 50 % (ou 65 % s'il vise l'électrification) des dépenses admissibles, et ce, jusqu'à concurrence de 50 000 \$. Pour les projets pilotes, l'aide maximale par projet est de 50 % (ou 65 % s'il vise l'électrification) des dépenses admissibles, et ce, jusqu'à concurrence de 150 000 \$.

La contribution financière par tonne d'émissions de GES réduites ou évitées pour les projets déposés dans le cadre du volet 1 et visant l'électrification des opérations de transport ou de manutention par la substitution des énergies fossiles par l'hydroélectricité peut être doublée pour atteindre 2 000 \$.

Les projets acceptés en 2017-2018 sont présentés dans le tableau ci-joint.

**PETMAF – Projets acceptés en 2017-2018**

<b>Demandeur</b>	<b>Volet</b>	<b>Projet d'électrification</b>	<b>Description du projet</b>	<b>Dépenses admissibles (\$)</b>	<b>Montants engagés (\$)</b>	<b>Date d'engagement</b>	<b>Cible de réduction des GES (Ton.Éq. CO2/an)</b>	<b>Total des déboursés (\$)</b>
Transport Desgagnés inc.	1	Non	Acquisition et installation sur un navire chimiquier neuf (Rossi A. Desgagnés) des équipements requis pour le fonctionnement au GNL	9 370 000	3 000 000	2017-07-13	6 053	0
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN)	1	Oui	Remplacement de deux chaudières au gaz naturel par des chaudières bi-énergie pouvant fonctionner à l'électricité	1 499 334	968 342	2017-12-05	756	0
Aéroport de Québec inc.	2	Non	Étude d'optimisation de la flotte de véhicule	40 000	20 000	2018-01-18	n.a.	0
Aéroport de Québec inc.	2	Non	Projet pilote pour valider les économies de carburant d'un camion de déneigement de marque Schmidht	75 000	37 500	2018-01-18	n.a.	0
Canada Steamship Lines	1	Non	Audit énergétique sur deux navires	120 136	60 068	2017-12-06	n.a.	0
Navigation Madeleine inc.	1	Oui	Branchement électrique à quai	925 000	601 250	2017-09-28	374	0
Transport Desgagnés inc.	2	Non	Audit énergétique du <i>N/C MARIA DESGAGNÉS</i>	75 327	37 663	2017-11-08	n.a.	0
Transport Desgagnés inc.	2	Non	Audit énergétique du <i>N/M ROSAIRE A. DESGAGNÉS</i>	75 327	37 663	2017-11-08	n.a.	0
Transport Desgagnés inc.	2	Non	Audit énergétique du <i>N/C DARA DESGAGNÉS</i>	75 327	37 663	2017-11-08	n.a.	0
Canada Steamship Lines inc.	1	Non	Déploiement de la technologie de l'industrie 4.0 (projet 02)	6 900 000	3 000 000	2017-12-20	3 247	0

Toutes les sommes proviennent du Fonds vert.

Il n'y a pas eu de déboursés en 2017-2018, étant donné l'échéancier de réalisation des projets. Des versements devraient être effectués en 2018-2019 lors du dépôt des factures et des preuves de paiement (premiers versements) ou lors de la production du rapport de vérification attestant des réductions des émissions de GES (seconds versements).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 117

<p><b>Titre</b></p> <p>Pour le programme « Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2017-2018 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :</p> <p>a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;</p> <p>b) la description du projet;</p> <p>c) la date de versement de l'aide financière accordée;</p> <p>d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);</p> <p>e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);</p> <p>f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.</p>				
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) vise à soutenir les organismes de transport en commun dans leurs efforts pour accroître l'offre de service en transport en commun (volet I), à favoriser le développement et l'utilisation du transport collectif en région (volet II) et à soutenir financièrement les centres de gestion des déplacements dans leur volonté d'offrir un soutien à l'utilisation de modes de transport autres que l'auto-solo, à promouvoir des modes de transport alternatifs à l'automobile et à réaliser des études relatives à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le secteur des transports collectifs des personnes (volet III). Ce programme est financé par des crédits du Fonds vert (140 M\$) et du Fonds des réseaux de transport terrestre (19 M\$).</p> <p>Il est possible de calculer la réduction attendue des émissions de GES seulement pour les projets du volet I du PADTC. Cette réduction des émissions de GES fera l'objet d'une reddition de comptes dans le Rapport annuel de gestion 2017-2018 du Ministère.</p>				
<p><b>Volet I</b></p>				
<b>Nom du bénéficiaire</b>	<b>Description du projet</b>	<b>Montant accordé</b>	<b>Date du dernier versement</b>	<b>Montant versé à ce jour</b>
Réseau de transport métropolitain	Amélioration des services	39 545 246,00	20 juin 2017	13 023 733,00
Société de transport de Montréal	Amélioration des services	55 784 052,00	2 juin 2017	25 823 955,00
Réseau de transport de Longueuil	Amélioration des services	6 511 369,00	20 juin 2017	2 912 730,00
Ville de Granby	Amélioration des services	681 972,00	1 <sup>er</sup> juin 2017	276 957,00
Ville de Rimouski	Amélioration des services	338 041,00	30 mai 2017	137 398,00
Société de transport de Laval	Amélioration des services	11 570 535,00	1 <sup>er</sup> juin 2017	4 734 011,00
Société de transport du Saguenay	Amélioration des services	650 658,00	8 juin 2017	291 559,00
Société de transport de Lévis	Amélioration des services	2 630 304,00	8 juin 2017	1 038 434,00
Société de transport de Trois-Rivières	Amélioration des services	843 496,00	1 <sup>er</sup> juin 2017	391 571,00
Réseau de transport de la Capitale	Amélioration des services	12 845 525,00	14 juin 2017	5 824 589,00
Société de transport de l'Outaouais	Amélioration des services	10 078 581,00	14 juin 2017	3 179 999,00



Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	Amélioration des services	1 654 367,00	14 juin 2017	278 259,00
Société de transport de Sherbrooke	Amélioration des services	1 260 657,00	1 <sup>er</sup> juin 2017	455 230,00
Ville de Baie-Comeau	Amélioration des services	56 723,00	30 mai 2017	26 332,00
Ville de Drummondville	Amélioration des services	338 094,00	1 <sup>er</sup> juin 2017	105 398,00
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	Amélioration des services	49 185,00	14 juin 2017	2 845,00
Ville de Saint-Georges	Amélioration des services	6 188,00		
Ville de Val-d'Or	Amélioration des services	75 671,00		
Ville de Victoriaville	Amélioration des services	276 947,00		
Ville de Rouyn-Noranda	Amélioration des services	52 389,00		
Volet II				
Nom du bénéficiaire	Description du projet	Montant accordé	Date du dernier versement	Montant versé à ce jour
MRC de Beauharnois-Salaberry	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	31 août 2017	50 000,00
MRC des Maskoutains	Exploitation des services de transport collectif	81 680,00	3 juil. 2017	40 840,00
MRC de Charlevoix-Est	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	3 juil. 2017	50 000,00
MRC d'Argenteuil	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	25 juil. 2017	50 000,00
MRC de La Côte-de-Beaupré	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	19 juil. 2017	100 000,00
MRC de Charlevoix	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	3 juil. 2017	62 500,00
MRC de La Mitis	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	19 juil. 2017	62 500,00
MRC de Rivière-du-Loup	Exploitation des services de transport collectif	164 000,00	3 juil. 2017	82 000,00
MRC de La Jacques-Cartier	Exploitation des services de transport collectif	275 000,00	3 juil. 2017	137 500,00
MRC de Pierre-De Saurel	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	3 juil. 2017	100 000,00
MRC de L'Île-d'Orléans	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	3 juil. 2017	50 000,00
MRC de Portneuf	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	21 août 2017	100 000,00
MRC de Maskinongé	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	3 juil. 2017	100 000,00
MRC de Kamouraska	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	25 juil. 2017	62 500,00
MRC de L'Érable	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	19 juil. 2017	100 000,00

MRC du Val-Saint-François	Exploitation des services de transport collectif	<b>75 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>37 500,00</b>
MRC de Memphrémagog	Exploitation des services de transport collectif	<b>75 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>37 500,00</b>
MRC de D'Autray	Exploitation des services de transport collectif	<b>200 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>100 000,00</b>
MRC de la Vallée-de-la-Gatineau	Exploitation des services de transport collectif	<b>75 000,00</b>	10 juil. 2017	<b>37 500,00</b>
MRC de Pontiac	Exploitation des services de transport collectif	<b>75 000,00</b>	22 août 2017	<b>37 500,00</b>
MRC de La Matapédia	Exploitation des services de transport collectif	<b>38 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>19 000,00</b>
MRC de Témiscouata	Exploitation des services de transport collectif	<b>68 000,00</b>	27 juil. 2017	<b>34 000,00</b>
Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Exploitation des services de transport collectif (5 MRC, 1 municipalité)	<b>600 000,00</b>	19 juil. 2017	<b>300 000,00</b>
MRC des Sources	Exploitation des services de transport collectif	<b>49 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>24 500,00</b>
MRC de Rimouski-Neigette	Exploitation des services de transport collectif	<b>75 000,00</b>	19 juil. 2017	<b>37 500,00</b>
MRC de La Matanie	Exploitation des services de transport collectif	<b>100 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>50 000,00</b>
MRC de Montmagny	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>62 500,00</b>
MRC de L'Islet	Exploitation des services de transport collectif	<b>108 000,00</b>	10 nov. 2017	<b>62 500,00</b>
MRC de Beauce-Sartigan	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>62 500,00</b>
MRC des Etchemins	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	10 nov. 2017	<b>62 500,00</b>
MRC des Basques	Exploitation des services de transport collectif	<b>72 960,00</b>	25 juil. 2017	<b>36 480,00</b>
MRC des Laurentides	Exploitation des services de transport collectif	<b>275 000,00</b>	1 août 2017	<b>137 500,00</b>
MRC des Pays-d'en-Haut	Exploitation des services de transport collectif	<b>275 000,00</b>	1 août 2017	<b>137 500,00</b>
MRC de La Haute-Yamaska	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	19 juil. 2017	<b>62 500,00</b>
Ville de La Tuque	Exploitation des services de transport collectif	<b>48 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>24 000,00</b>
MRC d'Antoine-Labelle	Exploitation des services de transport collectif	<b>100 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>50 000,00</b>
MRC de La Nouvelle-Beauce	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	10 juil. 2017	<b>100 000,00</b>

MRC de Robert-Cliche	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	19 juil. 2017	<b>100 000,00</b>
MRC de Papineau	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>62 500,00</b>
MRC de Lotbinière	Exploitation des services de transport collectif	<b>200 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>100 000,00</b>
MRC d'Acton	Exploitation des services de transport collectif	<b>70 000,00</b>	27 juil. 2017	<b>35 000,00</b>
MRC d'Abitibi-Ouest	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>62 500,00</b>
MRC de La Rivière-du-Nord	Exploitation des services de transport collectif	<b>200 000,00</b>	19 juil. 2017	<b>100 000,00</b>
MRC de Mékinac	Exploitation des services de transport collectif	<b>100 000,00</b>	25 juil. 2017	<b>50 000,00</b>
MRC de Montcalm	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	22 août 2017	<b>62 500,00</b>
MRC de Brome-Missisquoi	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	25 juil. 2017	<b>62 500,00</b>
MRC de Coaticook	Exploitation des services de transport collectif	<b>275 000,00</b>	25 juil. 2017	<b>137 500,00</b>
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>62 500,00</b>
MRC de Maria-Chapdelaine	Exploitation des services de transport collectif	<b>174 500,00</b>	1 août 2017	<b>87 250,00</b>
MRC du Domaine-du-Roy	Exploitation des services de transport collectif	<b>200 000,00</b>	19 juil. 2017	<b>100 000,00</b>
MRC de Sept-Rivières	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>62 500,00</b>
MRC des Collines-de-l'Outaouais	Exploitation des services de transport collectif	<b>200 000,00</b>	22 août 2017	<b>100 000,00</b>
MRC d'Arthabaska	Exploitation des services de transport collectif	<b>275 000,00</b>	27 juil. 2017	<b>137 500,00</b>
MRC du Fjord-du-Saguenay	Exploitation des services de transport collectif	<b>150 000,00</b>	18 oct. 2017	<b>75 000,00</b>
MRC du Granit	Exploitation des services de transport collectif	<b>100 000,00</b>	25 juil. 2017	<b>50 000,00</b>
MRC de Nicolet-Yamaska	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	27 juil. 2017	<b>62 500,00</b>
MRC de Témiscamingue	Exploitation des services de transport collectif	<b>100 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>50 000,00</b>
MRC de La Vallée-de-l'Or	Exploitation des services de transport collectif	<b>38 000,00</b>	25 juil. 2017	<b>19 000,00</b>
MRC du Haut-Saint-Laurent	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	25 juil. 2017	<b>62 500,00</b>
MRC de Bécancour	Exploitation des services de transport collectif	<b>200 000,00</b>	27 juil. 2017	<b>100 000,00</b>

Ville de Rouyn-Noranda	Exploitation des services de transport collectif	<b>32 200,00</b>	27 juil. 2017	<b>16 100,00</b>
MRC de Bellechasse	Exploitation des services de transport collectif	<b>100 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>50 000,00</b>
MRC des Chenaux	Exploitation des services de transport collectif	<b>200 000,00</b>	19 sept. 2017	<b>100 000,00</b>
MRC de Drummond	Exploitation des services de transport collectif	<b>25 874,00</b>	25 juil. 2017	<b>12 937,00</b>
MRC d'Abitibi	Exploitation des services de transport collectif	<b>200 000,00</b>	25 juil. 2017	<b>100 000,00</b>
MRC de Matawinie	Exploitation des services de transport collectif	<b>75 000,00</b>	3 juil. 2017	<b>50 000,00</b>
MRC de Joliette	Exploitation des services de transport collectif	<b>65 000,00</b>	22 août 2017	<b>32 500,00</b>
MRC de Deux-Montagnes	Exploitation des services de transport collectif	<b>125 000,00</b>	28 août 2017	<b>62 500,00</b>
MRC du Haut-Saint-François	Exploitation des services de transport collectif	<b>100 000,00</b>	27 oct. 2017	<b>50 000,00</b>
MRC de La Haute-Côte-Nord	Exploitation des services de transport collectif	<b>75 000,00</b>	1 août 2017	<b>37 500,00</b>
Ville de Chapais	Exploitation des services de transport collectif	<b>74 600,00</b>	18 oct. 2017	<b>37 300,00</b>
Administration régionale Kativik	Exploitation des services de transport collectif	<b>340 000,00</b>		
Les Autobus Maheux	Acquisition d'outils technologiques	<b>65 000,00</b>		
MRC de Memphrémagog	Maintien d'un service de transport par autocar	<b>27 355,00</b>	21 nov. 2017	<b>15 938,00</b>
MRC de Bellechasse	Maintien d'un service de transport par autocar	<b>96 000,00</b>	5 oct. 2017	<b>81 820,00</b>
Ville de La Tuque	Maintien d'un service de transport par autocar	<b>140 000,00</b>	10 nov. 2017	<b>140 000,00</b>
MRC de Maskinongé	Maintien d'un service de transport par autocar	<b>119 627,00</b>	5 oct. 2017	<b>54 442,00</b>
MRC de La Haute-Côte-Nord	Maintien d'un service de transport par autocar	<b>113 250,00</b>	5 oct. 2017	<b>101 925,00</b>
MRC de La Mitis	Maintien d'un service de transport par autocar	<b>126 969,00</b>	28 sept. 2017	<b>114 272,00</b>
Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Maintien d'un service de transport par autocar	<b>95 000,00</b>	5 oct. 2017	<b>47 500,00</b>
MRC de La Côte-de-Beaupré	Maintien d'un service de transport par autocar	<b>1 500,00</b>	4 oct. 2017	<b>1 500,00</b>
MRC d'Argenteuil	Maintien d'un service de transport par autocar	<b>90 514,00</b>	29 sept. 2017	<b>66 941,00</b>
Les Autobus Maheux	6 Aides d'urgence	<b>435 648,00</b>	5 oct. 2017	<b>392 083,00</b>

MRC des Appalaches	Maintien d'un service de transport par autocar	15 000,00	5 oct. 2017	3 582,00
Gouvernement de la nation crie	Maintien d'un service de transport par autocar	150 000,00		
MRC de Pontiac	Maintien d'un service de transport par autocar	128 625,00		
Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Maintien d'un service de transport par autocar	97 359,00		
MRC des Appalaches	Maintien d'un service de transport par autocar	60 000,00		
MRC d'Antoine-Labelle	Maintien d'un service de transport par autocar	19 500,00		
MRC du Haut-Saint-François	Maintien d'un service de transport par autocar	80 081,00		
MRC de Beauce-Sartigan	Maintien d'un service de transport par autocar	110 850,00		
MRC des Chenaux	Maintien d'un service de transport par autocar	113 990,00		
Transdev Canada	Maintien d'un service de transport par autocar	75 000,00		
MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	Maintien d'un service de transport par autocar	30 000,00		
MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	Maintien d'un service de transport par autocar	125 000,00		
MRC de Minganie	Maintien d'un service de transport par autocar	83 381,00		
MRC de Maria-Chapdelaine	Maintien d'un service de transport par autocar	144 750,00		
MRC de L'Islet	Maintien d'un service de transport par autocar	89 055,00		

Volet III				
Nom du bénéficiaire	Description du projet	Montant accordé	Date du dernier versement	Montant versé à ce jour
Centre de gestion des déplacements de Gatineau et sa région	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	28 oct. 2017	90 000,00
Centre alternatif de déplacement urbain du Saguenay	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	22 déc. 2017	90 000,00
Centre de gestion des déplacements Voyagez Futé Montréal	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	10 déc. 2017	90 000,00
Centre de gestion des déplacements Développement économique Saint-Laurent	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	22 déc. 2017	90 000,00
Mobili T. Centre de gestion des déplacements du Québec métropolitain	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	22 déc. 2017	90 000,00
Roulons Vert	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	18 déc. 2017	90 000,00
Société de transport de Sherbrooke	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	22 déc. 2017	90 000,00
Centre de gestion des déplacements de Gatineau et sa région	Promotion des modes alternatifs	14 603,00	6 déc. 2017	13 143,00
Vélo Québec	Promotion des modes alternatifs	75 000,00		
Association Rimouski ville cyclable	Promotion des modes alternatifs	14 808,00		
Alliance Transit	Réalisation d'études	30 000,00	19 déc. 2017	27 000,00
Vivre en Ville	Réalisation d'études	30 000,00		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 118

**Titre**

Pour le programme « Programme véloce II », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2017-2018 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
- b) la description du projet;
- c) la date de versement de l'aide financière accordée;
- d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
- e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le programme Véloce II a pris fin le 31 mars 2016. Il a été remplacé, pour la mesure du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques financée par le Fonds vert, par le Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU).

- a), b) et d) : Voir le tableau ci-joint.
- c) aucun montant n'a été versé au 22 février 2018. Les aides consenties sont versées en deux phases, soit 50 % au moment de l'octroi de la subvention (quelques semaines pour le délai de production du chèque) et 50 % jusqu'à concurrence du montant octroyé au moment de la production et de l'acceptation du rapport des travaux effectués.
- e) voir le tableau joint pour la portion provenant du programme TAPU. Toute dépense d'un projet couverte par un autre programme normé du gouvernement du Québec devient inadmissible au programme TAPU. Le programme TAPU ne couvre que 50 % de la partie assumée par la municipalité dans le projet. Il ne peut donc y avoir double financement pour une même dépense.
- f) comme il s'agit de transport à pied et à vélo, les émissions de gaz à effet de serre sont nulles. Toutefois, la réduction est difficile à estimer puisqu'il est impossible de déterminer si les déplacements actifs générés par une infrastructure étaient déjà des transports actifs ailleurs sur le territoire ou s'il s'agit de nouveaux déplacements, ou encore de déplacements qui autrement auraient été faits en automobile solo/passager ou en transport collectif.

# **Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) - Prog. 53912** **2017-2018**

Demandeur	Municipalités concernées	C.E.P.	2017-2018		Subvention demandée		Commentaires	Subvention admissible	Subvention accordée	Modèle de lettre recommandé
			Km	Coûts (\$)	(\$)	(%)				
Ville de Longueuil (passerelle Normandie)	Longueuil	Taillon	0,2	13 579 000 \$	1 000 000 \$	7,4	Reconstruction de la passerelle Normandie au-dessus de l'A-20/R-132. Donne accès à la station de métro Longueuil et au terminus.	1 000 000,00 \$	<b>1 000 000,00 \$</b>	9,01
Ville de Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe	0,7	108 460 \$	54 230 \$	50,0	Construction d'une piste polyvalente en site propre le long de la rue Sicotte.	54 230,00 \$	<b>54 230,00 \$</b>	9,01
Ville de Gatineau	Gatineau	Hull	0,9	614 386 \$	293 378 \$	47,8	Lien cyclable sur la rue Laurier entre des Allumettières et Dussault	293 378,00 \$	<b>293 378,00 \$</b>	9,01
Ville de Lévis (lien A-20 Saint-Rédempteur)	Lévis	Chutes-de-la-Chaudière	1,5	200 000 \$	100 000 \$	50,0	Lien entre l'accès à l'autoroute 20 et le secteur Saint-Rédempteur le long de la route des Rivières (route 116)	100 000,00 \$	<b>100 000,00 \$</b>	9,01
Ville de Montréal (1317 Langelier)	Montréal	Bourassa-Sauvé	2,2	1 392 286 \$	300 000 \$	21,5	Lien cyclable le long de la rue Langelier entre Henri-Bourassa et Gouin.	300 000,00 \$	<b>300 000,00 \$</b>	9,01
Ville de Québec (3e Avenue)	Québec	Jean-Lesage	1,5	303 208 \$	151 604 \$	50,0	Axe cyclable reliant le parc Cartier-Brébeuf à la 3e Avenue Ouest. Le segment de réaménagement de la rue Jalobert a été retiré du projet puisqu'il s'agit d'une mise aux normes d'un aménagement existant, donc non admissible au programme. La ville a annoncé que le projet était reporté à 2018 en raison de soumissions trop élevées.	115 534,50 \$	<b>46 765,00 \$</b>	9,02
Ville de Montréal (1508 Desjardins)	Montréal	Hochelaga-Maisonneuve	1,4	1 192 984 \$	596 492 \$	50,0	Piste cyclable bidirectionnelle le long de l'avenue Desjardins donnant accès au métro Pie IX. Aide financière réduite en raison des taxes remboursables non admissibles.	552 170,00 \$	<b>552 170,00 \$</b>	9,01
Ville de Montréal - arr. Plateau Mont-Royal (école Saint-Pierre-Claver)	Montréal (Plateau Mont-Royal)	Mercier	0,0	867 077 \$	250 000 \$	28,8	Apaisement de la circulation à deux intersections aux abords d'une école.	250 000,00 \$	<b>250 000,00 \$</b>	9,01
Municipalité de Boischatel (école primaire)	Boischatel	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	0,0	65 524 \$	32 762 \$	50,0	Aménagement dans un corridor scolaire sur la route de l'Église.	32 762,00 \$	<b>32 762,00 \$</b>	9,01
Ville de Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	0,5	145 000 \$	72 500 \$	50,0	Piste bidirectionnelle asphaltée visant à relier le secteur éducationnelle à la piste cyclable existante de Rouyn-Noranda. <b>Projet intégré à des travaux de réfection de la voirie.</b>	72 500,00 \$	<b>72 500,00 \$</b>	9,01
Ville de Drummondville (piste Jean-de-Brébeuf)	Drummondville	Johnson et Drummond-Bois-Francis	1,6	188 800 \$	94 400 \$	50,0	Piste cyclable sur le boulevard Jean-de-Brébeuf. DJME de 15000 et présence d'une école.	94 400,00 \$	<b>94 400,00 \$</b>	9,01
Ville de La Pocatière	La Pocatière	Côte-du-Sud	0,0	297 150 \$	140 000 \$	47,1	Apaisement de la circulation 6e Avenue et 9e Rue	140 000,00 \$	<b>140 000,00 \$</b>	9,01
MRC de Robert-Cliche	Beauceville	Beauce-Nord	5,5	2 615 764 \$	1 000 000 \$	38,2	Portion urbaine de la Route verte axe numéro 6 dans Beauceville.	1 000 000,00 \$	<b>1 000 000,00 \$</b>	9,01
Ville de Montréal (0849 Cardinal)	Montréal	Marquette	2,4	3 269 150 \$	1 000 000 \$	30,6	Piste cyclable bidirectionnelle le long de l'avenue Cardinal dans le secteur de la gare de Dorval.	1 000 000,00 \$	<b>1 000 000,00 \$</b>	9,01
Ville de Drummondville (piste campus UQTR)	Drummondville	Johnson et Drummond-Bois-Francis	0,6	82 025 \$	41 012 \$	50,0	Piste cyclable reliant des parties du campus de l'UQTR à Drummondville. Débit de circulation élevé.	41 012,25 \$	<b>41 012,25 \$</b>	9,01
Ville de Québec (supports à vélo)	Québec	Jean-Lesage	0,0	24 490 \$	12 245 \$	50,0	Installation de supports à vélo dans les axes stratégiques de la ville (260 places). Aide financière réduite en raison des taxes remboursables non admissibles.	11 181,12 \$	<b>11 181,12 \$</b>	9,01
Municipalité de Saint-Thomas	Saint-Thomas	Joliette	0,0	10 650 \$	5 325 \$	50,0	Mesure de sécurisation des déplacements à pied et à vélo dans le village, notamment l'achat d'un radar afficheur de vitesse.	3 361,00 \$	<b>3 361,00 \$</b>	9,01
Ville de Lévis (rivière Aulneuse Saint-Nicolas)	Lévis	Chutes-de-la-Chaudière	0,1	200 000 \$	100 000 \$	50,0	Passerelle sur le sentier Saint-Nicolas pour franchir la rivière des Aulneuses. Passerelle piéton uniquement non admissible. Dépenses réduites à 10 000\$ pour une subvention admissible de 5000\$. <b>Projet essentiellement récréatif.</b>	5 000,00 \$	<b>5 000,00 \$</b>	9,01



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 119

##### Titre

Pour le Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI), fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2017-2018 par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (Ministère) et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
- b) la description du projet;
- c) la date de versement de l'aide financière accordée;
- d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
- e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le Ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) a pour objectif de réduire ou d'éviter les émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par le transport des marchandises et des personnes par l'implantation de projets intermodaux et la promotion des services maritimes et ferroviaires. Le programme dispose d'une enveloppe de 44,25 M\$ jusqu'au 31 mars 2018 et de 82 M\$ au 31 décembre 2020 selon l'Entente administrative relative à la mise en œuvre des actions financées du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques. Le programme est présentement en processus de renouvellement pour la période entre le 1<sup>er</sup> avril 2018 et le 21 décembre 2020.

Le programme est composé de 5 volets :

- Volet 1 : Projets avec dépenses d'infrastructures :
  - 1-A : projets dont le coût est égal ou supérieur à 1 M\$;
  - 1-B : projets dont le coût est inférieur à 1 M\$.
- Volet 2 : Projets sans dépenses d'infrastructures;
- Volet 3 : Projets pilotes;
- Volet 4 : Études;
- Volet 5 : Promotion des modes de transport maritime ou ferroviaire.

Les entreprises, les organismes municipaux et les autres organismes légalement constitués ayant un établissement au Québec sont admissibles au PREGTI.

Volet 1-A : L'aide maximale par projet est de 500 \$ par tonne des émissions de GES réduites ou évitées, sans toutefois dépasser 50 % des dépenses admissibles reliées au projet, et ce, jusqu'à concurrence de 4 M\$.

Volet 1-B : L'aide financière est établie à un maximum de 50 % des dépenses admissibles. Cependant, l'aide accordée en vertu de ce volet ne peut pas dépasser 750 \$ par tonne des émissions de GES réduites ou évitées.

La contribution financière par tonne des émissions de GES réduites ou évitées pour les projets déposés dans le cadre du volet 1 visant l'électrification des opérations de transport ou de manutention par la substitution des énergies fossiles par l'hydroélectricité peut être doublée pour atteindre 1 000 \$.

Volet 2 : L'aide maximale par projet est de 400 \$ par tonne des émissions de GES réduites, et ce, jusqu'à concurrence de 3 M\$.

Volet 3 : L'aide financière du programme est établie à un maximum de 50 % des dépenses admissibles liées au projet, jusqu'à concurrence d'une aide maximale de 1 M\$ par projet par année.

Volet 4 : L'aide financière est établie à un maximum de 20 % (si l'étude est non publique) ou de 50 % (si l'étude est publique) des dépenses admissibles liées au projet.

Volet 5 : L'aide financière est établie à un maximum de 50 % des dépenses admissibles liées au projet, jusqu'à concurrence d'une aide maximale de 50 000 \$ par projet.

**ANNEXE**

**PREGTI – Projets acceptés en 2017-2018**

<b>Demandeur</b>	<b>Volet</b>	<b>Projet d'électrification</b>	<b>Description du projet</b>	<b>Dépenses admissibles</b>	<b>Montant engagé</b>	<b>Date d'engagement</b>	<b>Cible de réduction des GES (ton. Éq.CO2/an)</b>	<b>Total des déboursés</b>

Toutes les sommes proviennent du Fonds vert.

À ce jour, aucun projet n'a fait l'objet d'un engagement dans le PREGTI en 2017-2018. Cependant, quatre projets totalisant un engagement potentiel de 3 389 890 \$ avec une cible de réduction de 16 754 tonnes de GES / année sont en voie de signature par le ministre.

Un déboursé de 126 242 \$ a été effectué en 2017-2018, étant donné l'échéancier de réalisation des différents projets. Des versements devraient s'effectuer en 2018-2019 lors du dépôt des factures et des preuves de paiement (premiers versements) ou lors de la production du rapport de vérification attestant des réductions des émissions de GES (seconds versements).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 120

**Titre**

Pour le programme « Écocamionnage (Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises) », fournir la ventilation suivante :

- a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
- b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
- c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
- d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
- e) les investissements totaux des projets (en millions\$);
- f) les aides financières totale du ministère (en millions\$) ;
- g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne) ;
- h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La cible de réduction et d'évitement des émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2018 pour le programme Écocamionnage est 225 kt.

La cible de réduction et d'évitement des émissions de GES en 2020 pour le programme Écocamionnage est 325 kt.

Pour 2017-2018, 500 projets ont été acceptés ou sont en processus d'approbation par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Les réductions des émissions de GES concernant ces projets sont d'un peu plus de 30 kt.

Les investissements totaux de ces projets s'élèvent à 13,78 M\$. Par ailleurs, les dépenses admissibles pour ces mêmes demandes s'élèvent à 12,01 M\$. Puisque l'aide financière est calculée en fonction des dépenses admissibles, l'aide financière totale octroyée par le Ministère est de 3,92 M\$.

Le coût moyen des projets en termes de \$/tonne réduite est d'approximativement 125 \$ pour le programme. Cependant, si on considère que les technologies subventionnées ont une durée de vie utile moyenne de cinq ans, ce coût diminue alors à environ 25 \$/tonne.

Le programme Écocamionnage est un programme incitatif et il est impossible de déterminer le nombre d'emplois créés ou maintenus grâce à celui-ci.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 121

<p><b>Titre</b></p> <p>Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques</p> <p>Pour le programme «Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF)», fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);</li><li>b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);</li><li>c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;</li><li>d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);</li><li>e) les investissements totaux des projets (en millions\$);</li><li>f) les aides financières totales du ministère (en millions\$);</li><li>g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);</li><li>h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.</li></ul>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Les cibles et les potentiels de réduction et d'évitement des émissions de gaz à effet de serre pour les programmes mis en œuvre par le ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés par le Conseil de gestion du Fonds Vert.</p> <p>Le Ministère ne dispose pas d'informations uniformes et précises par rapport au nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.</p> <p>Les autres données sont présentées dans le tableau ci-joint.</p>

Programme d’aide gouvernementale à l’amélioration de l’efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF)

Total des projets acceptés	Total des dépenses admissibles	Total des montants engagés	Total des cibles de réduction des GES (t éq. CO <sub>2</sub> /an)	Moyenne de durée de vie des projets	Subvention moyenne par projet	Réduction moyenne de GES par projet (t éq. CO <sub>2</sub> /an)	Subvention moyenne par tonne de GES réduit par projet	Coût moyen de la subvention par année de vie du projet (\$/tonne GES/an)
28	106 001 583 \$	20 244 116 M\$	44 050	22	723 004 \$	1 573	460 \$	21 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 122

**Titre**

Pour le programme « Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) », fournir la ventilation suivante :

- a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
- b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
- c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
- d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
- e) les investissements totaux des projets (en millions\$);
- f) les aides financières totales du Ministère (en millions\$);
- g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le Programme d'aide au développement du transport collectif a pour objectif de favoriser l'utilisation du transport collectif et alternatif au voiturage en solo, autant en milieu urbain que rural.

Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre apparaissent au Plan stratégique du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

Pour ce volet, un total de 34 demandes, dont celle du Réseau de transport métropolitain, répondaient aux critères d'admissibilité du programme pour l'année 2017. L'aide financière totale, incluant la bonification annoncée dans le cadre du budget 2017-2018, pourrait s'élever à 145,3 M\$. Cette aide représente 50 % des coûts admissibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 123

<p><b>Titre</b></p> <p>Pour le programme « Programme Véloce II », fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);</li><li>b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);</li><li>c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;</li><li>d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);</li><li>e) les investissements totaux des projets (en millions \$);</li><li>f) les aides financières totales du ministère (en millions \$);</li><li>g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);</li><li>h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements. Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques</li></ul>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Les cibles et les potentiels de réduction et d'évitement des émissions de gaz à effet de serre pour les programmes concernés, mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, seront publiés dans son Plan stratégique 2017-2020.</p> <p>Un total de 106 projets a été déposé et analysé par le Ministère. De ce nombre, dix-huit projets ont été acceptés et se sont vus octroyer une aide financière.</p> <p>Les projets acceptés pour l'exercice 2017-2018 représentent des investissements totaux de 25,2 M\$. En raison des dépenses admissibles et des maximums consentis selon les modalités du programme, l'aide financière totale versée par le Ministère pour l'exercice 2017-2018 est de 5 M\$.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 124

<p><b>Titre</b></p> <p>Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques</p> <p>Pour le programme « Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) », fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);</li><li>b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);</li><li>c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;</li><li>d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);</li><li>e) les investissements totaux des projets (en millions \$);</li><li>f) les aides financières totales du ministère (en millions \$);</li><li>g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);</li><li>h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.</li></ul>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Les cibles et les potentiels de réduction et d'évitement des émissions de gaz à effet de serre pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques sont publiés par le Conseil de gestion du Fonds Vert.</p> <p>Le Ministère ne dispose pas d'informations uniformes et précises par rapport au nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.</p> <p>Les autres données sont présentées dans le tableau ci-joint.</p>

Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI)

Total des projets acceptés	Total des dépenses admissibles	Total des montants engagés	Total des cibles de réduction des GES (t éq. CO <sub>2</sub> /an)	Moyenne de durée de vie des projets	Subvention moyenne par projet	Réduction moyenne de GES par projet (t éq. CO <sub>2</sub> /an)	Subvention moyenne par tonne de GES réduit par projet	Coût moyen de la subvention par année de vie du projet (\$/tonne GES/an)
13	39 020 967 \$	7 598 292 \$	23 339	19	584 484 \$	1 795	326 \$	17 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 125

**Titre**  
Taux de réalisation des investissements planifiés en transport en commun. Taux pour le réseau routier. Qu'est-ce qui explique la différence?

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La dernière année pour laquelle une reddition de compte a été produite est 2016-2017.

**Investissements réalisés pour l'année 2016-2017**  
(contribution du gouvernement du Québec, en millions de dollars et en pourcentage)

Secteurs		Maintien de l'offre de service				Bonifica- tion de l'offre de service	Sous- total	Redres- sement <sup>2</sup>	Total	Taux de réalisation <sup>3</sup>
		Maintien d'actifs <sup>1</sup>	Résorption du déficit de maintien d'actifs	Rempla- cement	Sous- total	Ajout et améliora- tion				
Réseau routier	Probable	1 078,7	-	575,7	1 654,3	368,4	2 022,7	-	2 022,7	95,0 %
	Réel	914,6	-	677,5	1 592,2	328,4	1 920,5	-	1 920,5	
Transport collectif	Probable	90,0	-	122,5	212,5	479,0	691,5	-	691,5	93,1 %
	Réel	100,1	-	279,2	379,3	264,7	644,1	-	644,1	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 126

**Titre**

Proportion, pour les cinq dernières années, des investissements réalisés entre le transport collectif et le transport routier, au PQI gouvernemental.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le tableau ci-dessous présente le montant des investissements probables sur le réseau routier et le transport collectif en 2017-2018.

	Investissement probable 2017-2018
Transport collectif	934,1 M\$
Réseau routier	2 125,3 M\$
Proportion - Transport collectif	30,5 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 127

**Titre**

Qu'arrive-t-il aux crédits budgétaires des projets routiers et de transport en commun qui ne sont pas réalisés au cours de l'année (et pourquoi)?

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Puisque ces projets sont financés à même les revenus du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), il n'y a pas de crédits budgétaires en ce qui concerne les projets routiers et de transport en commun.

Dans le cas des projets routiers, il s'agit d'investissements prévus au Plan québécois des infrastructures (PQI). Des délais dans le déroulement des travaux font en sorte que certains projets sont redéployés dans les PQI des années ultérieures et, par conséquent, seront reportés dans les investissements à autoriser des exercices correspondants.

Quant aux sommes consacrées aux projets de transport en commun des organismes publics, il s'agit de subventions octroyées selon les divers programmes du FORT. Les dépenses non réalisées à ce titre au cours d'une année servent à réduire temporairement le besoin d'emprunt à long terme pour le financement des investissements routiers. Ces économies seront réaffectées aux subventions en transport en commun lorsque les organismes de transport auront complété la réalisation de leurs projets.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 128

<b>Titre</b>  Projets ou sommes prévus (étude ou planification) au précédent PQI pour les secteurs routier et transport en commun qui sont retirés cette année. Projets ajoutés dans ces deux secteurs, par rapport à l'an dernier.																				
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  Un tableau présentant l'ensemble des projets de 50 M\$ et plus, associés au secteur routier et au transport collectif, est joint à la présente fiche.  Entre le Plan québécois des infrastructures (PQI) 2017-2027 et le PQI 2018-2028, trois projets de 50 M\$ et plus ont été retirés :  <b>Liste des projets retirés</b> <table><tr><th>Secteur</th><th>Nom</th><th>Région</th></tr><tr><td colspan="3">Réseau routier</td></tr><tr><td>1-</td><td>Recouvrement partiel de l'autoroute Ville-Marie à Montréal</td><td>06</td></tr><tr><td>2-</td><td>Amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25</td><td>06</td></tr><tr><td colspan="3">Transport collectif</td></tr><tr><td>3-</td><td>Programme Réno-tunnel (tunnel Mont-Royal) - Phase II</td><td>06</td></tr></table>  Les projets « Recouvrement partiel de l'autoroute Ville-Marie à Montréal » et « Amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25 » ont été retirés du PQI 2018-2028, car ils ont été réalisés en date du 31 mars 2017.  Le projet « Programme Réno-tunnel (tunnel Mont-Royal) – Phase II a été retiré du PQI 2018-2028, car il s'intègre au projet du REM.			Secteur	Nom	Région	Réseau routier			1-	Recouvrement partiel de l'autoroute Ville-Marie à Montréal	06	2-	Amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25	06	Transport collectif			3-	Programme Réno-tunnel (tunnel Mont-Royal) - Phase II	06
Secteur	Nom	Région																		
Réseau routier																				
1-	Recouvrement partiel de l'autoroute Ville-Marie à Montréal	06																		
2-	Amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25	06																		
Transport collectif																				
3-	Programme Réno-tunnel (tunnel Mont-Royal) - Phase II	06																		

Statut des projets routiers de 50 M\$ et plus

Projet	PQI 2018-2028
Réaménagement de la route 185 entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick - Phase III	Planification
Construction d'un nouveau pont sur la rivière Mistassini à Dolbeau-Mistassini	Réalisation
Construction d'une voie de contournement du quartier de l'Isle Maligne à Alma	Réalisation
Reconstruction du pont de l'Île d'Orléans	Planification
Réfection de la structure de la route 138 au-dessus de la rivière Batiscan	Planification
Contournement sud de Sherbrooke par le prolongement de l'autoroute 410 - Phase II	Réalisation
Recouvrement partiel de l'autoroute Ville-Marie à Montréal	Retiré
Amélioration de l'accès au port de Montréal dans l'axe du boulevard L'Assomption	Planification
Amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25	Retiré
Réfection majeure du pont Pie-IX entre Montréal et Laval	Planification
Réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont	Planification
Reconstruction de la côte Arsène Gagnon sur la route 138 à Les Bergeronnes	Réalisation
Réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 171 (route Laqueux) à Lévis	Réalisation
Travaux de réparation de la charpente, de métallisation et de peinture sur le pont Pierre-Laporte	Planification
Reconstruction du pont Gouin entre Saint-Jean-sur-Richelieu et Iberville	Réalisation
Reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec	Étude
Élargissement de l'autoroute Henri-IV - Phase II (Volets 1, 2 et 3)	Planification
Réfection du tablier du pont de Québec	Étude
Réfection de la dalle du pont Laviolette à Trois-Rivières	Étude
Réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger	Étude
Reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre	Étude
Réfection majeure de l'autoroute métropolitaine à Montréal	Étude
Réfection majeure de la structure de l'échangeur Des Sources à Pointe-Claire et Dorval	Retiré
Raccordement des deux sections du boulevard Cavendish à Montréal	Étude
Boulevard urbain de l'Ouest de l'île de Montréal	Étude
Réfection majeure du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine	Planification
Reconstruction du pont Honoré-Mercier	Planification
Reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes entre Vaudreuil et Senneville	Étude
Prolongement de la route 138 - Tronçon Kegaska - La Romaine - Phases I, II et III	Étude
Prolongement de la route 138 - Tronçon La Tabatière - Tête-à-la-Baleine	Étude
Réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 173 à Lévis	Étude
Réfection majeure du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand	Étude
Prolongement de l'autoroute 19 entre les autoroutes 440 et 640 de Laval à Bois-des-Filion	Planification
Prolongement de l'autoroute 35 jusqu'à la frontière américaine - Phases III	Planification
Prolongement de l'autoroute 35 jusqu'à la frontière américaine - Phases IV	Planification
Enlèvement des paralumes et réfection de l'éclairage dans le tunnel Dorval à Montréal	Planification
Reconstruction de la chaussée de béton de ciment de l'autoroute 40 à Kirkland et Baie-d'Urfé	Planification
Reconstruction et amélioration de diverses sections de la route 138 entre Baie-Comeau et Port-Cartier	Planification
Réaménagement de la route 173 et de la route 277	Planification
Réfection du pont Vachon entre Laval et Boisbriand	Planification
Travaux sur la chaussée de béton de l'autoroute 20 entre les municipalités de Mont-Saint-Hilaire et de Saint-Hyacinthe	Planification
Travaux sur le pont de l'autoroute 30 à Sorel-Tracy au-dessus de la rivière Richelieu	Planification
Développement de la route 170 à Saint-Bruno au Saguenay- Lac-Saint-Jean et de la route 169 vers Alma	Étude
Parachèvement de l'autoroute 70 - Tronçon entre Grande-Anse et La Baie	Étude
Amélioration de l'autoroute Laurentienne entre la sortie Lebourgneuf et la Croix-Rouge à Québec	Étude
Implantation d'un nouveau lien entre Québec et Lévis	Étude
Amélioration de l'autoroute 50 entre Gatineau et Mirabel	Étude
Amélioration de l'autoroute 55 entre l'échangeur des Acadiens et l'autoroute 20	Étude
Développement de la Place Charles-Le Moyne à Longueuil	Étude
Élargissement de l'autoroute 30 entre les autoroutes 10 et 20 sur la Rive-Sud de Montréal	Étude
Construction d'un pont sur la rivière Saguenay entre Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine	Étude
Ajout de voies réservées et réfection de la chaussée sur l'autoroute 15 à Laval et les Laurentides	Étude
Réaménagement à quatre voies sur la route 117 entre Labelle et Rivière-Rouge	Étude
Reconstruction de l'échangeur Turcot	Réalisation
Rond-point Dorval - Réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 520	Réalisation
Prolongement de l'autoroute 35 entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la frontière américaine - Phases I et II	Réalisation
Prolongement de l'autoroute 5 du chemin de la Rivière au raccordement de la route 105	Réalisation
Prolongement de l'autoroute 70 vers la ligne Bagot	Réalisation
Relocalisation permanente de la route 112 à Thetford Mines	Réalisation
Construction d'une voie de contournement de Rouyn-Noranda	Réalisation
Reconstruction de l'échangeur entre les autoroutes Félix-Leclerc et Laurentienne	Réalisation
Réfection de l'autoroute Dufferin-Montmorency - Phases III à VIII	Réalisation
Réfection de l'échangeur entre les autoroutes 13 et 40	Réalisation

Statut des projets en transport en commun de 50 M\$ et plus

Projet	PQI 2018-2028
Construction d'un garage souterrain à la station de métro Côte-Vertu	Réalisation
Programme Réno-Infrastructures - Phase II - Métro de Montréal	Réalisation
Programme Réno-Systèmes- Phase III - Métro de Montréal	Réalisation
Programme Réno-Systèmes - Phase IV - Métro de Montréal	Réalisation
Remplacement des voitures MR-63 du métro de Montréal	Réalisation
Construction d'un centre d'entretien pour trains de banlieue à Pointe-Saint-Charles	Réalisation
Programme Réno-Infrastructures - Phase I - Métro de Montréal	Réalisation
Programme d'amélioration de l'accessibilité des stations de métro - Phase I	Réalisation
Réfection majeure de la station Berri-UQAM - Phase I	Réalisation
Construction d'un nouvel édicule et d'une passerelle piétonnière au Pôle multimodal Vendôme	Réalisation
Prolongement de la vie utile des voitures de métro MR-73	Réalisation
Programme Réno-Infrastructures - Phase III - Métro de Montréal	Planification
Programme Réno-Systèmes - Phase V - Métro de Montréal	Planification
Reconstruction du Complexe Crémazie de la Société de transport de Montréal	Planification
Programme Réno-tunnel (tunnel Mont-Royal) - Phase II	Retiré
Implantation d'un service rapide par bus intégré à la requalification de l'axe Pie-IX entre Montréal et Laval	Planification
Acquisition de nouvelles voitures de train de banlieue (Voitures de type 2000)	Réalisation
Réfection majeure du centre d'exploitation du Réseau de transport de Longueuil à Saint-Hubert	Planification
Prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal	Planification
Implantation d'un nouveau système de transport collectif dans le sud-ouest de Gatineau	Étude
Prolongation du Rapibus dans le secteur Est de la ville de Gatineau - Phase III -Tronçon Lorrain - Aéroport	Planification
Implantation de mesures prioritaires pour le transport en commun sur le boulevard Guillaume-Couture à Lévis	Planification
Implantation d'un nouveau système de transport collectif structurant à Québec	Planification
Reconstruction du centre de transport Mont-Royal	Étude
Programme d'amélioration de l'accessibilité des stations de métro - Phase II	Planification
Acquisition du terrain et de la gare de correspondance entre la ligne de train de banlieue de Mascouche et le Réseau express métropolitain (REM)	Planification
Construction d'un garage pour les autobus de la Société de transport de Laval - Phase IV	Étude
Construction d'un nouveau centre d'attacheement dans secteur nord-ouest du réseau de métro de Montréal	Étude
Construction du centre de transport Bellechasse (anciennement Saint-Denis)	Étude

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 129

##### Titre

Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI 2018-2028, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir ?

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dans le cadre des investissements prévus au Plan québécois des infrastructures (PQI) 2018-2028, le Ministère a priorisé les interventions visant le maintien des actifs. Une grande partie du budget des prochaines années sera d'ailleurs orientée vers la réfection/reconstruction de structures d'envergure qui nécessitent des investissements importants.

Les projets majeurs inscrits à l'étude du PQI 2018-2028 devront cheminer et recevoir l'autorisation du Conseil des ministres aux principales étapes prévues à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique avant que les travaux ne puissent débuter.

##### Réseau routier

##### À l'étude

Nom	Région
1- Développement de la route 170 à Saint-Bruno au Saguenay – Lac-Saint-Jean et de la route 169 vers Alma	02
2- Parachèvement de l'autoroute 70 - Tronçon entre Grande-Anse et La Baie	02
3- Amélioration de l'autoroute Laurentienne entre la sortie Lebourgneuf et la Croix-Rouge à Québec <sup>4</sup>	03
4- Reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec	03
5- Construction d'un pont sur la rivière Saguenay entre Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine	03-09
6- Implantation d'un nouveau lien entre Québec et Lévis	03-12
7- Réfection du tablier du pont de Québec	03-12
8- Réfection de la dalle du pont Laviolette à Trois-Rivières	04
9- Réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger	06
10- Reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre	06
11- Réfection majeure de l'autoroute métropolitaine à Montréal	06
12- Raccordement des deux sections du boulevard Cavendish à Montréal	06
13- Boulevard urbain de l'Ouest de l'île de Montréal	06
14- Reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes entre Vaudreuil et Senneville	06-16
15- Amélioration de l'autoroute 50 entre Gatineau et Mirabel	07-15
16- Prolongement de la route 138 - Tronçon Kegaska - La Romaine - Phases I, II et III	09
17- Prolongement de la route 138 - Tronçon La Tabatière - Tête-à-la-Baleine	09
18- Réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 173 à Lévis	12
19- Ajout de voies réservées et réfection de la chaussée sur l'autoroute 15 à Laval et dans les Laurentides	13-15
20- Réfection majeure du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand	13-15
21- Réaménagement à quatre voies sur la route 117 entre Labelle et Rivière-Rouge	15
22- Développement de la Place Charles-Le Moyne à Longueuil	16
23- Élargissement de l'autoroute 30 entre les autoroutes 20 et 10 sur la rive-sud de Montréal	16
24- Amélioration de l'autoroute 55 entre l'échangeur des Acadiens et l'autoroute 20	17



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 130**

<p><b>Titre</b></p> <p>Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et prévus pour 2017-2018 ventilés en fonction des sources de revenus.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s’il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question se retrouve à la réponse à la question particulière 40 de l’opposition officielle.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 131

Titre

Variation du déficit de maintien d'actifs (DMA) dans les actifs du MTMDET par rapport à l'an dernier.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Évolution de l'état et du déficit de maintien d'actifs (DMA) des infrastructures  
Par type et catégorie d'infrastructure

	Proportion des infrastructures dans un état satisfaisant ou mieux (%)			Indice d'état moyen		Déficit de maintien d'actifs (M\$)			
	PAGI		Variation	PAGI		PAGI 2017-2018	Augmentation	Résorption	PAGI 2018-2019
	2017-2018	2018-2019		2017-2018	2018-2019				
Ouvrages de génie civil									
Chaussée du réseau supérieur	50	50	0	C	C	6 300,0	1 271,0	(1 527,0)	6 044,0
Structures									
Réseau supérieur	Selon le nombre								
	75	75	0	C	C				
	Selon la valeur					5 671,3	2 720,9	(495,4)	7 896,8
Ponts du réseau municipal	53	49	(4)	C	D				
	Selon le nombre								
	56	57	1	C	C				
Ponceaux de moins de trois mètres	Selon la valeur					854,0	88,2	(221,3)	720,9
	53	57	4	C	C				
	Selon le nombre								
Ponceaux de moins de trois mètres	N/D	82	s.o.	N/D	B	N/D	s.o.	s.o.	N/D
Total						12 825,3	4 080,1	(2 243,7)	14 661,7

Chaussées du réseau supérieur – Diminution du DMA (-256 M\$)

Entre 2018-2019 et 2017-2018, le DMA associé aux chaussées du réseau supérieur a diminué. Cette diminution s'explique principalement par les travaux de réfection qui ont été réalisés en 2017-2018.

Structures du réseau supérieur – Augmentation du DMA (+2 225,5 M\$)

L'augmentation importante du DMA est principalement attribuable à la constatation de l'évaluation financière de certains projets majeurs évalués sous le seuil d'état. Ces structures concernent, notamment, le pont de l'Île-aux-Tourtes, le pont de l'Île d'Orléans, le tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine, les tunnels Ville-Marie et Viger, ainsi que les structures de l'autoroute Métropolitaine.

Structures des ponts municipaux – Diminution du DMA (-133,1 M\$)

Comme pour les chaussées du réseau supérieur, la diminution s'explique par des travaux de réfection qui ont été réalisés en 2017-2018 sur certaines structures présentant un DMA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 132

<p><b>Titre</b></p> <p>Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs (transports en commun) financés à 100% ou 75% par les programmes du MTMDET par rapport à l'an dernier.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le déficit de maintien d'actif n'est pas suivi pour les sociétés de transport collectif puisque ces actifs n'appartiennent pas au Ministère. Pour ces actifs, uniquement l'indice d'état gouvernemental est disponible au Plan annuel de gestion des infrastructures.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 133

Titre  
Taux d'actifs en mauvais état dans le transport collectif et dans le transport routier.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Réseau routier

Évolution de l'état et du déficit de maintien d'actifs (DMA) des infrastructures  
Par type et catégorie d'infrastructure

	Proportion des infrastructures dans un état satisfaisant ou mieux (%)			Indice d'état moyen		Déficit de maintien d'actifs (M\$)			
	PAGI		Variation	PAGI		PAGI 2017-2018	Augmentation	Résorption	PAGI 2018-2019
	2017-2018	2018-2019		2017-2018	2018-2019				
Ouvrages de génie civil									
Chaussée du réseau supérieur	50	50	0	C	C	6 300,0	1 271,0	(1 527,0)	6 044,0
Structures									
Réseau supérieur	Selon le nombre								
	75	75	0	C	C				
	Selon la valeur					5 671,3	2 720,9	(495,4)	7 896,8
Ponts du réseau municipal	53	49	(4)	C	D				
	Selon le nombre								
	56	57	1	C	C				
Ponceaux de moins de trois mètres	Selon la valeur					854,0	88,2	(221,3)	720,9
	53	57	4	C	C				
	Selon le nombre								
	N/D	82	s.o.	N/D	B	N/D	s.o.	s.o.	N/D
Total						12 825,3	4 080,1	(2 243,7)	14 661,7

Chaussées du réseau supérieur

En 2017-2018, le Ministère a ausculté plus de 25 000 kilomètres de chaussées, soit 84 % du réseau routier supérieur. La portion non auscultée concerne principalement des routes de gravier et des bretelles d'accès. Ces éléments ont été évalués en tenant compte des structures similaires, ce qui a permis de dresser un bilan complet de l'état des chaussées.

Transport collectif

Les travaux réalisés au cours de l'exercice financier 2017-2018 ont permis d'inclure plus de sociétés de transport au Plan annuel de gestion des infrastructures (PAGI). Ainsi, le PAGI 2018-2019 intègre les données de l'Autorité régionale de transport métropolitain et au Réseau de transport métropolitain, la Société de transport de Montréal, le Réseau de transport de la Capitale, le Réseau de transport de Longueuil et la Société de transport de Laval, ce qui fournit une information plus précise et plus globale que par les années antérieures.

Étant donné que le Ministère n'est pas propriétaire des infrastructures en transport collectif, aucun DMA n'est calculé pour ces infrastructures.

Néanmoins, seulement trois catégories d'actifs présentent un IEG de D ou E. Il s'agit des voitures de métro MR-63 et MR-73 (en cours de renouvellement par l'acquisition des voitures AZUR), ainsi que les trains automoteurs électriques.

Pour les sociétés de transport collectif

Inventaire des infrastructures<sup>1</sup>  
Par type et catégorie d'infrastructure<sup>1</sup>

	Quantité	Dimension	Âge moyen (ans)	Inspection (%)	Indice d'état (%)			Indice d'état moyen	
					ABC	D	E		
Immeubles									
Gares	62	1 611 105 m²	20	100	87	13	0	C	
Garages et ateliers	40	1 478 027 m²	36	40	75	0	25	C	
Terminus	46	455 091 m²	20	74	79	12	9	B	
Administratifs et services	134	82 615 m²	40	0	N/D	N/D	N/D	N/D	
Abribus, abris de protection et stations tempérées	3 155	15 905 m²	13	63	96	4	0	B	
Ouvrages de génie civil									
Métro									
Stations	68	206 339 m²	42	0	N/D	N/D	N/D	N/D	
Tunnels	179	76 km	40	0	N/D	N/D	N/D	N/D	
Trains									
Voies ferrées	s.o.	91 km	16	100	100	0	0	B	
Ponts, ponceaux, tunnels et murs	215	s.o.	37	80	59	36	5	C	
Voies réservées	s.o.	349 km	10	53	100	0	0	C	
Stationnements incitatifs	49	309 801 m²	15	82	90	7	3	B	
Équipements									
Voitures de métro									
MR-63	195	s.o.	52	100	0	0	100	E	
MR-73	423	s.o.	42	100	0	100	0	D	
AZUR	234	s.o.	1	100	100	0	0	A	
Autobus									
Standards	2 813	s.o.	11	72	100	0	0	B	
Articulés	389	s.o.	8	94	100	0	0	B	
Minibus	102	s.o.	4	100	100	0	0	B	
Trains									
Locomotives	41	s.o.	14	100	100	0	0	B	
Voitures passagers	206	s.o.	11	100	100	0	0	A	
Automotrices électriques	58	s.o.	23	100	0	100	0	D	
Caténaires	s.o.	52 km	23	100	100	0	0	B	
Aiguillages	37	s.o.	22	100	100	0	0	B	
Véhicules d'interventions	671	s.o.	11	93	80	19	1	B	
Signalisation	325	s.o.	15	48	100	0	0	B	
Autres <sup>2</sup>	230	s.o.	11	90	84	16	0	B	

<sup>1</sup> Résultats basés sur les données du 31 décembre 2017.

<sup>2</sup> La catégorie « Autres » inclut les éléments suivants : des plates-formes élévatrices, des balais mécaniques et laveurs, des chariots élévateurs, des transpalette, des laveuses à plancher, des voiturettes électriques et des nacelles.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 135

<p><b>Titre</b></p> <p>Total des sommes versées et liste des projets par société de transport dans le cadre de la phase 1 du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun (FITC).</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Au 31 mars 2018, le Ministère n'a versé aucune somme relativement aux projets de la phase 1 du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun.</p> <p>Les premières réclamations reçues des sociétés de transport sont en traitement.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 136

<p><b>Titre</b></p> <p>Total des sommes annoncées et liste des projets par société de transport dans le cadre de la phase 1 du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun (FITC).</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question de l'opposition officielle 134.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 137

<p><b>Titre</b></p> <p>Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral concernant les 40 M\$ manquants concernant la phase 1 du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun (FITC).</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le calcul de l'hypothétique 40 M\$ a été fait sur la base de l'augmentation de l'achalandage du Québec relativement aux quatre sociétés non membres; le tout sans tenir compte de l'achalandage additionnel des 34 autres réseaux au niveau du Canada. Aucune correspondance officielle n'aurait eu lieu entre le Ministère et Infrastructures Canada à ce sujet.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 138

<p><b>Titre</b></p> <p>Nombre de projets soumis durant la dernière année au MTMDET pour les différents volets du PADTC et du PAGTCP. Nombre de projets acceptés, refusés et en attente de décision.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p><b>Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC)</b></p> <p>Le PADTC comportait, en 2017, trois volets :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Volet I : Subventions à l'amélioration des services de transport en commun :<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de projets acceptés : 0</li><li>• Nombre de projets refusés : 0</li><li>• Nombre de projets en attente d'une décision : 10</li></ul></li><li>• Volet II : Subventions au transport collectif régional Ce volet se divise en deux sections :  Section 1 : Transport collectif en milieu rural<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de projets acceptés : 3</li><li>• Nombre de projets refusés : 0</li><li>• Nombre de projets en attente de décision : 72</li></ul> Section 2 : Transport interrégional par autocar<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de projets acceptés : 23</li><li>• Nombre de projets refusés : 0</li><li>• Nombre de projets en attente de décision : 2</li></ul></li><li>• Volet III : Subventions à la réalisation d'études, à la promotion de modes de transport alternatifs à l'automobile et au fonctionnement des centres de gestion des déplacements Ce volet se divise en trois sections :  Section 1 : Réalisation d'études<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de projets acceptés : 0</li><li>• Nombre de projets refusés : 0</li><li>• Nombre de projets en attente de décision : 0</li></ul> Section 2 : Promotion des modes de transport alternatifs à l'automobile<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de projets acceptés : 0</li><li>• Nombre de projets refusés : 0</li><li>• Nombre de projets en attente de décision : 0</li></ul> Section 3 : Fonctionnement des centres de gestion des déplacements<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de projets acceptés : 7</li><li>• Nombre de projets refusés : 0</li><li>• Nombre de projets en attente de décision : 0</li></ul></li></ul> <p><b>Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP)</b></p> <p>Le PAGTCP comporte également trois volets :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Subventions aux immobilisations :<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre de projets acceptés : 2</li><li>• Nombre de projets refusés : 0</li><li>• Nombre de projets en attente de décision : 47</li></ul></li></ul>

- Subventions à l'exploitation :
  - Nombre de projets acceptés : 7
  - Nombre de projets refusés : 0
  - Nombre de projets en attente de décision : 25.
- Autres subventions à l'exploitation (Compensation tarifaire et études et projets expérimentaux) :
  - Nombre de projets acceptés : 1
  - Nombre de projets refusés : 0
  - Nombre de projets en attente de décision : 2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 139

<p><b>Titre</b></p> <p>Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. Ventiler en spécifiant la part de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s’il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l’opposition officielle 40.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 140

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des projets de voies réservées à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir pour chaque région la liste des projets reportés depuis 2009, et la liste des projets réalisés en 2017-2018 (avec leurs coûts).</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 42.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 141

Titre	
Bilan comptable pour la dernière année du FORT, incluant les revenus et dépenses par catégories.	
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)	
Fonds des réseaux de transport terrestre	
État des résultats prévisionnel	
(en milliers de \$)	Prévision 2017-2018
Revenus	
Droits et permis des véhicules automobiles	1 088 033,3
Taxes sur les carburants	2 241 383,7
Contribution — gouvernement du Québec	261 263,9
Contribution — gouvernement du Canada	153 656,7
Contribution — autres partenaires	956,2
Partenariats routiers	108 574,0
Parc routiers	2 258,1
Autres revenus	30 488,3
Total des revenus	3 886 614,2
Dépenses	
Traitements et avantages sociaux	243 133,9
Fonctionnement	401 284,4
Amortissement des immobilisations corporelles	1 198 793,1
Frais financiers	666 003,1
Créances douteuses	7 695,0
Subventions	1 220 404,9
Total des dépenses	3 737 314,4
Excédent de l'exercice	149 299,8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 142

<p><b>Titre</b></p> <p>Prévision de revenus du FORT pour l'an prochain.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Tel qu'indiqué dans le volume « Budget des Fonds spéciaux » du Budget de dépenses 2018-2019, la prévision de revenus du FORT pour 2018-2019 se chiffre à 4 175 730 600 \$.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 143

<p><b>Titre</b></p> <p>Recettes prévues par la taxe sur l'essence prélevée par le gouvernement du Québec sur un horizon de cinq ans.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Les revenus du FORT provenant de la taxe sur les carburants se chiffrent à 2 241 383 700 \$ pour 2017-2018.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 144

**Titre**

Pour le programme «Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 et en 2017-2018 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
- b) la description du projet;
- c) la date de versement de l'aide financière accordée;
- d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
- e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 117.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 145

<b>Titre</b> Ventilation des montants alloués au Programme d'aide au développement du transport collectif, pour l'année 2017-2018.
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b> La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 51.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 146

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des documents produits et commandés par le MTMDET en réponse au rapport du BAPE sur le projet de prolongement de l'A-19.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le projet de parachèvement de l'autoroute 19, entre les autoroutes 440 à Laval et 640 à Bois-des-Filion, est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.</p> <p>Le parachèvement de l'autoroute 19 s'inscrit dans le contexte suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• congestion récurrente sur la route 335 entre les autoroutes 440 et 640;</li><li>• efficacité limitée en transport en commun en raison de cette congestion;</li><li>• intersections sursaturées à la jonction de la route 344 et du boulevard Dagenais Est;</li><li>• croissance démographique importante sur la Couronne Nord.</li></ul> <p>Ce projet est soumis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la Loi sur la qualité de l'environnement.</p> <p><b>Activités réalisées depuis 2016</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• En août 2016, le Ministère a déposé le document Analyse des avis de la commission d'enquête du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;</li><li>• Plusieurs scénarios et options ont été analysés pour répondre aux recommandations du BAPE.</li></ul>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 147

<p><b>Titre</b></p> <p>Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant le prolongement de l'autoroute 13.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p><b>2016-2017</b></p> <p>L'agence métropolitaine de transport a terminé l'étude d'opportunité d'une voie réservée entre Saint-Eustache et Laval, par les axes A-13 et A-440.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 148

<p><b>Titre</b></p> <p>Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant l'optimisation de l'autoroute 30.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Des éléments clés du contexte ont évolué et font émerger des enjeux en transport collectif et en transport des marchandises qui n'étaient pas mis de l'avant lors des études précédentes portant sur ce corridor, notamment, le projet de Réseau express métropolitain de la Caisse de dépôt et placement du Québec et les développements industriels concernant la Stratégie maritime, avec quatre zones industrialo-portuaires et deux futurs pôles logistiques situés sur l'autoroute 30.</p> <p>L'inscription de ce projet au Plan québécois des infrastructures 2017-2027, dans la catégorie des projets « à l'étude », vise à mettre à jour les études antérieures en fonction de ces nouvelles nécessités et à évaluer différentes pistes de solutions.</p> <p>Le Ministère a procédé à la préparation des documents en vue d'un appel d'offres pour la réalisation de l'étude des besoins et des solutions.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 149

<p><b>Titre</b></p> <p>Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant le prolongement de l'autoroute 440.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Aucun document ou étude tant du côté de Montréal que de Laval.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 150

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des subventions versées par le PAGTCP admissibles au Fonds vert en 2017-2018.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La question réfère à la partie des sommes virées annuellement du Fonds vert au Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) consacrée au financement de projets du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes.</p> <p>En 2017-2018, une somme de 103,7 M\$ a été virée du Fonds vert au FORT à cet effet. Le Ministère considère uniquement, aux fins de l'utilisation de cette somme, les projets ayant une incidence directe sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).</p> <p>Ainsi, pour 2017-2018, le FORT a financé des dépenses de 244,4 M\$ pour des projets ayant une incidence directe sur la réduction des émissions de GES. Les projets considérés concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le remplacement des véhicules au diesel par des véhicules hybrides;</li><li>• les mesures préférentielles pour autobus (voies réservées, feux prioritaires, etc.);</li><li>• les stationnements incitatifs;</li><li>• la hausse du parc d'autobus et du nombre de parcours;</li><li>• les projets de développement du réseau de transport en commun (train de banlieue et métro).</li></ul> <p>Cette information est préparée annuellement en réponse à la recommandation 7.6 du 34<sup>e</sup> rapport de la Commission de l'administration publique, à l'effet qu'un portrait représentatif des sommes du Fonds vert virées au FORT soit établi et que l'on puisse distinguer les sommes affectées aux mesures visant la réduction des émissions de GES de celles visant l'entretien et le maintien des infrastructures de transport en commun.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 151

<p><b>Titre</b></p> <p>Critères utilisés par le MTMDET pour déterminer quels « projets ayant une incidence directe sur la réduction des émissions des GES » sont qualifiables pour recevoir des sommes virées du Fonds vert au FORT</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Du budget de 1,9 G\$ alloué au Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), il est prévu qu'une somme de 1,522 G\$ soit virée du Fonds vert au Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT).</li><li>• Pour les programmes financés entièrement par les sommes virées du Fonds vert au FORT, les critères de choix des projets apparaissent aux normes de ces programmes.</li><li>• Le Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP) est financé partiellement par une somme virée du Fonds vert au FORT. En effet, du 1,522 G\$, 481,2 M\$ seront utilisés par le PAGTCP, conformément à l'article 12.32.1 de la Loi sur le ministère des Transports, pour :<ul style="list-style-type: none"><li>• des services de transport collectif de l'Autorité régionale de transport métropolitain;</li><li>• l'acquisition et l'amélioration des équipements, du matériel roulant et des infrastructures liés au transport en commun;</li><li>• des frais de fonctionnement des services de transport en commun d'une régie intermunicipale, d'une municipalité locale ou d'un regroupement de municipalités;</li><li>• des programmes d'aide financière qui sont destinés aux fins de la lutte contre les changements climatiques et qui favorisent le développement et l'utilisation du transport en commun ou le développement et l'utilisation de modes alternatifs au voiturage en solo.</li></ul></li><li>• Dans le cadre du PAGTCP, malgré que l'ensemble des projets en transport collectif contribue à la réduction des émissions des gaz à effet de serre (GES), le Ministère considère, aux fins de l'utilisation de la somme virée du Fonds vert au FORT, un projet uniquement s'il <b>contribue à une réduction additionnelle des émissions de GES</b> par rapport à la situation qui prévalait avant sa réalisation. Ainsi, une analyse de chaque projet autorisé pour lequel des dépenses en service de dette sont imputées au PAGTCP, a été effectuée.</li><li>• Les projets retenus sont ceux ayant pour objectif le financement d'immobilisations en lien direct avec la réduction des émissions de GES selon les catégories suivantes :<ul style="list-style-type: none"><li>• remplacement des véhicules diesel par des véhicules hybrides;</li><li>• mesures préférentielles pour autobus (voies réservées, feux prioritaires, etc.);</li><li>• stationnements incitatifs;</li><li>• hausse du parc d'autobus et du nombre de parcours;</li><li>• projets de développement.</li></ul></li></ul> <p>Il s'agit donc de projets qui entraînent une réduction additionnelle des émissions de GES, soit des projets d'infrastructures permettant d'augmenter l'offre de services en transport en commun, de favoriser la hausse de l'achalandage, l'acquisition d'autobus plus écoénergétiques et une circulation plus fluide de ces derniers.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 152

<p><b>Titre</b></p> <p>Total des GES évités en transport grâce aux subventions issues du PACC. Ventiler par secteur (routier, marchandises, etc.)</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>L'information pour 2016-2017 se retrouve dans le Rapport annuel de gestion 2016-2017 du Ministère aux pages 73 à 77.</p> <p>Les résultats pour l'année 2017-2018 seront publiés au Rapport annuel de gestion 2017-2018.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 153

<p><b>Titre</b></p> <p>Indiquer, pour la section « 3.5 Travaux imprévus», le nombre de cas par année et le montant total des travaux effectués par année, pour les cinq dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 a.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 154

**Titre**

Indiquer, pour la section « 3.7 Conditions manifestement différentes», le nombre de demandes par année et le montant total par année, pour les cinq dernières années.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 b.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 155

<p><b>Titre</b></p> <p>Indiquer, pour la section « 4.1 Obligation du prestataire de services relativement au mode d'assurance de la qualité », le nombre de défauts de respecter les obligations en matière d'assurance de la qualité par année et total des frais engagés pour remédier aux manquements par année, pour les cinq dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 c.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 156

<p><b>Titre</b></p> <p>Indiquer, pour la section « 4.2 Matériaux», le nombre de tests de conformité des abrasifs par année et le nombre de cas de non-conformité par année, pour les cinq dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 d.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 157

<p><b>Titre</b></p> <p>Indiquer, pour la section « 7.4 Retenue pour matériel non disponible », le nombre de cas par année et le montant total de retenues permanentes par année, pour les cinq dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 e.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 158

<p><b>Titre</b></p> <p>Indiquer, pour la section « 7.6 Travaux défectueux», le nombre d'avis écrits émis par année, le nombre de cas corrections inacceptables, de refus de corriger ou de négligence de corriger par année et le montant total pour paiement des dépenses engagées imposé aux sous-traitants par année, pour les cinq dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 f.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 159

<p><b>Titre</b></p> <p>Indiquer, pour la section « 7.7 Défaut d'exécution», le nombre de mises en demeure pour défaut d'exécution par année et le nombre de cas d'inaction du prestataire de service par année, pour les cinq dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 g.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 160

Titre

Indiquer, pour la section « 7.7.1 Avertissement et avis de réprimande », le nombre d'avertissements émis par année et le nombre d'avis de réprimande émis par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 g.i.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 161

<p><b>Titre</b></p> <p>Indiquer, pour la section« 7.7.2 Retenue pour défaut d'exécution», le montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution suite à l'émission d'un avertissement par année et le montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution suite à l'émission d'un avis de réprimande par année, pour les cinq dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 g.2.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 162

**Titre**

Indiquer, pour la section« 7.8 Évaluation du rendement du prestataire de services», le nombre d'évaluations de rendement émises annuellement et le nombre d'évaluations de rendement jugées insatisfaisantes par année, pour les cinq dernières années.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 h.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 163

<p><b>Titre</b></p> <p>Indiquer, pour la section« 8.3 Avenant au contrat», le nombre d'avenants aux contrats autorisés par année et le montant total des avenants autorisés par année, pour les cinq dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 i.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 164

**Titre**

Indiquer, pour la section « 8.6 Retenues spéciales», le nombre de retenues spéciales autorisées par année et le montant total des retenues spéciales par année, pour les cinq dernières années.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 j.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 165

**Titre**

Indiquer, pour la section « 9.1 Résiliation par volonté du ministre », le nombre de résiliations de contrat par année, pour les cinq dernières années.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 103 k.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 166

<p><b>Titre</b></p> <p>Nombre de kilomètres pondérés de route du Québec déneigés en régie interne par le MTMDET, par les municipalités et par des sous-traitants, par année, pour les 10 dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 104.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 167

<p><b>Titre</b></p> <p>Indiquer la valeur annuelle des contrats de déneigement par année, pour les dix dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 105.</p>



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 168

**Titre**

Indiquer le nombre moyen de km pondérés déneigés par contractant par année, pour les dix dernières années.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 106.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 169

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste des contractants en déneigement ayant obtenu un rendement insatisfaisant par année pour les 10 dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question se retrouve à la question particulière de l'opposition officielle 107.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 170

<p><b>Titre</b></p> <p>Indiquer le nombre de contrats de plus de 100 000\$ en déneigement par année, pour les dix dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question se retrouve à la question particulière de l'opposition officielle 108.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 171

<p><b>Titre</b></p> <p>Indiquer le nombre de plaintes liées au déneigement reçues par le MTMDET par année, pour les dix dernières années.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière de l'opposition officielle 109.</p>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS,  
DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE  
L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

# Étude des crédits 2018-2019

Questions particulières du  
deuxième groupe de l'opposition  
1 à 199

AVRIL  
**2018**

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

#### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### QUESTIONS OFFICIELLES

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2017-2018, indiquer :  
PQ-1
  - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
  - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
  - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer :  
PQ-8
  - a) le lieu;
  - b) le coût;
  - c) la ou les dates de participation;
  - d) le nombre de participants;
  - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
  - f) le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).  
PQ-9
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant pour chacun :  
PQ-10
  - a) son mandat;
  - b) la liste des membres;
  - c) le budget dépensé;
  - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
  - e) les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2017-2018. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.  
PQ-11  
  
Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
7. Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.  
PQ-12
8. Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

- 9.**  
PQ-13 Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
- 10.**  
GEN-17  
GEN-18 Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.
- 11.**  
PQ-14 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :  
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;  
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;  
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;  
d) la liste des concours qui ont pris fin.
- 12.**  
PQ-15 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018 :  
  - le nom de toutes les campagnes;
  - les coûts de ces campagnes;
  - le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
  - les dates de diffusion de la campagne;
  - les objectifs visés par chaque campagne.
- 13.** Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 :  
a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;  
b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;  
c) le montant qui leur a été accordé.
- Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
- 14.** Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :  
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;  
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;  
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.  
d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.  
e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
- 15.** Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).
- 16.** Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2012-2013 à 2017-2018, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2018-2019.
- 17.** Le nombre d'effectifs (ETC) attribué à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2017-2018, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.
- 18.**  
PQ-86 Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.

- 19.** La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2016-2017 et 2017-2018 avec mention :
- GEN-54
- a) de la description du projet;
  - b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;
  - c) du programme concerné, le cas échéant;
  - d) du montant déboursé;
  - e) de la date du déboursement;
  - f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.

Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.

Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.

- 20.** Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2017-2018 :
- a) Le cadre de gestion utilisé;
  - b) La grille d'évaluation des projets;
  - c) Les objectifs poursuivis.

### **Réseau routier**

- 21.** Copie de toute évaluation des tendances entourant l'évolution des coûts des composantes (matériaux et autres) effectuée par le ministère, de même que toute analyse faite sur une base de comparaison interrégionale et interprovinciale.
- CAQ-22

- 22.** Copie de toute évaluation des tendances entourant l'évolution des coûts des projets effectuée par le ministère, de même que toute analyse faite sur une base de comparaison interrégionale et interprovinciale.

Fournir également toute analyse, évaluation, étude, rapport ou autre portant sur le coût moyen de construction de 1 kilomètre de route asphaltée.

- 23.** Évolution du déficit d'entretien des infrastructures sous responsabilité du ministère pour chaque année financière depuis 2011-2012 et prévisions pour 2018-2019. Ventiler par régions.

- 24.** Ventilation des investissements routiers prévus pour la période 2018-2019 et leur état d'avancement.

- 25.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction du nouvel échangeur Turcot :
- PQ-23

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) le détail de toute modification (ou projet de refonte) apportée au concept initial du projet;
- d) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- e) l'état d'avancement, l'échéancier et le coût des mesures d'expropriation;
- f) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- g) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
- h) état et bilan des discussions avec la Ville de Montréal concernant les mesures à prendre suite aux travaux effectués par la Ville pour sécuriser sa source d'eau dans le secteur Atwater;
- i) coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection des couleuvres brunes;
- j) coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection et au transfert de site des faucons pèlerins.

- 26.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien des structures de l'échangeur Turcot et de La Vérendrye :
- PQ-23

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.



- 27.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de la route 185 entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet et pour chacune des phases;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 28.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien de la structure du Pont Honoré-Mercier :
- PQ-52
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 29.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 50 entre Doherty et Lachute :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 30.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de 3e lien entre Québec et Lévis :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 31.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 35 :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 32.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 5 du chemin de la Rivière au raccordement de la route 105 :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 33.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actifs sur les structures de l'autoroute métropolitaine :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 34.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actifs sur le pont de l'île-aux-Tourtes :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

- 35.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction d'une voie de contournement de Rouyn-Noranda :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 36.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection de la tête des ponts à Québec :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 37.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 25 et la route 132 à Longueuil :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 38.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 70 :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 39.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 410 :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet et pour chacune des phases;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 40.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction de la route 112 entre Thetford Mines et St-Joseph-de-Coleraine :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 41.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction de la route 389 :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 42.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de l'agrandissement de l'autoroute 19.
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

43. Concernant la route 389, état de situation concernant la modification de l'entretien hivernal, notamment entre Manic-2 et Manic-5. Sommes économisées suite à la mise en place de cette mesure, nombre d'accidents répertoriés et nombre de plaintes enregistrées.
44. État d'avancement de la phase 1 du plan d'action pour la réfection du pont Dubuc à Chicoutimi. Contrat pour l'évaluation de la capacité portante du pont Sainte-Anne comme solution potentielle pour désengorger le pont Dubuc.
45. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction de la route 199 :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
46. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction du boulevard Ste-Anne à Joliette :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
47. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction des ponts d'étagement du boulevard Lajeunesse à St-Jérôme :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
48. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction du pont d'étagement de l'autoroute 13 au-dessus de l'autoroute 40 :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
49. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection (maintien d'actifs) des tunnels Ville-Marie et Viger :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
50. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection du tunnel Dorval :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) état de situation de la sécurité du tunnel et liste et copie de tout rapport ou étude à ce sujet;
  - d) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - e) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - f) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
51. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur Dorval :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

- 52.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection (maintien d'actifs) du tunnel Louis-Hippolyte-LaFontaine :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 53.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actifs de l'échangeur Saint-Pierre :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 54.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur des autoroutes 40 et 73 à Québec (Félix-Leclerc et Laurentienne) :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 55.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection de l'autoroute Dufferin-Montmorency (440) à Québec :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;
  - f) total des sommes investies pour chaque année financière depuis 15 ans sur l'autoroute.
- 56.** État d'avancement du projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal :
- PQ-17
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;
  - f) dates de rencontres entre les fonctionnaires du MTQ et la Ville de Montréal et état des négociations.
- 57.** État d'avancement du projet de reconstruction du pont de l'Île-d'Orléans :
- PQ-25
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 58.** État d'avancement du projet de réfection du tablier du pont de Québec :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

- 59.** État d'avancement du projet d'élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec :
- PQ-89
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 60.** État d'avancement du projet de reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec :
- PQ-90
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 61.** État d'avancement du projet de réfection de la dalle du pont Laviolette à Trois-Rivières :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 62.** État d'avancement du projet de travaux de réparation de la charpente, de métallisation et de peinture sur le pont Pierre-Laporte :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 63.** État d'avancement du projet de construction d'un nouveau pont sur la rivière Mistassini à Dolbeau-Mistassini :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 64.** État d'avancement du projet de construction d'une voie de contournement du quartier de l'Isle Maligne à Alma :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

- 65.** État d'avancement du projet de réfection de la structure de la route 138 au-dessus de la rivière Batiscan :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 66.** État d'avancement du projet de reconstruction de la côte Arsène Gagnon sur la route 138 à Les Bergeronnes :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 67.** État d'avancement du projet de réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 171 à Lévis :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 68.** État d'avancement du projet de réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 173 à Lévis :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 69.** État d'avancement du projet de recouvrement de l'autoroute Ville-Marie à Montréal :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
- 70.** État d'avancement du projet de réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger (projet à l'étude au PQI) :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

- 71.** État d'avancement du projet de réfection majeure de l'autoroute métropolitaine à Montréal (projet à l'étude au PQI) :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 72.** État d'avancement du projet de réfection majeure de la structure de l'échangeur Des Sources à Pointe-Claire et Dorval :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 73.** État d'avancement du projet de reconstruction du pont Honoré-Mercier (projet à l'étude au PQI) :
- PQ-52
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 74.** État d'avancement du projet de réfection majeure du tunnel Louis-Hippolyte-LaFontaine (projet à L'étude au PQI) :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 75.** État d'avancement du projet de reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes entre Vaudreuil et Senneville (projet à L'étude au PQI) :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 76.** État d'avancement du projet d'amélioration de l'accès au port de Montréal :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

- 77.** État d'avancement du projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet entre Laval et Boisbriand :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 78.** État d'avancement du projet de reconstruction du pont Gouin entre Iberville et Saint-Jean-sur-Richelieu :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 79.** État d'avancement du projet de réfection du pont Pie-IX entre Montréal et Laval :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 80.** État d'avancement du projet de reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre (projet à l'étude au PQI) :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 81.** État d'avancement du projet de boulevard urbain de l'ouest de l'île de Montréal :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 82.** État d'avancement du projet de raccordement du boulevard Cavendish :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.



**83.** Liste des travaux effectués et coûts pour les routes suivantes pour 2017-2018 et prévisions et échéancier pour 2018-2019. Inclure les coûts totaux à ce jour depuis le début de chaque projet et indiquer le coût total estimé pour chacune de ces routes par rapport au coût initial estimé :

PQ-18

- a) l'autoroute 5;
- b) l'autoroute 10;
- c) l'autoroute 13;
- d) l'autoroute 15;
- e) l'autoroute 19;
- f) l'autoroute 20;
- g) l'autoroute 25;
- h) l'autoroute 30;
- i) l'autoroute 31;
- j) l'autoroute 35;
- k) l'autoroute 40;
- l) l'autoroute 50;
- m) l'autoroute 55;
- n) l'autoroute 70;
- o) l'autoroute 73;
- p) l'autoroute 85;
- q) l'autoroute 185;
- r) l'autoroute 410;
- s) l'autoroute 440;
- t) l'autoroute 640;
- u) l'autoroute 720;
- v) la route 101;
- w) la route 104;
- x) la route 109;
- y) la route 111;
- z) la route 112;
- aa) la route 113;
- bb) la route 116;
- cc) la route 117;
- dd) la route 125;
- ee) la route 132;
- ff) la route 138;
- gg) la route 148;
- hh) la route 155;
- ii) la route 167;
- jj) la route 169;
- kk) la route 170;
- ll) la route 172;
- mm) la route 173;
- nn) la route 175;
- oo) la route 198;
- pp) la route 199;
- qq) la route 204;
- rr) la route 289;
- ss) la route 291;
- tt) la route 293;
- uu) la route 295;
- vv) la route 307;
- ww) la route 309;
- xx) la route 321;
- yy) la route 343;
- zz) la route 362;
- aaa) la route 363;
- bbb) la route 385;
- ccc) la route 389;
- ddd) la route 395;
- eee) la route 55000.

**84.** Concernant le projet d'élargissement de l'autoroute 15 et de prolongement de l'autoroute 13 :

PQ-147

- a) état de situation et d'avancement du projet, incluant l'échéancier et les estimations de coûts (le cas échéant);
- b) copie de l'étude d'opportunité réalisée par le consortium CIMA/DESSAU/GENIVAR et remise au ministère;
- c) état d'avancement du travail d'analyse en cours au ministère concernant cette étude;
- d) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019;
- e) état d'avancement des projets de voies réservées.

- 85.** Concernant le projet de prolongement de l'autoroute 19 :
- PQ-146 a) état de situation et d'avancement du projet, incluant l'échéancier et les estimations de coûts;  
b) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;  
c) état d'avancement et bilan de l'analyse du ministère concernant le rapport du BAPE sur le parachèvement de l'autoroute 19;  
d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu;  
e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 86.** L'étude comparative, finale et/ou préliminaire, entre un scénario de boulevard urbain et un scénario d'autoroute pour le projet de parachèvement de l'autoroute 19 à Laval et Bois-des-Filion, commandée par le ministre des Transports en réponse à une requête formulée par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dans son rapport déposé en mars 2015 et qui devait être remise au ministre à l'automne 2015.
- 87.** Concernant le projet de prolongement de la route 138 :
- PQ-82 a) état de situation du projet à la suite de la résiliation de l'entente avec Pakatan;  
b) échéancier initial du projet et échéancier actualisé;  
c) montants investis jusqu'ici et prévisions pour l'ensemble du projet;  
d) liste de toutes les enquêtes ou vérifications effectuées à la suite de la résiliation de l'entente avec Pakatan, et copie de tout rapport;  
e) ventilation du montant de 1 milliard \$ d'investissements évoqué par le ministre des Transports pour ce projet lors de l'étude des crédits budgétaires 2014-2015.
- 88.** Concernant le Pont Champlain :
- a) Liste et copie des études réalisées relativement à l'état du Pont Champlain et à son remplacement;  
b) état de situation et d'avancement du projet d'aménagement d'un système de transport en commun sur le futur pont, incluant l'échéancier prévu et les coûts engagés par le ministère; Prévisions pour 2017-2018;  
c) Concernant le bureau des partenaires et les comités mis en place pour le Pont : liste et dates des rencontres depuis 2015-2016, personnes présentes, agendas, procès-verbaux, coûts associés, et échéancier des rencontres prévues en 2018-2019.
- 89.** Concernant l'étude d'opportunité pour un 3e lien routier entre Québec et la Rive-Sud :
- PQ-99 a) état d'avancement des travaux en cours au ministère;  
b) état d'avancement de la mise en place du bureau de projet;  
c) indiquer si ces travaux se font dans le cadre des études pour la reconstruction du pont de l'Île d'Orléans;  
d) échéancier et coûts prévus pour l'étude d'un 3e lien.
- 90.** Concernant les projets des haltes routières :
- PQ-27 a) Liste des travaux de réfection ou de construction effectués en 2017-2018 en indiquant le détail des coûts;  
b) Prévisions et échéancier des travaux en 2016-2017 et les années suivantes;  
c) État d'avancement et détails du projet-pilote de la halte de Lavaltrie;  
d) Détail de la composition du séquestre exploitant les sept haltes de la phase 1 et coûts mensuels et annuels au total et par halte depuis août 2013, en indiquant la partie provenant des redevances perçues auprès des restaurateurs et autres locataires;  
e) Détail des coûts de maintien en état des haltes pour le ministère entre janvier et août 2013;  
f) Liste détaillée de tous les contrats octroyés par le ministère pour chaque année financière depuis 2007;  
g) Bilan et détail des données d'achalandage pour chacune des haltes routières pour 2017-2018;  
h) Détail des coûts de location pour chaque halte.
- 91.** Liste et détail des contrats de démolition d'infrastructures routières octroyés par le ministère avec ou sans appel d'offre, pour des motifs d'urgence ou non, pour 2017-2018.
- PQ-36

- 92.** Liste et détail des contrats de reconstruction d'infrastructures routières octroyés par le ministère avec ou sans appel d'offre, pour des motifs d'urgence ou non, pour 2017-2018.
- 93.** Liste et détail des montants consacrés par le ministère en 2017-2018 à l'inspection et l'entretien des ponts, viaducs et autres structures similaires sous sa juridiction. Ventilation par structure et par dépense (entretien ou inspection). Prévisions pour 2018-2019.
- 94.** Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
- a) Prolongement de l'autoroute 20 entre Cacouna et Notre-Dame-des-Neiges
  - b) Réaménagement de la route 185 – Phases I et II (ventiler par phases)
  - c) Prolongement de l'autoroute 410 – Phase I (contournement sud de Sherbrooke)
  - d) Étude de la réfection majeure de la structure de l'échangeur des Sources à Pointe-Claire et Dorval
  - e) Construction d'une voie de contournement de Longue-Rive (route 138)
  - f) Élargissement de l'autoroute 73 entre Ste-Marie et St-Joseph-de-Beauce - Phase II
  - g) Prolongement de l'autoroute 73 entre St-Joseph-de-Beauce et St-Georges
  - h) Maintien d'actifs sur les structures de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 30 à Boucherville.

### **Ministère**

- 95.** Évolution des effectifs d'ingénieurs et de techniciens au MTQ depuis 2003 en ventilant par catégorie d'emploi et par année. Indiquer le nombre d'ingénieurs et de techniciens supplémentaires embauchés chaque année et les prévisions pour 2018-2019 et les trois années suivantes.
- 96.** Bilan détaillé des actions entreprises par le ministère afin de remédier à sa perte d'expertise : liste des actions et/ou projets mis en œuvre, incluant les coûts, les résultats, les échéanciers, les effectifs concernés. Bilan du Plan d'attraction et de fidélisation du personnel pour 2016-2017 et 2017-2018.
- 97.** Concernant les conditions de travail spécifiques aux ingénieurs :
- a) total et détail des coûts de chaque prime d'embauche aux ingénieurs pour chacune des 5 dernières années financières;
  - b) copie de la note de service produite par le ministère concernant la fin de ces primes;
  - c) évaluation du ministère concernant l'impact de la fin des conditions de travail spécifiques aux ingénieurs le 30 mars dernier.
- 98.** Liste détaillée de toutes les entreprises ou prestataires de services (incluant les sous-contractants) ayant obtenu un rapport de rendement insatisfaisant et ayant été déclarées inaptes/inadmissibles à contracter avec le ministère pour les années 2016-2017 et 2017-2018, incluant la raison et la ou les dates. Fournir également la liste des entreprises qui, en 2016-2017 et 2017-2018, ont pu recommencer à contracter avec le ministère, incluant la raison et la ou les dates.
- 99.** Concernant le Bureau de la mise en œuvre du partenariat public-privé :
- a) Bilan des activités pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019, en indiquant la liste des projets à l'étude;
  - b) Ventilation du budget total ventilé par catégories pour 2016-2017 et prévisions pour 2018-2019;
  - c) Budget de fonctionnement pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;
  - d) Effectifs équivalents, ETC pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 100.** Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), indiquer :
- a) La liste des travaux réalisés par circonscription électorale pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;
  - b) Le détail des sommes le constituant et les prévisions pour 2018-2019 ainsi que la répartition par durée d'amortissement;
  - c) Les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts pour 2017-2018 et par durée d'amortissement et estimation pour 2018-2019.

- 101.** Bilan du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) en précisant :
- PQ-34
- Les montants versés à chacun des organismes publics de transport;
  - Le nombre total d'automobilistes, ventilé par municipalité, ayant versé la contribution de 30 \$ au 31 mars 2018;
  - Les montants perçus par la taxe sur l'essence, dans chacune des municipalités;
  - Les statistiques d'achalandage des organismes publics de transport en commun (en % selon la provenance des usagers et par municipalité dont les automobilistes contribuent au Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun);
  - Le détail du calcul de la répartition des sommes à chacun des organismes publics de transport en commun.
- 102.** Bilan du Fonds de gestion de l'équipement roulant :
- État de situation au 31 mars 2018;
  - Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds;
  - Liste ventilée des activités financées par le Fonds pour chaque année financière depuis 2010.
  - Pour chaque année financière depuis 2010, surplus accumulés par le Fonds virés au fonds général.
- 103.** Bilan du Fonds de la sécurité routière :
- PQ-81
- État de situation au 31 mars 2018;
  - Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds;
  - Liste détaillée des programmes et mesures de sécurité routière et d'aide aux victimes de la route financés par le Fonds pour chaque année financière depuis sa création;
  - Liste des membres du comité consultatif.
- 104.** Bilan des Programmes d'aide suivants :
- Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire en matière de réduction des émissions de GES (PETMAF);
  - Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal;
  - Programme d'aide financière aux services de traverses maritimes;
  - Programme de soutien aux investissements dans les infrastructures de transport maritime;
  - Programme de subventions aux véhicules collectifs accessibles;
  - Programme d'aide au développement du transport collectif (aide au transport collectif);
  - Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes;
  - Écocamionnage;
  - Programme de soutien à la réalisation de projets de démonstration de taxis électriques.
- Pour chacun de ces programmes :
- État de situation au 31 mars 2017 et 31 mars 2018;
  - Liste et détail de toutes les demandes déposées et actuellement à l'étude;
  - Liste des subventions accordées dans le cadre du programme pour chaque année financière depuis sa mise en place, incluant les bénéficiaires, le montant accordé, les dates, la nature du projet financé;
  - Liste et détail de toutes les sommes réduites, annulées et/ou remboursées au ministère, s'il y a lieu.
- 105.** Liste des projets des organismes de transport en commun pour lesquels la SOFIL a versé des subventions pour chaque année financière depuis 2010, avec ventilation des montants versés par organisme et par projet. Fournir la liste des projets refusés.
- PQ-35
- 106.** Liste détaillée des achats et des ventes de terrains et de bâtiments par le ministère en 2016-2017 en indiquant les dates et le nom de la personne ou de l'entreprise faisant partie de la vente ou de l'achat. Prévisions pour 2018-2019.
- PQ-38
- 107.** Liste complète et détaillée de tous les immeubles (terrains, bâtiments, immeubles excédentaires) dont le ministère est actuellement propriétaire, incluant l'année d'acquisition, le coût à l'achat, la valeur actuelle et, s'il y a lieu, les revenus de location.

- 108.** Liste et détail des ventes d'immeubles par le ministère pour 2018-2019.  
PQ-38
- 109.** Liste et détail de tous les baux pour les espaces occupés par le ministère en 2017-2018, incluant la liste de tous les baux auxquels le ministère a mis fin (en indiquant les dates de début et fin de location, la raison et le coût du bail lors de la cessation).  
GEN-17
- 110.** Liste et détail des consultations menées par le ministère auprès des communautés autochtones en 2017-2018 en indiquant l'objet, les coûts, le moyen utilisé, les dates et le résultat, et prévisions pour 2018-2019. Fournir les noms et le salaire (ou les contrats octroyés) de tout négociateur embauché par le ministère pour mener ces consultations. Indiquer les dates et le sujet des rencontres et le résultat.  
PQ-39
- 111.** Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2018-2019 et prévisions pour 2018-2019. Ventiler en spécifiant la part de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.  
PQ-40
- 112.** Concernant la flotte du ministère des Transports du Québec et des directions territoriales :
- a) Évolution du nombre total de la flotte, ventilée par type de véhicules et par direction territoriale et/ou direction du ministère, pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2018-2019;
  - b) Coûts d'acquisition, de location et d'entretien pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2018-2019.
- 113.** Concernant l'électrification des transports :
- a) sommes allouées en 2018-2019 et prévisions 2018-2019;
  - b) liste, détail et état d'avancement des projets réalisés par le ministère en précisant ceux ayant fait l'objet d'un engagement financier
  - c) état de situation du programme Roulez électrique;
  - d) état de situation du programme Branché au travail.
- 114.** Sommes dépensées par le ministère en 2018-2019 pour l'achat ou l'entretien de véhicules électriques ou hybrides. Fournir le nombre total de ces véhicules faisant partie du parc automobile du ministère, en pourcentage du total.  
PQ-43
- 115.** Nombre de voitures électriques à basse vitesse de type ZENN circulant présentement sur les routes du Québec en vertu du projet-pilote autorisé par le ministère des Transports en juin 2008. Fournir :
- a) l'échéancier et les coûts initiaux, actuels et prévus du projet-pilote;
  - b) l'état de situation du projet-pilote et les constats tirés;
  - c) le nombre de véhicules inscrits qui peuvent continuer à circuler sur les chemins publics;
  - d) l'état d'avancement des travaux visant à permettre un nouvel encadrement;
- 116.** Crédits affectés et dépensés aux différents volets du programme Véloce II pour 2017-2018, ventilés par volet, par projet et par région administrative. Prévisions pour 2017-2018. Fournir également un bilan du projet et des différents programmes de la route verte.  
PQ-54
- 117.** Concernant le projet d'une Agence des Transports :
- a) Copie de toute étude, rapport, analyse, avis ou autres documents réalisés ou commandés par le ministère concernant la création d'une agence en 2016-2017;
  - b) Liste des personnes ou groupes consultés à ce sujet;
  - c) Effectifs du ministère affectés à la préparation de la création d'une agence en 2016-2017, s'il y a lieu;
  - d) Les plus récentes estimations des coûts de la création d'une Agence;
  - e) Les plus récentes estimations des économies générées par la création d'une Agence;
  - f) Les plus récentes estimations des effectifs nécessaires pour opérer une Agence.
- 118.** Liste et détail de tous les mandats donnés à la Direction de la vérification interne et de l'évaluation des programmes en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.  
PQ-63

- 119.** Concernant les vérificateurs internes, fournir pour chacune des 14 directions territoriales :
- PQ-64 a) la liste des vérificateurs pour chaque direction, ainsi que leur rémunération;  
b) un état de situation de leurs activités et le détail des rapports mensuels et autres rapports remis au comité de vérification du Ministère;  
c) le bilan de mise en œuvre de cette mesure depuis novembre 2009.
- 120.** Liste et détail des visites ou rencontres avec l'UPAC en 2016-2017 en indiquant : les dates, les dossiers visés, les personnes rencontrées, la direction concernée, la région.
- 121.** Liste des accidents répertoriés impliquant des véhicules de déneigement pour l'année 2017-2018. Fournir la liste des membres et les activités du Comité stratégique sur le déneigement et le bilan de la mise en œuvre des recommandations du comité.
- PQ-73
- 122.** Ventilation de toutes les sanctions, amendes, pénalités ou avertissements octroyés aux conducteurs de véhicules lourds, selon le type d'infraction (limitateur de vitesse, fatigue au volant, etc.), pour chaque année financière depuis 2010.
- PQ-74
- 123.** Liste et copie de tous les rapports, études, avis ou autres concernant le covoiturage commercial et ses impacts. État d'avancement des travaux effectués par le ministère sur cette question et liste des rencontres avec les organismes et entreprises de covoiturage commercial.

### **Transport collectif**

- 124.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de remplacement des voitures (MR-63 du métro de Montréal :
- a) état d'avancement du projet;  
b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;  
c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;  
d) échéancier des travaux (par phase);  
e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 125.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de la vie utile des voitures (MR-63) du métro de Montréal :
- a) état d'avancement du projet;  
b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;  
c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;  
d) échéancier des travaux (par phase);  
e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 126.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet Programme Réno-systèmes du métro de Montréal :
- a) état d'avancement du projet;  
b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet (par phase);  
c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;  
d) échéancier des travaux (par phase);  
e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 127.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet Programme Réno-Infrastructures du métro de Montréal :
- a) état d'avancement du projet;  
b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet (par phase);  
c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;  
d) échéancier des travaux (par phase);  
e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 128.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection de la station Berri-UQAM :
- a) état d'avancement du projet;  
b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet (par phase);  
c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;  
d) échéancier des travaux (par phase);  
e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

- 129.** Bilan détaillé des travaux concernant le projet de rapibus de la Société de transport de l'Outaouais :
- a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
- 130.** État d'avancement du projet de prolongement du métro de Montréal :
- PQ-30
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 131.** Concernant le Bureau d'implantation du Métro de Montréal, fournir, pour 2017-2018 :
- PQ-30
- a) l'organigramme;
  - b) le nombre d'employés;
  - c) les coûts de fonctionnement;
  - d) le budget global actuel et ventilé;
  - e) le bilan des activités.
- Fournir les prévisions pour 2017-2018 et la liste, copie et détails des coûts des études concernant le prolongement des lignes de métro.
- 132.** État d'avancement du projet du tunnel Vendôme et de nouvelle passerelle au Pôle multimodal Vendôme :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 133.** État d'avancement du projet de construction du centre d'entretien de train de banlieue Pointe-Saint-Charles :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 134.** État de situation du Programme Réno-tunnel :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet pour chacune des phases;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

- 135.** État d'avancement du projet d'acquisition de nouvelles voitures de train de banlieue :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 136.** État d'avancement du projet d'implantation d'un service rapide par bus – Axe Pie-IX entre Montréal et Laval :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 137.** État d'avancement du projet de construction d'un garage souterrain à la station Côte-Vertu :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 138.** État d'avancement du projet de reconstruction du complexe Crémazie de la STM :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 139.** État d'avancement du projet de réfection majeure du centre d'exploitation du RTL à Saint-Hubert :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
  - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
  - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
  - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
  - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.
- 140.** Concernant le projet de construction d'une gare de train de banlieue à Saint-Janvier (Mirabel) :
- a) état de situation et d'avancement du projet, incluant l'échéancier et les estimations de coûts (le cas échéant);
  - b) copie de tout rapport ou étude réalisée par ou remise au ministère;
  - c) état d'avancement du travail d'analyse en cours au ministère concernant le ou les rapports ou études;
  - d) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.



- 141.** Concernant le projet de transport rapide (monorail) entre Québec et Montréal :
- a) état de situation et d'avancement du projet, incluant l'échéancier et les estimations de coûts (le cas échéant);
  - b) copie de tout rapport ou étude réalisée par ou remise au ministère;
  - c) état d'avancement du travail d'analyse en cours au ministère concernant le ou les rapports ou études;
  - d) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2014 et prévisions pour 2018-2019.
- 142.** Liste des projets de voies réservées réalisés, en cours de réalisation ou à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec bilan ou échéancier et investissements prévus pour chacun) Fournir pour chaque région la liste des projets reportés depuis 2010, et la liste des projets réalisés en 2016-2018, avec ventilation des coûts par projet et par année.
- 143.** Concernant la stratégie de mobilité durable :
- a) liste des activités y étant rattachées en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;
  - b) coûts reliés à chacune de ces activités;
  - c) état d'avancement et bilan pour chacune des activités;
  - d) valeur totale et répartition détaillée pour 2017-2018 des interventions découlant des programmes d'aide en vigueur.
- 144.** État d'avancement et coûts reliés aux études et/ou scénarios et/ou analyses concernant les projets de tramway à Laval, Québec, Montréal, et toute autre ville du Québec (s'il y a lieu). Fournir copie de chaque étude, scénario, rapport ou analyse.
- 145.** Sommes versées pour 2017-2018 pour le transport collectif pour les régions du Québec et les communautés rurales. Ventiler les montants par région et par MRC. Prévision des sommes pour 2018-2019.
- 146.** État d'avancement, copie de toute étude et échéancier (s'il y a lieu) des projets de train rapide Québec-Windsor, Québec-New York et tout autre projet de train reliant le Québec à une ville canadienne ou américaine. Fournir les coûts reliés à toute étude en cours ou réalisée par le ministère.
- 147.** Concernant le projet de nouveau tramway de la région de Québec :
- a) État de situation complet;
  - b) Échéancier et état d'avancement de l'ensemble du projet;
  - c) Liste et copie de tous les scénarios, études, analyses, rapports ou autres commandés par le ministère et le détail des coûts reliés et des firmes qui les ont réalisés;
  - d) Les coûts totaux estimés de l'ensemble du projet;
  - e) Montants engagés par le ministère dans le cadre de ce projet par année financière depuis 2014 et prévisions pour 2018-2019;
  - f) Liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.
- 148.** Concernant le projet de système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain :
- a) État de situation complet;
  - b) Échéancier et état d'avancement de l'ensemble du projet;
  - c) Liste et copie de tous les scénarios, études, analyses, rapports ou autres commandés par le ministère et le détail des coûts reliés et des firmes qui les ont réalisés;
  - d) Coûts associés à chacun des scénarios envisagés;
  - e) Montants engagés par le ministère dans le cadre de ce projet par année financière depuis 2011 et prévisions pour 2018-2019;
  - f) Liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.
- 149.** État d'avancement et sommes engagées par le ministère pour tout projet de transport collectif (navette ferroviaire ou autre) reliant l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal et le centre-ville de Montréal. Fournir la copie et la liste (incluant les coûts) de toute étude réalisée ou en cours.

- 150.** Concernant les trains de banlieue :
- a) Liste et copie de toute étude, analyse, rapport, avis ou autres réalisés pour l'amélioration ou l'expansion des services;
  - b) L'échéancier des travaux prévus pour chaque train ou chaque ligne;
  - c) Ventilation de l'achalandage pour chaque ligne en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;
  - d) Les montants investis pour chaque année financière depuis 2010 pour chaque ligne (incluant les infrastructures communes), et prévisions pour 2018-2019.
- 151.** Ventilation des ressources financières consacrées pour 2017-2018, et par région administrative, au Programme du transport adapté. Indiquer le nombre de déplacements pour 2016-2017 et les coûts imputables à la croissance des déplacements. Préciser pour chaque région le nombre de personnes en attente de services et la durée moyenne des délais d'attente. Prévisions pour 2017-2018.
- 152.** Mise à jour du répertoire statistique du Transport adapté, pour les années 2011 à 2016, incluant notamment :
- a) le nombre de personnes handicapées admises aux divers services;
  - b) le nombre d'heures moyen de service par semaine;
  - c) le nombre de déplacements;
  - d) le tarif de base moyen;
  - e) le nombre de km moyen parcouru par véhicule;
  - f) nombre et type de véhicules : minibus, taxis, etc. ;
  - g) la dépense totale;
  - h) la contribution des usagers, du municipal et du gouvernement du Québec;
  - i) revenus totaux;
  - j) le coût moyen par usager.
- 153.** Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
- a) Construction du centre d'entretien pour trains de banlieue à Lachine
  - b) Étagement ferroviaire de la jonction de l'Est
  - c) Étude du Train de l'Ouest, incluant la desserte de l'aéroport international Pierre-Eliot-Trudeau
  - d) Train de banlieue Corridor Nord-Est (Train de l'Est)
  - e) Étude du système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain
  - f) Construction d'un deuxième garage pour la Société de transport de l'Outaouais

### **Sécurité routière**

- 154.** Liste de tous les contrats octroyés ou honoraires professionnels versés par le ministère à la Table québécoise de la sécurité routière, à son président, à un de ses membres ou à un de ses organismes y siégeant dans le cadre des travaux de la Table, et ce pour chaque année financière depuis 2010. Prévisions pour 2018-2019.
- 155.** État de situation et bilan du Fonds de la sécurité routière. Indiquer quels sont les projets de sécurité routière et d'aide aux victimes de la route financés par le Fonds et comment le ministère entend en utiliser les surplus accumulés pour 2018-2019.
- 156.** Liste et copie de toute étude, rapport ou avis concernant la modification de l'affichage des cinémomètres en bordure des routes et détails et impacts de la décision du ministère de modifier l'affichage des cinémomètres.
- 157.** État de situation et bilan des travaux en cours au ministère concernant la réflexion stratégique à l'égard de la planification, de la cohérence et de l'établissement des priorités des projets de transport collectif dans la région de Montréal. État des discussions avec les divers organismes de transport et les autres ministères concernés. Indiquer l'échéancier, les coûts engendrés en 2017-2018 et prévus pour 2018-2019 et les effectifs affectés à ces travaux.
- 158.** État d'avancement et bilan des travaux de la Table québécoise de la sécurité routière et liste des rencontres ayant eu lieu en 2017-2018, incluant dates et lieux. Prévisions pour 2018-2019.

**159.** Liste des sites dangereux et accidentogènes du réseau routier. Crédits prévus par site pour 2018-2019 et dépensés par site pour chaque année financière depuis 2010. Prévision d'investissements dans des interventions de sécurité routière en 2018-2019.

**160.** Concernant le projet de remplacement des panneaux de signalisation du réseau routier québécois :

- a) État de situation et d'avancement du projet, incluant le total et le détail des coûts;
- b) estimation du coût initial et du coût total actuel du projet;
- c) Liste et copie de toute étude, analyse, avis, rapport ou autre sur la nécessité de remplacer les panneaux;
- d) liste et détail des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2010 à cette fin, incluant le coût et le nom du fournisseur;
- e) liste des appels d'offres en cours;

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

### **SAAQ**

**161.** Liste des contrats accordés par la SAAQ en 2017-2018 en indiquant :

- PQ-65
- a) La nature du contrat;
  - b) Le mode d'octroi;
  - c) Le nom de l'entreprise qui a eu le contrat;
  - d) Le coût initial prévu;
  - e) le coût de tous les avenants et/ou suppléments et la raison.

**162.** Évolution des revenus provenant des coûts d'immatriculation. Fournir les revenus pour chaque année financière depuis 2010 et les prévisions pour 2018-2019.

**163.** Le montant perçu pour la taxe sur l'immatriculation de 45 \$ versée à l'Agglomération de Montréal et le nombre d'automobilistes visés.

PQ-102

**164.** Ventilation des coûts moyens d'immatriculation et de permis de conduire par catégorie pour chaque année financière depuis 2010. Évolution globale de ces coûts pour les usagers pour chaque année financière depuis 2010.

**165.** Liste et copie des études, analyses, et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2017-2018 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chaque.

PQ-66

**166.** Coûts détaillés et revenus engendrés par le Système de reconnaissance des plaques d'immatriculation (SRPI) en 2017-2018. Préciser le nombre de constats d'infraction du système en 2018-2019 et le nombre d'appareils en service.

PQ-67

**167.** Pour chaque programme éducatif et campagne de sensibilisation de la SAAQ, fournir pour 2018-2019 et prévisions pour 2018-2019 :

PQ-68

- a) le budget détaillé, subventions accordées et/ou coûts engendrés;
- b) le détail et le bilan des activités de chacun des programmes;
- c) les ressources humaines qui y sont affectées;
- d) le nom de la ou des firmes responsable(s) du programme ou de la campagne, s'il y a lieu;
- e) la liste des projets réalisés dans le cadre de ces programmes.

**168.** Budgets détaillés et liste des contrats et/ou subventions accordées par le ministère et par la SAAQ pour chaque programme et/ou campagne de sensibilisation pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

PQ-69

**169.** État de situation et évolution pour chaque année financière depuis 2010 du Fonds de l'assurance automobile, incluant les actifs, le passif, le déficit et la provenance des revenus.

**170.** Pour chacune des catégories d'emploi (contrôleurs routiers, inspecteurs, entreprises, inspecteurs mécaniques), liste détaillée des effectifs de la SAAQ pour chaque année depuis 2010. Prévisions pour 2018-2019.

PQ-70

- 171.** Les heures supplémentaires effectuées par les contrôleurs routiers (incluant moyenne – par contrôleur et par région) en 2014, 2015, 2016 et 2017.
- 172.** Les heures supplémentaires effectuées par les contrôleurs routiers (incluant moyenne – par contrôleur et par région) en 2014, 2015, 2016 et 2017 aux postes de contrôles (balance des véhicules lourds) spécifiquement.
- 173.** Bilan de l'application de la Loi sur le corridor de sécurité. Nombre d'infractions, nombre d'incidents, coûts associés à l'implantation de la mesure.
- 174.** Bilan de la réintroduction des cours de conduite obligatoires. Fournir, depuis la mise en œuvre de la mesure, et ce pour chaque année financière : le nombre d'inscriptions, le nombre d'écoles conformes et non-conformes, le bilan des sommes dépensées par région et école, la liste des écoles reconnues.
- 175.** Bilan du programme « Permis de conduire Plus » : nombre de permis totaux délivrés pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure, coûts totaux et ventilés, nombre de demandes en cours. État de situation pour ceux qui détiennent toujours un permis.
- 176.** Bilan de l'implantation des radars-photos et caméras aux feux rouges. Fournir les coûts et les recettes pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure et l'état des appels d'offres en cours pour l'implantation de nouveaux appareils.
- 177.** Nombre de contrôleurs routiers à l'emploi de la SAAQ et ventilés par région. Nombre d'interventions effectuées et de constats donnés pour chaque année financière depuis 2010.  
PQ-71
- 178.** Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2017-2018 pour les véhicules lourds.  
PQ-77
- 179.** Concernant les projets de télématique :
- a) détails et état d'avancement du projet pilote concernant l'installation de modules GPS dans les véhicules;
  - b) sommes investies dans le projet et effectifs dédiés pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;
  - c) liste et copie de toute étude, rapport, avis ou autre concernant l'installation de modules GPS dans les voitures;
  - d) détails des travaux et réflexions en cours visant à rendre le projet pilote permanent;
  - e) description et état d'avancement de tout autre projet d'utilisation de la télématique.

### **Transport maritime, ferroviaire et aérien**

- 180.** Nombre et liste des accidents ferroviaires au Québec pour chaque année depuis 2010 et détails des causes et conséquences de ces accidents.  
PQ-72
- 181.** Liste et détail des projets et montants alloués en infrastructures et systèmes de transport maritime en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. Ventiler par région.
- 182.** Ventilation des sommes allouées et investies par le ministère dans le cadre de la stratégie maritime. Nombre d'ETC affectés à des travaux en lien avec cette stratégie et état d'avancement de l'implantation de la stratégie au ministère. Fournir la liste et la copie de toute étude, rapport, note, avis produit par le ministère dans le cadre de cette stratégie en indiquant les coûts.
- 183.** Copie à jour du document « Stratégie maritime - Porteurs principaux et suivi qualitatif des actions » détenu par le ministère et de tout autre document de suivi des actions et orientations relatives à la Stratégie maritime.
- 184.** État de situation des négociations et contrats concernant la cessation des ports par le gouvernement fédéral.

- 185.** Concernant le renouvellement de la flotte des traversiers :
- PQ-97 a) État de situation de la flotte (nombre de traversiers, valeur actualisée, année de construction et de mise à niveau, durée de vie prévue de chacun des bateaux);  
b) État de situation des travaux pour chaque navire;  
c) État de situation des appels d'offres;  
d) Liste détaillée des dépenses et/ou des contrats octroyés pour l'achat ou la rénovation des traversiers pour chaque année financière depuis 2010, ventilé par traversier et par trajet. Prévisions pour 2017-2018;  
e) État d'avancement des travaux pour les projets de remplacement des navires Camille-Marcoux, Lucien-L. et Radisson. Indiquer l'échéancier et les coûts initiaux et l'échéancier et les coûts actualisés.
- 186.** État d'avancement du projet d'implantation de pôles logistiques :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;  
b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;  
c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;  
d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;  
e) bilan des sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;  
f) nature de la participation du Fonds de solidarité FTQ et liste des rencontres avec le Fonds concernant le développement de projets de pôles logistiques.
- 187.** État d'avancement du projet de 90 M\$ visant à reconfigurer le terminal de croisières au port de Québec :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;  
b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;  
c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;  
d) état de situation de la passerelle au-dessus du bassin Louise et indiquer si cela fait partie ou non du projet;  
e) prévisions d'investissements pour 2017-2018.
- 188.** Sommes investies en 2017-2018 pour la réfection/modernisation de l'Aéroport international Jean-Lesage. État de situation du projet et de l'avancement des travaux de chacune des phases et la liste détaillée des contrats octroyés jusqu'à présent. Échéancier prévu et prévisions pour 2017-2018.
- PQ-58
- 189.** Sommes investies en 2017-2018 pour la faisabilité de la voie de contournement ferroviaire à Lac-Mégantic. État de situation du projet et de l'avancement des travaux, et la liste détaillée des contrats octroyés jusqu'à présent. Nombre et détails des reports concernant le dépôt des appels d'offres et état de situation des appels d'offres. Échéancier prévu et prévisions pour 2017-2018.
- 190.** L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par le ministère pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 :
- 1) Créer un nouveau programme, administré par le ministère des Transports du Québec, pour soutenir les projets d'infrastructures portuaires et intermodales consacrés au transport des marchandises (somme de 200 millions de dollars a été prévue dans le budget 2015-2016).
  - 2) Offrir un soutien financier de plus de 300 millions de dollars pour la construction de voies d'accès routier aux sites portuaires et multimodaux, d'infrastructures publiques en lien avec les pôles logistiques et d'infrastructures touristiques.
  - 3) Travailler de concert avec le gouvernement fédéral afin d'optimiser sa participation dans les sites portuaires du Québec, notamment dans le cadre du Nouveau Plan Chantiers Canada.
  - 4) Accroître le financement complémentaire du secteur privé dans les sites portuaires, en les modernisant et en augmentant leur capacité.
  - 5) Réaliser une révision des zones inondables liées au Saint-Laurent.
  - 6) Favoriser l'implantation de pôles logistiques avec l'appui de partenaires. Enveloppe de 300 millions de dollars pour la prise de participation dans des projets de pôles logistiques et une enveloppe de 100 millions de dollars réservée par le gouvernement pour répondre aux besoins en infrastructures publiques, liés aux projets de logistique.
  - 7) Soutenir la grappe de la logistique et du transport, notamment en collaboration avec CargoM.

- 8) Confier à la Table du Québec sur le transport maritime courte distance le mandat de réaliser une étude sur l'identification des créneaux potentiels de développement ainsi que sur les conditions de réussite.
- 9) Encourager l'utilisation du transport maritime pour les sources d'énergie alternatives, dont le gaz naturel liquéfié (GNL).
- 10) Appuyer des initiatives dans le cadre du Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) et du Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF).
- 11) Encourager l'utilisation de sources d'énergie alternatives dans le transport maritime, dont le GNL.
- 12) Soutenir les initiatives du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, liées à la protection du territoire maritime côtier et de ses écosystèmes.
- 13) Encourager les projets visant l'utilisation de sources d'énergie électrique, dont les projets de branchement à quai des ports de Montréal et de Québec.

### **Société des traversiers**

191. Copie du Plan d'immobilisations initial 2009-2023 de la Société et du Plan d'immobilisations actualisé pour 2017-2018. Fournir l'état d'avancement pour chaque projet.
192. État de situation du projet de réfection de divers embarcadères pour la traverse Matane-Baie-Comeau-Godbout :
  - a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
193. État de situation du projet de réfection de divers embarcadères pour la traverse de Sorel :
  - a) état d'avancement du projet;
  - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
  - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
  - d) échéancier des travaux (par phase);
  - e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
194. Nombre et nature des bris ou arrêts de fonctionnement pour cause de défaut sur le traversier F.A. Gauthier et le coût assumé pour chacun d'eux par le constructeur pour la réparation sous garantie.
195. L'achalandage et les revenus par mois pour chaque traverse au Québec pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.
196. L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par STQ pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 :
  - 1) Réaliser, par l'entremise de la Société des traversiers du Québec (STQ), un plan d'action visant à augmenter son achalandage, en favorisant le développement économique et touristique de toutes les régions qu'elle dessert.
  - 2) Définir, par l'entremise de la STQ, des critères qui permettront au gouvernement d'évaluer les services existants et la possibilité d'intégrer de nouvelles traverses au sein de son réseau.

### **Commission des transports**

197. Liste des compagnies dont le permis de transport a été révoqué par la CTQ pour chaque année financière depuis 2010 par catégorie de permis. Raisons de ces révocations.
198. Le nombre de révision demandée, étudiée, approuvée et refusée du nombre de permis de taxi délivrés par agglomération.
199. Valeur des permis de taxi par agglomération, par mois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 5

<b>Titre</b> Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.			
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>			
<b>Ministère</b>			
<b>Nombre d'employés occasionnels en 2017-2018</b>			
<b>Ministère</b>	<b>Fonds de gestion de l'équipement roulant</b>	<b>Fonds aérien</b>	<b>Fonds de la sécurité routière</b>
1 118	108	46	-
Les données de l'exercice financier 2017-2018 sont basées sur la moyenne des 24 paies (28 février 2018).			
Ces données excluent les étudiants et les stagiaires.			
<b>Société de l'assurance automobile du Québec</b>			
	<b>2017-2018</b>		
	<b>Nombre</b>	<b>%</b>	
Nombre moyen d'employés occasionnels	<b>630</b>	<b>18,6</b>	
Nombre d'employés occasionnels devenus permanents	<b>250</b>	<b>39,7</b>	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 5

<p><b>Titre</b></p> <p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.</p>														
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p><b>Commission des transports du Québec</b></p> <table border="1"><thead><tr><th>Année</th><th>Nombre d'occasionnels</th><th>Pourcentage</th><th>Nombre d'occasionnels devenus réguliers</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>2017-2018</td><td>14</td><td>14</td><td>3</td><td>3</td></tr></tbody></table>					Année	Nombre d'occasionnels	Pourcentage	Nombre d'occasionnels devenus réguliers	Pourcentage	2017-2018	14	14	3	3
Année	Nombre d'occasionnels	Pourcentage	Nombre d'occasionnels devenus réguliers	Pourcentage										
2017-2018	14	14	3	3										



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 5

<b>Titre</b>			
Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.			
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>			
<p>La Société des traversiers du Québec ne compte pas d'employés occasionnels, mais des employés temporaires, dont l'embauche vise, soit à remplacer des employés réguliers (c'est-à-dire permanents) ou à permettre la continuité du service pendant la période estivale.</p> <p>Le nombre de postes réguliers pour nos traverses est prédéterminé pour répondre aux besoins des opérations dans un cadre normal. L'effectif minimal des navires est notamment pris en compte dans ce nombre de postes réguliers. Cet effectif minimal est une donnée stable qui est déterminée par Transport Canada, et ce, par navire.</p> <p>Pour qu'un employé temporaire devienne régulier, un poste régulier doit se libérer (ex. : à la suite d'un départ à la retraite). Le nombre de postes réguliers ne tend pas à bouger, sauf en cas d'ajout à l'offre de service.</p> <p>Données pour l'année 2017-2018 :</p>			
<b>Au 1er avril 2018*</b>			
<b>Unité administrative</b>	<b>Régulier</b>	<b>Temporaire</b>	<b>Total</b>
Traverse de Chevery	9	0	9
Entretien	39	8	47
Traverse de L'Isle-aux-Coudres	32	22	54
Traverse de L'Isle-aux-Grues	19	0	19
Traverse de l'Île-Verte	7	0	7
Traverse de Matane	86	56	142
Traverse de Québec	72	39	111
Traverse de Sorel-Tracy	54	32	86
Siège social	51	5	56
Traverse de la rivière Saint-Augustin	14	0	14
Traverse de Tadoussac	64	40	104
<b>Au 1er avril 2018*</b>			
<b>Unité administrative</b>	<b>Régulier %</b>	<b>Temporaire %</b>	<b>Total %</b>
Traverse de Chevery	100	0	100
Entretien	83	17	100
Traverse de L'Isle-aux-Coudres	59	41	100
Traverse de L'Isle-aux-Grues	100	0	100
Traverse de l'Île-Verte	100	0	100
Traverse de Matane	61	39	100
Traverse de Québec	65	35	100
Traverse de Sorel-Tracy	63	37	100
Siège social	91	9	100
Traverse de la rivière Saint-Augustin	100	0	100
Traverse de Tadoussac	62	38	100
* Données partielles pour 2018 (document produit le 10 avril 2018, mais les données à jour ne seront disponibles que le 17 avril 2018).			

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 8

##### Titre

Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

###### Avis juridiques internes d'un ministère

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le seul juriconsulte du Lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre qui a demandé un avis juridique ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du Procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, le Ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2017-2018 dans le cadre de l'étude des crédits.

###### Avis juridiques internes d'un organisme

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme / client peut renoncer à leur divulgation.

###### Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

Pour connaître les informations accessibles au sujet des mandats confiés en 2017-2018 à des avocats ou à des notaires de la pratique privée par le Ministère ou les organismes qui en relève, nous vous référons à la réponse que le ministère de la Justice a donnée à la question particulière 71 dans le cadre de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 10

**Titre**

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société québécoise des infrastructures par le Ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question se retrouve dans les réponses des questions générales 17 et 18.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 13**

**Titre**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information demandée a une portée trop large et résulterait en une liste trop volumineuse. Une demande pour un programme de financement ou de subvention en particulier peut être formulée au responsable de l'éthique et de l'accès à l'information du Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 14

**Titre**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Nombre d'employés affectés aux affaires publiques en 2017-2018**

- 14 employés (incluant 1 stagiaire)

**Montant dépensé en 2017-2018**

- Frais de déplacement 3 382 \$
- Équipement de travail (bottes de cap d'acier et casques d'écoute) 492 \$

**Nombre et détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes**

- Dans le cadre de dossiers ministériels ou interministériels, ce sont les conseillers en communication autres que ceux mentionnés ci-dessus qui siègent sur les comités de travail.

**Montant investi en veille médiatique (revue de presse) :**

- 36 496 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 15**

**Titre**  
Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Ministère**  
Les coûts relatifs à l'étude des crédits pour 2017-2018 sont estimés sommairement à 250 000 \$.

**Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)**  
Les coûts relatifs à l'étude des crédits pour 2017-2018 sont estimés sommairement à 87 000 \$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 15**

**Titre**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La Commission des transports du Québec estime les coûts à 10 000 \$ pour 2017-2018.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 15**

**Titre**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La Société des traversiers du Québec estime les coûts relatifs à la préparation de l'exercice de l'Étude des crédits 2017-2018 à 11 900 \$ et le nombre d'ETC (équivalent temps complet) affectés à 0,14.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 16

**Titre**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2012-2013 à 2017-2018, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Solde des créances au 28 février 2018 en excluant tout montant concernant les organismes du gouvernement du Québec :

Ministère : 1,7 M\$

Fonds des réseaux de transport terrestre : 65,9 M\$

**Procédure relative aux revenus de dommages causés à la propriété du Ministère :**

- Aux deux mois, à compter de la date d'émission de la facture, l'agent de recouvrement communique avec la personne responsable des dommages causés à la propriété du Ministère (ci-nommé le débiteur);
- Si aucune réponse du débiteur, une demande d'enquête de crédit est transmise auprès de la firme Équifax ou SEBEC inc. au besoin;
- Pour les créances supérieures à 500 \$, 30 jours après en avoir informé par écrit le débiteur, une demande de suspension du permis de conduire est transmise à la Société de l'assurance automobile du Québec;
- 60 jours après la suspension du permis, une mise en demeure est envoyée au débiteur;
- Pour les montants supérieurs à 800 \$, au plus tard six mois avant la période de prescription de trois ans, une demande est transmise au ministère de la Justice pour enclencher une poursuite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 17

**Titre**

Le nombre d'effectifs (ETC) attitrés à la gestion du Fonds vert au sein du ministère en 2017-2018, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le nombre d'effectifs attitrés à la gestion du Fonds vert en 2017-2018, dont la rémunération globale est remboursée en tout ou en partie par les sommes du Fonds vert allouées au Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, est de 19,66 ETC <sup>(1)</sup>.

Ceci représente une somme de 1 234 855 \$ (prévision) en rémunération globale.

<sup>(1)</sup> Il s'agit du nombre de personnes, dont l'ensemble ou une partie des tâches est dédiée à la gestion des sommes du Fonds vert. Les effectifs qui effectuent de telles tâches, mais dont la rémunération globale n'est pas transférée à ce Fonds, sont exclus.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 19**

**Titre**

La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière, par l'entremise du Fonds vert, en 2016-2017 et 2017-2018 avec mention :

- a) de la description du projet;
- b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;
- c) du programme concerné, le cas échéant;
- d) du montant déboursé;
- e) de la date du déboursement;
- f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.

Pour chacun de ces projets, fournir, le cas échéant, une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.

Pour chacun de ces projets, fournir, le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question se retrouve à la question générale 54.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 20

##### **Titre**

Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2017-2018 :

- a) le cadre de gestion utilisé;
- b) la grille d'évaluation des projets;
- c) les objectifs poursuivis.

##### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- a) L'Entente administrative entre le Ministère et le Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV) constitue le cadre de gestion. Elle se retrouve sur le site Web du CGFV : [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/cgfv/ententes-administratives/Entente-administrative-MTQ\\_mtmdet.pdf](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/cgfv/ententes-administratives/Entente-administrative-MTQ_mtmdet.pdf)
- b) Les critères applicables pour chaque programme d'aide financière apparaissent sur le site Internet du Ministère.
- c) Les objectifs poursuivis pour chaque programme d'aide financière apparaissent sur le site Internet du Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 21

**Titre**

Copie de toute évaluation des tendances entourant l'évolution des coûts des composantes (matériaux et autres) effectuée par le ministère, de même que toute analyse faite sur une base de comparaison interrégionale et interprovinciale.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 22.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 22

##### Titre

Copie de toute évaluation des tendances entourant l'évolution des coûts des projets effectués par le ministère, de même que toute analyse faite sur une base de comparaison interrégionale et interprovinciale.

Fournir également toute analyse, évaluation, étude, rapport ou autre portant sur le coût moyen de construction de 1 kilomètre de route asphaltée.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère poursuit les évaluations des tendances entourant l'évolution des coûts de certaines composantes, notamment, pour les matériaux couramment utilisés, pour ceux utilisés en grande quantité ainsi que pour des travaux fréquents (exemple : armature, excavation, enrobé, granulat, ponceau). Le fait de cibler des composantes plus spécifiques et non pas des projets permet une analyse sur une même base de comparaison interrégionale.

En collaboration avec les ministères des Transports du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario, le Ministère a publié, en 2010, une étude comparant objectivement les coûts associés à la construction d'une chaussée routière typique.

Les résultats de cette étude indiquent que les coûts de construction d'une autoroute au Québec équivaldraient à ceux du Nouveau-Brunswick, mais seraient inférieurs de 14,5 % à ceux de l'Ontario. Aussi, les coûts des enrobés seraient jusqu'à 10 % inférieurs au Québec, comparativement aux deux autres provinces. Ces résultats montrent également que les coûts des travaux de recouvrement sont comparables à ceux des provinces voisines, voire un peu moins élevés au Québec.

À ce niveau, le Ministère a répondu à la recommandation du Vérificateur général du Québec à l'effet de procéder à la comparaison des coûts régionaux et interprovinciaux. Les résultats de ces analyses ont d'ailleurs été déposés à la Commission de l'administration publique.

Le coût complet d'un projet routier est influencé par différents facteurs techniques, économiques et sociaux. De plus, chacun des projets est unique, puisque la nature des travaux, des sols en présence, des zones de climat, du trafic et des conditions de réalisation diffèrent constamment, et ce, souvent à l'intérieur d'un même projet. Ce fait rend les comparaisons de coûts moyens peu représentatives de la réalité. Les différences notées entre les coûts des projets peuvent donc être très importantes en raison de la nature même des travaux réalisés qui sont pourtant semblables en apparence.

Voici des exemples des principaux éléments qui expliquent les différences de coûts moyens d'un projet à l'autre :

- la différence dans le contenu du projet comme la construction ou non d'ouvrages d'art (structures), de ponceaux, de remblais légers ou de glissières de sécurité, les distances de transport, les ouvrages temporaires, la signalisation et le contrôle de la circulation pendant les travaux, l'aménagement des abords de route, la signalisation routière, etc.;
- la longueur de la route faisant l'objet d'une construction ou d'une reconstruction. Plus cette longueur est grande, plus les frais fixes normalement associés à un projet routier peuvent être répartis sur un nombre important de kilomètres, permettant d'obtenir un coût unitaire (\$/km) plus faible;
- le profil et la nature du terrain naturel qui influencera l'importance des volumes de remblais et de déblais (présence de roc, de sols argileux ou autres).

Il est important de mentionner que les éléments cités plus haut influencent les coûts des projets de façon beaucoup plus importante que la région administrative et l'année dans laquelle les travaux ont été réalisés.

Pour toutes ces raisons, le calcul du coût moyen d'une construction typique de route asphaltée en \$/km ne peut être que théorique et les disparités régionales ne peuvent pas être établies sur cette base. La spécificité de chaque projet routier ne permet pas de cibler une base commune de comparaison à partir d'un tel modèle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 23

**Titre**

Évolution du déficit d'entretien des infrastructures sous responsabilité du ministère pour chaque année financière depuis 2011-2012 et prévisions pour 2018-2019. Ventiler par région.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Faisant suite à l'adoption de la *Loi sur les infrastructures publiques*, les ministères et organismes sont tenus de produire un Cadre de gestion des infrastructures ainsi qu'un Plan annuel de gestion des investissements (PAGI). Pour l'élaboration de ce dernier, des travaux, menés en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du trésor, ont permis l'élaboration d'une méthodologie pour calculer le déficit de maintien d'actifs (DMA).

Pour l'exercice du PAGI 2018-2019, le DMA pour les infrastructures se présente comme suit :

	<u>M\$</u>
Chaussées	6 044,0
Structures du réseau supérieur	7 896,8
Ponts du réseau municipal	720,9

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 24

<p><b>Titre</b></p> <p>Ventilation des investissements routiers prévus pour la période 2018-2019 et leur état d'avancement.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Les investissements prévus pour les projets de 50 M\$ et plus ont été rendus publics aux Plan québécois des infrastructures 2018-2028.</p>



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 27

##### Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de la route 185 entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet et pour chacune des phases;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de réaménagement de la route 185 en autoroute (A-85) porte sur une longueur de 94 kilomètres entre Rivière-du-Loup et la frontière du Nouveau-Brunswick.

Ce projet a été scindé en trois phases :

- Phase I sur 21 km et mise en service entre 2002 et 2011;
- Phase II sur 33 km et mise en service entre 2013 et 2015.

Les activités réalisées en 2017-2018 sont dans le cadre de la phase III sur 40 kilomètres entre Saint-Antonin et Saint-Louis-du-Ha! Ha! :

- Poursuite de la conception et de la planification du projet initiées en 2016;
- Rencontres avec les divers organismes et partenaires :
  - Municipalités;
  - Municipalités régionales de comté;
  - Différents ministères (ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, MPO, etc.);
  - Clubs de véhicules hors route (motoneige, VTT, vélos);
  - Première Nation Malécite de Viger.
- Poursuite des acquisitions : Acquisition jusqu'à maintenant de onze résidences et de deux commerces;
- Début des travaux de déboisement en octobre 2017 sur une portion de 5,5 kilomètres;
- Début à l'automne 2017 des déplacements des équipements des services publics;
- Début à l'automne 2017 des inventaires archéologiques.

L'investissement pour l'année financière 2017-2018 pour l'ensemble de l'autoroute 85 s'élève à 19,2 M\$ (dont 7,7 M\$ du gouvernement fédéral).

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 29

##### Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 50 entre Doherty et Lachute :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

##### État d'avancement du projet

Le lien complet entre les régions de l'Outaouais (Gatineau, secteur Masson-Angers) et les Laurentides (Lachute) est établi depuis novembre 2012, conformément à l'échéancier technique annoncé en 2010.

Toutefois, à l'été 2011, le Ministère a constaté l'apparition d'algues dans le cours d'eau de la Crique-à-Hébert, situé près du rang Saint-Hyacinthe, à proximité du chantier de prolongement de l'autoroute 50 [tronçon Thurso-Notre-Dame-de-Bonsecours (Montebello)]. Après analyse, il a été constaté que cette problématique est associée à la construction du prolongement de l'autoroute 50.

Suivi environnemental pour pallier cette situation :

- En collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le Ministère a élaboré une solution provisoire.
- Un contrat de transport et de traitement des eaux de lixiviat en période de surcharge du système (c'est-à-dire lors de fortes pluies ou de crues printanières) a été conclu avec l'entreprise Uteau, en octobre 2017.
- Les démarches nécessaires en vue d'accorder un contrat de services professionnels ont été amorcées pour la réalisation d'un avant-projet et la préparation de plans et devis pour la reconstruction d'un remblai léger.

Un projet majeur est inscrit à l'étude au Plan québécois des infrastructures 2018-2028 sous le nom Amélioration de l'autoroute 50 entre Gatineau et Mirabel.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 30

##### **Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de 3<sup>e</sup> lien entre Québec et Lévis :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

##### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet d'implantation d'un nouveau lien entre les villes de Québec et Lévis est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique. Il est inscrit au Plan québécois des infrastructures 2018-2028 dans la catégorie « projets à l'étude » et un montant de 20,5 M\$ est prévu pour la réalisation d'études requises à l'élaboration du dossier d'opportunité.

##### **Principales activités réalisées en 2017-2018**

- Un bureau de projet a été créé en octobre 2017 afin d'amorcer les études nécessaires et d'analyser les enjeux associés à l'amélioration de la fluidité entre les deux rives et à l'implantation d'un nouveau lien entre les villes de Québec et Lévis.
- Un appel d'offres pour l'octroi d'un contrat de services professionnels pour la réalisation d'une étude d'opportunité a été publié en décembre 2017. La publication de l'appel d'offres est maintenant terminée et le processus d'octroi du contrat, qui inclut la négociation des honoraires professionnels, est en cours.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 31**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 35 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le prolongement de l'autoroute 35 traverse cinq municipalités sur une distance de 38 kilomètres sur le territoire des municipalités régionales de comté du Haut-Richelieu et de Brome-Missisquoi pour compléter le lien entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la frontière américaine.

Le tronçon de 25 kilomètres entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la route 133 à Saint-Sébastien (phases I et II) est ouvert à la circulation depuis octobre 2014.

La planification des phases III et IV s'est poursuivie en 2017-2018 en priorisant la phase III en raison de son état d'avancement.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 32**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 5 du chemin de la Rivière au raccordement de la route 105 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**État d'avancement des travaux**

- **Tronçon 3 (2018-2020) : en cours de préparation**

Segment d'environ un kilomètre en contournement de la route 105 dans le secteur de Wakefield.

Le Ministère a terminé les études géotechniques complémentaires et poursuit la préparation du projet pour la réalisation du tronçon 3 (préparation des plans et devis, acquisitions, déplacements de services publics et obtention des autorisations environnementales).

Sommes investies en 2017-2018 : 3 038 000 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 33**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actifs sur les structures de l'autoroute métropolitaine:

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

En 2017-2018, le Ministère a poursuivi l'élaboration des études et des plans et devis ainsi que la réalisation des travaux de réparation dans le cadre du projet de maintien des actifs de l'autoroute Métropolitaine.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 34**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actifs sur le pont de l'Île-aux-Tourtes :

- a) État d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Construit en 1966, le pont de l'Île-aux-Tourtes permet de faire le lien, dans l'axe de l'autoroute Félix-Leclerc (autoroute 40), entre l'île de Montréal (village de Senneville) et la ville de Vaudreuil-Dorion en franchissant le lac des Deux Montagnes. Il s'agit d'une artère névralgique qui fait partie du réseau stratégique en soutien aux échanges commerciaux avec l'Ontario et les États-Unis. Près de 83 000 véhicules par jour empruntent le pont, dont 12 % de camions.

En 2017-2018, le Ministère a poursuivi les travaux requis dans le cadre du projet de maintien des actifs du pont de l'Île-aux-Tourtes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 35**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction d'une voie de contournement de Rouyn-Noranda :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**a) Avancement du projet**

**Activités réalisées en 2017-2018 :**

- Conception des plans et devis pour le lot 2.
- Travaux effectués en 2017-2018 :
  - Dynamitage et déblais de 1<sup>re</sup> classe;
  - Sols contaminés (extraction et transport vers les parcs à résidus miniers);
  - Construction des structures;
  - Consolidation des trois zones de sols d'un an et plus;
  - Drainage et ponceaux;
  - Isolation de chaussées;
  - Déblais 2<sup>e</sup> classe;
  - Construction de remblais légers.

Sommes investies en 2017-2018 : 19,2 M\$



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 36

##### **Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection de la tête des ponts à Québec :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

##### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec vise à améliorer la fonctionnalité et la sécurité du réseau routier, à formaliser une signature distinctive pour la porte d'entrée de la Capitale-Nationale et à intégrer le transport collectif en site propre dans l'axe du pont de Québec et sur le boulevard Laurier. Le projet est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Certaines interventions sont prévues sur les structures du secteur à l'étude au cours des prochaines années. Ces interventions nécessaires à court terme tiennent compte des études en cours concernant le projet majeur de reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec et les réseaux de transport en commun des villes de Québec et de Lévis.

##### **Principales activités réalisées en 2017-2018**

Poursuite des études en vue de l'élaboration du dossier d'opportunité (plan de géométrie de l'échangeur nord, étude de circulation, concepts architecturaux et d'aménagement). Nous sommes en attente des projets finaux des villes de Québec et de Lévis.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 37**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 25 et la route 132 à Longueuil :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

En 2017-2018, des travaux concernant les systèmes de transport intelligents, l'aménagement paysager ainsi que les corrections de certaines déficiences ont été réalisés dans le cadre du projet de réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 25 et la route 132.

Sommes investies en 2017-2018 : 79 784 \$

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 38

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 70 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

#### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

##### Activités réalisées en 2017-2018

La phase 1 du prolongement de l'autoroute 70 soit le tronçon entre Chicoutimi et le chemin de la Grande-Anse a été mise en service le 29 juillet 2017 dans le respect de l'échéancier et des investissements annoncés.

Le Ministère travaille au parachèvement du prolongement de l'autoroute 70, soit le tronçon entre le chemin de la Grande-Anse et La Baie (phase 2). Il s'agit d'une réalisation d'envergure et des étapes doivent être franchies avant le début des travaux de construction.

Présentement, il est trop tôt pour avancer un échéancier de réalisation de la phase 2, soit le tronçon entre le chemin de la Grande-Anse et La Baie. Diverses études sont en cours en vue d'obtenir les autorisations environnementales nécessaires à la réalisation des travaux.

Pour 2017-2018, une somme de 10,1 M\$ a été investie pour la phase 1 et 50 000 \$ pour la phase 2.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 39**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction de l'autoroute 410 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet et pour chacune des phases;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le dernier tronçon de la phase 1 du projet de construction de l'autoroute 410, entre le chemin Belvédère et les routes 108 et 143, a été mis en service le 30 octobre 2015.

Pour la phase 1 du projet, les suivis environnementaux, l'aménagement paysager, les activités immobilières ainsi que les travaux correctifs mineurs ont été réalisés en 2017-2018.

La phase 2 du projet est en préparation. Les études géotechniques, pédologiques ainsi que les évaluations environnementales sont en réalisation, de même que les acquisitions, le déplacement des utilités publiques et la préparation des plans et devis.

Sommes investies en 2017-2018

Phase 1 : 130 000 \$

Phase 2 : 1 000 000 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 40**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction de la route 112 entre Thetford Mines et Saint-Joseph-de-Coleraine :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de construction de la route 112 est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure majeure.

Le projet de construction de la route 112 a été réalisé en six lots distincts :

- Lot Déblais des haldes O : travaux complétés en juin 2014;
- Lot Déblais des haldes OB (correctifs) : travaux complétés en juillet 2015;
- Lot Mine : travaux complétés en octobre 2015;
- Lot Urbain : travaux complétés en septembre 2015;
- Lot Boisé : travaux complétés en juillet 2015;
- Lot Pont : travaux complétés en septembre 2014.

La mise en service de la route a eu lieu le 30 octobre 2015, soit deux mois plus tôt que prévu. Le projet a été réalisé à l'intérieur du budget de 110 M\$ autorisé.

Les travaux d'aménagement paysager (plantations, travaux d'ensemencement et d'enrochement) réalisés en 2016-2017 se sont poursuivis en 2017. L'ensemencement des talus est en cours jusqu'à l'automne 2018, afin de s'assurer que les travaux soient complétés selon les exigences du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

La réalisation de l'aménagement paysager du lot 3 (Mine) a amené le Ministère à diversifier les essences d'arbres à utiliser, afin d'assurer un approvisionnement en quantité suffisante des végétaux et de la maturité requise pour leur transplantation. Les dernières plantations sont prévues aux printemps 2018 et 2019.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 41

##### **Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction de la route 389 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

##### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La route 389 relie les villes de Baie-Comeau et de Fermont. Elle prend son origine à l'intersection de la route 138 au sud et de la route 500 sur le territoire du Labrador au nord. Elle s'étend sur une longueur de 570 kilomètres et elle permet l'accès aux régions nordiques, à de grandes superficies forestières, des mines et des ouvrages hydro-électriques.

- Le programme d'amélioration est réparti en cinq projets distincts (A-B-C-D-E).
- Les projets A et B du programme d'amélioration de la route 389 sont assujettis à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Activités réalisées en 2017-2018 :

- L'étape de l'avant-projet définitif du projet A a été complétée à l'hiver 2018.
- En 2017-2018, un premier tronçon de 1,1 kilomètre du tracé de la future route 389 dans l'axe de l'avenue du Labrador à Baie-Comeau (projet B) a été réalisé. Ces travaux ont été coordonnés par la Ville de Baie-Comeau qui en est la promotrice. Ainsi, depuis novembre 2017, la compagnie minière Mason Graphite a accès à son terrain pour entreprendre son développement.
- À l'automne 2017, un appel d'offres public a été lancé pour réaliser le déboisement du projet C. Le contrat a été octroyé et les travaux de déboisement ont été amorcés en mars 2018.
- Dans le cadre du projet D, les plans et devis du segment km 41-43 ont été complétés dans l'année 2017-2018;
  - Dans le cadre du projet E, des travaux d'aménagement ont été complétés au kilomètre 202 et au kilomètre 204.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 42

##### **Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de l'agrandissement de l'autoroute 19 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

##### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de parachèvement de l'autoroute 19, entre les autoroutes 440 à Laval et 640 à Bois-des-Filion, est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Le parachèvement de l'autoroute 19 s'inscrit dans le contexte suivant :

- congestion récurrente sur la route 335 entre les autoroutes 440 et 640;
- efficacité limitée du transport collectif en raison de cette congestion;
- intersections saturées aux jonctions de la route 344 et du boulevard Dagenais Est;
- croissance démographique importante sur la Couronne Nord.

Ce projet est soumis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la Loi sur la qualité de l'environnement, laquelle est toujours en cours.

##### **Activités réalisées en 2017-2018**

- Finalisation du dossier d'opportunité et de son approbation par les autorités gouvernementales en mars 2018.

Le projet est maintenant inscrit en planification au Plan québécois des infrastructures 2018-2028.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 43

**Titre**

Concernant la route 389, état de situation concernant la modification de l'entretien hivernal, notamment entre Manic-2 et Manic-5. Sommes économisées suite à la mise en place de cette mesure, nombre d'accidents répertoriés et nombre de plaintes enregistrées.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Dans les années 1990, à la suite de plusieurs demandes des intervenants du milieu, le Ministère a haussé le niveau d'entretien hivernal de cette route, en passant d'une circulation sur fond de neige durcie (niveau 3) à une circulation sur une route partiellement dégagée (niveau 2).

Dès 2005, le Centre de services de Baie-Comeau, de la Direction générale de la Côte-Nord (DGCN), a entamé une réflexion sur les résultats réellement obtenus avec le niveau 2 sur la route 389. Au printemps 2012, la DGCN obtient les résultats de l'étude externe *Analyse des modes de gestion en viabilité hivernale et de leurs résultats sur la route 389*. Le mandat a été confié au prestataire de services NxStream Technologies.

Le constat de cette analyse va dans le même sens que le centre de services, c'est-à-dire que, malgré les efforts déployés et la bonne volonté, les exigences de déneigement ne sont pas réellement atteintes, car il y avait création de pièges sur la chaussée :

- présence de gadoue dans les courbes qui occasionnent des pertes de contrôle;
- en utilisant des techniques pour atteindre un niveau 2 et ayant un débit de circulation trop faible, la glace revient prématurément.

En ce qui a trait aux coûts, au cours des cinq dernières années, les montants octroyés en contrats de déneigement de la route 389 ont été relativement stables et similaires aux coûts d'entretien lorsque les exigences de déneigement sont passées du niveau 2 au niveau 3. L'objectif était davantage d'atteindre et de livrer le niveau de service annoncé aux usagers de la route.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 44**

**Titre**

État d'avancement de la phase 1 du plan d'action pour la réfection du pont Dubuc à Chicoutimi. Contrat pour l'évaluation de la capacité portante du pont Sainte-Anne comme solution potentielle pour désengorger le pont Dubuc.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- Le plan d'action pour la réfection du pont Dubuc et de ses approches annoncé le 28 février 2014 prévoit la réalisation d'une évaluation de la capacité structurale du pont Sainte-Anne qui appartient à ville de Saguenay.
- Une entente de collaboration avec la ville de Saguenay a été conclue le 10 novembre 2015 pour la réalisation de l'évaluation de la capacité structurale du pont Sainte-Anne. La Ville de Saguenay, à titre de gestionnaire et propriétaire de la structure Sainte-Anne, est maître d'œuvre dans le dossier de l'étude structurale, bien que le Ministère la finance.
- Le dépôt final de l'étude de capacité structurale du pont Sainte-Anne est prévu au cours de l'année 2018. L'étude de capacité portante du pont Sainte-Anne se veut très complexe. C'est pour cette raison que sa durée s'échelonne sur une longue période.
- Les résultats de l'étude permettront, notamment, de déterminer les possibilités d'utilisation de ce pont dans le cas où un plan d'urgence serait déployé ainsi que les interventions éventuelles requises sur la structure. En raison de l'envergure et de la complexité de l'étude de capacité structurale, le Ministère a apporté son expertise technique à la ville de Saguenay, notamment, lors des phases plus complexes de l'analyse structurale de l'ouvrage.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 45**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction de la route 199 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de reconstruction de la route 199 et d'alimentation en eau potable dans le village de Grande-Entrée découle d'une entente entre la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine et le Ministère. Le projet est maintenant réalisé à 99,9 %.

L'estimation des coûts pour la portion du projet relevant du Ministère est de 13,7 M\$.

Sommes investies en 2017-2018 : 33 300 \$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 46**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction du boulevard Sainte-Anne à Joliette :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le Ministère est retourné en appel d'offres public pour l'octroi du contrat de construction.

Sommes investies en 2017-2018 : 157 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 47

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction des ponts d'étagement du boulevard Lajeunesse à Saint-Jérôme :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de reconstruction des ponts d'étagement de l'autoroute 15, au-dessus du boulevard Lajeunesse à Saint-Jérôme, est terminé, à l'exception de certains travaux à effectuer au printemps 2018.

La construction était planifiée en trois phases de 2015 à 2017.

La phase 3 a débuté en juillet 2017 et s'est terminée en novembre 2017, conformément aux exigences contractuelles. Au cours de cette phase, le Ministère, a procédé à la construction des accès au pont P-18556E direction sud, puis à la démolition de l'ancienne structure de l'autoroute 15 Sud et de l'ancienne chaussée. Le réaménagement des bretelles d'accès au kilomètre 43 et l'asphaltage final de la chaussée ont également été effectués.

Somme investie en 2017-2018 : 7,01 M\$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 48**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction du pont d'étagement de l'autoroute 13 au-dessus de l'autoroute 40 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de reconstruction du pont de l'autoroute 13 au-dessus de l'autoroute 40 est rendu à l'étape de l'adjudication du contrat au plus bas soumissionnaire conforme.

En 2017-2018, le Ministère a réalisé les plans et devis pour les travaux et a envoyé le dossier en appel d'offres.

Sommes investies en 2017-2018 : 388 843 \$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 49**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection (maintien d'actifs) des tunnels Ville-Marie et Viger :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le Ministère a poursuivi en 2017-2018 les travaux amorcés en 2009 visant la réfection des tunnels Ville-Marie et Viger. Ces travaux consistaient principalement à réparer les murs des tunnels et à retirer les derniers paralumes du tunnel Viger.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 50

##### Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection du tunnel Dorval :

- a) État d'avancement du projet;
- b) Estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) État de situation de la sécurité du tunnel et liste et copie de tout rapport ou étude à ce sujet;
- d) Liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- e) Échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- f) Sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2017-2018, 122 000 \$ ont été dépensés.

Les travaux de remplacement des paralumes, de la réparation du tunnel et du remplacement de l'éclairage sont prévus dans un horizon de cinq ans. Un appel d'offres a été lancé pour la réalisation des avant-projets définitifs et des plans et devis.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 51

##### **Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur Dorval :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

##### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de réaménagement de l'échangeur Dorval consiste principalement à séparer les trafics locaux et autoroutiers par la création de liens directs entre l'autoroute 20 et l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal ainsi qu'entre les autoroutes 20 et 520. L'accès au transport collectif ainsi que la sécurité des piétons et des cyclistes seront également améliorés.

Le projet de l'échangeur Dorval – volet routier a été divisé en plusieurs lots de travail.

Le projet est inscrit au Plan québécois des infrastructures 2018-2028 dans la catégorie des projets en réalisation avec un budget autorisé de 344,2 M\$.

Activités réalisées en 2017-2018 :

- Construction partielle du pont au-dessus de l'autoroute 20 (culée et tablier est) et travaux sur les équipements de services publics (lot 21-B). Forage de la première gaine et raccordements des services municipaux (aqueduc, réseau sanitaire) et systèmes de transport intelligents.
- Construction des ponts d'étagement au-dessus des voies ferrées (P-11 et P-12) sans pile dans l'emprise ferroviaire (lot 28). Mises en service des liens directs entre le centre-ville via l'autoroute 20 et l'aéroport le 30 novembre 2017 et le 19 décembre 2017.
- Construction partielle de la bretelle D-3F (lien avec l'avenue Dorval) (lot 27-A). Démarrage des travaux en août 2017 et mise en service de la bretelle le 19 septembre 2017.

Sommes investies en 2017-2018 pour la totalité des lots du projet : 25,1 M\$.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION OFFICIELLE

#### Question 52

##### **Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection (maintien d'actifs) du tunnel Louis-Hippolyte-La-Fontaine :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

##### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

###### **Projet de réfection majeure du tunnel Louis-Hippolyte-La-Fontaine et travaux liés :**

Le projet de réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine et travaux liés est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique. Au printemps 2017, les autorités gouvernementales ont approuvé le dossier d'opportunité et autorisé la réalisation du projet en mode alternatif conception-construction-financement.

Activités réalisées en 2017-2018 :

- Finalisation du dossier d'opportunité;
- Production des études d'avant-projet;
- Préparation de l'appel de qualification;
- Début de l'élaboration du dossier d'affaires.

###### **Projet de maintien d'actifs :**

En 2017-2018, un imperméabilisant et un enduit de surface ont été appliqués sur les parois et le plafond du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine afin de protéger l'infrastructure du sel et autres contaminants.

De plus, le Ministère a poursuivi la préparation des études d'avant-projets dans le cadre d'un programme de maintien des actifs au tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 53**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actifs de l'échangeur Saint-Pierre :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Les travaux réalisés dans le cadre du projet de maintien des actifs de l'échangeur Saint-Pierre se poursuivront jusqu'au démarrage du projet de réfection majeure. Des travaux ont eu lieu au cours de l'automne 2017.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 54**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur des autoroutes 40 et 73 à Québec (Félix-Leclerc et Laurentienne) :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'échangeur Félix-Leclerc/Laurentienne est le plus achalandé de la grande région de Québec. La reconstruction des structures et le réaménagement de l'échangeur font l'objet du projet de reconstruction de l'échangeur entre les autoroutes Félix-Leclerc et Laurentienne.

**Travaux réalisés en 2017-2018 :**

Sur l'autoroute Félix-Leclerc (40)

- Asphaltage et travaux de finition

Sur l'autoroute Laurentienne (73)

- Reconstruction de la route et des bretelles
- Travaux de signalisation et d'éclairage
- Construction d'un bassin de rétention et de sédimentation (secteur nord-est)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 55**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection de l'autoroute Dufferin-Montmorency (440) à Québec :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;
- f) total des sommes investies pour chaque année financière depuis 15 ans sur l'autoroute.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Activités réalisées en 2017-2018**

En 2017-2018, des travaux d'éclairage et de plantation ont été réalisés sur le site de l'échangeur du boulevard Henri-Bourassa. Des réparations de dalles, de poutres et de piles de structures dans le secteur du boulevard Charest ont aussi été effectuées.

Sommes investies en 2017-2018 : 3,2 M \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 58**

**Titre**

État d'avancement du projet de réfection du tablier du pont de Québec :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de réfection du tablier du pont de Québec consiste à assurer la pérennité des voies routières et des aménagements pour le transport actif de ce pont. Ce projet majeur est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

En 2017-2018, le Ministère a poursuivi les études afin d'identifier la solution optimale à long terme pour le remplacement du tablier du pont.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 61**

**Titre**

État d'avancement du projet de réfection de la dalle du pont Laviolette à Trois-Rivières :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet consiste en la réfection de la dalle centrale au milieu du pont Laviolette et il est inscrit au Plan québécois des infrastructures dans la catégorie « à l'étude ».

L'étude d'opportunité a été complétée en date du 31 janvier 2018. Le dossier d'opportunité est en cours d'élaboration.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 62**

**Titre**

État d'avancement du projet de travaux de réparation de la charpente, de métallisation et de peinture sur le pont Pierre-Laporte :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Depuis 2005, le Ministère a entrepris certaines analyses sur la remise à niveau du système de protection des aciers du tablier. À la suite d'un relevé de dommages effectué en 2012 ainsi qu'une inspection générale en 2013, il a été convenu qu'une remise à niveau du revêtement de protection des aciers composant le tablier était requise.

Sommes investies en 2017-2018 : 13 778 000 \$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 63**

**Titre**

État d'avancement du projet de construction d'un nouveau pont sur la rivière Mistassini à Dolbeau-Mistassini :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisé ou commandé par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Activités réalisées en 2017-2018**

Les travaux de construction du nouveau pont au-dessus de la rivière Mistassini à Dolbeau-Mistassini sont en cours depuis le 21 novembre 2016.

En 2017, le Ministère a terminé les fouilles archéologiques, la construction des unités de fondation ainsi que l'installation des poutres qui forment le tablier.

Pour l'année 2018-2019, le Ministère poursuivra les travaux de construction de la dalle, des glissières de sécurité, de terrassement et d'asphaltage.

Le nouveau pont est construit parallèlement au pont existant pour maintenir le lien routier actuel durant les travaux.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 64**

**Titre**

État d'avancement du projet de construction d'une voie de contournement du quartier de L'Isle Maligne à Alma :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Activités réalisées en 2017-2018**

Le projet consiste à construire une voie de contournement dans un nouveau corridor d'une longueur de 4,8 kilomètres. Les travaux de construction ont débuté en avril 2017 et ils s'échelonneront sur quatre ans.

Pour l'année 2017-2018, les travaux consistaient à commencer la réalisation du terrassement de la partie hors corridor.

Sommes investies en 2017-2018 : 8 175 k\$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 65**

**Titre**

État d'avancement du projet de réfection de la structure de la route 138 au-dessus de la rivière Batiscan :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse,
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Un avant-projet préliminaire a été présenté au Ministère à l'automne 2017 par la firme SNC-Lavalin. Le rapport final sera déposé au printemps 2018. Un mandat de services professionnels sera octroyé au cours de l'année pour la préparation du projet.

Sommes investies en 2017-2018 : 311 743 \$

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 66

##### Titre

État d'avancement du projet de reconstruction de la côte Arsène Gagnon sur la route 138 aux Bergeronnes :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le Ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

##### **c) Liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le Ministère à ce jour**

- rapport final - Étude de construction de remblais et déblais - Nouveau tracé route 138-chaînages : 38+840 à 44+200 Les Bergeronnes, Révision 1, novembre 2017, Ministère;
- rapport final - Étude de tassement de remblais routiers - Nouveau tracé route 138 chaînages : 42+400 à 42+860 Les Bergeronnes, Révision 1, novembre 2017, Ministère;
- rapport final - Étude de fondation - Pont cours d'eau Gagnon – Nouveau tracé route 138 chaînages : 42+860 à 42+260 Les Bergeronnes, Révision 2, novembre 2017, Ministère;

##### **e) Bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2011 et prévisions pour 2018-2019**

Sommes investies en 2017-2018 : 18 938 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 67**

**Titre**

État d'avancement du projet de réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 171 à Lévis :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet ;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts ;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis ;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques s'il y a lieu**

Le projet global de réaménagement de l'échangeur 305 (A-20, Lévis) consiste à élargir la route 171 (route Lagueux), entre la rue Demers et les rues Industrielle et Saint-Jean, reconstruire trois structures dans ce secteur et réaménager les bretelles d'entrée et de sortie de l'A-20 Est. Le projet est sommairement évalué à 60 M\$.

Les plans et devis définitifs sont terminés depuis octobre 2017. L'appel d'offres public est conclu. Un contrat de 30 869 000 \$ a été signé le 12 mars 2018 avec l'entreprise EBC inc.

Les travaux ont débuté le 8 avril 2018.

Sommes investies en 2017-2018 : 1 816 000 \$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 68**

**Titre**

État d'avancement du projet de réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 173 à Lévis :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet ;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts ;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis ;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques s'il y a lieu**

**Activités réalisées en 2017-2018**

Le Ministère est maître d'œuvre d'une entente de collaboration avec la ville de Lévis pour réaliser une étude d'opportunité.

L'étude d'opportunité est en cours.

Un montant de 140 310 \$ a été investi en 2017-2018, dont 25 % sont assumés par la ville de Lévis.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 69**

**Titre**

État d'avancement du projet de recouvrement de l'autoroute Ville-Marie à Montréal :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

En avril 2016, le Ministère a amorcé les travaux de construction visant à recouvrir une section de 125 mètres de l'autoroute Ville-Marie entre l'avenue Hôtel-de-Ville et la rue Sanguinet, et ce, afin de permettre l'implantation d'une place publique par la Ville de Montréal dans le cadre du 375<sup>e</sup> anniversaire de Montréal. La place publique a été complétée et inaugurée lors d'une cérémonie le 17 novembre 2017.

Les sommes investies en 2017-2018 sont de 19,06 M\$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 70**

**Titre**

État d'avancement du projet de réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger (projet à l'étude au PQI):

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Ce projet est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique (projet à l'étude). D'ici la réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger, des interventions de maintien sont prévues.

**Activités en 2017-2018**

Les études requises à la planification du projet sont en cours.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 71**

**Titre**

État d'avancement du projet de réfection majeure de l'autoroute Métropolitaine à Montréal (projet à l'étude au PQI) :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de réfection majeure de l'autoroute Métropolitaine à Montréal est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Activités réalisées en 2017-2018 :

- Études d'avant-projet (secteurs Est et Ouest);
- Poursuite de l'élaboration du dossier d'opportunité.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 72**

**Titre**

État d'avancement du projet de réfection majeure de la structure de l'échangeur Des Sources à Pointe-Claire et Dorval :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

En 2016-2017, le Ministère a procédé à des inspections et à des études en vue d'évaluer la capacité portante des structures de l'échangeur Des Sources. À l'automne 2017, un contrat a été octroyé pour la préparation de l'avant-projet définitif et des plans et devis. Un relevé de dommages au terrain a été effectué révélant que des investigations supplémentaires doivent être exécutées sur les structures. Les travaux doivent être amorcés en 2020.

Sommes investies en 2017-2018 : 250 000 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 74**

**Titre**

État d'avancement du projet de réfection majeure du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine (projet à l'étude au PQI) :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question se retrouve à la question particulière du deuxième groupe d'opposition 52.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 75**

**Titre**

État d'avancement du projet de reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes entre Vaudreuil et Senneville (projet à l'étude au PQI) :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Activités réalisées en 2017-2018 :

- Finalisation de l'étude des solutions relatives au projet majeur du pont de l'Île-aux-Tourtes;
- Poursuite de la planification du projet.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE LA DEUXIÈME OPPOSITION OFFICIELLE**

**Question 76**

**Titre**

État d'avancement du projet d'amélioration de l'accès au port de Montréal :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'amélioration des accès au port de Montréal se divise en deux projets :

- Autoroute 25 – Optimisation du corridor, des accès au port et de l'échangeur Sherbrooke;
- Amélioration de l'accès au port de Montréal dans l'axe du boulevard L'Assomption.

**Autoroute 25 – Optimisation du corridor, des accès au port et de l'échangeur Sherbrooke**

Les objectifs du projet visent à diminuer le camionnage sur le réseau local en facilitant les liens entre le réseau autoroutier et le port de Montréal, optimiser les échanges entre l'autoroute 25, ses voies de desserte et la rue Sherbrooke, et sécuriser le déplacement des piétons et des cyclistes sur le réseau municipal. Le projet est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal. Une carte de localisation des travaux est en annexe.

Principales activités réalisées en 2017-2018 :

- Prolongement de la voie de desserte en direction nord (entre les rues Hochelaga et Sherbrooke) afin de permettre de séparer la circulation locale de la circulation de transit;
- Ajout d'une troisième voie sur l'autoroute 25 en direction sud entre l'entrée et la sortie de l'avenue Souigny;
- Ouverture d'un nouvel accès menant de la rue Notre-Dame à l'autoroute 25 en direction nord;
- Construction d'une piste multifonctionnelle sur la voie de desserte de l'autoroute 25 en direction nord;
- Réaménagement des bretelles de l'échangeur Sherbrooke (travaux à compléter en 2018).

**Amélioration de l'accès au port de Montréal dans l'axe du boulevard L'Assomption**

En 2017-2018, le Ministère et ses partenaires ont poursuivi les études pour la réalisation de ce projet.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 77**

**Titre**

État d'avancement du projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet entre Laval et Boisbriand :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le pont Gédéon-Ouimet est une infrastructure majeure pour la grande région de Montréal, plus de 135 000 véhicules l'empruntent quotidiennement. Le pont est sécuritaire et le Ministère réalise régulièrement des inspections de la structure et des travaux d'entretien afin d'assurer l'intégrité de l'infrastructure publique.

Le projet de réfection majeure du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand est à l'étude par le Ministère et il est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure.

En 2017-2018, le Ministère a poursuivi la planification du projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 78

<p><b>Titre</b></p> <p>État d'avancement du projet de reconstruction du pont Gouin entre Iberville et Saint-Jean-sur-Richelieu :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;</li><li>b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;</li><li>c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;</li><li>d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;</li><li>e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.</li></ul>								
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le projet de reconstruction du pont Gouin entre les secteurs Iberville et Saint-Jean, à Saint-Jean-sur-Richelieu, est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.</p> <p><b>Activités réalisées en 2017-2018</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Début des travaux en février 2017;</li><li>• Octroi du contrat de surveillance environnementale en mars 2017;</li><li>• Octroi du contrat de surveillance archéologique en mai 2017.</li></ul> <p><b>Avancement des travaux en 2017-2018, en date du 30 septembre 2017</b></p> <table border="1"><thead><tr><th>Infrastructures</th><th>Avancement</th></tr></thead><tbody><tr><td>Pont mobile</td><td>10 %</td></tr><tr><td>Pont fixe</td><td>35 %</td></tr><tr><td>Infrastructures municipales</td><td>85 %</td></tr></tbody></table>	Infrastructures	Avancement	Pont mobile	10 %	Pont fixe	35 %	Infrastructures municipales	85 %
Infrastructures	Avancement							
Pont mobile	10 %							
Pont fixe	35 %							
Infrastructures municipales	85 %							

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 79**

**Titre**

État d'avancement du projet de réfection du pont Pie-IX entre Montréal et Laval :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisé ou commandé par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de réfection du pont Pie-IX entre Montréal et Laval est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Le projet vise la réhabilitation du pont Pie-IX, incluant son réaménagement pour tenir compte de la nouvelle géométrie du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX, le raccordement avec la piste cyclable du carrefour Henri-Bourassa / Pie-IX et l'intégration d'une voie de transport collectif en site exclusif pour les besoins du projet de système rapide par bus en cours de planification.

**Activités réalisées en 2017-2018**

Les études requises à la planification du projet sont en cours.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 80**

**Titre**

État d'avancement du projet reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre (projet à l'étude au PQI) :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet majeur de réfection de l'échangeur Saint-Pierre est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Au cours de l'année 2017-2018, le Ministère a travaillé à l'avancement de l'étude d'opportunité du projet.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 81**

**Titre**

État d'avancement du projet de boulevard urbain de l'ouest de l'île de Montréal :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Il s'agit d'un projet de la ville de Montréal et le Ministère n'est pas responsable de son élaboration.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 82**

**Titre**

État d'avancement du projet de raccordement du boulevard Cavendish:

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Il s'agit d'un projet de la ville de Montréal. Le Ministère n'est pas responsable de son élaboration.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 86

##### Titre

L'étude comparative, finale et/ou préliminaire, entre un scénario de boulevard urbain et un scénario d'autoroute pour le projet de parachèvement de l'autoroute 19 à Laval et Bois-des-Filion, commandée par le ministre des Transports en réponse à une requête formulée par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dans son rapport déposé en mars 2015 et qui devait être remise au ministre à l'automne 2015.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de parachèvement de l'autoroute 19, avec deux voies de circulation plus une voie réservée au transport collectif, entre les autoroutes 440 à Laval et 640 à Bois-des-Filion, a été soumis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement. Ce processus environnemental est toujours en cours.

Voir les documents publiés sur le site du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) : [http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/autoroute\\_19-bois-des-filion\\_laval/documents/liste\\_cotes.htm](http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/autoroute_19-bois-des-filion_laval/documents/liste_cotes.htm)

Concernant les avis formulés en mars 2015 dans le rapport du BAPE, le Ministère a pris en compte celui mentionnant « qu'une analyse comparative plus approfondie est requise entre les scénarios d'autoroutes à deux voies et ceux de boulevards urbains, y compris celui avec carrefours plans et échangeurs ».

En août 2016, le Ministère a déposé le document *Analyse des avis de la commission d'enquête du BAPE* auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

À partir des premiers constats, et en réponse au rapport du BAPE qui traduit les préoccupations du milieu, le Ministère a effectué d'autres analyses afin de bonifier davantage l'offre de transport collectif du secteur (covoiturage et véhicules électriques).

Ces analyses supplémentaires ont été complétées et les résultats ont été pris en considération dans l'élaboration du dossier d'opportunité. Ce dossier d'opportunité permet aux autorités gouvernementales d'évaluer le projet et de confirmer la solution optimale à long terme.

Le processus environnemental sera complété à la suite de la décision gouvernementale quant à la solution optimale à mettre en œuvre par l'émission d'un décret qui fixera des conditions environnementales à intégrer au projet.

Le projet est inscrit au Plan québécois des infrastructures 2018-2028 dans la catégorie des projets « en planification ».

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 88

##### Titre

Concernant le Pont Champlain :

- a) liste et copie des études réalisées relativement à l'état du Pont Champlain et à son remplacement;
- b) état de situation et d'avancement du projet d'aménagement d'un système de transport en commun sur le futur pont, incluant l'échéancier prévu et les coûts engagés par le ministère ; prévisions pour 2018-2019;
- c) concernant le bureau des partenaires et les comités mis en place pour le Pont : liste et dates des rencontres depuis 2015-2016, personnes présentes, agendas, procès-verbaux, coûts associés, et échéancier des rencontres prévues en 2018-2019.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

##### a) Études relatives à l'état du pont Champlain actuel; voir :

Ce dossier relève du gouvernement fédéral.

##### b) Projet d'aménagement d'un système de transport en commun sur le futur pont

Le projet de transport collectif relève de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), plus particulièrement de sa filiale CDPQ Infra qui a présenté, le 8 février 2018, la version définitive du projet de Réseau express métropolitain.

##### c) Activités du Bureau des partenaires et autres comités mis en place pour le pont

- le Bureau des partenaires n'est plus actif.
- un sous-comité de Mobilité Montréal, Mobilité Turcot-NPSL, a été formé afin de coordonner les entraves des deux mégaprojets et de limiter l'impact des travaux sur les usagers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 92

**Titre**

Liste détaillée des contrats de reconstruction d'infrastructures routières octroyés par le ministère avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, pour 2017-2018.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Les reconstructions d'infrastructures routières sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 94 a)

<p><b>Titre</b></p> <p>Bilan et coûts totaux détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :</p> <p>a) Prolongement de l'autoroute 20 entre Cacouna et Notre-Dame-des-Neiges.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>L'investissement en 2017-2018 de 53 000 \$ a permis principalement de finaliser certains dossiers d'acquisition et de procéder à la fermeture de contrats.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 94 b)**

**Titre**

Bilan et coûts totaux détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

b) Réaménagement de la route 185 – Phases I et II (ventiler par phases).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet est complété depuis 2015. Aucune activité n'a été réalisée pour les phases I et II en 2017-2018.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 94 c)**

**Titre**

Bilan et coûts totaux détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- c) Prolongement de l'autoroute 410 – Phase I (contournement sud de Sherbrooke).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 39.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 94 d)**

<p><b>Titre</b></p> <p>Bilan et coûts totaux détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :</p> <p>d) Étude de la réfection majeure de la structure de l'échangeur des Sources à Pointe-Claire et Dorval.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question 72 du deuxième groupe d'opposition.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 94 e)**

**Titre**

Bilan et coûts totaux détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- e) Construction d'une voie de contournement de Longue-Rive (route 138).

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de contournement de la route 138 à Longue-Rive comprend la construction d'une voie de contournement d'une longueur de huit kilomètres et la construction d'un pont au-dessus de la rivière Sault au Mouton. Ce projet vise à améliorer la sécurité des citoyens et des usagers de la route ainsi qu'à améliorer la fluidité de la circulation. La route de contournement est terminée depuis 2015.

Sommes investies en 2017-2018 : 4 695 304 \$ (travaux de terrassement sur terrains desservis et règlement de réclamations).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 94 f)**

**Titre**

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- f) Élargissement de l'autoroute 73 entre Ste-Marie et St-Joseph-de-Beauce – Phase II.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 94 g.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 94 g)**

**Titre**

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

g) Prolongement de l'autoroute 73 entre St-Joseph-de-Beauce et Saint-Georges.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

En 2016-2017, les travaux sur le dernier tronçon du prolongement de l'autoroute 73, situé dans la municipalité de Beauceville, ont été exécutés, ce qui a permis l'ouverture à la circulation des 17,7 kilomètres d'autoroute entre les villes de Saint-Georges et Beauceville depuis 2016.

En 2018, il restera à réaliser les travaux d'aménagement paysager et à faire leur entretien, mais ceux-ci n'auront pas d'impact sur la gestion de la circulation.

Sommes investies en 2017-2018 : 1,9 M\$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 94 h)**

**Titre**

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- h) Maintien d'actifs sur les structures de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 30 à Boucherville.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Pour le projet de reconstruction des ponts de l'autoroute 30 au-dessus de l'autoroute 20 à Boucherville, les activités réalisées en 2017-2018 sont les suivantes :

- travaux électriques;
- travaux d'entretien d'aménagement paysager.

Sommes investies en 2017-2018 : 464 405 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 96

<p><b>Titre</b></p> <p>Bilan détaillé des actions entreprises par le Ministère afin de remédier à sa perte d'expertise : liste des actions et/ou projets mis en œuvre, incluant les coûts, les résultats, les échéanciers, les effectifs concernés. Bilan du Plan d'attraction et de fidélisation du personnel pour 2016-2017 et 2017-2018.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le Programme d'attraction et de fidélisation du personnel, lancé en mai 2012, a été remplacé à l'été 2017, par la Stratégie d'attraction du personnel 2017-2020. Cette nouvelle stratégie a pour objectif de rendre disponible un bassin de candidats afin de pourvoir les postes vacants au Ministère.</p> <p>Cette stratégie vise cinq grandes cibles définies en fonction des besoins du Ministère et des particularités des groupes visés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Étudiants et/ou finissants;</li><li>• Travailleurs spécialisés et/ou d'expérience;</li><li>• Candidats pour les postes en région ciblée ou éloignée;</li><li>• Candidats déjà qualifiés et/ou à l'emploi de la fonction publique;</li><li>• Tous candidats confondus.</li></ul> <p>De plus, certains domaines-clés sont au cœur des priorités et les particularités régionales sont prises en compte dans la présente stratégie.</p> <p><b>Les actions nouvellement développées dans le cadre de la Stratégie d'attraction du personnel :</b></p> <p>La Stratégie d'attraction du personnel 2017-2020 est constituée de dix-sept mesures d'attraction. L'un de ce plan a notamment pour objectif de renforcer l'expertise interne dans les domaines-clés qui ont été identifiés dans le cadre des travaux du chantier 7 de la transformation organisationnelle.</p> <p>Chaque année, un plan d'action est élaboré afin d'évaluer les besoins de main-d'œuvre et la proposition de nouvelles actions s'effectue en fonction des difficultés d'attraction rencontrées et des priorités ministérielles établies.</p> <p>Cette année, vingt actions concrètes ont été réalisées en fonction des priorités établies. On retrouve entre autres la participation du Ministère à différentes <i>Journées de l'emploi</i> en technologies de l'information, des séances d'information destinées aux intervenants des organismes en employabilité (clientèle immigrante), la formation des utilisateurs de la Solution de dotation en ligne, le déploiement d'une stratégie de communication à l'interne pour faire connaître les processus de qualification particulier, etc.</p> <p><b>Les actions en continuité dans le cadre de la Stratégie d'attraction du personnel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Campagne Bâtisseurs recherchés : campagne publicitaire déployée dans les médias traditionnels et sociaux reconduite pour une sixième année.</li><li>• Développer un réseau d'échange avec les établissements d'enseignement : l'objectif de ce mandat est d'établir ou de renforcer la communication avec les établissements d'enseignement afin de partager mutuellement de l'information et favoriser l'émergence des bonnes pratiques et stratégies en matière de formation, d'attraction et de perspectives d'emplois.</li><li>• Activités promotionnelles des emplois : D'ici la fin de l'année financière, deux autres activités promotionnelles se réaliseront pour un total de trente-deux événements réalisés sous la coordination de la Direction générale des ressources humaines.</li></ul>

- Opérations de recrutement pour les ingénieurs et les techniciens des travaux publics (TTP) :  
Pour l'année financière 2017-2018 et en date du 28 février 2018, trois processus de qualification pour les emplois d'ingénieurs et de TTP ont fait l'objet d'affichage par le Ministère :
  - un processus de qualification pour les ingénieurs, grade stagiaire (ingénieur junior);
  - un processus de qualification pour les ingénieurs, grade 1(ingénieur en titre);
  - un processus de qualification pour les TTP, classe nominale.

**Le suivi de l'ajout de 970 ETC :**

Portrait des résultats au 28 février 2018, au regard du Plan d'action concertée pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption :

- 838 des 970 postes comblés ;
- 33 postes en processus de dotation ;
- 369 postes d'ingénieurs;
- 271 postes de techniciens des travaux publics;
- 48 % des ingénieurs et 72 % des TTP détiennent plus de cinq ans d'expérience;
- postes principalement affectés à la réalisation des activités relatives à la connaissance, au maintien et à l'amélioration du réseau routier.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 97**

**Titre**

Concernant les conditions de travail spécifiques aux ingénieurs :

- a) total et détail des coûts de chaque prime d'embauche aux ingénieurs pour chacune des 5 dernières années financières;
- b) copie de la note de service produite par le ministère concernant la fin de ces primes;
- c) évaluation du ministère concernant l'impact de la fin des conditions de travail spécifiques aux ingénieurs le 30 mars dernier.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 98

##### Titre

Liste détaillée de toutes les entreprises ou prestataires de services (incluant les sous-contractants) ayant obtenu un rapport de rendement insatisfaisant et ayant été déclarées inaptes/inadmissibles à contracter avec le ministère pour l'année 2016-2017 et 2017-2018, incluant la raison et la ou les dates.

Fournir également la liste des entreprises qui, en 2016-2017 et 2017-2018, ont pu recommencer à contracter avec le Ministère, incluant la raison et la ou les dates.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dans l'objectif de mesurer la qualité des travaux des entrepreneurs et des services rendus par les prestataires, le Ministère produit une évaluation du rendement pour :

- tout contrat dont le montant initial est de 100 000 \$ et plus;
- tout contrat en ingénierie des ponts et en génie routier dont le montant est de 25 000 \$ et plus;
- tout contrat lorsque le rendement est jugé insatisfaisant.

Lorsqu'une entreprise obtient une évaluation du rendement insatisfaisant, le Ministère se réserve le droit de refuser pour une période de deux années, toute soumission présentée pour tout contrat de même nature. Le Ministère rend également inadmissible une entreprise qui tente d'intervenir à titre de sous-traitant sur une portion de travaux de même nature que ceux ayant conduit à un rapport de rendement insatisfaisant.

Afin de permettre aux adjudicataires d'effectuer un choix éclairé en ce qui concerne les entreprises, le Ministère rend disponible sur son site Internet la liste des entreprises ayant fait l'objet d'un rapport de rendement insatisfaisant.

Du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 1<sup>er</sup> mars 2018, le Ministère a déclaré inadmissibles les cinq entreprises suivantes :

- Camion Denis Lefebvre inc.;
- Les Entreprises Samuel Veilleux inc. (Clôture Veilleux);
- Aubé, Christian (Aubé pelouse);
- 9130-8528 Québec inc. (Les Entreprises Pro-Jep);
- Gazon court inc.

Du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 1<sup>er</sup> mars 2018, la période d'inadmissibilité des quatre entreprises ci-dessous a pris fin et ces dernières ont pu recommencer à conclure des contrats avec le Ministère :

- Neault Solutions inc. (Les Engrais Neault inc.);
- 9208-1546 Québec inc. (Balai tech plus);
- Balai Mécanique Trois-Rivières (9251-9891 Québec inc.);
- Construction Val-d'Or Ltée.

La liste des entreprises est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/entreprises-partenaires/entreprises-reseaux-routier/Documents/evaluation-rendement/ListeEntrepreneursPrestatairesRendementInsatisfaisant.pdf>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 100

<b>Titre</b>		
Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), indiquer :		
a) La liste des travaux réalisés par circonscription électorale pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;		
b) Le détail des sommes le constituant et les prévisions pour 2018-2019 ainsi que la répartition par durée d'amortissement;		
c) Les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts pour 2017-2018 et par durée d'amortissement et estimation pour 2018-2019.		
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>		
Dépenses et investissements du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)*		
<u>Poste budgétaire</u>	<u>Amortissement</u>	<u>2017-2018</u> <u>(Prévisions)</u>
Conservation des chaussées		
• non-capitalisable	comptant	30 448,1
• capitalisable	25 ans	474 720,2
Conservation des structures		
Réseau supérieur		
• non-capitalisable	comptant	39 754,2
• capitalisable	36 ans	1 010 102,4
Réseau Local		
• non-capitalisable	comptant	5 119,9
• capitalisable	38 ans	86 027,0
Amélioration		
• non-capitalisable	comptant	31,4
• capitalisable	27 ans	199 400,2
Développement		
• non-capitalisable	comptant	2 147,8
• capitalisable	39 ans	135 163,4
Développement de T.I.	5 ans	10 363,3
Activités indirectes	comptant	142 369,1
Partenariats public-privé	40 ans	-
Contributions de partenaires	43 ans	39 143,8
Entretien du réseau	comptant	560 332,9
Aide au transport en commun	comptant	974 159,5
Parcs routiers		
• non-capitalisable	comptant	15 665,2
• capitalisable	32 ans	7 375,0
Contribution des automobilistes au transport en commun	comptant	87 038,3
Véhicules hors routes	comptant	16 173,4
Équipement et développement de TI	5 ans	6 765,3
* Exclut les dépenses d'amortissement et de service de dette		
*Les données du tableau sont présentées en M\$.		

Sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts

**Prévision 2017-2018**

<u>Poste budgétaire</u>	<u>Amortissement</u>	<u>Intérêts</u>	<u>Total</u>
Conservation des chaussées	440 991,5	189 493,7	630 485,2
Conservation des structures			
• réseau supérieur	312 283,6	225 978,5	538 262,1
• réseau local	69 178,5	49 400,5	118 579,0
Amélioration	112 046,6	40 557,6	152 604,2
Développement	205 509,6	156 389,8	361 899,4
Routes antérieures à 1997	37 448,4	s.o.	37 448,4
Parcs routiers	2 045,9	1 289,6	3 335,5
Équipement et développement en ressources informationnelles	19 289,1	2 893,4	22 182,5

Les données présentées sont en M\$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**Question 102**

**Titre**

Bilan du Fonds de gestion de l'équipement roulant :

- a) État de situation au 31 mars 2018;
- b) Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds;
- c) Liste ventilée des activités financées par le Fonds pour chaque année financière depuis 2010.
- d) Pour chaque année financière depuis 2010, surplus accumulés par le Fonds virés au fonds général.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Principales activités réalisées en 2017-2018 par le Fonds de gestion de l'équipement roulant :**

- location clés en main de véhicules et d'équipements;
- réparation et entretien des véhicules et d'équipements;
- fourniture de carburant;
- services-conseils en gestion de parc.

**Prévisions pour 2017-2018 :**

- Revenus :        115 704 475 \$
- Dépenses :      114 256 475 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 104

**Titre**

Bilan des Programmes d'aide suivants:

- 1) Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire en matière de réduction des émissions de GES (PETMAF);
- 2) Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal;
- 3) Programme d'aide financière aux services de traverses maritimes;
- 4) Programme de soutien aux investissements dans les infrastructures de transport maritime;
- 5) Programme de subventions aux véhicules collectifs accessibles;
- 6) Programme d'aide au développement du transport collectif (aide au transport collectif);
- 7) Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes;
- 8) Écocamionnage;
- 9) Programme de soutien à la réalisation de projets de démonstration de taxis électriques.

Pour chacun de ces programmes :

- a) État de situation au 31 mars 2017 et 31 mars 2018;
- b) Liste et détail de toutes les demandes déposées et actuellement à l'étude;
- c) Liste des subventions accordées dans le cadre du programme pour chaque année financière depuis sa mise en place, incluant les bénéficiaires, le montant accordé, les dates, la nature du projet financé ;
- d) Liste et détail de toutes les sommes réduites, annulées et/ou remboursées au ministère, s'il y a lieu.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information demandée a une portée trop large et résulterait en une liste trop volumineuse pour être divulguée dans cette réponse. Cette liste, complète ou partielle, pourra être obtenue sur demande auprès du Service de l'éthique et de l'accès à l'information du Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 107

**Titre**

Liste complète et détaillée de tous les immeubles (terrains, bâtiments, immeubles excédentaires) dont le ministère est actuellement propriétaire, incluant l'année d'acquisition, le coût à l'achat, la valeur actuelle et, s'il y a lieu, les revenus de location.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La liste complète de tous les immeubles du Ministère, qui comprend des terrains, des bâtiments et des immeubles excédentaires, est trop volumineuse pour être divulguée dans cette réponse. Cette liste, complète ou partielle, pourra être obtenue sur demande auprès du Service de l'éthique et de l'accès à l'information du Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 109

<p><b>Titre</b></p> <p>Liste et détail de tous les baux pour les espaces occupés par le ministère en 2017-2018, incluant la liste de tous les baux auxquels le ministère a mis fin (en indiquant les dates de début et fin de location, la raison et le coût du bail lors de la cessation).</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question se trouve à la réponse de la question générale 17.</p>

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 112

##### Titre

Concernant la flotte du ministère des Transports du Québec et des directions territoriales :

- a) évolution du nombre total de la flotte, ventilée par type de véhicules et par direction territoriale et/ou direction du ministère, pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2018-2019;
- b) coûts d'acquisition, de location et d'entretien pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2018-2019.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

###### Nombre total de véhicules

Au 5 mars 2018, le Ministère utilisait 4 765 véhicules et équipements connexes, incluant ceux utilisés par le Fonds de gestion de l'équipement roulant (FGER).

###### Coûts d'acquisition, de location et d'entretien en 2017-2018

Au 31 mars 2018, le FGER prévoit déboursier 25,8 M\$ pour l'acquisition de véhicules et équipements connexes pour les besoins du Ministère.

Au 31 mars 2018, le Ministère prévoit déboursier 54,4 M\$ au FGER en frais de location de véhicules et équipements connexes.

Les coûts d'entretien assumés par le FGER pour les véhicules et équipements connexes utilisés par le Ministère sont estimés à 16,3 M\$ au 31 mars 2018. Ces coûts d'entretien sont inclus aux frais de location.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 115

##### Titre

Nombre de voitures électriques à basse vitesse (VBV) de type ZENN circulant présentement sur les routes du Québec en vertu du projet pilote autorisé par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en juin 2008. Fournir :

- a) l'échéancier et les coûts initiaux, actuels et prévus du projet pilote;
- b) l'état de situation du projet pilote et les constats tirés;
- c) le nombre de véhicules inscrits qui peuvent continuer à circuler sur les chemins publics;
- d) l'état d'avancement des travaux visant à permettre un nouvel encadrement.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

##### a) Échéancier

###### 2008-07-17

- Début du projet pilote pour trois ans (AM 2008-07);
- Deux fabricants : 27 Zenn (petite voiture) et 26 Nemo (petit camion);
- Avant la fin, les deux fabricants cessent la production.

###### 2011-06-17

- Prolongation du projet pilote de deux ans (AM 2011-09);
- Ajout de trois manufacturiers et distributeurs et reprise du Nemo par une autre entreprise;
- Participants : 27 Zenn, 31 Nemo, 21 Kargo (petit camion), 3 GEM (petite voiture), 1 CEV (petit camion).

Total : 83 participants.

###### 2013-07-16

- Fin du projet pilote (abrogation de AM 2011-09).

###### 2013-07-17

- Interdiction d'accès temporaire (180 jours) aux chemins publics pour les véhicules à basse vitesse (VBV) à l'exception de ceux inscrits au projet pilote, avec période de réception des commentaires de tout intéressé (AM 2013-09).

###### 2013-11-01

- Annonce de la Stratégie d'électrification des transports 2013-2017 du gouvernement du Québec impliquant la circulation des VBV (avec des normes de sécurité supplémentaires).

###### 2014-01-13

- Interdiction d'accès permanente aux chemins publics pour les VBV, à l'exception de ceux inscrits au projet pilote (AM 2013-17) d'ici à ce que soit modifié le Code de la sécurité routière (CSR) pour les permettre, sous réserve de normes de sécurité additionnelles.

##### Coûts du projet pilote

Les coûts engendrés sont ceux de l'effectif à temps complet consacré à la mise en place et au suivi du projet pilote de même que pour à l'étude des résultats.

**b) État de situation du projet pilote et constats**

Le projet pilote a pris fin le 16 juillet 2013. Les véhicules inscrits peuvent toutefois continuer à circuler sur les chemins publics aux mêmes conditions (règles de circulation et équipements de sécurité).

Deux accrochages mineurs ont été rapportés, mais ils n'ont pas causé de dommage corporel.

Deux collectes d'information ont été effectuées (sous forme de sondages) auprès des participants (2010 et 2012).

L'analyse des commentaires et réponses ainsi que l'intérêt de plusieurs entreprises à investir dans cette industrie permettent de conclure que :

- la fabrication des VBV constitue un secteur de niche en émergence, dont la clientèle actuelle est presque exclusivement industrielle et institutionnelle;
- le Québec possède également plusieurs constructeurs de VBV et de nouveaux projets sont en développement.

**c) Nombre de véhicules inscrits qui peuvent continuer à circuler sur les chemins publics**

83

**d) État d'avancement des travaux visant à permettre un nouvel encadrement**

- Afin de permettre à l'industrie de trouver un marché au Québec, une modification au CSR a été adoptée pour permettre aux VBV de circuler sur certains chemins publics du Québec, sous réserve de normes de sécurité additionnelles.
- Le Règlement sur les véhicules à basse vitesse est entré en vigueur le 19 juillet 2017.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 117**

**Titre**

Concernant le projet d'une Agence des Transports :

- a) Copie de toute étude, rapport, analyse, avis ou autres documents réalisés ou commandés par le ministère concernant la création d'une Agence en 2017-2018;
- b) Liste des personnes ou groupes consultés à ce sujet ;
- c) Effectifs du ministère affectés à la préparation de la création d'une Agence en 2017-2018 s'il y a lieu;
- d) Les plus récentes estimations des coûts de la création d'une Agence ;
- e) Les plus récentes estimations des économies générées par la création d'une Agence;
- f) Les plus récentes estimations des effectifs nécessaires pour opérer une Agence.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question est non pertinente pour l'Étude des crédits 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 120

**Titre**

Liste et détail des visites ou rencontres avec l'UPAC en 2017-2018 en indiquant : les dates, les dossiers visés, les personnes rencontrées, la direction concernée, la région.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La collaboration entre le Ministère et l'Unité permanente anticorruption se poursuit au moyen d'un partage d'informations dans le but de lutter, notamment, contre la fraude, la collusion et la corruption.

Cette collaboration témoigne de la volonté du Ministère de partager l'information afin de renforcer la surveillance des marchés publics.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 123**

**Titre**

Liste et copie de tous les rapports, études, avis ou autres concernant le covoiturage commercial et ses impacts. État d'avancement des travaux effectués par le ministère sur cette question et liste des rencontres avec les organismes et entreprises de covoiturage commercial.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 124

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de remplacement des voitures (MR-63) du métro de Montréal :

a) état d'avancement du projet;

b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;

c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;

d) échéancier des travaux (par phase);

e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le nombre de trains Azur livrés entre le 1<sup>er</sup> avril 2017 et le 22 février 2018 est de 21. Notons qu'un train Azur a été livré entre le 28 février 2017 et le 1<sup>er</sup> avril 2017 (non comptabilisé dans l'Étude des crédits 2017-2018). Les trains Azur permettront de remplacer les trains MR-63 qui ont atteint leur durée de vie utile théorique de 40 ans entre 2016 et 2020.

À ce jour, 37 trains Azur, sur les 52 commandés, ont été livrés. Le dernier des 52 trains Azur devrait être en service à compter de septembre 2018. Au 30 décembre 2017, l'état d'avancement financier des dix volets du projet était le suivant :

%

• matériel roulant :

67,60

• modification à l'atelier Petites révisions Youville :

100,00

• modification à l'atelier Grandes révisions Youville :

86,80

• adaptation des quais :

100,00

• système radio large bande :

97,20

• simulateur de conduite :

100,00

• modifications aux équipements fixes et infrastructures :

98,90

• matériel didactique :

100,00

• gestion de la maintenance assistée par ordinateur :

82,70

• modification autres garages et ateliers :

100,00

Le pourcentage du budget utilisé pour l'ensemble des volets est de 65,1 % au 30 décembre 2017.

Le coût du projet, tel qu'inscrit au Plan québécois des infrastructures 2017-2027, est de 2,192 G\$. Les dépenses engagées par la Société de transport de Montréal au 30 décembre 2017 sont d'environ 496,9 M\$, incluant les taxes et frais financiers.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 125**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de la vie utile des voitures (MR-63) du métro de Montréal :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 124.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 126**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet Programme Réno-Systèmes du métro de Montréal :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet (par phase);
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Au 27 janvier 2018, l'avancement du projet pour la phase 3 est de 73,6 % et celui pour la phase 4 est de 10 %.

Les dépenses engagées par la Société de transport de Montréal en 2017-2018 pour la phase 3 sont approximativement de 37,6 M\$ et de 25,5 M\$ pour la phase 4, taxes et frais financiers inclus.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 127

##### **Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet Programme Réno-Infrastructures du métro de Montréal :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet (par phase);
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

##### **Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La phase 1 du programme Réno-infrastructures est composée de 68 livrables. Au 31 décembre 2017, 57 livrables sont terminés, 9 sont en cours et 2 restent à entreprendre.

Au 31 décembre 2017, l'avancement des travaux est de 87,9 % (avancement physique).

La phase 2 est composée de 38 livrables. Au 31 décembre 2017, 2 livrables sont terminés, 25 sont en cours et 11 restent à entreprendre.

Au 31 décembre 2017, l'avancement des travaux est de 7,8 % (avancement physique). Les activités d'ingénierie ont débuté en 2016-2017.

##### **Sommes investies en 2017-2018**

Au 31 décembre 2017, la Société de transport de Montréal avait investi une somme de 22 M\$ pour la phase 1 et de 16,5 M\$ pour la phase 2. Les travaux en cours ou terminés touchent, notamment, les stations Atwater, Laurier, Papineau, Sauvé, Crémazie, Beaudry, Honoré-Beaugrand, Henri-Bourassa et De Castelnau. Ces travaux comprennent la réfection des drains sanitaires et de sept structures auxiliaires.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 128**

**Titre**

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection de la station Berri-UQAM :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet (par phase);
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de réfection de la station Berri-UQAM est composé de douze livrables. Au 30 novembre 2017, neuf livrables sont terminés et trois sont en cours.

Au 30 novembre 2017, l'avancement des travaux était de 99,2 % (avancement physique).

Les travaux se sont poursuivis en 2017 pour la réfection partielle de la mezzanine et de deux édicules. Ces travaux concernent la démolition de la dalle structurale, le bétonnage de la dalle structurale et l'escalier, le recouvrement des finis de plancher et de murs, les travaux sur les plafonds et l'éclairage, la pose de luminaires, les travaux de finition du puits de ventilation naturelle.

Au 31 décembre 2017, la Société de transport de Montréal a versé environ 15,1 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 129

<

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 132**

**Titre**

État d'avancement du projet du tunnel Vendôme et de nouvelles passerelles au Pôle multimodal Vendôme :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Pour des raisons démographiques et en raison de l'ouverture du campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (CUSM), l'achalandage au pôle multimodal Vendôme devrait passer de neuf millions en 2008 à 18 millions en 2021.

En octobre 2010, un partenariat entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT), la Société de transport de Montréal (STM) et le CUSM a été mis en place pour élaborer différents scénarios, combinant des mesures transitoires et permanentes, afin de relier le pôle multimodal Vendôme au CUSM. Le Ministère a également participé à ce partenariat.

La solution permanente consiste à aménager un nouvel édicule à la station de métro Vendôme et à construire un nouveau tunnel qui servira de lien piétonnier reliant cet édicule à la gare de trains Vendôme et au complexe hospitalier du CUSM ainsi qu'au boulevard Maisonneuve Ouest. Au total, cinq ascenseurs seront installés afin de faciliter les déplacements à l'intérieur de ce pôle intermodal et vers le CUSM.

Les travaux de construction ont débuté à l'automne 2017 et la STM envisage de les finaliser à l'hiver 2020.

En 2017-2018 : 12,5 M\$ ont été consacrés à la finalisation des plans et devis et au début des travaux de construction et de raccordement du lien piétonnier du CUSM-AMT.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 133

##### Titre

État d'avancement du projet de construction du centre d'entretien de train de banlieue Pointe Saint-Charles :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet ;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis ;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dans le but d'assurer la qualité de son service de trains de banlieue et son développement éventuel, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) a planifié la construction, à Pointe-Saint-Charles, d'un centre d'entretien pour certains de ses trains de banlieue. Cet espace sera dédié à l'entretien et la maintenance de son matériel roulant circulant sur le réseau du Canadien National et viendra combler une lacune pour l'organisation. En effet, bien que l'AMT soit l'agence de transport nord-américaine opérant un réseau de trains de banlieue située la plus au nord, elle est la seule à ne pas disposer d'installation lui permettant d'effectuer l'entretien de son matériel roulant à l'abri de conditions climatiques parfois difficiles.

La réalisation du centre d'entretien Pointe-Saint-Charles (CEPSC) par l'AMT constituait une condition essentielle au maintien de la qualité de la prestation du service de trains de banlieue pour sa clientèle. Depuis juin 2017, la nouvelle gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal est mise en place. En conséquence, le Réseau de transport métropolitain (RTM) a succédé à l'AMT dans la gestion de ce projet.

À la suite de l'annonce par CDPQ Infra, filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec, du projet du Réseau express métropolitain (REM) en avril 2016, le Ministère a demandé à l'AMT de surseoir à toute activité du CEPSC et de revoir la portée du projet initial pour le convertir en un centre d'entretien mixte, adapté aux besoins de l'AMT et du REM.

En conclusion d'analyse, CDPQ Infra a indiqué, à l'été 2017, qu'elle n'envisageait plus de faire l'entretien de ses trains au CEPSC mais prévoyait plutôt le faire à Saint-Eustache. Le Ministère a pris connaissance des conclusions de CDPQ Infra relativement à l'analyse menée pour l'entretien de leur matériel roulant. En vue d'assurer une gestion optimale des fonds publics, le Ministère travaille avec le REM pour évaluer les avenues possibles qui permettront de finaliser le Centre d'entretien Pointe-Saint-Charles et de répondre à l'ensemble des besoins en matière d'entretien du matériel roulant incluant celui de la ligne de trains de banlieue de Mascouche.

- a) Échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet
  - La date de mise en service sera connue une fois la nouvelle portée du projet arrêtée.
  - 80 % des travaux complétés à l'automne 2017;
- b) Estimation des coûts
  - 320,7 M\$ (projet original);
  - Le coût sera révisé une fois la portée du projet arrêtée.
- d) État d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis (du projet original)

Le projet est en révision pour tenir compte de sa nouvelle portée.
- e) Sommes investies

Au 31 décembre 2017 : 50,9 M\$ investis par le RTM.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 134

<p><b>Titre</b></p> <p>État de situation du Programme Réno-tunnel :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;</li><li>b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;</li><li>c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;</li><li>d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;</li><li>e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.</li></ul>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>À la suite de l'entente commerciale conclue en janvier 2015 entre le gouvernement du Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). La CDPQ infra a présenté, en avril 2016, le projet du Réseau express métropolitain (REM) qui englobe la desserte de l'Ouest de l'Île et de l'aéroport, l'axe de la ligne de train de banlieue Deux-Montagnes et la desserte centre-ville de Montréal/Brossard par le nouveau pont Champlain. Le REM impliquera l'usage du tunnel Mont-Royal.</p> <p>En août 2016, le Ministère a demandé à l'Agence métropolitaine de transports de suspendre les activités concernant l'élaboration du dossier d'affaires de la phase 2 du projet Réno-Tunnel, mais de compléter les intrants techniques du projet, notamment, les plans et devis définitifs afin de les transmettre à la CDPQ Infra.</p> <p>La CDPQ Infra est responsable de ce dossier depuis la fin de l'automne 2016 et il est maintenant intégré au dossier REM.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 135**

**Titre**

État d'avancement du projet d'acquisition de nouvelles voitures de train de banlieue :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet ;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis ;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

**Explication et statistiques (s'il y a lieu)**

Créés le 1<sup>er</sup> juin 2017, l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et le Réseau de transport métropolitain (RTM) sont des organisations hors périmètre comptable gouvernemental. La gestion et l'administration de ces deux organisations ne relèvent pas du gouvernement.

Une demande faite en vertu de la Loi d'accès à l'information peut être transmise à l'ARTM et au RTM pour d'obtenir les informations demandées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 136

**Titre**

État d'avancement du projet d'implantation d'un service rapide par bus - Axe Pie-IX entre Montréal et Laval :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet de service rapide par bus consiste en la mise en place de voies réservées permanentes à haut niveau de service sur le boulevard Pie-IX entre Laval et Montréal sur 11 kilomètres incluant dix-sept stations (deux à Laval et quinze à Montréal). Ce projet permettra la circulation des autobus entre le boulevard Saint-Martin à Laval et la station de métro Pie-IX (avenue Pierre-De Coubertin) à Montréal.

Le projet est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs en infrastructure publique. Ce projet est inscrit dans la catégorie des projets de transport « en planification » au Plan québécois des infrastructures (PQI) 2017-2027.

Dès la mise en service de la station prototype Amos en octobre 2016, la période d'essais a permis de bonifier la sécurité des piétons aux stations, d'améliorer l'accessibilité universelle et d'assurer l'acceptabilité du concept auprès du principal exploitant de la voie réservée, soit la Société de transport de Montréal.

La planification du projet s'est poursuivie tout au long de l'année.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 137**

**Titre**

État d'avancement du projet de construction d'un garage souterrain à la station Côte-Vertu :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

En avril 2017, le dossier d'affaires du projet a été approuvé et la réalisation du projet de garage souterrain à la station Côte-Vertu autorisée conformément à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique. Ce projet consiste en l'ajout de dix positions de garage (dix trains) et d'une voie de raccordement aux voies exploitées de la station Côte-Vertu. Le garage sera également muni d'une fosse d'entretien pour le matériel roulant.

Depuis, la Société de transport de Montréal a amorcé les travaux d'excavation ainsi que le lancement de divers appels d'offres pour les travaux à réaliser.

Le projet est inscrit dans la catégorie des projets de transport « en réalisation » au Plan québécois des infrastructures 2018-2028 au coût total du projet de 439,25 M\$ avec une contribution du gouvernement du Québec de 267,4 M\$.

En 2017, 52,9 M\$ ont été investis pour ce projet.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 138**

**Titre**

État d'avancement du projet de reconstruction du complexe Crémazie de la STM :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il a lieu)**

Les travaux de construction du complexe Crémazie ont débuté en août 2017. En 2017, les dépenses encourues par la STM sont d'environ 17,8 M\$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 139**

**Titre**

État d'avancement du projet de réfection majeure du centre d'exploitation du RTL à Saint-Hubert :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet est à l'étape de la planification au Plan québécois des infrastructures 2017-2027. En 2017, le Réseau de transport de Longueuil (RTL) a déposé au ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports une demande d'autorisation de principe dans le cadre du Programme d'aide au transport collectif des personnes et une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'aide financière du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun pour le projet de la réfection majeure du centre d'exploitation de Saint-Hubert. Le projet est estimé à 77 M\$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 140**

**Titre**

Concernant le projet de construction d'une gare de train de banlieue à Saint-Janvier (Mirabel) :

- a) état de situation et d'avancement du projet, incluant l'échéancier et les estimations de coûts (le cas échéant);
- b) copie de tout rapport ou étude réalisée par ou remise au ministère;
- c) état d'avancement du travail d'analyse en cours au ministère concernant le ou les rapports ou études ;
- d) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2018-2019.

**Explication et statistiques (s'il y a lieu)**

Créés le 1<sup>er</sup> juin 2017, l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et le Réseau de transport métropolitain (RTM) sont des organisations hors périmètre comptable gouvernemental. La gestion et l'administration de ces deux organisations ne relèvent pas du gouvernement.

Une demande faite en vertu de la Loi d'accès à l'information peut être transmise à l'ARTM et au RTM pour d'obtenir les informations demandées.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 141**

**Titre**

Concernant le projet de transport rapide (monorail) entre Québec et Montréal :

- a) état de situation et d'avancement du projet, incluant l'échéancier et les estimations de coûts (le cas échéant);
- b) copie de tout rapport ou étude réalisée par ou remise au Ministère;
- c) état d'avancement du travail d'analyse en cours au Ministère concernant le ou les rapports ou études;
- d) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2014 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**État de situation et d'avancement du projet, incluant l'échéancier et les estimations de coûts (le cas échéant)**

- Il n'y a pas d'étude en cours sur le projet de monorail de TrensQuébec ou autre, donc aucun échéancier.

**État d'avancement du travail d'analyse en cours au Ministère concernant le ou les rapports ou études**

- Aucun travail d'analyse en cours au Ministère.

**Bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2014**

Aucune somme investie en 2017-2018.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 148**

**Titre**

Concernant le projet de système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain :

- a) état de situation complet;
- b) échéancier et état d'avancement de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les scénarios, études, analyses, rapports ou autres commandés par le ministère et le détail des coûts reliés et des firmes qui les ont réalisés;
- d) coûts associés à chacun des scénarios envisagés;
- e) montants engagés par le ministère dans le cadre de ce projet par année financière depuis 2011 et prévisions pour 2018-2019;
- f) liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière du deuxième groupe d'opposition 88.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 150

**Titre**

Concernant les trains de banlieue :

- a) Liste et copie de toute étude, analyse, rapport, avis ou autres réalisés pour l'amélioration des services et l'expansion ;
- b) L'échéancier des travaux prévus pour chaque train ou chaque ligne;
- c) Ventilation de l'achalandage pour chaque ligne en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;
- d) Les montants investis pour chaque année financière depuis 2010 pour chaque train (incluant les infrastructures communes), et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistique (s'il y a lieu)**

Projets inscrits au Programme décennal des immobilisations (PDI) 2018-2028 – Infrastructures communes : 257,892 M\$

Investissements spécifiques – Lignes de trains banlieue

**Ligne Mont-Saint-Hilaire**

- Ligne Mont-Saint-Hilaire – Travaux ferroviaires pour augmenter la capacité (2,305 M\$).

**Ligne Cadiac**

- Subdivision Adirondack-Lacolle – Amélioration des infrastructures ferroviaires (2,195 M\$).

Enveloppe d'opportunité pour l'ensemble des lignes de trains de banlieue (1 M\$).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 153 a)**

**Titre**

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- a) Construction d'un centre d'entretien pour trains de banlieue à Lachine.

**Exposé et statistiques (s'il a y lieu)**

Dans le but d'assurer la qualité de son service de trains de banlieue et son développement éventuel, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) a construit, à Lachine, un centre de maintenance pour une partie de ses trains de banlieue. Cet espace dédié à l'entretien et la maintenance de son matériel roulant circulant sur le réseau du Canadien Pacifique vient combler une lacune pour l'organisation.

La réalisation du centre de maintenance de Lachine par l'AMT constituait une condition essentielle au maintien de la qualité de la prestation du service de trains de banlieue pour sa clientèle.

**État d'avancement du projet**

- Mise en service complétée;
- Acception finale émise en février 2017.

**Estimation des coûts du projet**

- Coût final estimé du projet : 124,9 M\$.

Rappelons que depuis juin 2017, la nouvelle gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (Loi 76) est mise en place. En conséquence, le Réseau de transport métropolitain a succédé à l'AMT dans la gestion de ce projet.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 153 b)**

**Titre**

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

b) Étagement ferroviaire de la jonction de l'Est;

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le projet est complété, la jonction de l'Est étagée a été mise en service en octobre 2013.

Le coût total estimé et autorisé de 59,6 M\$ a été respecté.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 153 d)

<p><b>Titre</b></p> <p>Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :</p> <p>d) Train de banlieue Corridor-Nord-Est (Train de l'Est);</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le train de l'Est a été mis en service le 1<sup>er</sup> décembre 2014. Aussi nommé ligne Mascouche, il relie le centre-ville de Montréal à Mascouche. Le tracé s'étend sur 51 kilomètres et la ligne sert treize gares, dont dix nouvelles (sept à Montréal et trois sur la Rive-Nord).</p> <p>Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017, le Réseau de transport métropolitain (RTM) a remplacé l'Agence de métropolitaine de transport (AMT) et le projet du train de l'Est est depuis géré par le RTM, et ce jusqu'à la fermeture administrative du projet.</p> <p>À la fin de 2017, tous les appels d'offres pour les travaux du train de l'Est ont déjà été lancés et conclus. Il restera en 2018 deux appels d'offres pour permettre la correction des infiltrations d'eau aux gares Anjou et Saint Léonard- Montréal-Nord.</p> <p>En date du 31 décembre 2017, dix-huit dossiers d'acquisition immobilière sont toujours actifs.</p> <p>Le contrat de réalisation de la dernière œuvre d'art pour la gare Sauvé a été octroyé par le RTM à l'artiste retenu à l'été 2017 et l'installation de l'œuvre sera complétée au printemps 2018.</p> <p>Le budget autorisé est de 730,7 M\$.</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 153 e)

<p><b>Titre</b></p> <p>Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :</p> <p>e) Étude du système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s’il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera répondue à la question particulière du deuxième groupe d'opposition 88.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 153 f)**

<p><b>Titre</b></p> <p>Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :</p> <p>f) Construction d'un deuxième garage pour la Société de transport de l'Outaouais.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le Ministère a autorisé la Société de transport de l'Outaouais (STO) à réaliser le projet le 27 février 2015.</p> <p>Le 21 novembre 2016, la STO inaugurerait le Centre de transport en commun (2<sup>e</sup> garage). La mise en service a eu lieu le 2 janvier 2017.</p> <p>Ce deuxième garage peut abriter 192 autobus réguliers ou 129 autobus articulés et permet un déploiement plus rapide dans la partie est de la ville de Gatineau. Les conditions d'entretien des véhicules ont également été améliorées grâce aux équipements spécialisés, aux ateliers et aux aires de travail dorénavant adaptées aux autobus articulés et hybrides.</p> <p>La contribution totale du Ministère est de 49,3 M\$, correspondant à 75 % du coût total du projet. La ventilation de la contribution est répartie ainsi : 1,2 M\$ en 2014, 17,5 M\$ en 2015 et de 30,6 M\$ en 2016. Selon la STO, le coût total du projet a été de 65,8 M\$ au lieu 75,0 M\$.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 156

**Titre**

Liste et copie de toute étude, rapport ou avis concernant la modification de l'affichage des cinémomètres en bordure des routes et détails et impacts de la décision du ministère de modifier l'affichage des cinémomètres.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

En 2014, après cinq années d'utilisation des appareils de contrôle automatisé (ACA) au Québec, des modifications ont été apportées au manuel de signalisation. L'objectif était de simplifier la signalisation, d'en faciliter l'installation, surtout en milieu urbain, tout en réduisant les coûts afférents et en informant plus efficacement les citoyens de la présence des ACA.

À l'automne 2017, le Ministère et la Ville de Montréal ont entrepris d'uniformiser la signalisation concernant les radars photo sur leurs réseaux respectifs en appliquant les nouvelles normes. Cela implique, notamment, le remplacement des panneaux installés entre 2009 et 2014 par ceux prescrits actuellement.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 157**

**Titre**

État de situation et bilan des travaux en cours au Ministère concernant la réflexion stratégique à l'égard de la planification, de la cohérence et de l'établissement des priorités des projets de transport collectif dans la région de Montréal. État des discussions avec les divers organismes de transport et les autres ministères concernés. Indiquer l'échéancier, les coûts engendrés en 2017-2018 et prévus pour 2018-2019 et les effectifs affectés à ces travaux.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 158

**Titre**

État d'avancement et bilan des travaux de la Table québécoise de la sécurité routière et liste des rencontres ayant eu lieu en 2017-2018, incluant dates et lieux. Prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015, la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR) est sous la responsabilité de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

La SAAQ et le Ministère ont tenu une consultation publique du 9 janvier au 3 mars 2017, mettant ainsi sur pause les travaux de la TQSR.

Une réflexion est en cours afin de déterminer le mandat et la composition de la TQSR.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 162

**Titre**

Évolution des revenus provenant des coûts d'immatriculation. Fournir les revenus pour chaque année financière depuis 2010 et les prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**Revenus provenant des coûts d'immatriculation pour 2017**

Revenus projetés pour 2017 : 577,8 M\$



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 164

Titre

Ventilation des coûts moyens d'immatriculation et de permis de conduire par catégorie pour chaque année financière depuis 2010. Évolution globale de ces coûts pour les usagers pour chaque année financière depuis 2010.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Coûts moyens de l'immatriculation et du permis de conduire pour 2017

	Société		Autres organismes			Total
	Assurance	Frais administratifs	Taxe	Droits	OPT <sup>1</sup>	
Immatriculation						
Véhicule de promenade	64,57 \$	4,45 \$	5,82 \$	115,00 \$	30,00 \$	219,84 \$
Motos de 400 cc et plus	482,65 \$	4,45 \$	43,44 \$	44,25 \$		574,79 \$
Véhicules lourds commerciaux - 2 essieux	104,28 \$	4,45 \$	9,39 \$	443,00 \$		561,12 \$
Permis de conduire						
Classe 5 - Véhicule de promenade	56,03 \$	4,45 \$	5,05 \$	17,70 \$		83,23 \$
Classe 6 - Moto seulement	62,39 \$	4,45 \$	5,62 \$	17,70 \$		90,16 \$
Classes 5 et 6 combinées	118,42 \$	4,45 \$	10,66 \$	17,70 \$		151,23 \$

<sup>1</sup> Contribution aux organismes publics de transport en commun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 169

<b>Titre</b>  État de situation et évolution pour chaque année financière depuis 2010 du Fonds de l'assurance automobile, incluant les actifs, le passif, le déficit et la provenance des revenus.															
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  <b>Informations pour 2017</b>  <table><tr><td><b>Bilan (en millions \$)</b></td><td><b>2017 *</b></td></tr><tr><td><b>Actif</b></td><td>12 020</td></tr><tr><td><b>Passif</b></td><td>8 718</td></tr><tr><td><b>Excédent cumulé</b></td><td>3 302</td></tr></table>  <table><tr><td><b>Revenus (en millions \$)</b></td><td><b>2017 *</b></td></tr><tr><td><b>Contributions d'assurance</b></td><td>922</td></tr><tr><td><b>Revenus de placements</b></td><td>911</td></tr></table>  * Projection des données de l'année financière 2017		<b>Bilan (en millions \$)</b>	<b>2017 *</b>	<b>Actif</b>	12 020	<b>Passif</b>	8 718	<b>Excédent cumulé</b>	3 302	<b>Revenus (en millions \$)</b>	<b>2017 *</b>	<b>Contributions d'assurance</b>	922	<b>Revenus de placements</b>	911
<b>Bilan (en millions \$)</b>	<b>2017 *</b>														
<b>Actif</b>	12 020														
<b>Passif</b>	8 718														
<b>Excédent cumulé</b>	3 302														
<b>Revenus (en millions \$)</b>	<b>2017 *</b>														
<b>Contributions d'assurance</b>	922														
<b>Revenus de placements</b>	911														

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 171

<p><b>Titre</b></p> <p>Les heures supplémentaires effectuées par les contrôleurs routiers (incluant moyenne par contrôleur et par région) en 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p><b>2017</b></p> <p>974 520 \$ ont été versés en heures supplémentaires aux contrôleurs routiers de la Société de l'assurance automobile du Québec.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 172**

**Titre**

Les heures supplémentaires effectuées par les contrôleurs routiers (incluant moyenne - par contrôleur et par région) en 2014, 2015, 2016 et 2017 aux postes de contrôles (balance des véhicules lourds) spécifiquement.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 171.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 173

<p><b>Titre</b></p> <p>Bilan de l'application de la Loi sur le corridor de sécurité. Nombre d'infractions, nombre d'incidents, coûts associés à l'implantation de la mesure.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Concernant les statistiques d'accidents, il est difficile, à partir du rapport d'accident, d'établir le nombre et la gravité des accidents associés à l'application ou au non-respect du corridor de sécurité. Bien que le rapport d'accident contienne de nombreuses informations sur les caractéristiques et la nature d'un accident, il ne permet pas d'identifier les circonstances permettant d'établir s'il s'agit d'un accident ayant été occasionné à la suite d'une intervention sur ou aux abords du réseau routier.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 174

**Titre**

Bilan de la réintroduction des cours de conduite obligatoires. Fournir, depuis la mise en œuvre de la mesure, et ce, pour chaque année financière :

- a) le nombre d'inscriptions;
- b) le nombre d'écoles conformes et non-conformes;
- c) le bilan des sommes dépensées par région et école;
- d) la liste des écoles reconnues.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

**a) Nombre d'inscriptions**

Il est impossible de déterminer le nombre d'inscriptions, puisque cette information appartient aux écoles de conduite. À noter toutefois que 856 657 personnes ont obtenu un permis d'apprenti conducteur depuis l'entrée en vigueur du nouveau cours de conduite obligatoire, du 17 janvier 2010 au 31 décembre 2017.

**Nombre de permis d'apprenti conducteur délivrés par la SAAQ en 2017**

109 578

**b) Nombre d'écoles conformes**

Au 31 décembre 2017, il y avait 632 écoles reconnues pour offrir le nouveau Programme d'éducation à la sécurité routière.

**Nombre d'écoles non conformes (en situation d'illégalité) en 2017**

5

**c) Sommes consenties pour la réintroduction du cours de conduite obligatoire, par région et par école**

Lors de la mise en place du cours en 2010, une somme de 1 730 946 \$ a été consentie. Les sommes consenties par région et par école n'ont pas été compilées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 175

<p><b>Titre</b></p> <p>Bilan du programme « Permis de conduire Plus » : nombre de permis totaux délivrés pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure, coûts totaux et ventilés, nombre de demandes en cours. État de situation pour ceux qui détiennent toujours un permis.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Nombre de permis de conduire Plus en circulation au 31 décembre 2017 : 9 879</p> <p>En 2013, la Société de l'assurance automobile du Québec a pris la décision de cesser la production du permis de conduire Plus.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 176

Titre

Bilan de l'implantation des radars photo et caméras aux feux rouges. Fournir les coûts et les recettes pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure et l'état des appels d'offres en cours pour l'implantation de nouveaux appareils.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Résultats financiers du Fonds de la sécurité routière

	Du 1 <sup>er</sup> avril au 31 décembre 2017 (en millions de \$)
Recettes	2,02
Dépenses	8,33



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 179

##### Titre

Concernant les projets de télématique :

- a) détails et état d'avancement du projet pilote concernant l'installation de modules GPS dans les véhicules;
- b) sommes investies dans le projet et effectifs dédiés pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;
- c) liste et copie de toute étude, rapport, avis ou autre concernant l'installation de modules GPS dans les voitures;
- d) détails des travaux et réflexions en cours visant à rendre le projet pilote permanent;
- e) description et état d'avancement de tout autre projet d'utilisation de la télématique.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) En 2014-2015, la SAAQ a fait connaître son intention de réfléchir au potentiel de la télématique en sécurité routière.

À la suite de cette réflexion, aucun projet pilote sur la télématique n'a été proposé.

- b) Aucune somme d'argent n'a été investie dans le projet.
- c) Sans objet.
- d) Sans objet.
- e) Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 181

<b>Titre</b> Liste et détail des projets et montants alloués en infrastructures et systèmes de transport maritime en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. Ventilé par région.			
<b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  Programme de soutien aux investissements dans les infrastructures de transport maritime  Liste des projets et montants alloués en 2017-2018			
Région administrative	Demandeur	Description du projet	Subvention accordée
Bas-Saint-Laurent	Béton Provincial ltée (9312-8429 Québec inc.)	Aménagement d'un terminal de bitume au port de Matane	1 300 000 \$
	Compagnie de Navigation des Basques (Traverse Trois-Pistoles–Les Escoumins)	Travaux de mise à niveau du traversier L'Héritage - Phase 2	192 625 \$
Capitale-Nationale	Le Groupe Océan (Travaux Maritimes Océan)	Modification d'une barge existante pour en faire une barge élévatrice	914 250 \$
Montréal	Ville de Sainte-Catherine	Réfection et amélioration des accès routiers au quai Baillargeon	2 859 103 \$
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Groupe Riverin Maritime inc.	Travaux d'amélioration du navire Jean-Joseph aux fins du démarrage d'un service de transport de vrac entre la Côte-Nord et Saint-Pierre-et-Miquelon	519 779 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 182

<p><b>Titre</b></p> <p>Ventilation des sommes allouées et investies par le ministère dans le cadre de la stratégie maritime. Nombre d'ETC affectés à des travaux en lien avec cette stratégie et état d'avancement de l'implantation de la stratégie au ministère. Fournir la liste et la copie de toute étude, rapport ou note, avis produit par le ministère dans le cadre de cette stratégie en indiquant les coûts.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, qui est responsable de la Stratégie maritime du gouvernement du Québec.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 183

<p><b>Titre</b></p> <p>Copie à jour du document « <i>Stratégie maritime - Porteurs principaux et suivi qualitatif des actions</i> » détenu par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (Ministère) et de tout autre document de suivi des actions et orientations relatives à la Stratégie maritime.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera fournie par le ministère du Conseil exécutif qui est maintenant chargé de la Stratégie maritime du gouvernement.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 184

<p><b>Titre</b></p> <p>État de situation des négociations et contrats concernant la cession des ports par le gouvernement fédéral.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Transports Canada (TC) souhaite se départir des 25 installations portuaires qu'il possède au Québec. On y retrouve, notamment, cinq ports commerciaux, soit Baie-Comeau, Gaspé, Gros-Cacouna, Matane et Rimouski, ainsi que neuf quais desservant des collectivités isolées.</p> <p>Cette politique fédérale soulève de nombreux enjeux au regard du développement économique et régional, des systèmes de transport, des finances publiques et de l'environnement. Tout transfert requiert l'autorisation du gouvernement du Québec, propriétaire des lots du domaine hydrique de l'État sur lequel sont érigées ces installations.</p> <p>Dans le cadre de la Stratégie maritime gouvernementale, le gouvernement du Québec a adopté un positionnement formel sur cette question. Ces orientations, rendues publiques par un communiqué du 16 juin 2017, sont à l'effet de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Demander au gouvernement fédéral de continuer d'assumer sa responsabilité historique à l'égard des infrastructures portuaires qui sont dédiées au désenclavement des collectivités isolées, de les entretenir adéquatement et de les reconstruire lorsque requis. Ces installations sont celles de Blanc-Sablon, de Cap-aux-Meules, de Harrington Harbour, de Kegaska, de La Romaine, de La Tabatière, de Natashquan, de Tête-à-la-Baleine et de Saint-Augustin.</li><li>• Mandater le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, en collaboration avec le Secrétariat aux affaires maritimes, le Secrétariat du Québec aux Relations canadiennes et les ministères concernés, afin qu'il évalue, au regard des paramètres habituels, tout projet de transfert soumis par des organisations du milieu désireuses d'acquérir des installations portuaires et l'opportunité qui en découle.</li><li>• Entreprendre des discussions avec le gouvernement fédéral sur la possibilité de prendre en charge les cinq installations portuaires faisant partie du réseau portuaire commercial stratégique (Baie-Comeau, Gaspé, Gros-Cacouna, Matane et Rimouski) si celles-ci ne font pas l'objet d'un intérêt de prise en charge par une organisation du milieu.</li></ul> <p>Les travaux d'évaluation concernant les enjeux et les coûts d'une prise en charge des ports de Gaspé, de Gros-Cacouna, de Matane et de Rimouski ont été entrepris par le Ministère dès l'automne 2016.</p> <p>Pour le port de Baie-Comeau, des démarches visant une prise en charge par le milieu sont en cours. Par conséquent, le gouvernement du Québec souhaite donner la priorité aux démarches du milieu.</p> <p><b>Processus de travail collaboratif entre le Ministère et TC</b></p> <p>Un processus de collaboration basé sur un accès complet aux informations détenues par chacun a été mis en place. En vertu de ce principe de transparence, toutes les informations utiles détenues par TC, concernant notamment l'état des ouvrages, l'état de l'environnement et les coûts d'entretien et de mise à niveau des installations, ont été mises à la disposition du Ministère.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 186**

**Titre**

État d'avancement du projet d'implantation de pôles logistiques:

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019;
- f) nature de la participation du Fonds de solidarité FTQ et liste des rencontres avec le Fonds concernant le développement de projets de pôles logistiques.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le dossier des pôles logistiques est sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Le rôle du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports dans le projet est de s'assurer que les infrastructures routières, maritimes et ferroviaires requises en lien avec les installations des pôles soient disponibles, efficaces et sécuritaires.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 187**

**Titre**

État d'avancement du projet de 90 M\$ visant à reconfigurer le terminal de croisières au port de Québec :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisées ou commandées par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports à ce jour;
- d) état de situation de la passerelle au-dessus du bassin Louise et indiquer si cela fait partie ou non du projet;
- e) prévisions d'investissements pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera fournie par le ministère du Conseil exécutif qui est maintenant chargé de la Stratégie maritime du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 189

**Titre**

Sommes investies en 2017-2018 pour la faisabilité de la voie de contournement ferroviaire à Lac-Mégantic. État de situation du projet et de l'avancement des travaux, et la liste détaillée des contrats octroyés jusqu'à présent. Nombre et détails des reports concernant le dépôt des appels d'offres et état de situation des appels d'offres. Échéancier prévu et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire a le mandat de coordonner l'ensemble du dossier de Lac-Mégantic pour le gouvernement du Québec.

Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports participe au comité stratégique de l'étude de faisabilité en tant que partenaire financier et assure un soutien technique au besoin.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

#### Question 190

##### Titre

L'état d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par le ministère pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 :

- a) Créer un nouveau programme, administré par le ministère des Transports du Québec, pour soutenir les projets d'infrastructures portuaires et intermodales consacrés au transport des marchandises (somme de 200 millions de dollars a été prévue dans le budget 2015-2016);
- b) Offrir un soutien financier de plus de 300 millions de dollars pour la construction de voies d'accès routier aux sites portuaires et multimodaux, d'infrastructures publiques en lien avec les pôles logistiques et d'infrastructures touristiques;
- c) Travailler de concert avec le gouvernement fédéral afin d'optimiser sa participation dans les sites portuaires du Québec, notamment dans le cadre du Nouveau Plan Chantiers Canada;
- d) Accroître le financement complémentaire du secteur privé dans les sites portuaires en les modernisant et en augmentant leur capacité;
- e) Réaliser une révision des zones inondables liées au Saint-Laurent;
- f) Favoriser l'implantation de pôles logistiques avec l'appui de partenaires. Enveloppe de 300 millions de dollars pour la prise de participation dans des projets de pôles logistiques et une enveloppe de 100 millions de dollars réservée par le gouvernement pour répondre aux besoins en infrastructures publiques, liés aux projets de logistique;
- g) Soutenir la grappe de la logistique et du transport, notamment en collaboration avec CargoM;
- h) Confier à la Table du Québec sur le transport maritime courte distance le mandat de réaliser une étude sur l'identification des créneaux potentiels de développement ainsi que sur les conditions de réussite;
- i) Encourager l'utilisation du transport maritime pour les sources d'énergie alternatives, dont le gaz naturel liquéfié (GNL);
- j) Appuyer des initiatives dans le cadre du Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) et du Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF);
- k) Encourager l'utilisation de sources d'énergie alternatives dans le transport maritime, dont le GNL;
- l) Soutenir les initiatives du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques liées à la protection du territoire maritime côtier et de ses écosystèmes;
- m) Encourager les projets visant l'utilisation de sources d'énergie électrique, dont les projets de branchement à quai des ports de Montréal et de Québec.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera fournie par le ministère du Conseil exécutif qui est maintenant chargé de la Stratégie maritime du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 191

<p><b>Titre</b></p> <p>Copie du Plan d'immobilisations initial 2009-2023 de la Société et du Plan d'immobilisations actualisé pour 2017-2018. Fournir l'état d'avancement pour chaque projet.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Le plan d'immobilisations de 2009-2023 intégrait 19 projets pour un montant total de 585,2 M\$. Les plus importants projets de ce plan étaient la construction de 4 navires (Matane, Tadoussac (2) et l'Île Verte), les adaptations des quais et autres infrastructures terrestres s'y rapportant et la rénovation du quai de Rivière-du-Loup. Le montant total estimé de ces projets était de 463 M\$.</p> <p>En 2017-2018, les projets du plan d'immobilisations totalisent 613,1 M\$, notamment, pour les constructions des navires de la traverse de Tadoussac, l'amélioration de la fluidité, la construction de gares ainsi que l'adaptation des quais et celle des navires de la traverse de Sorel-Tracy.</p> <p>Les principaux changements se situent au niveau des mises aux normes de plusieurs embarcadères et à l'adaptation des infrastructures terrestres et des navires pour Sorel-Tracy.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 192**

**Titre**

État de situation du projet de réfection de divers embarcadères pour la traverse Matane–Baie-Comeau–Godbout :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- a) Les travaux d'adaptation des infrastructures terrestres de Matane–Baie-Comeau–Godbout sont terminés.
- b) Un coût total de 43,2 M\$ a été requis pour ce projet.
- c) Sans objet.
- d) Les travaux ont été terminés en 2016-2017.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 193**

**Titre**

État de situation du projet de réfection de divers embarcadères pour la traverse de Sorel :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- a) La phase pré-conceptuelle du projet d'amélioration de la fluidité est terminée.
- b) Le budget demandé au Programme québécois des infrastructures 2018-2028 (non approuvé à ce jour) est de 25 M\$ pour l'amélioration de la fluidité et de 42 M\$ pour l'adaptation des quais.
- c) Sans objet.
- d) En conséquence des dernières estimations et des choix de la Société des traversiers du Québec en allocation des ressources disponibles, le projet initial a été scindé. L'aspect « amélioration de la fluidité » sera complété en 2019-2020. La préparation des plans et devis pour l'adaptation des embarcadères se fera à partir de 2023-2024 avec une réalisation des travaux s'échelonnant de 2024 à 2026.
- e) Les sommes prévues pour être investies en 2017-2018 s'élèvent à 2 M\$ et les prévisions pour 2018-2019 sont estimées à 17,4 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 194

<p><b>Titre</b></p> <p>Nombre et nature des bris ou arrêts de fonctionnement pour cause de défaut sur le traversier F. A. Gauthier et le coût assumé pour chacun d'eux par le constructeur pour la réparation sous garantie.</p>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La Société des traversiers du Québec n'a pas accès aux coûts assumés par le constructeur pour les réparations sous garantie.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 195

Titre

L'achalandage et les revenus par mois pour chaque traverse au Québec pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année 2017-2018, les revenus et l'achalandage des mois de février et de mars 2018 ne sont pas disponibles à ce jour. Veuillez noter que **toutes les données 2017-2018 n'ont pas été vérifiées**. Les données vérifiées seront disponibles dans le Rapport annuel de gestion de la STQ 2017-2018.

2017-2018

Québec-Lévis	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
Nombre de passagers	106 376	132 825	171 336	371 668	255 973	178 814	143 473	104 929	94 725	69 633	1 629 752
Revenus passagers	226 679	278 445	384 728	950 698	620 314	412 767	306 466	182 995	185 689	140 341	3 689 122 \$
Nombre de véhicules	23 283	29 241	29 854	28 974	31 346	31 357	32 586	29 485	22 719	17 230	276 075
Revenus véhicules	93 008	117 163	121 481	120 749	129 845	127 021	126 665	112 005	84 911	65 568	1 098 416 \$
Sorel-Tracy-Saint-Ignace-de-Loyola											
Nombre de passagers	69 469	76 287	96 524	116 742	114 045	97 049	76 842	59 488	60 499	50 363	817 308
Revenus passagers	196 237	220 344	277 248	349 849	325 265	271 421	212 759	155 659	160 471	134 097	2 303 350 \$
Nombre de véhicules	41 881	49 926	59 381	62 815	63 712	58 436	48 218	38 929	36 418	31 810	491 526
Revenus véhicules	274 876	346 315	378 119	406 656	406 537	354 944	319 300	271 682	233 189	199 272	3 190 889 \$
Matane-Baie-Comeau-Godbout											
Nombre de passagers	12 332	13 005	18 621	31 755	32 792	18 431	15 431	9 572	12 247	8 192	172 378
Revenus passagers	228 254	239 803	331 492	545 198	567 832	334 651	280 200	173 531	208 742	147 599	3 057 303 \$
Nombre de véhicules	5 935	6 681	9 209	13 388	14 037	8 935	7 635	5 165	5 312	3 991	80 288
Revenus véhicules	430 344	519 344	730 659	930 102	933 898	650 154	652 328	470 787	379 037	324 950	6 021 602 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 196**

<p><b>Titre</b></p> <p>L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par la Société des traversiers du Québec pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) Réaliser, par l'entremise de la Société des traversiers du Québec (STQ), un plan d'action visant à augmenter son achalandage, en favorisant le développement économique et touristique de toutes les régions qu'elle dessert.</li><li>b) Définir, par l'entremise de la STQ, des critères qui permettront au gouvernement d'évaluer les services existants et la possibilité d'intégrer de nouvelles traverses au sein de son réseau.</li></ul>
<p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>La réponse à cette question sera fournie par le ministère du Conseil exécutif qui est maintenant responsable de la Stratégie maritime du gouvernement.</p>

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

**Titre**

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

1. 9191-6254 QUÉBEC INC.	Transport nolisé
--------------------------	------------------

2. 9227-1360 QUÉBEC INC. Transport par abonnement

172



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 198

**Titre**

Le nombre de révisions demandées, étudiées, approuvées et refusées du nombre de permis de taxi délivrés par agglomération.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'objectif du Ministère est de réviser le nombre d'agglomérations de taxi, présentement fixé à 336, pour le diminuer à environ une centaine. Plus précisément, il est souhaité de redéfinir le territoire des agglomérations en les calquant à celui des municipalités régionales de comté dans une volonté de s'harmoniser aux limites observées en transport collectif. C'est d'ailleurs sur cette base que le Ministère poursuit, depuis plusieurs mois, des travaux internes concernant la redéfinition des territoires des agglomérations de taxi et la fixation du nombre maximal de permis de propriétaire de taxi pouvant être délivrés par la Commission des transports du Québec dans chaque agglomération.

Ces travaux sont toujours en cours.

Plusieurs demandes de révision ont été reçues, mais elles sont toujours en analyse.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

**Question 199**

**Titre**

Valeur des permis de taxi par agglomération, par mois.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits 2018-2019.